



**Títol: Potencies del centre d'economie
internacionale des pays socialistes**

Autor: Benjami Bastida

Fecha: 01/01/1983

Número: 0386

CENTRE D'ECONOMIE INTERNATIONALE DES PAYS SOCIALISTES

GRUPE DE RECHERCHE SUR LES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES DES PAYS SOCIALISTES

Paris, le 1er février 1983

Aux membres du Groupe "International"

Aux membres du sous-groupe "Est-Sud"

Calendrier des prochaines réunions :

12 février 1983 :

- Evelyn BLEDNIAK, " Comecon et théorie de la division internationale socialiste du travail"
- Ghislaine BAILLY, " La Tchécoslovaquie dans le Comecon"

26 février 1983 :

- Jorge ZUMARAN, " Les pays socialistes et l'Amérique latine"

12 mars 1983 :

- Bernadette VEYRAT, " Les pays socialistes et l'Afrique sub-saharienne"

16 avril 1983

~~19 mars 1983~~

- Jean-Pierre CAFFET, " Tarifs douaniers et économie socialiste"
- Liliane VAN HOFF, "La compensation dans les relations UEEL-pays de l'Est"

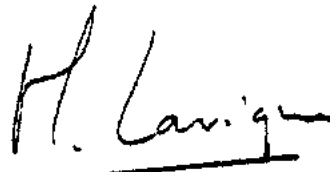
30 avril 1983 :

- Alexandre DIMITRI, " Les prix dans les échanges Est-Sud"
 - Elisabeth TISON, " Les pays socialistes et les pays d'Amérique latine : Brésil, Argentine, Mexique"
- (ev. I. JIMENEZ)

mai 1983 :

- Judit MORVA-CRISTOFARI
- Sonia BAHRI

Les réunions ont lieu au Centre Tolbiac à 9 h 45 dans la salle C 21 02.



Marie LAVIGNE

LA CRISIS ECONÓMICA EN LOS PAISES DEL ESTE

Coordinador: Benjamín Bastida Vilá (Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales. Cátedra II de Política Económica)

Profesor: Marie Lavigne, (Profesora y Directora del Centre d'Economie Internationale des Pays Socialistes, Universidad de París I; Pantheon-Sorbonne),

Objetivo: El curso se concibe como una iniciación sólida al conocimiento de la realidad económica actual de los países del Este. Pretende establecer una base científica para la permanente discusión acerca de la naturaleza y posibilidades de funcionamiento del llamado "socialismo real".

Programa:

Abril 3, martes a las 12h.

M. LAVIGNE: "La crisis en los países socialistas: ¿un falso problema?"

Abril 4, miércoles a las 12 h.

B. Bastida: "La crisis en los países socialistas: aspectos financieros".

Abril 5, jueves a las 12 h.

X. Farriols: "La crisis en los países socialistas: aspectos tecnológicos".

Abril 6, viernes a las 12h.

M. Lavigne: "Las relaciones económicas internacionales de los países del Este frente a la crisis".

Lugar: Sala de Grados. Facultad de Ciencias Económicas. Universidad de Barcelona.

CENTRE D'ÉCONOMIE INTERNATIONALE DES PAYS SOCIALISTES
GROUPE DE RECHERCHE SUR LA THÉORIE DE L'ÉCONOMIE SOCIALISTE

Paris, le 1er février 1983

A l'attention des membres du Groupe "Théorie"

La réunion du 21 janvier 1983 a arrêté le calendrier suivant :

25 février 1983 :

- Dominique REDOR, "Régulation salariale et crise en système socialiste"
- Jean BONCOEUR, "Statistiques sur le logement dans les pays du Comecon et en Yougoslavie"

25 mars 1983 :

- Xavier RICHER, " Statistiques macroéconomiques sur la Hongrie"
- Krystyna SZYMKIEWICZ, "Statistiques macroéconomiques sur la Pologne"
(Jean Claude DELAUNAY remettra des documents sur la démographie)

29 avril 1983 :

- Barbara ROGULSKA, "Sur les concepts de régulation salariale et crise"

27 mai 1983 :

- Veselin DJURDJEVAC, "Crise et Yougoslavie"
- Hugues SACTER, " Crise sectorielle et crise régionale : le cas de la Yougoslavie"

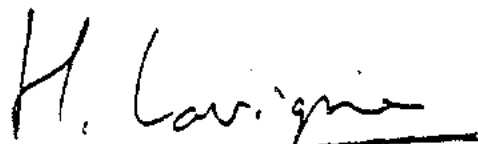
10 juin 1983 :

- Wladimir ANDREFF, Giovanni GRAZIANI et Marie LAVIGNE, "Indicateurs de commerce extérieur "

24 juin 1983 :

- Jean Charles ASSELAIN, "Statistiques de consommation"
- Roberta BENINI, " Evaluation des nouvelles techniques"
- Robert TARTARIN et Barbara ROGULSKA, " Rentabilité et endettement des entreprises"

Toutes les réunions ont lieu au Centre Tolbiac à 14h30 dans la salle C 21 02



Marie LAVIGNE

CENTRE D'ÉCONOMIE INTERNATIONALE DES PAYS SOCIALISTES

GROUPE DE RECHERCHE SUR LES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES DES PAYS SOCIALISTES

Séance du 27 mai 1983
à 14h30

CHOMAGE EN SYSTEME SOCIALISTE AUTOGERE YOUGOSLAVE

Veselin DJURDJEVAC

Après une courte période de plein emploi, aussitôt après la dernière guerre, le chômage a fait son apparition en Yougoslavie et s'y est maintenu malgré le départ d'un nombre considérable de travailleurs pour l'étranger. Selon une méthodologie additionnant ceux ayant un travail et ceux sans travail le ^{de chômage} taux obtenu est de 12,13. Tandis que si l'on considère que le nombre des employés, le pourcentage atteint est de 13,8%. Il s'agit de l'un des taux le plus élevés en Europe. (A)

Un tel niveau du chômage est de moins en moins économiquement supportable et encore moins socialement justifiable dans un pays socialiste.

(A) En Yougoslavie, les statistiques officielles considèrent comme chômeurs (demandeurs d'emploi), uniquement les personnes qui s'adressent à l'office de l'emploi pour rechercher un emploi et non pas celles qui cherchent du travail sans s'adresser à l'office.

I. APPROCHE THEORIQUE

1. Le droit et l'obligation au travail en régime socialiste

A/-Le chômage s'inscrit dans la logique de l'accumulation capitaliste.

On sait que lors de l'accumulation et de l'accroissement de la composition organique du capital dans l'entreprise capitaliste à un moment donné survient la diminution du nombre total de salariés employés. Le licenciement d'une partie de travailleurs embauchés est l'une des causes de l'émergence de l'armée de réserve de travail du capitalisme. (1)

La question se pose de savoir si dans l'entreprise socialiste peuvent surgir les mêmes problèmes que ceux dans le capitalisme. En d'autres termes, le phénomène de l'armée de réserve est-il lié au progrès technique en tant que tel ou bien au mode de son application capitaliste. La plupart d'auteurs d'orientation marxiste considèrent que par la nature des choses le collectif ouvrier de l'entreprise socialiste ne peut objectivement effectuer le remplacement de l'équipement ancien avec l'accroissement de la composition organique des moyens de production, à la manière dont procède le capitalisme, se traduisant par le licenciement des travailleurs.

(1) "En produisant l'accumulation du capital, la population ouvrière crée elle-même de plus en plus et des moyens la rendant superflus. C'est la loi de la population propre au mode capitaliste de production, de même que chaque mode particulier historique de production a ses propres lois de la population ..."

K. MARX, Kapital, t. I, "Kultura" Beograd, 1947, pp. 560-561.

B/- La garantie du droit au travail en système socialiste

Le droit au travail stipulé par la Constitution exprime l'obligation de la société socialiste d'assurer l'existence à tous les citoyens. Il s'agit d'offrir les mêmes possibilités à tous, de l'égalité en tant que valeur fondamentale de la société socialiste.

Par ailleurs, la main d'oeuvre est un facteur très important et productif lequel "n'attend pas", comme le disent les économistes parfois. Si la force de travail ne rejoint pas la production ou le fait avec retard, les investissements effectués dans les hommes seront partiellement ou totalement perdus.

La Constitution soviétique de 1977 consacre au travail quatorze articles. A travers ces différents articles se dégagent plusieurs aspects du travail: il est un devoir, moral tout au moins; il a vocation à devenir un besoin "vital"; il est un droit fondamental, accompagné d'une série de droits sociaux qui en sont les corollaires; il définit dans sa totalité la place de l'homme dans la société. (A)

Les autres pays socialiste traitent le droit au travail dans des termes analogues.

(A) Constitution de l'URSS de 1936 et 1977; cf. également Pierre et Marie LAVIGNE: Regards sur la Constitution soviétique de 1977, Paris, Economica, 1979.

2. Le chômage, par définition, exclu dans une économie socialiste auto-gérée.

A/- La démocratie participative

L'autogestion ouvrière reposant sur la propriété sociale des moyens de production et le pouvoir élargi de décision des travailleurs, attribue le rôle d'entrepreneur à ces derniers. (1) Cette fonction est assumée par le groupe de capitalistes dans le système marchand traditionnel ou par l'intervention étatique dans les économies socialistes à planification centralisée. (2)

Dans le cas de l'entreprise yougoslave l'on peut distinguer le sous-système "autogéré" (chargé de la politique "sociale" à long terme concernant la main d'œuvre, répartition, consommation collective, les intégrations) et le sous-système de "gestion-exécution" (accomplissant la politique dans la sphère de la production, d'investissement et financement et responsable pour l'exécution des décisions. ()

(1) Partant de l'analyse de Galbraith sur le déplacement du pouvoir de décision dans l'histoire de la terre vers le capital et la technocratie, J. ZUPANOV affirme que en général, le facteur le plus rare a le pouvoir de domination du processus de décision. L'auteur constate la contradiction entre la rareté du capital et de la technocratie en Yougoslavie et l'exigence du système à ce que le facteur le plus abondant se charge de la fonction de décision, à savoir le facteur travail. On peut émettre certaines réserves au sujet de ces assertions. Le pouvoir de la bureaucratie dans le système étatique ou celui de la techno-bureaucratie dans le système capitaliste contemporain est-il du au facteur le plus rare ? cf. J.K. GALBRAITH, The New Industrial State, Boston, Houghton and Mifflin, 1967, p.56; J. ZUPANOV, Autogestion et le pouvoir social, Zagreb, Nase teme, 1969, p.72-75.

(2) Cherchant à dépasser la dichotomie habituelle centralisation-décentralisation en prenant en compte tous les acteurs dans le processus certains sociologues américains et yougoslaves distinguent quatre types en regard la répartition de pouvoir: 1) démocratique où les "masses" ont un plus grand pouvoir que l'élite; 2) autocratique ou oligarchique, lequel est contraire à celui démocratique; 3) anarchique dans lequel tous les groupes ont à peu près le même, mais chacun séparément un pouvoir faible; et 4) poliarchique où tous les groupes ont approximativement le même pouvoir et très important. cf. A.S. FANNENBAUM, Control in Organizations, New York, McGraw-Hill Book Co, 1968, pp.32-33.

L'analyse de la question de la décentralisation et de la participation peut être enrichie par le biais de deux principaux modes de repartition de pouvoir de décision: démocratique et oligarchique. Dans le cas du pouvoir oligarchique un petit groupe au sommet de la pyramide détient le pouvoir. Il peut déléguer une partie de celui-ci vers le bas s'il espère obtenir ainsi de meilleurs résultats. En revanche, dans les organisations démocratiques, la majorité des membres a le pouvoir de décision qu'elle peut déléguer vers le haut sur une élite si ceci correspond à la maximisation adéquate de la fonction objectif. (1)

La participation des travailleurs dans la décision dans les pays capitalistes peut être considérée comme l'exemple de la délégation vers le bas, tandis que l'entreprise autogérée yougoslave illustre le cas de la délégation vers le haut. (2)

(1)

(2) Il est intéressant de rappeler à ce sujet l'opposition catégorique de M. WEBER à ce qu'on accorde un droit quelconque de décisionaux travailleurs préconisant l'expropriation de ceux-ci des moyens de production. L'auteur y voit là des conditions d'une plus grande rationalité dans le comportement. Il n'a pas, néanmoins, omis de reconnaître que une telle approche comportait la contradiction entre la rationalité économique et certaines valeurs et aspirations humaines essentielles. cf. *The Theory of Social and Economic Organization*, dans la rédaction de T. Parsons, New York, 1936, pp. 246, cit. par Jan VANEK, *The Behavior and Performance of Self-Governing Enterprises under Workers' Management: A Yugoslav Case Study*, Preliminary draft, 1969, p. 154.

6

B/- La stabilité des postes au travail dans le modèle autogéré.

Dans l'entreprise où le procès de décision est dominé par les travailleurs en théorie et en pratique, ce sont la maximisation du revenu avec la limite à la débauche qui constitue l'objectif le plus probable. Ainsi lorsque les ouvriers décident de l'utilisation de l'accumulation pour la modernisation de leur entreprise, il n'y a pas de risque de mise en chômage d'une partie des effectifs, comme c'est le cas dans les pays capitalistes. Mais l'existence de chômeurs en Yougoslavie et le départ d'un grand nombre d'ouvriers à l'étranger exigent de poser la question dans les termes plus nuancés.

Il n'est pas dit, en effet, que tous les membres du collectif ouvrier tomberont d'accord sur les objectifs à atteindre: les uns, les plus qualifiés et de l'âge moyenne seraient intéressés à la croissance à long terme, consommation collective et la démocratie participative; les autres, constitués par des personnes approchant le retrait obtiendraient pour la maximisation du revenu à court terme; enfin, le troisième groupe, constitué par des travailleurs jeunes et non-qualifiés privilégiant la sécurité d'emploi et la répartition égalitaire du revenu. Une hétérogénéité est également possible au sein des gestionnaires.

Quant à la commune, l'autre composante du système autogéré, en tant que fondatrice de l'entreprise et participant à la nomination du directeur de l'entreprise, elle est avant tout intéressée à la maximisation de l'emploi en même temps que celui du revenu et des taxes. Il s'agit de deux objectifs complémentaires.

3. Les causes du chômage en Yougoslavie

Déjà en 1965 on a abandonné l'objectif de plein emploi en Yougoslavie. Le chômage a par conséquent été reconnu. Dans le temps sa nature s'est modifiée. On est passé des pressions migratoires dans la relation campagne -ville aux chômeurs au vrai sens du terme.

On peut regrouper les principales causes de l'apparition du phénomène au nombre de trois: 1) Causes structurelles 2) causes conjoncturelles et 3) cause spécifiques.

A/- Causes structurelles.

L'origine du chômage structurelle est à rechercher dans l'action coordonnée de trois facteurs suivants: a) l'exode rural; b) l'action combinée de l'autogestion et des mécanismes du marché et 3) le progrès technique.

a) L'exode rural: Le village en Yougoslavie d'après guerre connaît un phénomène qualifié de "désagrarisation" qui en fait constitue une première étape vers l'exode rural. La rapide industrialisation du pays a attiré vers les usines un grand nombre de paysans qui ont continué à vivre dans les villages et même à travailler la terre tirant ainsi une partie de leurs revenus de leur travail à l'usine et une partie de leurs fermes. En 1969, environ 33% du nombre total de personnes employées dans le secteur social de l'économie yougoslave étaient des "ouvriers-paysans".

8

Ce processus social fondamental qui se poursuit sans discontinuité comporte un aspect négatif se traduisant par l'existence de 700.000 de demandeurs d'emploi dans le pays à la fin des années 70 et 300 000 travailleurs yougoslaves à l'étranger. En même temps, le développement de l'économie yougoslave au cours de trois décennies passées a connu un caractère "dychotomique" (dual). Au nord-ouest avec la pénurie de travailleurs l'on a développé une industrie intensive (en travail) et l'industrie de transformation tandis que au sud-est sous-développé, avec l'abondance de travailleurs, l'on a construit l'industrie énergétique et de matières premières.

b)-action combinée de l'autogestion et des mécanismes du marché: Le chômage apparaît en Yougoslavie dans les années 50 après l'abandon de la planification administrative centralisée de l'économie. Depuis le nombre de chômeurs n'a pas cessé de croître. Nombreux sont tentés d'y voir la conséquence de l'action combinée de l'autogestion et des mécanismes de marché. Dans les autres pays socialistes le chômage a été éliminé, mais les ouvriers y paient la sécurité de l'emploi par l'existence d'autres contraintes.

Pour de nombreux auteurs, l'une des principales contradictions du système yougoslave actuel est qu'il mise sur le libéralisme économique, sans en tirer les conséquences sur le plan politique. Ceci explique l'ambiguïté que l'on constate entre la recherche d'une plus grande productivité et en même temps l'adoption d'une loi interdisant le licenciement aux entreprises.

9

c)- progrès technique en tant que destructeur de l'emploi: Il s'agit ici de prendre en considération des nombreuses implications du progrès scientifique et technique. Il existe des opinions controversées à ce sujet. Ainsi nombreux sont ceux considérant que le chômage en Yougoslavie n'est pas une conséquence du développement économique intensif du pays mais plutôt de l'absence d'une politique de l'emploi bien conçue.

B/- Causes conjoncturelles

Dans les périodes de ralentissement de l'activité économique les entreprises sont tentées de réduire le taux d'embauche. Néanmoins, du fait de l'importance des problèmes de chômage, la collectivité exerce une forte pression sur les entreprises pour qu'elles accroissent l'emploi - en particulier de personnes qualifiées -.

En ce qui concerne l'activité économique des femmes, en dehors de l'agriculture, celle-ci est déterminée par différents facteurs, tels que l'importance des revenus à réaliser, la motivation pour le travail effectué ou à effectuer.

Bien que les chiffres avancés varient selon les sources () ce que l'on peut constater de façon unanime, c'est l'agrandissement de l'écart entre le rythme de croissance des emplois et le nombre des chômeurs qui s'accroît d'année en année.

C- Causes spécifiques

L'existence de chômeurs en Yougoslavie et le départ d'un grand nombre d'ouvriers à l'étranger sont-ils dus à des phénomènes spécifiques ? Il faut rappeler à ce sujet certaines caractéristiques d'ordre socio-économique ou même historique dans lesquelles avait débuté la construction du socialisme en Yougoslavie. Il s'agissait d'un pays sous-développé où la majorité de la population avait été composée de la population agricole engagée dans le secteur privé. Un processus de transfert de la population agricoles vers les villes était inévitable.

Dans certains cas les membres des entreprises yougoslaves ont hérité des usines ayant été de leur point de vue construit dans des endroits mal choisis, avec une technologie et l'assortiment inadéquats. Ces usines ont été généralement résultat des pressions politiques sur le gouvernement pour assurer l'embauche ou le prestige de certaines régions d'où leur nom des "usines politiques".

Il faut mentionner le fait que nombreux chômeurs refusent l'emploi qu'on leur offre parce qu'ils ne veulent pas s'éloigner de leur domicile, malgré les bons salaires assurés. C'est ainsi qu'en Croatie 27% des emplois offerts restent inoccupés et que 64,4% de chômeurs refusent d'aller travailler dans d'autres localités que la leur, à l'intérieur d'une même république. (A)

Signalons, enfin, la non-appartenance de la Yougoslavie à aucune des intégrations économiques existante ce qui n'est pas sans effets sur son économie en ces temps de crise.

(A) LETICA S., Etranges chômeurs: ils ne veulent pas de Vukovar. Pitanja, 7(5-6), 1975, pp.4-7.

II. ANALYSE DE L'EVOLUTION DU PHENOMENE CHOMAGE EN YUGOSLAVIE

Au cours de la période 1948-78, plus de 3,9 millions de nouveaux emplois ont été créés en Yougoslavie, soit un taux annuel d'augmentation de 4,5%. Mais parallèlement avec cette croissance importante, l'excédent de la main d'oeuvre disponible a commencé à se manifester surtout à partir de 1965, tandis qu'au cours de ces dernières années le nombre de jeunes à la recherche d'un premier emploi a considérablement augmenté.

Il est intéressant d'examiner l'évolution de l'emploi en Yougoslavie eu égard les trois dimensions suivantes: 1. Evolution dans le temps 2. Evolution spatiale: régionale et sectorielle et 3. Evolution socio-professionnelle.

1. Evolution dans le temps.

TABLI 1
MOVEMENT OF EMPLOYMENT, 1952-1978

	In thousands				Growth rates				
	1952	1961	1971	1978	1952-1978	1952-1961	1961-1971	1971-1978	1978
National average	1,734	3,242	4,034	5,385	4.4	7.2	3.0	2.2	4.2
Bosnia-Herzegovina	268	441	546	768	4.1	5.7	3.3	2.8	5.0
Croatia	476	852	1,003	1,314	4.0	6.7	2.6	1.6	3.3
Macedonia	90	202	274	387	5.8	9.4	3.9	3.1	5.1
Montenegro	30	65	85	117	5.4	9.0	3.5	2.7	4.7
Serbia	603	1,224	1,553	2,045	4.8	8.2	3.1	2.4	4.0
Serbia proper	397	748	1,022	1,356	4.9	7.3	3.6	3.2	4.1
Kosovo	38	78	107	159	5.6	8.3	4.3	3.2	5.1
Vojvodina	168	398	424	530	4.5	10.5	1.7	0.6	3.2
Slovenia	267	458	573	754	4.1	6.2	3.0	2.3	4.9

TABLE II
INDICATORS OF THE LEVEL OF EMPLOYMENT*

	Year	Number employed per 1,000			Industrial workers per 1,000	
		Inhabitants	Able-bodied inhabitants	Economically active inhabitants	Inhabitants	Able-bodied inhabitants
Yugoslavia — total	1953	108	174	232	35	56
	1978	245	382	579	92	143
Bosnia-Herzegovina	1953	97	166	228	31	53
	1978	186	290	512	72	113
Croatia	1953	127	198	239	42	66
	1978	287	439	639	102	155
Macedonia	1953	84	150	204	17	30
	1978	211	338	570	76	122
Montenegro	1953	81	145	222	14	26
	1978	199	321	612	57	91
Serbia	1953	90	143	187	27	43
	1978	226	351	513	83	129
Serbia proper	1953	94	146	180	28	44
	1978	247	368	498	92	137
Kosovo	1953	47	88	140	16	30
	1978	104	199	417	35	66
Vojvodina	1953	101	156	221	29	45
	1978	264	395	614	94	141
Slovenia	1953	186	297	457	79	125
	1978	416	657	875	186	295

* Computed according to the total number of inhabitants, including those absent from Yugoslavia.
Source: Computed according to *Statistički godišnjak Jugoslavije, 1979.*

TABLE VII
NUMBER OF PERSONS SEEKING EMPLOYMENT

	In thousands					Index: 1961=100			
	1961	1965	1971	1975	1978	1965	1971	1975	1978
Yugoslavia — total	191	267	289	584	738	139	151	306	386
Bosnia-Herzegovina	20	27	30	95	121	135	150	475	605
Croatia	46	64	45	78	78	133	94	162	162
Macedonia	30	47	59	96	107	156	196	320	356
Montenegro	4	5	6	18	23	125	150	450	575
Serbia	82	110	134	285	397	134	163	347	484
Serbia proper	50	65	86	181	269	128	170	362	538
Vojvodina	17	22	26	61	71	129	147	358	417
Kosovo	15	23	22	43	57	153	146	286	380
Slovenia	8	13	15	12	11	162	187	150	137

202
6 522

TABLE VIII
BASIC INDICATORS OF UNEMPLOYMENT

	Number of unemployed per 100 employed	Number of unemployed per 100 economically active inhabitants
Yugoslavia — total	13.7	7.9
Bosnia-Herzegovina	15.7	8.1
Croatia	5.9	3.8
Macedonia	27.6	15.3
Montenegro	19.6	12.0
Serbia	19.4	10.0
Serbia proper	19.8	9.9
Vojvodina	13.4	8.2
Kosovo	35.8	15.0
Slovenia	1.5	1.3

Source: For 1961 — Yugoslavia 1945—1964, and for other years — Statistički godišnjak Jugoslavije, 1979.

CHART III
NUMBER OF UNEMPLOYED PER 100 ECONOMICALLY ACTIVE INHABITANTS, IN 1973

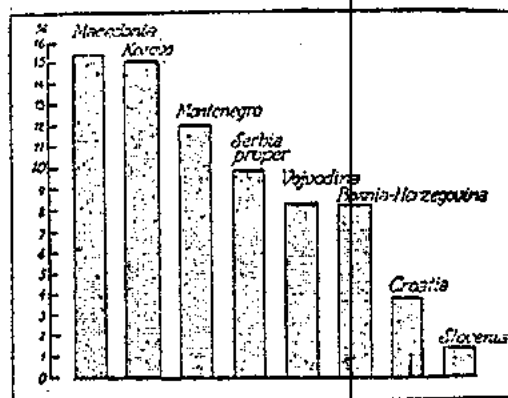


TABLE IX
BASIC INDICATORS OF EMPLOYMENT AND UNEMPLOYMENT BY REPUBLIC AND AUTONOMOUS PROVINCE

	Kosovo	Bosnia-Herzegovina	Montenegro	Macedonia	Serbia proper	Vojvodina	Croatia	Slovenia
— Proportion of agricultural in total population (in %) —								
1948	90.9	71.6	71.6	70.6	72.4	68.1	62.4	44.1
1978	42.9	30.2	27.0	32.6	35.1	32.8	24.6	13.5
— Employment —								
In thousands								
1952	38	268	30	90	393	168	477	266
1978	159	768	117	387	1,356	530	1,314	754
Increment 1953—1978	121	500	87	297	963	362	837	488
Growth rates 1953—1978	5.6	4.1	5.4	5.8	4.9	4.5	4.0	4.1
Number employed per 100 population								
1952	47	97	72	70	89	99	122	178
1978	104	186	199	211	247	264	287	416
— Unemployment —								
In thousands								
1952	1	4	1	6	10	5	13	5
1978	57	121	23	107	268	71	78	11
Increment 1953—1979	56	117	22	101	258	66	65	6
Number unemployed per 100 employed								
1952	2.6	1.5	3.3	6.3	2.3	3.0	2.7	1.9
1978	35.8	15.8	19.7	27.6	19.4	13.4	5.9	1.5
Percentage of total number employed in 1978								
Women	19	53	59	52	56	66	63	57
Skilled workers	41	38	56	33	45	40	43	40
First job-seekers	67	70	69	74	70	56	46	56

Il est intéressant d'observer l'évolution récente du chômage en Yougoslavie:

	Nombre de personnes à la recherche d'un emploi (en 1000)	Nombre de postes libres de travail
1975.....	540	69
1976.....	635	53
1977.....	700	63
1978.....	735	72
1979.....	762	80
1980.....	185	78
1981.....	809	77
1982..... (fevrier)	859	75

NIN, 22.08.82.

2. Evolution dans l'espace

A/- Aspect regional

CHOMAGE EN YOUGOSLAVIE EN 1979

	EMPLOYES EN 1000	CHÔMEURS	CHÔMEURS en %	CHÔMEURS SUR 1000 d'employés	EMPLOYES SUR 1000 HABITANTS	EMPLOYES SUR 1000 de la population de la population dite en travail.	EMPLOYES SUR 1000 de la population active.
RSP de Yougoslavie	5.615	774.953	12,1	13,8	248	335	590
Bosnie et Hercegovine	798	132.703	14,3	16,6	188	291	517
Monténégro	121	22.787	15,8	18,8	202	322	609
Croatie	1.370	77.877	5,4	5,7	291	444	648
Macedoine	409	115.343	22,0	28,2	216	344	574
Slovenie	779	10.360	1,3	1,3	416	657	877
Serbie	2.137	415.883	16,3	19,5	231	357	
Serbie ss regions autonomes	1.421	277.265	16,3	19,5	253	378	514
Kosovo	168	63.992	27,6	38,1	105	199	418
Voivodine	548	74.626	12,0	13,6	267	399	618

Source: Annuaire statistique de la Yougoslavie (SGJ)-1980, pp. 425 et 431, 405, 406, SGJ-1975, pp. 396, SGJ-1970, p. 347.

1) Calcul selon la population totale et non pas disponible.

B/ - Evolution sectorielle

En 1948, 9,6% seulement de la population a été employé hors l'agriculture ce qui signifie qu'une personne sur dix n'avait pas de travail. Au cours de treize années suivantes le taux d'emploi a crû: 17,5% en 1961, 19,6% en 1971, et 25,3% en 1979, donc un Yougoslave sur quatre a été embauché en dehors de l'agriculture d'exploitation individuelle.

LEVEL OF EMPLOYMENT IN INDUSTRY AND BUILDING IN SOME OECD COUNTRIES AND IN YUGOSLAVIA IN 1971

	Employed in agriculture*		Employed in industry and building		Number employed per 1,000 population	
	In thou- sands	% of economi- cally active popula- tion	In thou- sands	% of economi- cally active popula- tion	Industry and bu- ilding	Agricu- ture
USA	3,297	3.4	25,301	26.1	118	15
Japan	6,340	12.0	18,880	35.1	167	57
Austria	364	12.1	1,182	39.4	157	49
Belgium	128	3.2	1,450	36.0	148	13
Denmark	223	8.8	751	29.7	148	44
France	2,264	10.1	7,545	33.6	143	43
Germany, Federal Republic of	1,743	6.6	11,067	42.2	180	28
Greece	1,110	33.4	935	28.1	102	121
Italy	2,929	14.6	8,230	41.1	147	52
Portugal	900	23.8	1,090	28.8	112	93
Spain	2,701	20.2	4,649	34.8	128	75
Turkey	9,280	56.4	3,283	13.9	56	226
United Kingdom	662	2.5	9,762	37.4	174	12
Yugoslavia	3,639	39.5	2,383	25.0	106	169

* Economically active population in agriculture.
 Source: For OECD countries — "Labour Force Statistics 1965—1976", Basic Statistics OECD, Paris, 1978; for Yugoslavia — *Statistički godišnjak Jugoslavije*, 1979.

TABLE IV
 EMPLOYMENT BY SECTOR OF ECONOMIC ACTIVITY, 1947—1977*

Sector	In thousands			Growth rates			Percentage composition		
	1947	1963	1978	1947—1963	1963—1978	1978—1977*	1947	1963	1978
Total	1,167	3,390	5,383	6.9	3.1	100	100	100	100
Primary	51	293	263	10.1	0.8	5	5	9	5
Secondary	524	1,609	2,589	7.3	3.2	45	47	48	48
Tertiary	390	959	1,614	5.8	3.5	33	28	30	30
Quaternary	202	556	946	6.5	3.4	17	16	16	17

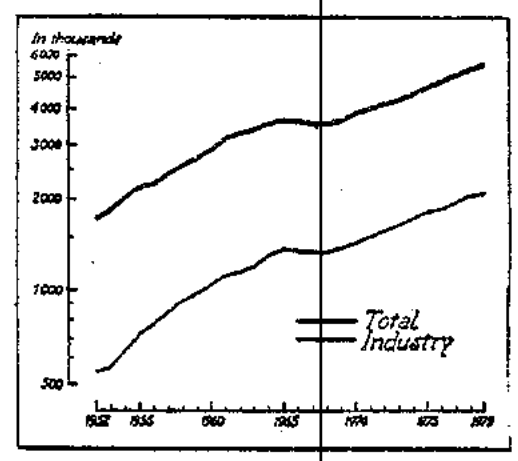
* Primary activities cover: agriculture, forestry and fisheries; secondary: manufacturing, mining and fishing; tertiary: transport and trade, hotels, services and related activities, housing and public utilities; finance and banking (this sector also includes those employed by private craftsmen and owners of small hotels, catering and related activities); quaternary: education, health, welfare, socio-political organs and related activities.

Tableau 3. Emploi
 Pourcentages de variation

	1961 En millions	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Population totale	22 227	1.0	1.0	0.9	0.8	0.3	0.8 ¹
Population active totale ²	9 424	0.6	0.4	0.5	0.4	0.6	0.2 ¹
Emploi total (à l'exclusion du secteur agricole privé)	5 798	3.5	4.5	4.6	4.3	3.2	2.9
Secteur privé	117	1.1	4.3	7.3	5.8	7.3	2.6
Secteur socialisé	5 681	3.5	4.5	4.5	4.3	3.2	2.9
Activités économiques	4 706	3.3	4.4	4.3	4.5	3.3	2.9
Agriculture	191	1.1	0.0	2.8	2.7	1.6	4.7
Industries et mines	2 162	3.0	4.3	3.5	3.9	2.8	3.7
Construction	622	4.4	6.2	6.8	6.2	3.3	-0.1
Autres	1 734	3.6	4.6	4.8	4.8	3.9	2.8
Activités non économiques	975	4.9	4.8	5.4	3.2	2.7	2.6
Enseignement	402	3.7	2.4	2.9	2.1	1.8	1.8
Santé	313	5.8	4.7	7.2	5.6	4.0	4.1
Administrations publiques	261	6.6	9.0	7.0	2.4	2.4	2.0
Offres d'emploi	78	10.2	18.9	14.3	11.1	-2.5	-1.7
Taux de chômage recensé ³	785	(6.9)	(7.6)	(7.9)	(8.2)	(8.4)	8.6

1. Estimations préliminaires.
 2. Y compris les travailleurs yougoslaves employés à l'étranger et dans le secteur agricole privé. Ces chiffres sont évalués par les années à la fin de 1980 1980, dans le premier cas, à la fin de 1981 et à environ 3) millions, dans le second cas, au milieu des années 70.
 3. En pourcentage de la population active.
 Source: Indices, Bulletin statistique mensuel de l'Office fédéral de statistique.

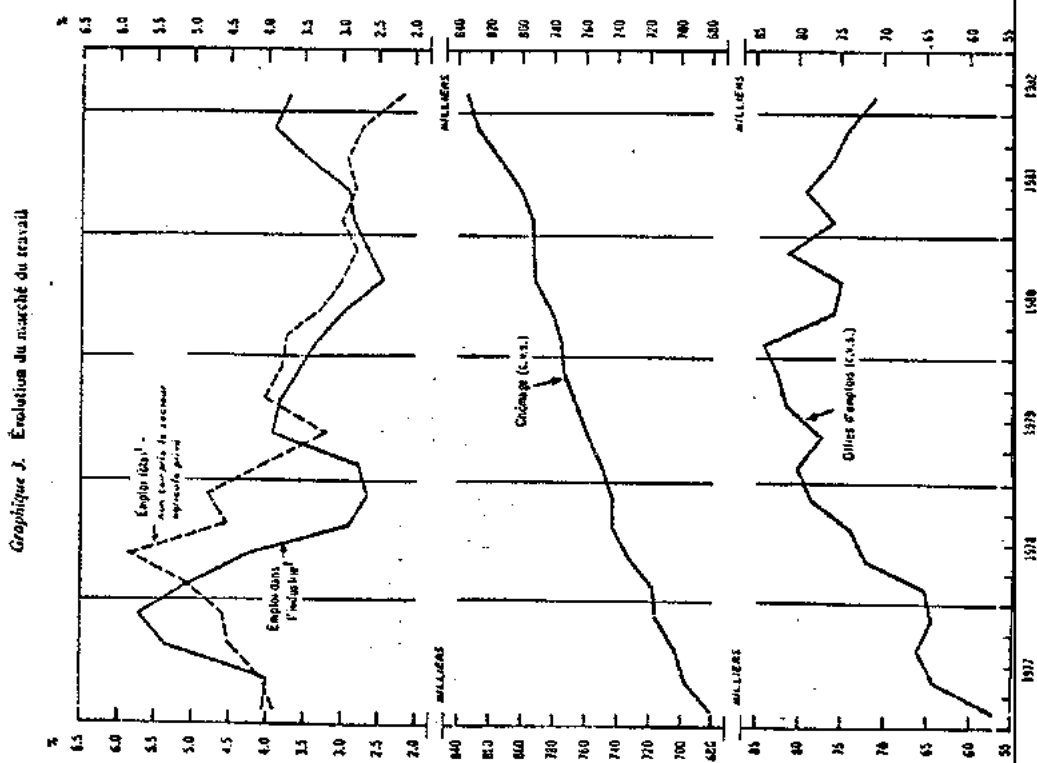
CHART I
 MOVEMENT OF EMPLOYMENT, 1952—1979



C/ - Evolution socio-professionnelle

La structure socio-économique de la population a considérablement changé en Yougoslavie. Mais depuis quelques années on constate une tendance à l'accroissement du nombre de chômeurs.

Le chômage des femmes a continué de progresser à un rythme supérieur à la moyenne, sa part dans le chômage total ayant atteint 59% en 1981, alors qu'elle n'était que de 50% en 1977. Les taux de chômage de l'ensemble des cadres et de la main d'oeuvre qualifiée se sont élevés respectivement à 46 et 40% ; le nombre des demandeurs d'emploi a considérablement augmenté même parmi les personnes ayant fait des études supérieures. Le taux de chômage des jeunes a continué de progresser plus rapidement que celui des autres groupes d'âge de sorte qu'un peu plus de la moitié des chômeurs étaient, en 1981, âgés de moins de 25 ans. (A)



1. Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente. Source : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

(A) Pour plus de détails voir l'OCDE, "Yougoslavie" Etudes économiques 1981-1982, Paris, juillet 1982.

TABLE VI
PROFESSIONAL STATUS OF WORKERS IN 1976

	In thousands			Percentage of white-collar workers
	Total	Blue-collar workers*	White-collar workers**	
According to kind of occupation	4,897	3,315	1,582	48
According to level of vocational qualification	4,897	3,211	1,686	53

* Highly-skilled, skilled, semi-skilled and unskilled workers.

** Persons performing administrative and bookkeeping work, managerial staff, experts of all arts, artists, teachers, and service workers.

TABLE V
ECONOMIC STRUCTURE OF THE LABOUR FORCE BY SECTOR AND BRANCH

	Total number employed		Of which women		
	In thousands	%	In thousands	Structure by activity	Percentage of the total number employed in activity
Total	5,383	100.0	1,880	100.0	34.9
Economic activities	4,461	83.0	1,352	71.9	30.3
Manufacturing and mining	2,022	37.6	690	36.7	34.1
Agriculture and fisheries	184	3.4	41	2.2	22.0
Forestry	63	1.2	5	0.3	8.9
Water management	17	0.3	2	0.1	9.0
Building	583	10.8	44	2.3	7.7
Transport and communications	381	7.1	52	2.8	13.6
Trade	529	9.8	242	12.9	45.8
Hotels, eateries and related activities	201	3.7	151	6.4	60.3
Crafts	201	3.7	39	2.1	16.9
Housing and public utilities	118	2.2	33	1.8	17.6
Financial and other services	162	3.0	80	4.2	49.4
Activities other than economic	917	17.0	528	28.1	57.6
Education and culture	388	7.2	204	10.8	52.6
Health and social welfare	284	5.3	210	11.2	74.0
Socio-political communities and organizations	245	4.5	114	6.1	46.3

III. L'AUTOGESTION EST-ELLE GÉNÉRATRICE DU CHÔMAGE ?

Il existe en Yougoslavie un chômage structurel relativement différent selon les régions. Ce qui est frappant, c'est une certaine identité des problèmes de l'emploi en pays socialiste et dans les pays occidentaux. (1)

Certains attribuent au libéralisme autogestionnaire la croissance du chômage, l'économie se révélant impuissante à absorber l'exode rural, malgré la tendance à embaucher et à investir. Il en résulte un paradoxe apparent d'un suremploi chronique dans les entreprises, des récriminations des autorités sur l'extensivité de la production, et en même temps d'un chômage de masse et de mouvements de migration. (2)

D'autres, rappelant que l'emploi était traité généralement comme une catégorie résiduelle soulignent "l'absence de l'utilisation rationnelle de la force de travail en tant que facteur abondant du développement se traduisant par la sous-estimation de la production intensive en travail et par une orientation prématurée à la production intensive, le rencherissement arbitraire (artificiel) de la main d'œuvre accompagné de la politique du "crédit bon-marché", malgré le fait que le capital soit le facteur rare." (3)

(1) PRIMORAC E, DELLA VALLE P.A.: "Unemployment in Yugoslavia: some structural and regional considerations", Jahrbuch der Wirtschaft Osteuropas 5, 1974, pp. 455-490.

(2) B. CHAVANCE, "Trois types d'économie socialiste: Union soviétique, Yougoslavie, Chine" C.E.P., n°9, avril-juin 1982, p. 54.

(3) KULINA T, "L'emploi en tant que problème central" Ekonomika misao, Beograd, septembre 1981, p. 77.

Par ailleurs l'on observe l'absence de la politique à long terme du personnel dans les organisation de travail associé ou dans les communautes autogestionnaires d'intérêts pour l'emploi. Il en est de même en ce qui concerne la politique des cadres. Les communautes autogestionnaires d'intérêts se trouvent dans la phase initiale de ce qui concerne la planification des cadres. (1)

1- La signification de la non-separabilité travail-entrepreneuriat

Le modèle autogéré yougoslave se caractérise par quatre types d'inséparabilité : 1) entre le travail vivant et le pouvoir de décision 2) entre travail vivant et décision d'investir 3) entre travail vivant et le risque et 4) entre les revenus factoriels.

Cependant, les études empiriques montrent un certain décalage par rapport au modèle théorique. Une première série de limites constate la tendance à subordonner la décision directe à la décision indirecte dans la prise de décision. Ainsi le Conseil ouvrier et le Comité de gestion ont un pouvoir important dans la création de la politique de l'entreprise tandis que le directeur est doté d'un pouvoir exécutif important. Il est vrai qu'on fait recours à des référendums lorsqu'il s'agit de prendre les décisions les plus importantes (intégration, des modifications technologiques, assortiments)

(1) BOZINOVIC S., "L'état et les problèmes de non-emploi", Socijalizam, n°6, 1979, p.67.

(2)

466

Il en est de même en ce qui concerne le risque à prendre. L'expérience montre que les travailleurs souhaitent en général des revenus sûrs et garantis et la stabilité de l'emploi et non pas la fluctuation et l'insecurité liées au risque. (1) Quant aux groupes qui ne participent pas à la prise de décisions ils peuvent constater aisément que leur entreprise autogérée réalise les objectifs et applique la politique très différente de celle qu'ils auraient soutenue. L'existence des "arrêts du travail" en Yougoslavie traduit un tel mécontentement. (2)

On peut constater d'importantes divergences concernant l'attitude

des membres de l'entreprise autogérée yougoslave dont un grand nombre exprime plutôt la mentalité du salarié que celle de l'entrepreneur subissant le risque ce qui contraste avec le modèle théorique. (3)

(1) Le sociologue yougoslave J.ZUPANOV a étudié l'attitude des ouvriers (travailleurs) par rapport au risque. A la question qui aurait supprté les conséquences d'une diminution éventuelle du revenu de l'entreprise la grande partie des enquêtés n'a pas été en mesure ou n'a pas voulu répondre; parmi ceux qui avaient répondu le plupart considèrait qu'aucune catégorie ne verrait son revenu baisser. Quant à la question qui est ce qui devrait supporter le risque un grand nombre n'a pas donné de réponse tandis que la majorité de ceux qui y ont répondu avait estimé que personne ne devrait supporter des conséquences, ou bien c'est aux gestionnaires ou au personnel qualifié de les subir. Cette aversion à l'égard du risque était dans une corrélation inverse avec le statut et a été particulièrement caractéristique pour les ouvriers.

cf. J.ZUPANOV, c.c.pp.13-33.; J.M.MONTIAS dans son article "Price Mechanism in Socialist Countries - Discussion" donne des exemples de l'aversion à l'égard du risque chez les ouvriers en France et en RFA. cf. American Economic Review, tome LX, n°1, mai 1970, p.322.

(2) Dans son étude "Contribution à l'étude du phénomène de grèves dans notre société" Neca JOVANOVIĆ a analysé les 513 grèves dans la période 1966-1969 et où vait participé 73 mille de personnes.

2 - Le non-respect du droit au travail dans le système autogéré et ses effets nefastes.

Bien que le devoir de travailler soit l'un des principes de base du socialisme, il n'a pas été réalisé en Yougoslavie puisque le nombre des chômeurs, après être tombé à 67.200 en 1965, a atteint, en 1970, le chiffre de 336 000, avant de s'élever à 1.500 000 actuellement, répartis équitablement entre ceux au pays et des émigrés.

Selon la Constitution les travailleurs garantissent leur sécurité sociale et économique en associant le travail dans des organisations de travail associé et d'autres associations autogestionnaires et des communautés autogestionnaires d'intérêt sur la base de la solidarité, réciprocité (mutualité) et de l'humanisme socialiste. La sécurité socio-économique se réalise, donc, en premier par l'embauche et par l'assurance de la stabilité et de la sécurité de l'emploi. (1)

Cependant, en accordant le droit au travail, on ne garantit pas l'emploi. L'Etat ou la société ne s'engage qu'à créer des conditions pour la possibilité de l'embauche. C'est ainsi que conçoit le droit au travail l'article 159, alinéa 3 de la Constitution yougoslave de 1974. (2)

(1) La nouveauté dans la Constitution de 1974 par rapport aux précédentes constitue le principe sur l'assurance sociale obligatoire durant le chômage provisoire. Ce principe est en harmonie avec le principe constitutionnel sur le droit au travail. Bien que le droit à la sécurité sociale du point de vue théorique ne fait pas partie du droit au travail, il constitue, en fait, la récompense (compensation) de la société en raison de l'impossibilité de l'utilisation (jouissance) du droit au travail. cf. S. OBRADOVIC, "Les caractéristiques de base du système de l'assurance matérielle des travailleurs durant le chômage provisoire établies par des règlements sur l'embauche" Bulletin du Bureau fédéral pour les questions de l'emploi, n°49/1977.

(2) "Tous ceux qui gèrent les moyens sociaux ou en disposent, et toutes les communautés socio-politiques ont le devoir de créer des conditions toujours plus favorables à l'exercice du droit au travail".

3 - Cas spécifique de l'émigration en Occident

Parmi les 300 000 travailleurs yougoslaves "employés temporairement à l'étranger" les deux tiers environ sont des hommes. C'est en RFA qu'ils émigrent le plus, plus de 60%. (1) Viennent ensuite l'Autriche, l'Australie, la France, la Suisse, la Suède, les Etats-Unis. (2)

En 1972, 11% de la population active yougoslave est employée à l'étranger. Le chômage affecte surtout les jeunes qui se décident souvent pour l'émigration. En ce qui concerne la composition socio-professionnelle des chômeurs émigrés, les non-qualifiés sont les plus nombreux. Cependant, certaines enquêtes effectuées récemment relèvent que plus le degré d'instruction est élevé, plus fort est le désir de partir à l'étranger.

Ce sont principalement les Slovènes et les Croates qui émigrent, aussi les autres Républiques doivent-elles fournir en compensation des travailleurs autochtones à ces deux régions. (3)

Le principe de la libre circulation de la main d'oeuvre précisée par les syndicats yougoslaves est d'autant plus équivoque qu'ils ne peuvent pas compter fermement sur le retour des émigrés. Ils surveillent donc les conditions d'installation des Yougoslaves à l'étranger c'est ce qui explique les heurts avec certains pays tels comme

Italie notamment. / 4 |

(1) Sur le 12% de chômeurs chez les travailleurs immigrés en RFA, le tiers est originaire de Turquie (plus d'un million et demi). Viennent ensuite les Yougoslaves (633 000, soit 14% du total), les Italiens (625 000, 13%), les Grecs (230 000, 6%), les Espagnols (177 000, 3%), les Portugais (110 000, 2%). "Qui a entraîné le "modèle"?, Le Monde Diplomatique, mars, 1983, p. 4.

(2) voir

(3) voir

12/14

On insiste, parfois exagérément, sur le triple avantage résultant de ces départs massifs des Yougoslaves à l'étranger: l'amélioration de la balance de paiements du pays grâce aux renvois d'une partie de leur revenu des ouvriers émigrés; ⁽¹⁾ l'élévation du niveau de qualification de ces mêmes travailleurs et l'acquisition d'une plus grande discipline au travail; ⁽²⁾ et, enfin, ces migrations permettent le rapprochement des peuples entre eux. ⁽³⁾

D'autres, en revanche, cherchant à relativiser les arguments précités, mettent en avant la perte que constitue pour la Yougoslavie, l'exportation de la force du travail. Bien plus grave est le problème social des familles des ouvriers yougoslaves travaillant à l'étranger et cela aussi bien lorsque toute la famille part que lorsque seul son chef ou l'un de ses membres s'expatrie. On souligne le danger que guette ces familles à savoir celui de la désintégration ⁽⁴⁾ de la cellule familiale ou de l'aculturation. ⁽⁵⁾

→ voir "L'émigration" et "L'immigration" dans le rapport de la commission d'experts sur le chômage

(1) MARI - 10/13/6

(2) MARI

(3) MARI

(4) 10/13/6

(5) MARI (cf. A. MARIJANIĆ)

- 4 - Le modèle autogéré comporte-t-il des solutions adéquates au chômage ?

Le caractère "hybride" du système autogéré le rend moins efficace face au chômage. En effet, en l'absence d'une véritable concurrence de travailleurs, les chômeurs n'exercent pas la fonction de pression sur ceux au travail et ne conduisent pas à l'accroissement de la productivité du travail.

Dans le même sens agit l'obstacle que constitue l'inexistence d'un marché national unique. Certaines analyses vont jusqu'à considérer que la levée des cloisonnements dans des frontières de Républiques fédérées et une meilleure utilisation des capacités productives existantes, permettrait à l'ensemble de 300 milles de chômeurs de trouver du travail. (1)

Soulignons, également, l'absence d'une autre contrainte, à côté de celle du marché, à savoir celle concernant l'indiscipline au travail. (2)

(1)

(2) Selon les normes en vigueur jusqu'à présent la paresse, la négligence et les autres manquements au travail se traduisant par le non-accomplissement des tâches prévues, pourrait conduire au déplacement de l'ouvrier en question à un autre poste mais correspondant à ses qualifications. Cependant, en pratique, ces menaces ont été peu efficaces les "mauvais" travailleurs réussissant toujours à démontrer que le nouveau poste de travail ne répondait pas au critère du poste précédent. Tout récemment l'on a introduit la législation autorisant à déclasser des travailleurs "indisciplinés" à des postes moins qualifiés jusqu'à une durée d'un an même.

A présent, on poursuit les deux objectifs quelque peu contradictoir-
-es: nécessité de créer de nouveaux emplois et en même temps la volo-
-nté de l'assainissement de l'économie par l'accroissement de la
productivité et la modification de sa structure. Ceci rend plus diffi-
-cile la solution des problèmes économiques généraux et ceux de l'
emploi.

Le système comporte un double niveau de l'action: sur le plan
fédéral et sur celui des communautés autogestionnaires. En
raison des différences conceptuelles concernant le problème de l'
emploi ⁽¹⁾ et à cause de la complexité du système autogéré yougoslave
il n'est pas aisé d'établir une harmonisation entre ces deux domai-
-nes d'initiatives.

La confusion entre la gestion et l'autogestion a créé la tendan-
-ce à ce que de plus en plus de décisions de coordination formelle
(décisions d'ordre technique) soient transmises aux conseils ouvri-
-ers dont la tâche doit être l'intégration sociale. ()

La disproportion qui existe en Yougoslavie entre la formation
professionnelle et l'éducation socio-économique constitue un obstacl
pour le succès de la participation, principe de base de l'autogestion ⁽²⁾

(1) Ainsi pour parvenir à une meilleure répartition régionale de l'emploi, il
serait nécessaire d'agir par une politique d'investissement appropriée dans les
industries créatrices d'emplois et, en même temps, en direction de ralentisse-
-ment d'expansion démographique. Néanmoins, l'action sur ce second point est
rendue plus difficile du fait que l'explosion démographique n'est pas reconnue
comme facteur limitatif dans des régions mêmes où elle est la plus forte.

(2) Les recherches empiriques montrent que les ouvriers participant dans les
organes autogérés constituent la population sociologique différente de ceux
qui n'y participent pas. Ce sont les hommes entre 30 et 45 ans, avec une éduca-
-tion et qualification moyenne ou supérieures, qui constituent un taux élevé de
participants; tandis que les femmes, les travailleurs non-qualifiés, ainsi que
les très jeunes et très vieux ouvriers sont faiblement représentés.

5 - Les difficultés sont-elles surmontables ?

Selon les statistiques les plus récentes établies par les Bureaux du travail, le nombre de chômeurs est de 350 000 actuellement en Yougoslavie. Parallèlement le besoin du "travail associé" au cours de l'année 1982 était en moyenne 70 000 de travailleurs par mois dont seulement 60% a été satisfait. (1)

Les trois principaux axes d'action ont été avancés: - a) le recyclage (3)
b) plus grande mobilité (2) et - c) une moins grande exigence de la part des demandeurs du travail. (4)

L'embauche en Yougoslavie est principalement assurée par le secteur public. Malgré la politique suivie par les autorités qui encourage l'emploi dans le secteur privé non-agricole, le taux d'accroissement de ce dernier est tombé au cours de deux dernières années au-dessous de celui de l'emploi total. En revanche, dans le secteur socialisé, sous l'effet des restrictions budgétaires, la progression de l'emploi a été plus forte pour les activités économiques que pour les activités non-économiques. L'accélération du mouvement de retour des travailleurs expatriés a marqué cette évolution de l'emploi se traduisant par une hausse de 3% par an depuis 1980 du nombre de demandeurs d'emploi.

(1) Politika, 12.V.1983, p.5

(2) Il s'agit de lutter contre le décalage croissant entre les besoins de l'économie pour les travailleurs qualifiés et en même temps la prolifération persistante des "cols blancs" par les universités.

(3) Les résultats d'une enquête récente sont révélateurs à ce sujet: A la question des choix opérés entre le changement de travail, de profession, de ville de République, départ à l'étranger, les enquêtés ont mis en dernière place le choix (l'alternative) consistant d'aller dans une autre République. Même l'émigration à l'étranger est plus acceptable que le changement de République dans les frontières nationales. cf. Politika, 2.12.1982.

(4) On estime que le nombre effectif des chômeurs est inférieur d'environ de 20% au chiffre officiel en raison de "faux chômeurs" en raison du refus injustifié du poste de travail offert ou de ceux qui ont déjà un travail mais qui cherchent à en changer.

Selon le "Projet de Résolution du développement en 1983" adopté par le Conseil exécutif fédéral, on prévoit la création de 300 000 postes de travail durant l'année en cours. La priorité serait accordée aux jeunes⁽¹⁾, diplômés⁽²⁾ ou qualifiés, et aux femmes⁽³⁾.

Ainsi, estimant que le chômage gagne des proportions inquiétantes, le gouvernement fédéral y voit dans sa solution une composante insurpassable de la "stabilisation de la société". Le problème de l'emploi doit être considéré ^{donc} comme la tâche prioritaire de tous les plans, depuis le "travail associé" et la commune jusqu'à la Fédération.

(1) Parmi les demandeurs d'emploi la majorité constitue les jeunes diplômés. Leur embauche a connue une décélération au cours des dernières années: 1977-52 500, 1978-57.890, 1979-59.020, 1980-53.670 et 1981-51.920. De nombreuses organisations du travail associé cherchent à éviter l'obligation légale relative à l'embauche des débutants. Au cours de 1981, on a employé en moyenne un travailleur-débutant sur 111 travailleurs ce qui est en-dessous des prévisions. cf. Politika, 7 novembre 1982.

(2) La tendance persiste à embaucher de préférence des travailleurs moins qualifiés quitte à subir par la suite les frais de la qualification additionnelle. Ceci s'explique, entre autre, par la volonté de la "mentalité de propriété de groupe" de conserver sa position. De telles "déformations" poussent certains à suggérer une corrélation plus étroite entre la structure par qualification des travailleurs et la valeur des fonds fixes de production, les machines modernes exigeants des hommes qualifiés. Politika, 26.1.1983.

(3) Ceci a une signification particulière étant donné qu'actuellement les femmes représentent le deux tiers des personnes au chômage.

Jusqu'à présent c'était le "travail associé" qui était responsable pour la solution de ces questions. Il existait, par conséquent, ^{un} espace vide non rempli par aucune instance de décision: à savoir, l'assemblée de la commune, communauté autogestionnaire d'intérêt, des services compétents des OTA (Organisations de travail associé). Des propositions se font jour actuellement en vue de la création des corps (organes) chargés de l'intégration et de la coordination de tous les intérêts concernant l'emploi et cela à partir des programmes concrets.

La diminution de la migration vers les villes est l'un des moyens envisagés (2). Grâce à des actions au niveau du système, la politique fiscale, et d'autres formes d'intervention, on va assurer une plus grande sécurité économique et sociale des agriculteurs pour les encourager de rester à la campagne. (1)

L'abaissement de la durée hebdomadaire du travail va être expérimentée dans les 22 organisations de travail belgradoises et cela à la suite de la demande pressante des syndicats. Le consensus découlant de nombreuses concertations conduit à réclamer la réduction à 35 années pour les hommes et 30 années pour les femmes, de la durée du travail pour bénéficier la retraite-vieillesse.

(1) Le fait qu'il existe en Yougoslavie 700 000 de hectares de terres cultivables et non cultivées indique le grand réservoir pour l'embauche de la population active.

(2) Selon une enquête établie au milieu de 1981, dans les 42 villes il y avait 400 000 ou 52% de demandeurs d'emploi dont 61,1% avec le niveau secondaire en fait l'ensemble, 67,1% parmi ceux de formation supérieure et 84,2% de la totalité des diplômés de l'enseignement de second et troisième cycle. ,Politika, 7.11.1982.

Conclusion

Le chômage constitue actuellement, avec la balance de paiement, le problème le plus sérieux du développement économique et social de la Yougoslavie.

Certaines prévisions misent sur un accroissement annuel du taux d'emploi ^{de 2%} en moyenne (inférieur à celui réalisé aux années 70) voient la résolution du problème jusqu'à la fin de ce siècle. Il faudrait aussi tenir compte de nombreux aléas dus notamment au contexte international. En attendant, la situation de l'emploi demeure difficile. Le "programme de stabilisation" mis en place n'est pas non plus compatible avec la politique de plein emploi.

Un grand nombre d'économistes, parmi lesquels certains yougoslaves qualifient "de crise" la situation actuelle. En faisant ceci, l'on attribue aux concepts le caractère "universel" et on fait abstraction de la nature et la logique des systèmes étudiés.

Avant de donner une réponse définitive il faut rappeler l'effort des Yougoslaves pour conserver les valeurs sociales, morales et politiques de l'autogestion tout en cherchant à améliorer, en même temps son efficacité économique. Certains économistes regrettant qu'on insiste trop sur l'aspect "productiviste" demandent à ce qu'on envisage le chômage sous l'angle "social" considérant que pour un pays socialiste c'est la dimension la plus fondamentale.

CENTRE D'ÉCONOMIE INTERNATIONALE DES PAYS SOCIALISTES
GROUPE DE RECHERCHE SUR LA THÉORIE DE L'ÉCONOMIE SOCIALISTEB. ROGULSKASéance du 29 avril 1983
à 14 h. 30L'ÉCONOMIQUE, LE POLITIQUE ET LA CRISE EN SYSTÈME SOCIALISTE

Crise conjoncturelle ou structurelle ? Crise de régulation ou de mutation ? Crise politique ou économique ? Ou peut-être absence de crise ? La panoplie des concepts est large, dans laquelle on peut puiser pour essayer de définir la situation actuelle des Pays de l'Est. Néanmoins, ces distinctions ne nous satisfont pas: ni la définition, ni l'explication de la crise ne peuvent se limiter au domaine économique; il n'est pas possible de distinguer entre la crise du système politique et celle du système économique. La définition la plus adéquate de la crise applicable aux pays socialistes nous paraît être celle de HABERMAS (1978, p. 13), qui affirme que les crises naissent lorsque la structure d'un système social, affrontée à un problème, admet moins de possibilités de solutions que le système n'en réclame pour se maintenir. Abstraction faite évidemment du maintien du système par la violence externe ou interne. Définie de cette manière, la crise est perçue dans sa dimension globale. La désintégration des institutions sociales, manifestation de la crise, est multifactorielle. On ne peut pas davantage affirmer, comme certains le font souvent, la prédominance du politique sur l'économique dans les pays de l'Est. Nous tenterons donc de montrer que ce n'est pas le politique qui domine l'économique mais que l'économique joue un rôle éminemment politique. La compréhension de ce rôle apparaît comme une approche possible de l'analyse de la crise. C'est la Pologne qui nous servira d'exemple, mais cette démonstration peut, à notre avis, s'appliquer à tous les pays de l'Est.

1. L'organisation industrielle - lieu des conflits sociaux

A l'origine du rôle politique de l'économique se trouve le principe normatif d'une société homogène et non conflictuelle. De ce fait, il n'existe aucun mécanisme politique et institutionnel d'expression des intérêts conflictuels, de la concertation et de recherche d'un consensus. De même, dans la conception de la planification, on suppose l'existence d'un système homogène des valeurs, donc le caractère non conflictuel des intérêts. Il n'existe aucun mécanisme de révélation des intérêts particuliers et de participation des groupes ou des organisations sociales dans la phase de la construction du plan. Dans cette situation, c'est l'organisation industrielle elle-même qui devient le lieu des conflits sociaux et de l'expression des intérêts conflictuels. Le rôle de l'organisation industrielle est d'autant plus important qu'à côté des fonctions productives, celle-ci remplit aussi des fonctions sociales comme l'éducation, le loisir, la protection de la santé. Un certain nombre de besoins ne peut être satisfait ailleurs, face à la pénurie de certains biens de consommation. L'entreprise pourvoit donc son personnel en logements, vêtements, voitures, vacances... Le statut social d'un membre de l'organisation est fonction de l'attractivité des biens et des services dont dispose son organisation. Et ceci de plus en plus, dans la mesure où se renforcent les formes de l'économie "naturelle", sur la base du troc des biens et des services. L'appartenance à une "bonne" organisation détermine aussi les revenus salariaux. Et si, dans le passé, on a mis surtout l'accent sur la différenciation des salaires entre les branches, la disparité s'accroît entre les entreprises de la même branche. Pour les ouvriers, par exemple, avec la même ancienneté et les mêmes qualifications, la différence de salaires pouvait atteindre 40 % dans les années soixante-dix. C'est pendant cette période que l'organisation a gagné encore en importance face au phénomène que J. STANISZKIS (1982, p. 37) appelle les techniques corporatistes d'intégration de la contestation et qui consistaient à acheter la neutralité de la plupart des groupes stratégiques. Ainsi, dans le domaine de rémunérations furent privilégiées les entreprises les plus actives pendant les grèves

du littoral de la Baltique, en 1970. De plus, le travail dans une organisation à haut statut social facilite la promotion dans les autres organisations. Le directeur d'une entreprise "prestigieuse" a plus de chances de devenir dirigeant d'une instance supérieure et de se voir promu dans les structures politiques (parti et syndicat). La stratification sociale passe de plus en plus par l'organisation. D'où l'importance de l'entreprise en tant qu'acteur des conflits sociaux. Il ne s'agit là nullement des conflits sur "les proportions économiques fondamentales": taux d'investissement; répartition du fonds d'investissement entre les différents secteurs; branches et entreprises; détermination et partage du fonds de consommation, etc... - domaines de décision qui, institutionnellement, sont réservés au Centre.

Les raisons qui poussent les entreprises au surinvestissement ont été abondamment analysées. Rappelons seulement qu'en dernière instance, les entreprises visent à modifier la répartition du revenu national. Leurs objectifs sont d'ailleurs cohérents au niveau microéconomique et contradictoires au niveau macroéconomique, puisqu'elles veulent à la fois l'accroissement de l'investissement et celui de la consommation. En règle générale, dans le domaine de l'investissement, l'équilibre entre les pressions des entreprises et les réactions du Centre s'est établi de manière permanente au niveau du surinvestissement, c'est-à-dire d'un investissement tel qu'il mène forcément à l'apparition de goulots d'étranglement. Et s'il est vrai que la planification est loin d'être parfaite, elle n'est pas seule en cause. "Dans l'industrie, à cause de la forte influence des groupes de pression qui représentent surtout l'industrie lourde, en particulier, la sidérurgie et différentes branches de l'industrie mécanique, la majorité des moyens d'investissement et une grande partie des devises étaient consacrées au développement de ces branches. Face au faible développement, en Pologne, des branches les plus modernes, l'octroi de moyens aussi importants aux branches de l'industrie lourde ne pouvait se faire qu'au détriment du développement des branches les plus modernes, ce qui déséquilibrait encore plus la structure de l'économie". (Rapport gouvernemental sur l'état de l'économie, 1981, p. 22). Le suremploi obéit aux mêmes déterminants. En règle générale, on peut affirmer que le processus de planification sert de substitut aux négociations formelles sur les salaires et même aux négociations sur la répartition du pouvoir de décision.

Le rôle de l'économie comme seul domaine possible de l'expression des intérêts conflictuels, est à l'origine de la "politisation" du problème des prix. Ainsi, les tentatives d'accroissement des prix de détail est provoqué par 3 fois en Pologne des réactions sociales si vives que dans deux cas, elles ont été à l'origine d'un changement de gouvernement et du remplacement du 1er Secrétaire du Comité Central du PCUP. Ce qui était mis en cause, c'était bel et bien la politique économique globale et même le politique tout court. L'accroissement des prix n'a servi que de détonnateur au mécontentement social, et a permis l'affrontement sur le seul terrain où il est admis - celui de l'économie. Contrairement à ce dernier exemple, en règle générale, ce ne sont pas les individus, les groupes ou les classes sociales qui sont les acteurs principaux des conflits sociaux, mais, comme il était dit précédemment, les organisations, en particulier les organisations industrielles. Si les faibles résultats de l'agriculture sont attribués aux "erreurs" de la politique agricole, on peut se demander si ces erreurs sont seulement le résultat d'un choix idéologique (préférence donnée aux fermes d'Etat) ou si l'absence d'une organisation capable de défendre les intérêts de l'agriculture privée n'a pas été un facteur tout aussi déterminant.

Le rôle de l'économie en général et de la planification en particulier comme lieu de gestion du conflit social est à l'origine des cycles économiques. Dans la phase de récession, les relations macro-économiques du plan s'effondrent. Les difficultés d'approvisionnement s'accroissent tant en biens de production qu'en biens de consommation; on assiste à une chute rapide de la productivité des investissements, au ralentissement de la croissance du PIB, etc. Mais, doit-on parler de crise, ou plutôt du caractère cyclique de la croissance ? Pour caractériser ce phénomène, le concept de crise de rationalité emprunté aussi à HABERMAS, nous paraît adéquat.

2. Crise de rationalité et crise de légitimation

D'après HABERMAS (1978, p. 70), la crise de rationalité se manifeste lorsque le Centre ne parvient pas à rendre compatibles des impératifs de régulation qu'il reçoit du système économique et / ou politique, et à satisfaire

à ces impératifs. Il ne s'agit pas là d'une crise globale, dérégulatrice, qui mettrait en jeu le maintien du système. Ce type de crise est par définition périodique. En Pologne, il se manifesta en 1953-54, en 1962-63, en 1968 et en 1973-74. Il se solde la plupart du temps par la baisse des plans d'investissement et la redistribution des ressources entre les secteurs, les branches et les entreprises, souvent en faveur des industries de biens de consommation, et de l'agriculture. Non seulement ces crises ne menacent pas la survie du système, mais elles assurent la pérennité du pouvoir. Leur rôle de régulation est évident. Et le centre en a pleinement conscience, du point de considérer la régulation par crises non seulement comme inévitable, mais aussi comme souhaitable. Les crises permettent de corriger certains dysfonctionnements du système, même si le coût en est élevé. Il est évident que le système est d'autant plus stable que les réserves dont il dispose au moment de la crise de rationalité sont importantes. En Pologne, ces réserves extensives étaient dans l'ordre: l'absorption par l'industrie de la main-d'oeuvre agricole, un faible taux d'accroissement du niveau de vie, un faible développement de l'infrastructure (transports, énergie), plusieurs domaines de la consommation collective (secteur de la santé), la sur-exploitation des matières premières (charbon, soufre), la dévastation du milieu naturel et finalement, les crédits étrangers (cf. A.K. KOZMINSKI, 1982, p. 63). Les crises de rationalité ne sont pas dangereuses pour le système tant qu'elles ne s'accompagnent pas de crise de légitimation qui apparaissent lorsque le système ne parvient pas à maintenir, en satisfaisant aux impératifs de régulation qu'il a reçus du système économique, la loyauté des masses au niveau nécessaire (HABERMAS, 1978, p. 70). La crise de légitimation peut se manifester sous des formes plus ou moins spectaculaires: manifestations de rue, grèves, baisse de la productivité du travail, absentéisme accru, etc. Jusqu'en 1980, le Centre est arrivé à éviter la manifestation conjointe de deux types de crise, c'est-à-dire d'une crise globale qui aurait remis en cause le système. Les crises de légitimation (1956 et 1970) se sont manifestées en moyenne deux ans après les crises de rationalité, donc déjà dans la phase ascendante du cycle.

Il faut maintenant se demander de quels moyens disposent les autorités pour éviter ou atténuer la crise de légitimation. Trois d'entre eux nous paraissent particulièrement importants: la décentralisation, l'acceptation des conflits dans la sphère économique, et les solutions symboliques.

A. La décentralisation

Nous voudrions avancer une hypothèse qui nous paraît valable pour la Pologne mais demande une vérification pour les autres pays de l'Est: les réformes économiques, en particulier les cycles centralisation - décentralisation, ne sont pas la conséquence directe de la crise de rationalité mais n'interviennent que si cette dernière risque d'impliquer une crise latente ou patente de légitimation.

Lorsque la crise de rationalité se traduit par l'effondrement des relations macro-économiques du plan, celui-ci entraîne la nécessité d'une réallocation des ressources; cette crise en elle-même est donc à l'origine du processus de centralisation qui permet de préserver les priorités du Centre et d'éviter ou de résoudre les conflits dûs à l'insuffisance des ressources. La centralisation ôte en premier lieu aux organisations industrielles la liberté de décision et d'action, la possibilité de manifester et de réaliser leurs propres intérêts. Même si les raisons de conflits demeurent, les comportements conflictuels sont réprimés.

L'association de l'accroissement de l'efficacité économique et du caractère décentralisateur de la réforme ne tient donc pas uniquement à des raisons économiques, mais aussi politiques. D'un côté comme de l'autre (Centre, organisations industrielles), la décentralisation est assimilée à la démocratisation et le rôle politique du système économique apparaît clairement. Ce fait explique pourquoi les réformes décentralisatrices interviennent essentiellement dans des périodes de tensions et de désorganisation sociale, et pourquoi elles sont en règle générale de courte durée. Le Centre considère

qu'une réalisation conséquente de la réforme implique la perte du contrôle sur l'économie et modifie la répartition du pouvoir. Les organisations industrielles considèrent cette réforme qui augmente leur autonomie comme "bonne". Les ententes d'autonomie sont confondues avec la démocratisation (car cette autonomie facilite l'expression des intérêts conflictuels), et leur ampleur est telle que souvent, la perception de la réforme diffère de sa conception. Les enquêtes menées au moment de la constitution des WOG (Grandes Organisations Industrielles) en Pologne (1973) montrent que l'autonomie était citée le plus souvent comme caractéristique de la réforme, ce qui n'était nullement le cas au niveau de l'entreprise (RYCHARD, 1980, p. 89).

Les cycles centralisation - décentralisation obéissent donc aux différences de motivation du Centre, selon qu'il vise en premier lieu la pérennité ou la légitimation du pouvoir.

B. Les conflits dans la sphère économique

Le rôle joué par les organisations industrielles dans la manifestation des conflits sociaux ne pourrait pas prendre une si grande importance s'il n'était pas considéré par le Centre lui-même comme une soupape de sécurité. Les phénomènes évoqués précédemment, comme le surinvestissement ou le sur-emploi, ne sont possibles à cette échelle que grâce au fait que le Centre tolère des marchandages et est sensible aux pressions exercées par les organisations.

Qui plus est, les autorités adoptent souvent sciemment des règles au vocabulaire ambigu qui laisse la possibilité de leur interprétation, ou prévoient un décalage temporel entre la formulation et l'application des décisions afin de permettre justement les négociations. A partir de quel moment, par exemple, a-t-on effectivement "développé" le progrès technique ou "approfondi" les formes de l'émulation socialiste? Si ce comportement paraît absurde, car le Centre remet ainsi en question ses propres choix, il lui permet

néanmoins de garder les apparences du pouvoir et surtout de déterminer lui-même les sphères de marchandage et de créer la possibilité d'absorber des tensions qui ne sont pas toujours prévisibles. On peut se demander dans quelle mesure l'absence de principes uniformes et généraux de la différenciation des salaires pour l'ensemble de l'économie n'obéit pas à cette logique. La divergence entre la structure réelle des salaires et celle qui a été décidée par le Centre est-elle due uniquement aux carences de la régulation centrale ? C'est la politique des salaires elle-même, si on peut vraiment parler d'une politique des salaires, qui crée les conditions d'une grande différenciation; et cette différenciation est loin d'accroître l'action incitative des rémunérations. La marge de manoeuvre laissée à l'entreprise, de fait mais non institutionnellement, prouve que les autorités sont plus soucieuses d'éviter une crise de légitimation qu'une crise de rationalité. Dans ce même ordre d'idées, un des arguments les plus efficaces de la part des entreprises, dans les marchandages qui visent à la maximisation du rapport moyens / objectifs, aussi bien dans la phase de l'élaboration que de l'exécution du plan, est la nécessité d'assurer des salaires et des primes "décentes" au personnel.

La gestion par exception - normes et traitements différenciés selon les branches ou les entreprises - gestion de plus en plus courante, vise aussi à réduire les tensions. A titre d'exemple, la relation entre les salaires et la production nette, introduite par les réformes des années soixante-dix, crée des différences quant au montant du fonds de salaire entre les entreprises caractérisées par le même type de production et de technologie, selon leur degré de modernisation. Afin d'éviter les conflits qui risquent d'apparaître à ce propos, il fut décidé que dans les grandes villes, là, où fonctionnent des entreprises de différents degrés de modernisation, le fonds de salaires serait formé non pas au niveau de l'entreprise mais à celui de l'union, celle-ci devant prendre en considération, dans la répartition du fonds, non seulement des critères économiques mais aussi des critères sociaux. Cette solution s'inscrit en porte-à-faux des principes de la réforme,

mais diminue néanmoins les tensions sociales. Un dernier exemple: Paradoxalement, le mythe de l'absence des conflits accroît l'importance de toute information, même fictive, sur les tensions sociales. Ainsi, dans les premiers mois de 1971, une des entreprises de Silésie a détenu l'accord pour son agrandissement en arguant des pressions du personnel. Et ceci malgré l'existence du décret sur les stations climatiques qui limitait la taille des établissements de ce type, et malgré l'opposition des autorités locales. Par la suite, il s'est avéré qu'il n'existait aucune relation entre la taille de l'établissement et l'attitude du personnel.

C. Les solutions symboliques

Les solutions symboliques servent aussi à diminuer les tensions sociales, et à éviter que le mécontentement se transforme en crise de légitimation.

La propagande du succès fait partie de cette catégorie de mesures. On entreprend la réalisation d'objectifs dont aussi bien ceux qui les forment que ceux qui les mettent en chantier connaissent le caractère irréaliste. C'est un acte rituel servant "à la mobilisation de la population pour les tâches ambitieuses", qui doit montrer la communauté d'intérêts entre ceux qui les forment et ceux qui les exécutent "avec enthousiasme". On sait d'avance qu'à la fin de la période, si la manipulation des statistiques s'avère insuffisante, on pourra toujours trouver "les raisons objectives" de la non-exécution de ces tâches (cf. A.K. KOZMIŃSKI, 1982).

Un exemple en a été donné en décembre 1978 par le discours du premier ministre, qui pour justifier les mauvaises performances économiques, évoquait des difficultés objectives telles que: la récession des pays capitalistes et le ralentissement des exportations qu'elle implique, les mauvaises récoltes dans l'agriculture, le développement insuffisant du secteur énergétique et de celui des transports dans la période précédente. Mais la récession de 1978 n'avait rien de particulier: les termes de l'échange étaient très favorables aux exportations polonaises, les récoltes "normales", le transport et l'énergie n'étaient pas moins "laissés pour compte" que par le passé.

Une autre solution symbolique consiste à introduire des mesures impopulaires dans le domaine économique, telles par exemple, qu'une hausse des prix, ou dans le domaine politique, telles que des mesures répressives. Ces mesures ont évidemment pour conséquence immédiate de faire monter les tensions. Mais il faut savoir qu'au moment-même où elles sont introduites, il est prévu de les annuler: l'effet attendu est donc ... une suppression des tensions, le jour où la population et les entreprises, ayant obtenu leur annulation, auront l'illusion d'avoir remporté une victoire.

La création d'un pluralisme symbolique s'inscrit dans cette logique? On voit alors apparaître divers comités, commissions, etc. qui sont censés représenter des intérêts conflictuels. En 1956, il s'agissait du Conseil Economique, à l'heure actuelle du Conseil Consultatif auprès du Premier Ministre, et du Conseil Social et Economique auprès de la Diète.

Il n'est pas possible d'énumérer toutes ces solutions symboliques. Mentionnons encore "l'institution" des boucs émissaires ou le limogage de ceux qui étaient désignés par le Centre comme responsables des crises de rationalité. Dans la plupart des cas, ces mesures ne touchaient pas les vrais responsables, ou alors les limogés se sont vu attribuer des postes équivalents au bout d'un certain temps. Mais employons le terme "d'institution", car en prévision de ces évictions, les mesures ont été prises pour réduire au maximum les risques courus par l'élite dirigeante: en 1972, les responsables du régime ont obtenu par décret la garantie que leurs privilèges financiers et ceux de leurs enfants seraient maintenus s'ils devaient servir de boucs émissaires. Et on considère que si la liste des postes de la nomenclature fut rendue publique en 1973, c'était pour donner le sentiment de sécurité aux victimes potentielles des limogages (cf. STANISZKIS, 1982, p. 110).

De même, la réforme polonaise actuellement en cours est considérée souvent comme une solution symbolique, dans la mesure où, d'après certains, elle vise essentiellement la reconquête de la légitimité du pouvoir et non l'efficacité économique? Sans entrer ici dans les détails, on peut facilement démontrer qu'entre les solutions nouvelles et celles qu'elles remplacent, la différence n'est que de nom.

Mais les solutions symboliques s'usent. La méfiance vis-à-vis des déclarations des autorités est telle que si la population avait cessé de croire à l'optimisme affiché, elle ne croyait pas non plus au pessimisme qui lui a fait suite dans les années quatre-vingts. Les changements au sein de l'équipe dirigeante et les "sacrifices rituels" ne diminuent plus les tensions. Les apports de légitimation, pour utiliser l'expression de HABERMAS, se sont épuisés. Et en même temps, ces apports empêchent de réduire les "déficits" de rationalité. Le caractère arbitraire des mesures de performances des entreprises, issues des marchandages entre celles-ci et le Centre, ne permet pas de juger de la pertinence des solutions adoptées: la détermination socio-économique des salaires diminue leur force incitative, le suremploi et le surinvestissement constituent un état permanent. En règle générale, la logique de l'allocation des ressources dans une situation de tension sociale est différente de celle qui vise l'efficacité économique. Ainsi, pour reprendre l'exemple des salaires, les seules régulations centrales de grande ampleur intervenues en 1956 - 1960 et en 1971 - 1975, dans une situation de crise de légitimation, ne visaient pas à modifier la structure des salaires afin de renforcer leur fonction de stimulation; il s'agissait alors de donner un maximum de satisfactions immédiates aux catégories les plus nombreuses (cf. ASSELAIN, 1980, p. 13).

x x x x x

Le cercle vicieux s'est en quelque sorte refermé. Car, si les apports de légitimation peuvent compenser les déficits de rationalité et l'accroissement de la rationalité, équilibrer les déficits de légitimation (1), l'absence de toute "réserve" signifie la crise globale, telle que nous l'avons définie au début de cette analyse.

(1) Il est significatif que W. GOMULKA, au moment où il est arrivé au pouvoir, ait commencé par augmenter les prix, ce qui a eu pour effet de réduire le taux de croissance des salaires réels de 11 % à 8 % et l'année suivante à 3 %, tandis que E. GIEREK a diminué les prix et a augmenté les salaires.

Pour terminer, une question se pose, que l'exemple hongrois légitime: dans quelle mesure des réformes globales et durables susceptibles d'améliorer l'efficacité économique du système tout en assurant sa stabilité, sont-elles possibles si elles ne touchent que le domaine économique ? Le dilemme se présente-t-il effectivement sous la forme plan / marché ou centralisation / décentralisation ? Et pourra-t-il être résolu tant que l'économie remplira des fonctions éminemment politiques; tant que la négation des antagonismes et des conflits, inévitables dans un système complexe, impliquera l'absence de tout mode institutionnel de leur résolution ?

Bibliographie sommaire

- ASSELAIN (J.-C.) - 1980, La répartition des revenus dans les pays du Centre-Est européen, texte ronéotypé, 62 p.
- HABERMAS (J.) - 1978, Raison et légitimité, Paris, Payot, 214 p.
- KOLARSKA (L.) - 1980, "L'influence des organisations industrielles sur la structure de la société socialiste", Studia Socjologiczne, n° 2, p. 156 - 171.
- 1980, "La centralisation, la décentralisation et les conflits entre les Organisations", Studia Socjologiczne, n° 3, p. 87 - 106.
- KOZMIŃSKI (A.K.) - 1982, Après le grand choc, Varsovie, PWE, 147 p.
- RYCHARD (A.) - 1980, La réforme économique. Analyse sociologique des relations de la politique et de l'économie, Varsovie, Ossolisseeum, 173 p.
- STANISZKIS (J.) - 1982, Pologne: la révolution autolimitée, Paris, PUF, 335 p.

	1951	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63
Revenu nat. produit	7,5	6,2	10,4	10,5	8,4	7,0	10,7	5,5	5,2	4,3	8,2	2,1	6,9
Prod. nette de l'industrie	15,2	13,9	13,2	9,3	9,4	6,0	10,3	8,2	7,8	8,5	10,6	8,6	5,3
Prod. nette de l'agriculture	-1,3	-0,6	2,3	2,2	3,4	4,8	4,5	4,0	-3,8	3,8	13,1	-16,1	10,8
Revenu nat. distribué	7,5	6,1	10,3	10,6	8,9	7,8	13,6	3,2	7,0	3,0	7,3	2,7	6,3
Consommation	8,0	3,1	3,1	17,7	10,1	10,4	11,2	3,2	6,3	1,7	6,1	3,6	4,6
Consomm. des biens mat. par la population (payée sur les revenus)	7,5	3,5	3,4	17,5	8,9	10,9	11,3	2,6	5,8	1,2	5,6	2,8	4,6
Accumulation	5,4	19,3	35,6	-8,4	5,1	-1,6	23,8	3,3	9,6	7,5	10,9	0,0	11,5
Investiss. de ^{en} capital fixe	11,1	20,1	20,6	6,6	3,2	2,9	10,7	9,6	18,4	4,5	8,4	16,6	1,0
Source: ROCZNIK STATYSTYCZNY DOCHODU NARODOWEGO 1982, GUS, WARSZAWA 1982, p. 11													
Pologne													

80	-6,0
79	-2,3
78	3,0
77	5,0
76	6,8
75	9,0
74	10,4
73	10,8
72	10,6
71	8,1
70	5,2
69	2,9

68	9,0
67	5,7
66	7,1
65	7,0

80	-6,0	-4,1	-15,4	-6,0	2,1	3,1	1,7	0,5	-3,7	3,2	2,3	-29,6	-25,4
79	-2,3	-1,7	-7,2	-3,7	3,1	1,7	0,5	-3,7	3,1	3,2	2,3	-19,2	-15,4
78	3,0	2,5	8,5	0,5	1,7	1,0	1,0	-2,0	-4,0	-4,0	-4,0	-2,0	-4,0
77	5,0	7,7	-0,2	2,2	6,8	6,6	6,6	-6,5	2,7	2,7	2,7	-6,5	2,7
76	6,8	9,3	1,1	6,5	8,8	8,7	8,7	2,4	-0,9	-0,9	-0,9	2,4	-0,9
75	9,0	11,4	-8,1	9,5	11,1	11,3	11,3	7,0	12,1	12,1	12,1	7,0	12,1
74	10,4	12,0	-2,9	12,0	7,4	6,8	6,8	20,5	22,3	22,3	22,3	20,5	22,3
73	10,8	11,6	3,4	14,3	8,1	8,5	8,5	27,8	27,7	27,7	27,7	27,8	27,7
72	10,6	10,4	5,4	12,5	9,1	8,8	8,8	20,9	26,7	26,7	26,7	20,9	26,7
71	8,1	8,5	8,3	9,8	7,7	7,0	7,0	15,2	10,2	10,2	10,2	15,2	10,2
70	5,2	6,8	4,2	5,0	4,1	4,0	4,0	7,4	2,3	2,3	2,3	7,4	2,3
69	2,9	8,4	-10,5	3,5	5,1	4,4	4,4	-0,8	6,9	6,9	6,9	-0,8	6,9

CENTRE D'ÉCONOMIE INTERNATIONALE DES PAYS SOCIALISTES
GROUPE DE RECHERCHE SUR LA THÉORIE DE L'ÉCONOMIE SOCIALISTE

25 Mars 1983

Xavier Richet

STATISTIQUES MACRO-ÉCONOMIQUES SUR LA HONGRIE

Commentaire au tableau d'ensemble :

Il n'a pas été possible de faire ressortir de façon cohérente l'ensemble des données sur une période plus longue, ni de "remplir" les années : 71 74 :

- Changement de nomenclature.

de 60 à 75 on fait ressortir le C.E. dans le produit social global et la consommation matérielle productive. Alors qu'à partir de 75 le C.E. est ventilé. En outre, à partir de cette année on fait ressortir les taxes sur les produits ainsi que les coûts des services non-matériels.

Autre difficulté : pas de cohérence entre les chiffres d'une même année selon l'annuaire : on procède à des affinements ou rétroprojections sans donner d'indication, d'une part, et sans pouvoir remonter toute la série, d'autre part.

Produit social global
(Production brute des biens matériels)

1970 1971

Produit social global, aux prix de marché.....
Taxas sur les produits (-)
Activités, aux prix de production :
-Industrie.....
-Industrie de la construction.....
-Agriculture + forêts.....
-Transports + communications.....
-Commerce.....
-Service des eaux.....

681,4 741,6
35,3 24,
666,1 738
302,6 410,2
74,5 87,6
112,4 121,8
38,6 38,6
51,7 54,24
4,9 2,8

Consommation matérielle productive

Consommation mat. productive, total.....
Coût des services non-matériels.....
Consommation intermédiaire + cons. de capital fixe.....
dont
-Industrie.....
-Industrie de la construction.....
-Agriculture + forêts.....
-Transports + communications.....
-Commerce.....
-Service des eaux.....

405,9
7,9
413,8
264,6
43,1
63,6
19,1
15,4
3

Revenu National (Produit matériel net)

Revenu national aux prix de marché.....
Taxas sur les produits (-).....
Coûts des services non-matériels.....
Activités aux prix de production.....
dont
-Industrie.....
-Industrie de la construction.....
-Agriculture + forêts.....
-Transports + communications.....
-Commerce.....
-Service des eaux.....

275,5
15,3
7,9
252,3
113
31,4
44,3
24,5
36,3
1,3

Utilisation du Revenu National
(Produit matériel net)

Consommation matérielle de la population.....
Consommation matérielle pour les besoins collectifs.....
Consommation matérielle finale, total.....
Formation nette de capital fixe.....
Δ de formation de capital fixe inachevée.....
Δ des stocks.....
Formation net de capital, total.....
Utilisation finale dans l'économie domestique.....
Surplus d'exportation (+) ou d'importation (-).....
Utilisation, totale.....

150,2 147,1
27,9 24,
208,1 216,3
54,6 57,6
9 14,2
11,5 24,2
35,2 46,2
283,2 322,5
-7,7 +22
275,5 299,9

1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
726,2	872,1	949,2	1051	1865,1	1284,2	1349	1484,7	1648,9	1844,7
22,1	23	21	-15,2	22	0	4,5	21,5	93,2	86,4
774,1	849,9	928,2	1066,2	1163	1244,2	1394,5	1463,2	1615,6	1758,3
442,8	456,6	546,6	638,6	695,2	757,2	826,3	876,5	992,6	1092
58,2	93,5	102,8	116,1	127,4	143,7	159,6	170,2	167,9	177,2
124,5	133,6	151,4	163,5	181,2	205,6	244,8	213,6	249,5	272,9
32,8	42,8	47,3	57,5	65	71,2	78,2	82,6	92,1	103,9
59,87	64,5	57	82,3	87,3	99	107,4	111,3	103,1	109,6
2,9	3,01	3,4	6,2	6,9	7,5	8,2	9	10,4	12,7
			657	732,7	808,2	885,9	924,7	1117,8	1213,3
			13,2	15	16,9	19,3	21,2	24,7	28
			670,2	767,7	825,1	905,2	949,9	1142,2	1241,3
			447,5	497,2	542,2	576,3	626,7	771,8	835,3
			67,4	75	82,8	92,3	100	106,7	112,2
			98,4	112	128,7	154,4	138,8	165,7	183,6
			28,1	31,3	34,9	38,4	41,5	49	55,5
			25,1	27,9	31,9	34,4	36,9	41,7	46,1
			3,7	4,3	4,6	5,4	6	7,3	8,6
			394	432,4	476	513,1	556	581	631,4
			-15,2	2,1	0	4,5	21,5	83,2	86,4
			13,2	15	16,9	19,3	21,2	24,4	28
			396	415,3	459	489,3	513,3	473,4	517
			491,1	198	215	230	249,8	220,8	246,7
			48,7	52,4	60,9	67,3	70,2	61,2	65
			65,1	69,2	76,9	78,4	74,8	83,8	89,3
			29,4	33,7	36,3	39,8	41,1	43,1	48,4
			59,2	59,9	67,1	73	74,4	61,4	63,5
			4,5	2,6	2,9	2,8	3	3,2	4,1
28,6	31,3	36,4	262,4	292,4	307	331,5	371,7	408,5	437,2
24,3	30,9	36,4	40,2	43,5	47,4	55,5	59,5	63,3	67,6
238,1	237,3	191,9	302,6	325,9	354,4	387	431,2	468,8	504,9
66,4	72,8	71,1	101	93	98,1	118,3	120	110,1	93,6
9,9	5,8	6,9	5	13,3	31	26	17,3	4,9	14,4
3	7,1	27,8	21	22,6	18,2	45,1	11,2	13	28,6
83,3	85,9	115,9	127	128,9	147,4	183,4	148,5	128	136,6
324,4	343,1	397,6	429	454,8	501,8	570,4	579,7	596,8	641,4
13,8	17,2	-21,4	-35,6	-22,4	-25,8	-57,3	-23,7	-15,8	-10
328,3	360,3	376,3	394	432,4	476	513,1	556	581	631

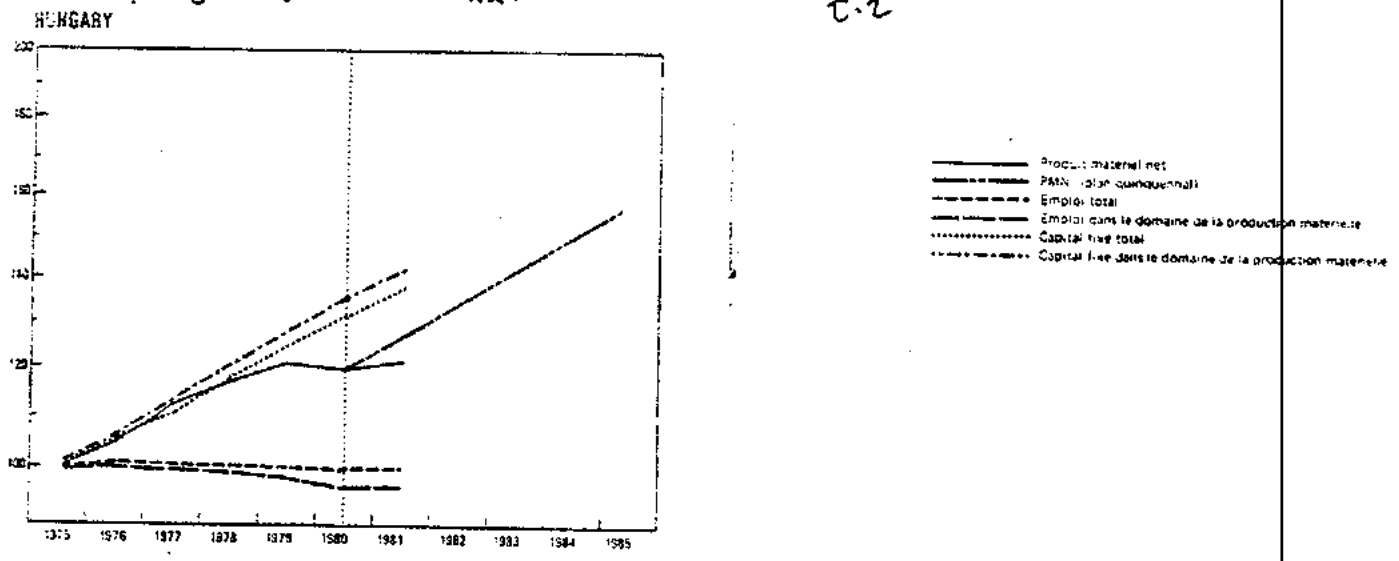
TABLEAU 3.1.1

Evolution de la croissance du produit matériel net
(Pourcentage de variation annuelle)

Pays et périodes	Produit matériel net (en milliards d'unités monétaires nationales) en prix courants	Production brute							
		Produit matériel net		Agriculture ^a		Industrie		Construction ^b	
		Plan	Résultats	Plan	Résultats	Plan	Résultats	Plan	Résultats
Bulgarie									
1976-1980		7,7	6,1	3,7	2,1	9,2	6,0	..	5,9
1981-1985		3,7		3,4		5,1		..	
1976	15,1	9,0	6,5	5,0	4,1	9,2	6,8	8,0	3,3
1977	15,5	8,2	6,3	4,0	-4,6	9,2	6,8	..	15,7
1978	16,3	6,8	5,6	5,0	4,3	7,7	6,9	6,6	-2,2
1979	17,7	7,0	6,6	7,0	6,0	7,8	5,4	..	2,9
1980	20,5	5,7	5,7	3,7	-4,5	6,3	4,0	..	3,6
1981	22,0	5,1	4,0-5,0*	4,7	4,0	5,6	5,6	..	
1982		3,6		2,2		4,5			
Hongrie									
1976-1980		5,4-5,7	3,2	3,2-3,4	2,9	6,0	3,4	5,5-6,0	2,4
1981-1985		2,6-3,2		2,3-2,8		3,5-4,0		2,1-2,7	
1976	432,4	5,0-5,5	3,0	4,0	-2,7	6,0	4,6	5,0-5,5	4,6
1977	476,0	6,0-6,5	8,0	7,0-8,0	10,3	6,0	6,6	5,0-5,5	6,4
1978	513,1	5,0	4,2	2,0-3,0	2,0	5,5-6,0	4,9	4,0-5,0	3,7
1979	554,3	3,0-4,0	1,9	3,0-3,5	-1,1	4,0	3,0	1,0	0,8
1980	581,0	3,0-3,5	-0,8	5,0-5,5	4,3	3,5-4,0	-2,1	3,0-2,5	-3,0
1981		2,0-2,5	1,8	3,0	0,0	3,3	2,3	-1,0	-3,5
1982		1,0-1,5		4,0-4,5		2,0-2,5		(-1,0)-(-2,0)	
Pologne									
1976-1980		7,0-7,3	1,2	3,0-3,5	0,5	8,2-8,5	4,7	7,4-7,7	-0,7
1981-1985									
1976	1593,3	8,3	6,8	5,9	-1,1	8,8	9,3	4,2	6,6
1977	1736,1	5,7	5,0	5,3	1,4	6,3-7,3	6,9	6,6	3,1
1978	1902,6	5,4	3,0	4,5	4,1	6,8	4,9	..	4,2
1979	1935,4	2,8	-2,3	3,9-4,8	-1,5	4,9	2,7	..	-4,7
1980	1936,2	1,4-1,8	-6,0	5,8	-10,7	3,0-4,2	0,0	..	-11,2
1981		-3,7*	-13,0	5,0**	4,1	0,0*	-12,6*	..	-20,0
1982		-1,6*		5,0*		0,6*			
République démocratique allemande									
1976-1980		5,0	4,1	2,6	1,1	6,0	4,9	5,0	3,3
1981-1985		5,1		1,1		5,1		3,4	
1976	147,5	5,3	3,6	1,4	-5,3	6,0	5,9	6,3	6,4
1977	155,2	5,5	5,2	2,8	7,1	5,1	5,4	6,2	5,3
1978	160,8	5,2	3,6	3,5	1,4	5,7	3,7	5,7	2,6
1979	166,9	4,3	3,8	1,3	2,8	5,5	4,8	2,9	-0,5
1980	173,9	4,8	4,2	0,5*	0,5	4,7	4,7	5,3	1,4
1981	182,6	5,0	5,0	0,8*	3,0*	5,0	5,1	2,8	2,5
1982	191,3*	4,8		0,2*		4,6		2,5	
Roumanie									
1976-1980		10,0-11,0	7,2	5,1-7,6	4,9	10,2-11,2	9,5	..	5,8
1981-1985		7,1		4,5-5,0		7,6		8,8	
1976	400,0	10,5	10,5	15,0-26,6	17,4	10,2	11,4	..	5,7
1977	431,7	11,3	9,0	1,9-13,6	-0,9	10,5	12,5	20,4	10,3
1978	464,3	11,0-11,5	7,4	6,9-16,1	3,3	10,6	9,6	8,8	10,7
1979	449,3	8,8	6,2	5,1-5,6	5,5	11,3	8,0	8,3	3,0
1980	516,4	8,8	2,9	4,7-6,0	-4,1	11,4	6,1	..	-0,8
1981		7,0	2,1	9,0*	-0,9	8,1	2,6		
1982		5,5		6,0-7,9		5,6*			
Tchécoslovaquie									
1976-1980		4,9	3,7	2,7-2,8	1,8	5,7-6,0	4,5	6,2-6,5	3,0
1981-1985		2,0-2,6		1,8-2,2		2,7-3,4			
1976	418,2	5,0	4,1	5,3	-2,4	5,4	5,1	6,7	3,4
1977	415,0	5,2	4,2	8,2	9,1	5,3	5,5	6,2	3,5
1978	437,1	4,9	4,2	3,4	2,6	5,0	5,0	6,1	3,7
1979	460,7	4,3	3,0	3,8	-4,2	4,5	3,7	5,8	2,5
1980	480,1	3,7	2,9	7,2	6,1	4,0	3,3	3,8	1,9
1981		2,8	0,2*	2,6	-3,4	2,7	2,0	2,8	-1,4*
1982		0,5*		3,2		0,6*			

Aspects généraux de l'évolution.

t.2



t.3

Produit matériel net par secteurs principaux (Parts en pourcentage)

	Agriculture et foresterie			Industrie et construction			Transports, communications, et autres services économiques		
	1970	1975	1980	1970	1975	1980	1970	1975	1980
Bulgarie	22,8	22,1	16,7	59,8	60,9	60,8	17,4	17,0	22,5
Hongrie	21,7	17,9	15,8	55,6	57,3	60,1	22,7	24,8	24,1
Pologne	17,3	14,8	15,3	64,4	70,8	64,0	18,3	14,4	20,7
République démocratique allemande	12,8	11,1	8,5	60,2	56,5	75,1	20,9	22,4	16,4
Roumanie	19,5	16,6	15,2	69,5	65,5	68,6	11,0	17,9	16,2
Tchécoslovaquie	10,5	8,7	7,3	73,4	78,4	75,5	16,1	12,9	17,2
Union soviétique	22,0	17,1	15,2	61,5	64,0	61,4	16,5	18,9	23,4

Source: Annuaire statistique du CAEM pour 1981, p. 44 et 45.

NOTE. - En raison des différences dans les prix utilisés comme base de calcul et dans la couverture, les chiffres s'écartent de ceux obtenus directement à partir des statistiques nationales.

t.4

Croissance du commerce extérieur en volume (Pourcentage de variation annuelle moyenne)

	1975-1976 résultats		1976-1981 Prévisions				
	Exportations	Importations	Total des échanges		Exportations	Importations	
Europe orientale	9,2	9,6	8,6	7,0	6,7	4,0	
Bulgarie	10,0	14,3	9,9	4,7	12,8	3,2	7,0
Hongrie	9,4	2,3	8,0	0,9	7,0	3,9	4,6-5,4
Pologne	10,7	15,3	8,2*	6,9	4,0	1,7	
République démocratique allemande	9,1	7,2	7,3*	0,6	5,8	3,2	6,3
Roumanie	11,0*	3,1*	11,5*	3,2*	7,8*	3,8	11,9
Tchécoslovaquie	6,3	6,5	6,2	5,6	6,3	2,9	5,7-6,2
Union soviétique	5,0	10,5	6,0	5,7	4,9	5,9	4,1

Source: statistiques officielles des pays, plans économiques nationaux et rapports sur l'exécution des plans, estimations du secrétariat.

NOTE. - On entend par «total des échanges» la somme des exportations et des importations. Les taux de croissance des exportations et des importations correspondent aux variations enregistrées entre la dernière année de la période en cours et de la période précédente, alors que les taux de croissance du total des échanges, qu'il s'agisse de prévisions du plan ou des résultats, reposent sur la moyenne quinquennale pour la période en cours et la période précédente. Tous les chiffres relatifs aux résultats sont obtenus à partir d'indices en volume physique; les chiffres du plan indiquent des variations en volume. Pour la Roumanie, les estimations reposent sur les données en valeur concernant la Roumanie et sur l'indice des prix hongrois.

t.5

6

Total des échanges extérieurs par groupe de pays
(Parts en pourcentage)

	Pays du C.E.M.		Tous pays socialistes		Pays capitalistes développés		Pays en développement	
	1975	1980	1975	1980	1975	1980	1975	1980
Bulgarie	73,8	72,7	2,0	1,9	17,0	16,4	7,2	9,0
Hongrie	66,1	49,6	2,9	3,5	24,4	36,7	6,6	10,3
Pologne	49,7	55,2	2,5	2,4	41,3	34,7	6,5	9,6
République démocratique allemande	66,2	62,7	3,5	3,2	25,9	27,4	4,4	6,7
Roumanie	38,0	33,8	6,8	6,6	36,7	33,1	18,5	26,5
Tchécoslovaquie	66,0	65,5	4,6	4,4	22,4	23,0	7,0	7,1
Union soviétique	51,8	48,6	4,5	5,1	31,3	33,6	12,4	12,7

Source: Le développement des pays membres du C.E.M. en 1975-1980 (en russe), Moscou (1981), p. 140 à 141.

t.6

Distribution du revenu national en 1976-1980
(Pourcentage de variation annuelle moyenne)

	PMN produit	PMN distribué	Formation nette de capital	Consommation		
				Totale	Personnelle	Collective
Bulgarie	6,1	5,2	3,2	7,8	7,4	8,6
Hongrie	3,2	1,9	-2,1	3,2	2,7	5,9
Pologne	1,2	-0,2	-11,8	4,5	4,3	4,5
République démocratique allemande	4,1	3,7	2,6	3,8	4,0	3,5
Roumanie	7,2	...	...	...	...	...
Tchécoslovaquie	3,7	2,1	0,9	2,5	1,7	4,8
Union soviétique	4,2	3,8	1,4	...	4,6	...

t.7

Evolution du produit matériel net distribué
(Pourcentage de variation annuelle)

Pays et période	PMN distribué	Consommation			Formation nette de capital		Variations des stocks
		Totale	Personnelle ^a	Collective	Totale ^b	Formation nette de capital fixe	
<i>Hongrie</i>							
1976-1980	1,9	3,2	2,7	5,9	-2,3	-2,7	-9,8
1979	-5,5	2,9	2,4	5,8	-24,9	-39,1	9,6
1980	-1,9	1,1	1,0	1,9	-11,3	-13,2	243,7
1981	-0,1	...	1,5-2,4	...	...	...	...

t.8

Croissance du produit matériel net
(Pourcentage de variation annuelle moyenne)

	1966-1970		1971-1975		1976-1980		Plan 1981-1985
	Plan	Croissance effective	Plan	Croissance effective	Plan	Croissance effective	
Bulgarie	8,5	8,7	7,7-8,5	7,8	7,7	6,1	3,7
Hongrie	3,5-3,9	6,8	5,5-6,0	6,2	5,4-5,7	3,2	2,6-3,2
Pologne	6,0	6,0	6,7-6,8	9,8	7,0-7,3	1,2	0,9 ^a
République démocratique allemande	5,4	5,2	4,9	5,4	5,0	4,1	5,1
Roumanie	7,0	7,7	11-12	11,3	10-11	7,2	7,1
Tchécoslovaquie	4,1-4,4	6,9	5,1	5,7	4,9	3,7	2,0-2,6
Union soviétique	6,6-7,1 ^a	7,8	6,5-7,0 ^a	5,7	4,7 ^a	4,2	3,4 ^a
Europe orientale	5,6	6,5	6,7	7,8	6,6	3,9	3,8
Europe orientale et Union soviétique	6,5	7,4	6,7	6,2	5,3	4,1	3,5
						4,4 ^b	

Pays	Provisions pour 1981-1985			
	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985
Bulgarie	208	169	77.6	...
Hongrie	331	165	-79	-100
Pologne	1 654	1 397	-80	-100*
République démocratique allemande	93	107	277	150*
Roumanie	191	275	91.3	77.1
Tchécoslovaquie	556	402	285	70-80*
Europe orientale	3 033	2 455	571.9	...
Union soviétique	10 090	11 170	8 080	...
RSS de Biélorussie	402	425	400	...
RSS d'Ukraine	1 564	1 465	1 400	...

t.10
Emploi dans les domaines de la production matérielle et de la production non matérielle
(Variations annuelles moyennes en pourcentage)

Pays	1971-1975		1976-1980		1981-1985	
	Matérielle	Non matérielle	Matérielle	Non matérielle	Matérielle	Non matérielle
Bulgarie	0.2	4.5	0.0	2.0	-0.8	...
Hongrie	0.0	2.6	-0.3	2.2	-0.6	2.3
Pologne	3.4	3.6	0.2	2.3	...	...
Rép. dém. allemande	0.1	2.2	0.4	1.8	...	...
Roumanie	4.6	2.6	3.2	2.7	...	...
Tchécoslovaquie	0.3	1.4	0.4	3.3	...	...
Union soviétique	1.5	3.1	1.0	2.3	...	...

t.11

Variations du produit matériel net (PNM) et de la productivité du travail (PT)
(Pourcentage de variation annuelle moyenne)

Pays	Plan quinquennal 1976-1980		Produit matériel net 1976-1980		Productivité du travail 1976-1980				
	PNM (1)	PT (2)	PT PNM (3)	Prévu par le plan (4)	Effectif prévu (5)	Prévu par le plan (7)	Effective (8)	Effective prévue (9)	
Bulgarie	7.7	7.7	1.00	7.7	6.1	0.79	7.7	6.1	0.79
Hongrie	5.4-5.7	5.4-5.7	1.00	5.4-5.7	3.2	0.58	5.4-5.7	3.7	0.67
Pologne	7.0-7.3	5.9-6.1	0.84	7.0-7.3	1.2	0.17	5.9-6.1	1.7	0.28
République démocratique allemande	5.0	4.4	0.89	5.0	4.1	0.82	4.4	3.6	0.82
Roumanie	10-11	9.4-10.4	0.94	10-11	7.2	0.69	9.4-10.4	6.6	0.67
Tchécoslovaquie	4.9	4.5	0.92	4.9	3.7	0.76	4.5	3.3	0.73
Union soviétique	4.7*	3.5*	0.75	4.7*	4.2	0.89	3.5*	3.2	0.91

t.12

Pays	1971-1975	Plan pour 1976-1980	1976-1980	Plan pour 1971-1985
Bulgarie	35.1	30-32	35.6	34.7
Hongrie	35.9	36.5	37.3	32.3
Pologne	36.2	31.1-31.3	37.1	...
Rép. dém. allemande	30.0	29.2	31.0	26.2*
Roumanie	34.1	33-34	33.5	34.6
Tchécoslovaquie	33.7	31-33	33.7	30.9*
Union soviétique	29.9	29.5-30.1	29.4	27.0

t.13

Coefficient marginal de capital

Pays	1971-1975	Plan quinquennal 1976-1980	1976-1980	Plan quinquennal 1981-1985
Bulgarie	4.5	4.0	5.8	9.4
Hongrie	5.7	6.0	8.9	10.1
Pologne	3.7	4.7	4.9	...
République démocratique allemande	5.6	5.8	7.6	5.1*
Roumanie	3.0	3.7	4.9	5.7
Tchécoslovaquie	6.2	6.9	9.8	13.5*
Union soviétique	5.2	6.3	7.0	8.0

t.14

Variations de l'intensité du capital^a, de la productivité du travail^b et de la productivité du capital^c
dans le domaine de la production matérielle^d
(Pourcentage de variation annuelle moyenne)

Pays	Intensité du capital				Productivité du travail				Productivité du capital			
	1961-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1961-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1961-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980
Bulgarie	10.6	10.2	8.8	8.0	7.2	8.2	7.5	6.1	-3.1	-1.7	-1.0	-1.9
Hongrie	5.7	4.4	7.7	8.3	4.7	5.4	6.2	3.7	-0.9	1.2	-2.9	-3.2
Pologne	1.5	5.5	5.6	9.1	3.2	5.5	8.1	1.7	1.7	-0.6	1.9	-6.9
République démocratique allemande	6.7	4.8	5.7	5.4	4.0	5.0	5.2	3.6	-2.5	0.4	-0.4	-1.5
Roumanie	6.3	8.2	8.4	8.9	7.9	7.3	6.6	6.7	-0.1	1.3	1.1	1.1
Tchécoslovaquie	4.6	3.2	5.5	5.7	1.7	5.6	5.4	3.3	-2.8	2.4	-0.1	-2.4
Union soviétique	8.8	7.4	7.1	6.5	5.8	6.8	4.1	3.2	-2.8	-0.6	-2.8	-3.0

Source: statistiques nationales

^a Capital fixe par salarié.

^b Production nette par salarié.

^c Rapport production nette/capital fixe.

t.15

Evolution du produit matériel net par type d'activité dans le domaine de la production matérielle
(Pourcentage de variation annuelle moyenne entre la dernière année de la période quinquennale indiquée
et la dernière année de la période quinquennale précédente)

Pays et période	Total	Agriculture et foresterie	Industrie	Construction	Transports et commu- nications		Commerce	Divers
Bulgarie								
1971-1975	7,8	1,6	9,3	6,5	11,3	15,3		2,1
1976-1980	6,1	-4,9	6,8	4,5	5,4	22,5		11,5
Hongrie								
1971-1975	6,2	2,2	7,7	6,4	5,5	8,1		..
1976-1980	3,2	0,9	4,0	2,7	2,0	2,5		..

t.16

Quelques indicateurs retenus dans les plans quinquennaux
(Pourcentage de variation annuelle moyenne)

	Bulgarie	Hongrie	Pologne	République démocra- tique allemande	Roumanie	Tchéco- slovaque	Union soviétique	RSS de Biélorussie	RSS d'Ukraine
PMN produit	3,7	2,6-3,2	0,9	5,1	7,1	2,0-2,6	3,4*	4,3	3,6
Industrie (production brute)	5,1	3,5-4,0	..	5,1	7,6	2,7-3,4	4,7	5,1	4,2
Agriculture (production brute)	3,4	2,3-3,8	..	1,1	45-50	1,8-2,2	2,5	2,1	2,9
Emploi dans le secteur de la production matérielle	-0,9	-0,6	..	0,6	0,1	..	0,2	..	..
Productivité du travail	4,6	3,2	..	4,5	7,0	..	3,2	..	..
Formation brute de capital	0,9	0,9*	..	-0,3	4,4	1,0*	1,6	..	..
Coefficient marginal de capital	8,6	14,3	..	5,0	5,4	12,8	8,6	..	..
Volume du commerce extérieur	7,0	4,6-5,4	..	6,3	..	6,2-7,0	4,1	..	..
Revenu réel par habitant	2,8	1,1-1,4	..	3,9-4,2	3,6	..	3,1	3,1	3,2
Volume du commerce de détail	3,9	..	..	3,7-4,1	4,8	..	4,2	3,1	3,9

Variations de la productivité du travail
(Pourcentage de variation annuelle moyenne)*

t.17

Pays	1971-1975	Plan 1976-1980	1976-1980	Plan 1981-1985	1981
Bulgarie	7,4	7,7*	6,1	4,6	3,4
Hongrie	6,2	5,4-5,7	6,1	3,2*	3,9
Pologne	8,1	5,9-6,1	1,7	..	-13,3
République démocratique allemande	5,2	4,4	3,5	4,5*	4,5*
Roumanie	11,0	9,4-10,4*	8,5	7,0	0,6
Tchécoslovaquie	5,4	4,5*	3,3	..	-0,2
Union soviétique	4,1	3,5*	3,2	3,2	2,5

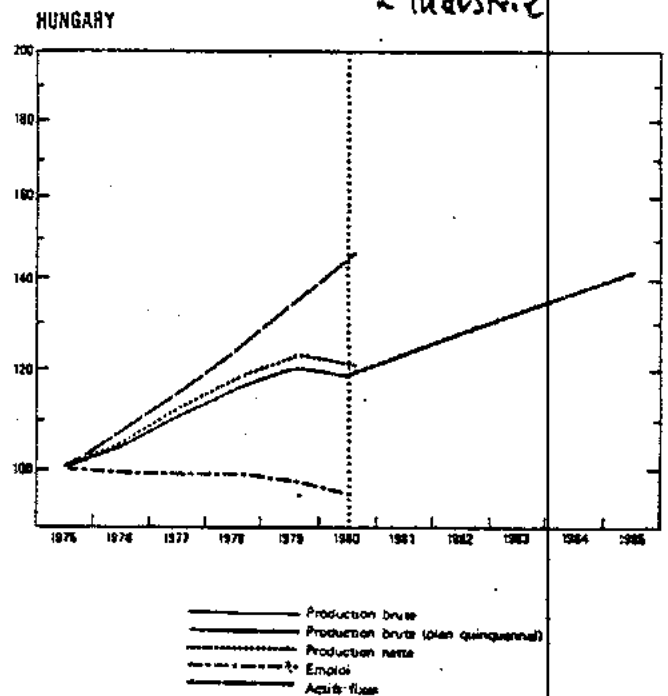
Sources: voir le tableau 3.1.1.

* PMN par travailleur du domaine de la production matérielle.

t.18

Croissance de la production industrielle
(Pourcentage de variation annuelle moyenne)

	1971-1975	1976-1980		1981-1985	
		Plan	Résultats effectifs	Plan	
Bulgarie	9,0	9,2	6,0	5,1	
Hongrie	6,4	6,0	3,4	3,5-4,0	
Pologne	10,4	8,2-8,5	4,7	..	
République démocrati- que allemande	6,5	6,0	4,9	5,1	
Roumanie	12,9	10,2-11,2	9,5	7,6	
Tchécoslovaquie	6,6	5,7-6,0	4,5	2,7-3,4	
Union soviétique	7,4	6,3	4,5	4,7	
Europe orientale et Union soviétique	7,8	6,3	4,9	4,5	

t.19
L'industrie

Indicateurs de la productivité dans l'industrie
(pourcentage de variation annuelle moyenne)

	Productivité du travail ^a	Intensité du capital ^b	Productivité du capital ^c	Productivité totale ^d	
				A	B
Hongrie					
1971-1975	6,1	7,8	-1,5	3,8	3,1
1976-1980	4,5	9,2	-4,3	1,8	1,0
1979	4,6	11,3	-6,0	1,4	0,4
1980	0,5	10,9	-9,4	-2,5	-3,5
1981	4,5				

t.21

Production industrielle brute (A) et nette (B)
(Pourcentage de variation annuelle moyenne)

	A	B	B/A
Hongrie			
1971-1975	6,4	7,5	1,17
1976-1980	3,4	3,8	1,12

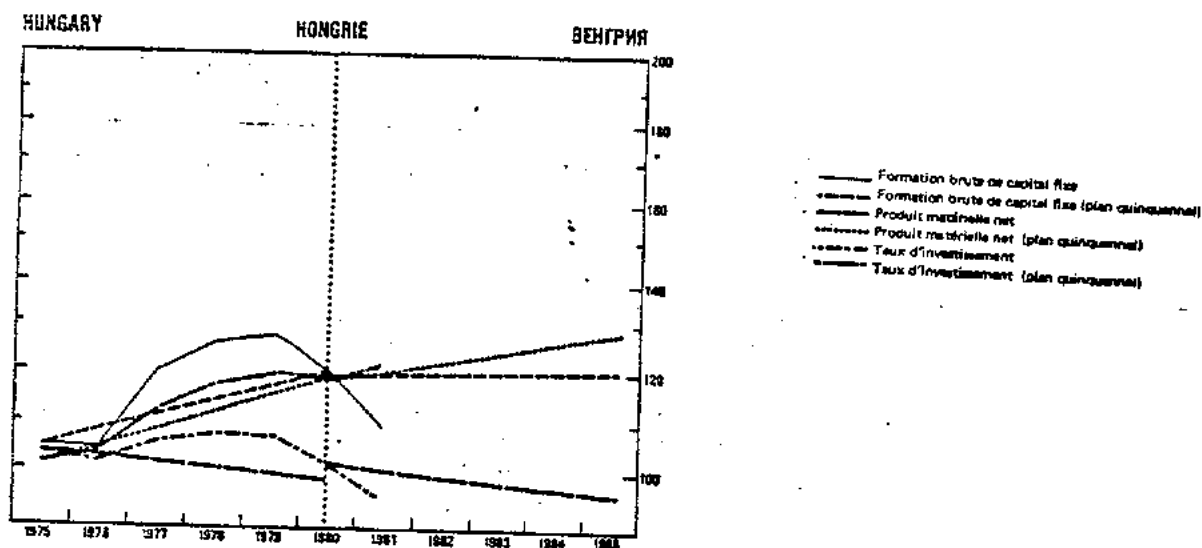
t.22

Structure de la production industrielle par principales branches
(Répartition en pourcentage)

	Total	Electricité et chaleur	Combustibles	Métallurgie	Industries mécanique et électrique	Produits chimiques	Matériaux de construction	Industrie légère	Industrie alimentaire
Hongrie									
1970	100,0	2,9	5,2	10,9	25,1	11,9	3,3	18,0	20,7
1975	100,0	3,1	4,2	10,0	27,0	14,5	3,1	17,4	19,1
1980	100,0	3,5	3,6	9,1	26,7	17,0	3,2	16,3	18,9

t.23

Evolution du PMN, de la formation brute de capital fixe et du taux d'investissement
(1973-1977 = 100)



E.24

Croissance réelle de l'investissement en 1971-1975
et croissance prévue et réelle en 1976-1980
(Pourcentage de variation par rapport à la dernière année
de la période précédente)

Investissement brut et PMN effectifs (1976-1980)
(En pourcentage des objectifs des plans quinquennaux)

	Investissement		PMN	
	1976-1980	1980	1976-1980	1980
Bulgarie	98,4	96,6	96,0	93,0
Hongrie	106,7	102,3	95,9	89,3
Pologne	98,2	85,0	86,2	70,5
République démocratique allemande	103,2	98,6	97,4	95,7
Roumanie	92,1	82,3	93,0	83,6
Tchécoslovaquie	96,4	91,1	97,2	94,2
Union soviétique	102,0	104,3	99,8	97,6

	Croissance réelle		Croissance prévue 1976-1980
	1971-1975	1976-1980	
Bulgarie	6,7	4,1	4,7
Hongrie	5,6	4,4	2,1
Pologne	17,1	-0,4	0,2
République démocratique allemande	3,8	5,3	4,2
Roumanie	10,7	9,8	12,9
Tchécoslovaquie	7,8	4,1	5,4
Union soviétique	6,8	3,9	3,2

Source: voir le tableau 3.4.1.

NOTE- A la différence des autres comparaisons entre les prévisions et les résultats effectués faites dans ce chapitre, le tableau ci-dessus indique la différence entre les niveaux prévus et atteints plutôt que des variations. Les moyennes prévues pour les périodes sont calculées d'après les estimations du secrétariat concernant la répartition des ressources annuelles (quand elle n'est pas précisée dans les plans), étant entendu que le taux de croissance annuel moyen composé reste constant dans les limites fixées par les objectifs des plans quinquennaux. Voir aussi les notes du tableau 3.4.1.

E.26

Formation brute de capital fixe, taux d'investissement et coefficient marginal de capital

Formation brute de capital fixe

Pays et période	En milliards d'unités de la monnaie nationale	Pourcentage de variation annuelle moyenne	Rapport de la formation brute de capital fixe au produit matériel net	Coefficient marginal brut de capital
Hongrie* (en prix constants de 1976)				
1971-1975	128,3	5,6	35,3	5,7
Plan 1976-1980	162,3	2,1	33,6	6,0
1976-1980	173,3*	4,4*	37,4*	9,0*
Plan 1981-1985	175,7*	0,5*	33,5*	11,5*
1979	185,6	1,1	38,3	19,6
1980	173,1	-6,7	36,0	-42,6*
Plan 1981	169,6	2,0	34,5	14,9
1981	157,5	-9,0	32,2	17,8
Plan 1982	153,6*	-2,5*	31,0*	23,7*

E.27

Capital fixe mis en service

En milliards d'unités de la monnaie nationale

En pourcentage de la formation brute de capital fixe

Pays et période	En milliards d'unités de la monnaie nationale					En pourcentage de la formation brute de capital fixe				
	Total	Industrie	Construction	Agriculture et sylviculture	Transports et communications	Total	Industrie	Construction	Agriculture et sylviculture	Transports et communications
Hongrie*										
1971-1975	107,5	41,3	3,2	19,7	14,3	91,0	93,9	100,0	103,1	89,4
1976-1980	162,4	61,6	3,9	18,9	23,0	87,8	84,2	68,4	73,0	93,1
1979	182,5	73,1	5,8	26,5	26,2	89,5	90,8	93,5	93,6	93,6
1980	177,7	65,5	4,8	24,4	28,7	93,7	93,2	92,3	94,2	104,3

Evolution de la productivité du travail par rapport à l'accroissement du capital fixe
(Indices)

A. - PRODUCTION MATÉRIELLE

	Industrie	Construction	Agriculture	Transport et communications	Commerce	Total de la production matérielle
A. Moyenne pour 1976-1980 (moyenne pour 1971-1975 = 100)						
Bulgarie	93,5	73,0	87,2	82,3	91,3	93,5
Hongrie	93,4	73,2	86,1	94,9	73,3	93,2
B. 1980 (1970 = 100)						
Bulgarie	79,6	54,5	67,3	76,0	114,6	86,1
Hongrie	85,9	45,3	76,6	92,0	54,3	86,1

B. INDUSTRIE

	Energie	Combustibles	Métallurgies	Industrie mécanique et électriques	Industrie chimiques	Industrie des matériaux de construction	Bois et papier	Textiles	Autres industries légères	Industrie alimentaire	Total Industrie
A. Moyenne pour 1976-1980 (moyenne 1971-1975 = 100)											
Bulgarie	70,0	103,5	116,5	97,9	97,1	81,5	88,1	89,3	76,8	77,5	90,1
Hongrie	93,0	94,0	94,9	91,7	91,9	87,6	..	93,4	83,6	73,6	89,2
B. 1980 (1970 = 100)											
Bulgarie	57,7	120,4	123,8	74,0	74,6	60,0	74,7	78,0	61,5	75,5	78,3
Hongrie	87,7	80,9	81,6	79,7	83,4	65,6	..	82,2	73,8	58,9	78,6

Evolution structurelle de l'investissement
(Indices, 1970 = 100)

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Production matérielle										
Bulgarie	97,9	94,4	95,0	91,5	91,5	94,0	94,2	91,6	92,9	95,0
Hongrie	95,9	93,8	94,0	94,1	93,3	92,1	89,8	90,9	91,9	91,0
Industrie										
Bulgarie	88,7	90,6	86,3	90,2	92,2	94,7	89,1	91,9	87,0	83,9
Hongrie	93,2	89,6	88,4	88,6	89,5	90,5	90,6	91,9	89,8	87,8

Evolution structurelle de la répartition de l'investissement par rapport au coefficient marginal de capital à la productivité du capital et à la productivité du travail
(Coefficient marginal de capital, pourcentage de variation annuelle moyenne [productivité] et points de pourcentage [évolution structurelle])^a

A. - PRODUCTIVITÉ MATÉRIELLE

	Industrie	Construction	Agriculture	Transports et communications	Commerce	Total de la production matérielle
Hongrie						
Coefficient marginal de capital	5,4	1,8	43,9	17,2	2,3	6,7
Productivité du capital	-1,6	-3,6	-5,3	0,1	-4,3	-1,7
Productivité du travail	6,4	5,0	3,2	2,7	3,7	5,0
Evolution structurelle	3,1	0,5	-3,1	-0,7	0,1	-

	Energie	Combustibles	Métallurgie	Industries mécaniques et électriques	Industrie chimique	Industrie des matériaux de construction	Bois et papier	Textiles	Autres industries légères	Industrie alimentaire	Total Industrie
<i>Hongrie</i>											
Coefficient marginal de capital	5,9	12,0	2,9	1,0	1,0	3,5	..	2,6	1,1	1,9	1,8
Productivité du capital	-1,2	-3,3	-1,6	-1,6	-1,6	-3,3	..	-3,4	-3,8	-4,6	-2,5
Productivité du travail	6,8	4,2	4,0	6,2	8,6	5,9	..	4,7	4,8	2,3	5,4
Evolution structurelle	2,3	1,7	1,2	1,9	-3,8	-2,3	..	-1,6	-2,6	3,3	-

t. 33

Croissance du PMN et de la production industrielle brute pendant les périodes 1970-1975 et 1975-1980: parts des variations du niveau, de la productivité et de la répartition par secteur et par branche du capital fixe et de l'emploi après 1970
(En pourcentage de la croissance effective)

Hongrie

	1975/1970	1980/1975
--	-----------	-----------

PRODUCTION MATÉRIELLE (PMN)

Capital fixe:

Croissance de la production

imputable aux variations:

Du niveau	116,1	143,2	109,4	242,2
De la productivité	-39,2	-56,3	-24,7	-143,4
De la répartition par secteur	23,1	13,1	15,3	1,2

Emploi

Croissance de la production

imputable aux variations:

Du niveau	2,2	0,3	-2,1	-15,2
De la productivité	84,8	93,2	98,5	115,3
De la répartition par secteur	13,1	6,5	3,6	-0,1

INDUSTRIE (PRODUCTION BRUTE)

Capital fixe

Croissance de la production

imputable aux variations:

Du niveau	100,6	133,0	131,9	262,1
De la productivité	-5,9	-45,9	-34,4	-175,0
De la répartition par branche	5,3	12,9	2,5	12,9

Emploi

Croissance de la production

imputable aux variations:

Du niveau	22,1	11,0	3,4	-21,3
De la productivité	80,0	90,0	91,5	116,9
De la répartition par branche	-2,1	-1,0	5,1	4,4

t. 34

Plans d'investissement pour la période quinquennale 1981-1985

	Croissance de l'investissement (pourcentage de variation annuelle)		Taux d'investissement (Pourcentage)		Coefficient marginal de capital	
	1976-1980	1981-1985	1976-1980	1981-1985	1976-1980	1981-1985
Bulgarie	4,1	0,9	36,6	32,3	5,9	8,7
Hongrie	4,4	-0,5	37,4	33,5	9,0	11,5

t. 36

Periode	Revenu réel par habitant	Salaires réels par salarié
Hongrie		
Plan 1976-1980	3,4-3,7	2,7-3,0
1975-1980	1,6	0,7
1979	0,1	-1,7
1980	-0,4	-1,8
Plan 1981	2,2	2,0*
1981	0,0-0,5	..
Plan 1982	1,1-1,4	..
Plan 1981-1985	..	..

t. 37

Revenus monétaires
(Pourcentage de variation annuelle)

Pays et période	Revenu monétaire total	Revenu salarial et assimilé	Revenu agricole	Pensions et prestations sociales	
				Total	Pensions
Hongrie					
1975-1980	8,2	7,0	10,9	12,1	13,0
1979	8,7	6,3	6,7	18,6	21,8
1980	8,4	6,5	7,9*	14,0	15,8
1981	8,0	6,0	12,0*	12,0*	9,0
Plan 1982	6,0	..	..	..	..

t. 38

Salaires et traitements mensuels moyens en valeur nominale

Pays	Salaires et traitements mensuels moyens ^a 1980	Pourcentage de variation annuelle						
		1976-1980	1979	1980	Plan 1981	1981	Plan 1982	Plan 1981-1985
Bulgarie	182,5	4,5	5,1	10,7	..	..	..	2,2
Hongrie	4098	6,2	5,1	5,7	4,5-5,0	6,0	..	..

t. 39

Fonds sociaux de consommation
(Part dans le revenu total de la population et structure en pourcentage)

Pays et période	Fonds sociaux de consommation par rapport au revenu total de la population (pourcentage)	Structure de la consommation collective			
		Pensions et prestations sociales	Education et culture ^a	Santé	Divers ^b
Hongrie					
1970	22,6	48,9	23,9	16,7	10,5
1975	27,2	56,0	21,3	14,6	8,1
1980	32,0	58,0	20,0	14,0	8,0

t. 40

Indice des prix à la consommation
(Pourcentage de variation annuelle moyenne)

Pays et période	Total	Produits alimentaires	Autres produits	Services
Hongrie				
1976-1980	6,3	8,5	5,4	4,0
1979	8,9	11,6	2,2	3,4
1980	9,1	13,4	8,5	7,0
1981	4,6	..	..	..
Plan 1982	5,0	..	..	..

Structure des dépenses des familles
(Répartition en pourcentage, total des dépenses = 100)

t. 41

A = Familles d'ouvriers, B = Familles de paysans, C = Familles de travailleurs non manuels.

Pays et périodes	Alimentation			Textiles, vêtements, chaussures			Biens de consommation durables			Entrées des logements			Épargne			Divers		
	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C
Hongrie																		
1970	37,6	41,3	30,3	15,4	13,8	15,6	8,6	8,4	9,8	15,4	14,7	22,9	5,6			17,4	16,2	15,8
1975	32,6	34,8	26,7	14,5	13,5	13,8	9,5	9,8	11,1	17,0	15,1	21,8	6,0			20,4	20,8	20,6
1979	33,1	34,5	27,5	11,6	11,3	11,4	9,2	9,0	10,0	16,9	14,2	19,1	4,7			25,5	26,3	27,3
1980	33,8	35,9	28,0	11,0	10,8	10,5	9,1	8,5	11,5	16,4	14,7	19,0	6,9			22,8	23,2	24,1

Europe orientale et Union soviétique : variations de la valeur du commerce extérieur et du solde de la balance commerciale par région partenaire

t. 42

Pays et groupes de pays commerciaux	Pourcentage de variation annuelle ^b						Solde de la balance commerciale (en milliards de dollars) ^b	
	Exportations			Importations			1980	1981
	1976-1980	1980	1981	1976-1980	1980	1981	Cumulatif 1976-1980	1981
Hongrie	7,2	8,5	1	5,1	5,7	-	-4,2	-0,4
Monde	1,6	3,7	7	-	0,1	1	-	0,4
Pays socialistes	17,6	14,1	-11	13,3	9,8	1	-3,9	-1,1
Pays développés à économie de marché	19,6	17,0	-12	12,1	23,0	-13	-0,3	0,3

t. 43

Consommation totale ; consommation personnelle et collective (En pourcentage du PMN distribué)

Période	Consommation	
	Totale	Personnelle Collective
Hongrie	76,5	66,9 9,6
1970	73,6	64,1 9,5
1975	75,9	64,8 11,1
1979	78,1	66,4 11,7
1980	81,0*	..
1981	81,0-83,0	..

Europe orientale et Union soviétique : croissance comparée du commerce extérieur et du revenu national, 1965-1985 (Taux de croissance annuels moyens, en pourcentage)

t. 44

Pays et indicateurs	1966-1970	1971-1975	1976-1980	Plan 1981-1985
	Hongrie	9,1	9,4	7,0	6,5-6,8
Volume des exportations	11,1	7,3	3,9	3,4-3,5
Volume des importations	6,8	6,3	3,2	2,7-3,1
Produit matériel net	1,3	1,5	2,1	2,3
Elasticité des exportations	1,6	1,2	1,2	1,2

CENTRE D'ÉCONOMIE INTERNATIONALE DES PAYS SOCIALISTES
GROUPE DE RECHERCHE SUR LA THÉORIE DE L'ÉCONOMIE SOCIALISTE

D. REDOR

25 Février 1983

REGULATION DE LA PART SALARIALE
ET CRISE EN SYSTEME SOCIALISTE.

La répartition du revenu et, plus précisément, la part salariale dans le revenu national, a fait l'objet de réflexions très abondantes de la part des économistes du système socialiste. Le point de départ est souvent les analyses de K. MARX tirées de la Critique du programme de Gotha sur la "répartition selon le travail" et la part du revenu qu'il faut consacrer au remplacement et à l'extension des moyens de production (B. CSIKOS NAGY, (6), A.M. VACIC (15)). L'idée qui est le plus souvent exprimée est que la force du travail doit être rémunérée en fonction de sa productivité, sans qu'il y ait un accord pour savoir si la rémunération du travail doit être calculée en fonction des résultats obtenus au niveau de l'entreprise, de la branche ou de l'économie tout entière (M. KABAJ (10), AM. VACIC (15)).

La rémunération du travail en système socialiste est parfois caractérisée par le fait qu'elle ne serait que partiellement monétaire, et, qu'à la différence des salariés du système capitaliste, ceux des pays socialistes bénéficieraient, pour une part importante de leur rémunération, de services et de biens gratuits (B. CSIKOS NAGY (6)).

Cependant de telles analyses ne sont généralement pas étayées par des travaux de statistique et d'économie appliquées. Il peut être fructueux de tenter une telle approche de la part salariale en système socialiste. La recherche statistique sert alors de fondement à l'analyse du mode de régulation de la part salariale et de la liaison entre répartition du revenu et croissance économique en système socialiste.

I - Evolution de la part salariale en longue période en système socialiste.

A. Quelques réflexions statistiques.

Une réflexion méthodologique importante a été menée sur les concepts et indicateurs qui peuvent définir la part salariale dans le revenu par des auteurs tels que R. BOYER (5), et M. BASLE, J. MAZIER et J.F. VIDAL (3). Nous reprenons ci-après certains éléments de leurs travaux.

Par masse salariale^{nette}, il faut entendre l'ensemble des revenus perçus sous forme de salaire (y compris les primes diverses), déduction faite de toutes les cotisations sociales ainsi que des impôts sur les salaires.

La masse salariale indirecte comprend les prestations suivantes :

- des prestations maladie, maternité et décès,
- des prestations versées au titre des accidents du travail,
- des pensions d'invalidité,
- des prestations familiales et d'aide sociale.

Il est important de noter que la distinction entre prestations monétaires et prestations en nature est variable selon les pays. Pour les prestations en nature, les données statistiques ne peuvent être extraites que des comptes des administrations qui gèrent les services gratuits. Nul découpage statistique n'est parfait et celui-ci ne peut être justifié que par les possibilités de comparaison avec les économies capitalistes (M. BASLE, J. MAZIER, J.F. VIDAL (3) p. 557) et par une conception assez restrictive des prestations versées aux salariés, en excluant ce qui précède l'état de salarié (services rendus par le système d'éducation) et ce qui le suit (retraites). La question du financement public du logement, et du transfert de revenu qu'il représente, n'a pas été prise en compte étant donné les difficultés théoriques et statistiques rencontrées.

Les indicateurs de la part salariale que nous avons calculés sont les suivants :

1. La part du salaire total dans le revenu s'écrit :

$$\frac{\text{Masse salariale totale}}{\text{Revenu National}} = \frac{W_{\text{nette}} + W_{\text{ind}}}{R} \times \frac{p}{pc}$$

où - W_{nette} , W_{ind} et R sont la masse salariale nette, la masse salariale indirecte et le revenu national exprimés en monnaie courante.

- p est un indicateur d'évolution des prix du revenu national et pc un indicateur d'évolution des prix des biens de consommation.

2. Le coût net salarial correspond à la part du salaire net moyen par rapport au revenu moyen, il s'écrit :

$$\frac{W_{\text{nette}}}{R} \times \frac{p}{pc} \times \frac{E_T}{E_S}$$

où E_T sont les effectifs totaux employés dans l'économie et E_S les effectifs salariés.

3. Le coût salarial social correspond à la part du salaire total moyen dans le revenu moyen, il s'écrit :

$$\frac{W_{\text{nette}} + W_{\text{ind}}}{R} \times \frac{p}{pc} \times \frac{E_T}{E_S}$$

Deux difficultés particulièrement aiguës s'élèvent lorsque l'on veut calculer ces trois indicateurs à l'aide des statistiques des pays socialistes. Elles concernent l'évaluation du revenu national et les indices des prix de ce revenu et des biens de consommation.

Concernant le revenu national, le seul agrégat disponible (sauf pour la Hongrie) est le Produit Matériel net (PMN) qui comptabilise uniquement la production des secteurs de la sphère matérielle. C'est pourquoi les effectifs pris en compte doivent correspondre uniquement aux personnes employées dans la sphère matérielle. Cependant la sphère non matérielle n'est pas exclue de nos calculs, puisqu'il est tenu compte des prestations sociales. Plus précisément, la masse salariale indirecte, rapportée au PMN peut être considérée comme un indicateur de l'évolution de

$$\frac{W_{\text{ind}}}{\text{PMN}}$$

la production des services de la sphère non matérielle destinés aux salariés par rapport à la production de la sphère matérielle. La Hongrie pour laquelle nous disposons de statistiques en termes de PMN et Produit National Net (PNN incluant la production des services de la sphère non productive) a constitué un champ d'expérimentation fructueux. Le coût salarial calculé à partir du PMN d'une part, et du PNN d'autre part, suit deux évolutions tout à fait similaires.

Enfin l'évaluation des variations des prix des biens de consommation et du revenu national, nécessaire aux comparaisons dans le temps de la masse salariale et du revenu national, comporte d'importantes difficultés.

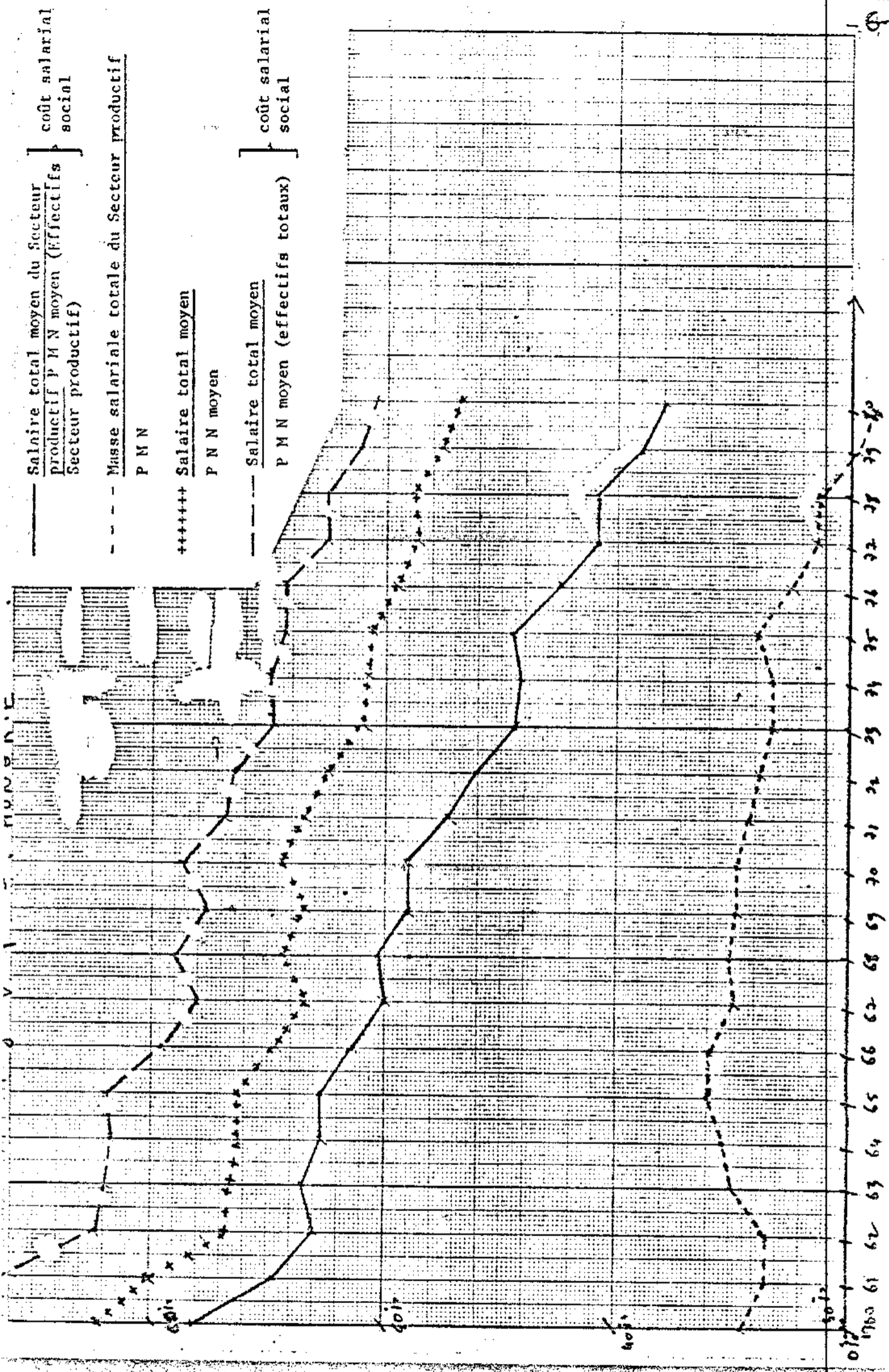
Concernant les biens de consommation, l'hypothèse d'une sous-évaluation de l'évolution des prix par les indices officiels est étayée par plusieurs faits (T.P. ALTON (1) p. 380). Tout d'abord, "l'effet qualité" introduit par les x produits nouveaux serait surestimé par la statistique, ce qui introduirait un biais en sous-évaluant l'augmentation réelle des prix. En outre, le plus souvent, seuls les prix pratiqués dans les magasins d'Etat sont pris en compte, ce qui élimine les hausses de prix, plus élevées que dans le secteur officiel, intervenues sur les nombreux marchés privés existant.

L'étude de l'évolution des prix du PMN pose la question des prix des biens de production. Sur ce point, nos connaissances et informations sont faibles ce qui rend la critique des indices de prix très délicate. Concernant l'URSS, A. NOVE (13) décrit le mécanisme selon lequel les entreprises mettent au point des produits nouveaux à des prix artificiellement élevés afin d'améliorer leurs résultats comptables. Cependant, la prise en compte de l'effet qualité (sur-évalué) rabaisse les nouveaux prix au niveau des anciens dans les calculs d'indice. Ce mécanisme s'appliquerait également aux biens d'investissement et A. NOVE pense que le niveau réel de l'investissement est surévalué en URSS par la statistique [(13) p. 142-145]. Si cette argumentation était vérifiée pour les pays que nous étudions, on pourrait en

conclure que tous les indices de prix sont sous-évalués dans une proportion comparable, y compris ceux du revenu national. Dans ce cas, le rapport de la masse salariale et du revenu national ne serait pas affecté par les biais statistiques que nous avons analysés. Bien sûr, une telle éventualité est loin d'être certaine. Deux arguments font qu'à notre sens, le rapport p de l'indice des prix du Revenu National et des biens de ^{pc} consommation est sur-évalué par la statistique officielle, et donc que les estimations du coût salarial net et du coût social salarial que nous donnons sont biaisées vers le haut. Tout d'abord, il faut considérer qu'il n'existe pas, pour les biens de production, de marché privé comme pour les biens de consommation. Ensuite, il semble bien que la production d'armement [T.P. ALTON, G. LAZACIK, E.M. BASS et W. ZNAYENKO (2) p. 430] qui est comptabilisé comme un bien d'investissement dans la comptabilité Nationale des pays socialistes soit sous-évaluée en termes réels, ce qui revient à dire que les indices de prix correspondants sont sur-évalués.

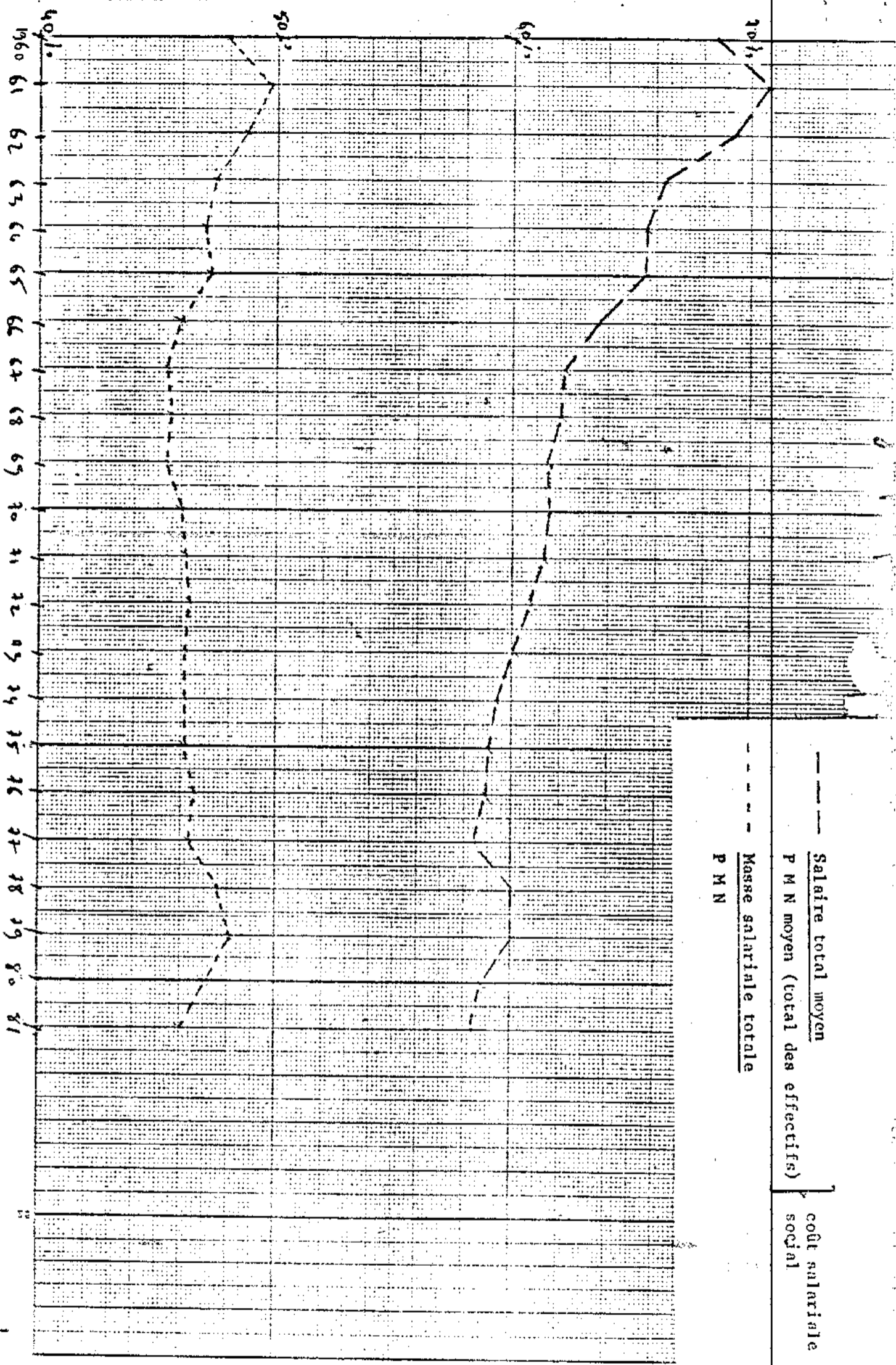
B. La baisse du coût salarial social en longue période en système socialiste.

Le rapport de la masse salariale totale et du PMN de 1960 à 1980 apparaît comme relativement constant en Hongrie, en Pologne et en RDA (graphiques 1, 2, 3). Mais ce rapport ne peut être considéré comme un indicateur fidèle de la répartition du revenu. En effet la période étudiée se caractérise par le développement rapide du salariat. Le taux de salarisation ($\frac{\text{Effectifs salariés}}{\text{Effectifs totaux}}$) est passé en Hongrie de 0,641 en 1960, à 0,802 en 1980, en Pologne de 0,577 à 0,757 et en RDA de 0,697 à 0,799 (tableaux 1, 2, 3, 4 en annexe). La cause essentielle de cette évolution se trouve dans les transferts de population active de l'agriculture, où la main d'oeuvre est le plus souvent non salariée, vers l'industrie et le secteur des services.



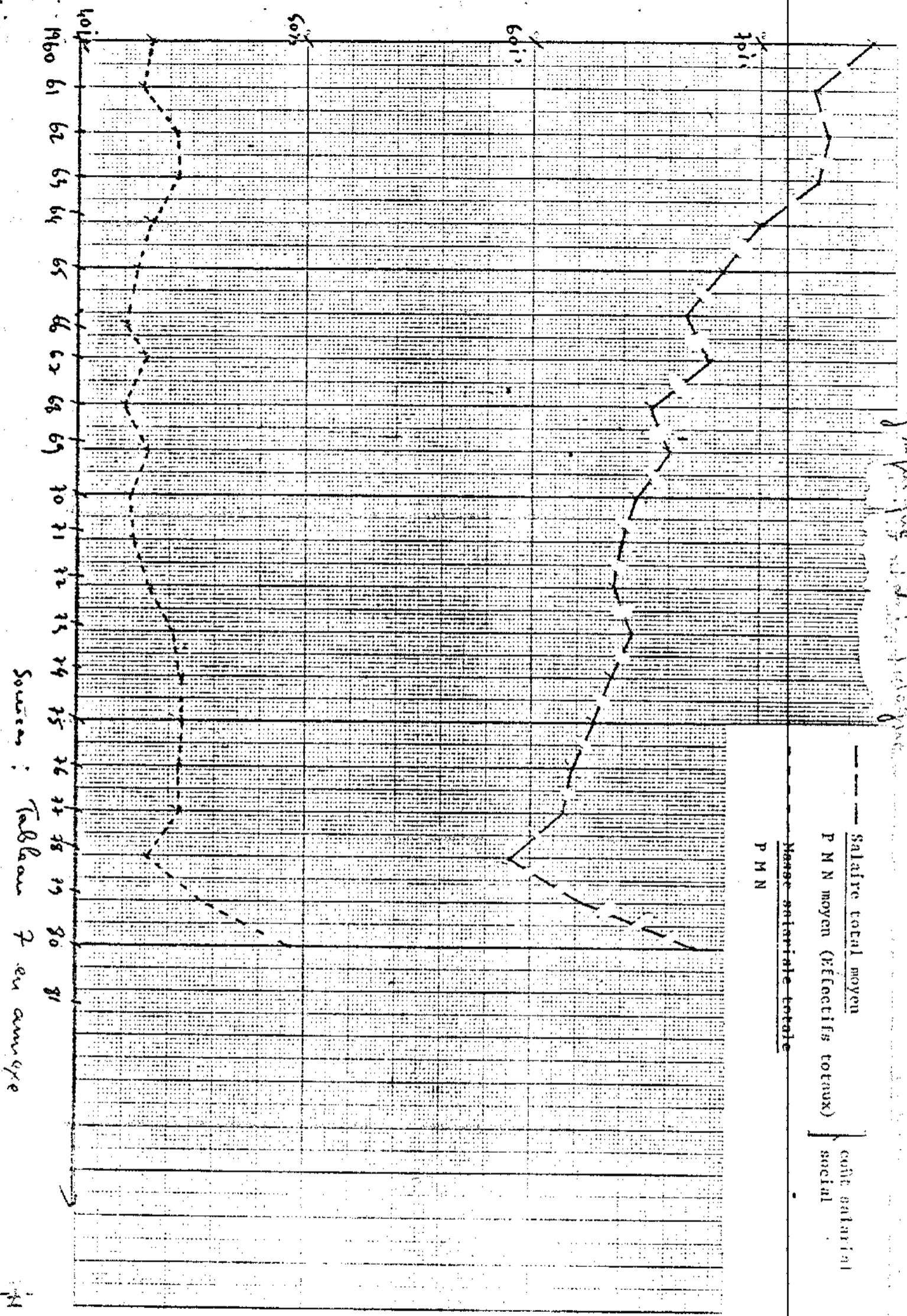
— Salaire total moyen du Secteur productif P M N moyen (Effectifs Secteur productif) } coût salarial social
 - - - Masse salariale totale du Secteur productif P M N }
 + + + + + Salaire total moyen P N N moyen }
 - - - Salaire total moyen P M N moyen (effectifs totaux) } coût salarial social

Sources: tableaux 5 et 6 en Annexe



Sources : *tableaux 8 au chapitre 10*

groupe des ingénieurs et des techniciens



--- Masse salariale totale
 - - - P M N moyen (Effectifs totaux)
 } coût salarial social

Sources : Tableaux 7 en annexe

Si l'on tient compte du développement du salariat, on est conduit à considérer les notions de coût salarial net et de coût salarial social. Pour les trois pays considérés, la baisse de ces deux indicateurs est à la fois régulière et très sensible (graphique 1, 2 et 3 tableaux 5, 6, 7, 8 en annexe). Une analyse détaillée de l'évolution de ces indicateurs est nécessaire.

Pour la Hongrie, nous avons calculé trois indicateurs du coût salarial social, ce qui renforce la fiabilité des résultats obtenus. La part du salaire total moyen dans le PNN moyen se rapproche de la définition des concepts occidentaux, puisque le PNN inclut la production des services de la sphère non matérielle. La part du salaire total moyen du secteur matériel dans le PMN rapporté aux effectifs du même secteur respecte le découpage entre sphère matérielle et non matérielle au niveau de la production et des effectifs. Enfin le même rapport tenant compte de la totalité des effectifs a été calculé par souci de comparaison avec les résultats de la Pologne et de la RDA, pour lesquelles le découpage de l'emploi entre secteur matériel et non matériel est difficile à saisir à l'aide des statistiques disponibles.

Les trois indicateurs montrent une tendance marquée à la baisse du coût salarial social. Il est intéressant de noter que le taux de salarisation de la population active n'augmente plus à partir de 1976, ce qui entraîne une baisse de la part de la masse salariale totale dans le PMN. En fait, la baisse continue du coût salarial social s'observe pendant la période de salarisation croissante de la population active. A partir de 1976, l'emploi total et l'emploi salarié stagnent (tableau 1) ce qui n'a pas modifié les déterminants socio-économiques du partage du revenu, le coût salarial social ayant continué à baisser. Ceci est un indice de la rigidité des facteurs institutionnels qui déterminent la fixation du taux de salaire, lequel est insensible à l'évolution de l'offre de travail salarié.

En ce qui concerne la Pologne, la baisse du coût

social réel a été continue et régulière, y compris pendant l'ère GIEREK au cours de laquelle les prix de certains biens de consommation ont été maintenus bas sous la pression populaire. Cependant, à partir de 1978, la hausse de ce coût contraste fortement avec l'évolution antérieure. Les estimations pour 1981, qui ne tiennent pas compte des prestations sociales, montrent que le coût salarial a nettement dépassé, en 1981, le niveau de 1960, en d'autres termes que les bouleversements des trois dernières années de la période étudiée ont annulé l'évolution opposée des 17 années précédentes. Cet indice montre à quel point la répartition du revenu a subi un bouleversement lors des événements de 1980 et 1981. A l'inverse, un des objectifs de la prise du pouvoir par l'armée a été de restaurer le mode de répartition du revenu antérieur, ce qui s'est traduit immédiatement par des augmentations très élevées des prix des biens de consommation.

Pour ce qui est de la RDA, deux périodes doivent être distinguées. De 1961 à 1968 la baisse du coût salarial social est très rapide. A partir de cette date, elle se ralentit très nettement. Le coût salarial social atteint son minimum en 1977 suivi d'un redressement puis, en 1981, d'un retour au niveau de 1977. Il s'agit là d'un phénomène remarquable qui conduit à se demander si la régulation du partage du revenu ne serait pas entrée dans une nouvelle phase. Si cette hypothèse se réalisait, le niveau de vie de la population pourrait être amélioré plus rapidement que par le passé et le modèle de croissance économique suivi serait profondément modifié. Il est trop tôt, cependant, pour dire si cette évolution est irréversible.

La comparaison de l'évolution du coût salarial social et du coût salarial net (tableaux 5, 6, 7 et 8) montre que la prise en compte du salaire indirect ne modifie pas fondamentalement l'analyse de la répartition du revenu en système socialiste. L'augmentation relative du salaire indirect n'est pas suffisante pour contrecarrer la baisse du coût salarial net. Cependant cette augmentation ne doit pas être

négligée. En Hongrie, le salaire indirect représentait, en 1960, 7,4 % du salaire total moyen, en 1980, 15,0 % du salaire total moyen. Pour la Pologne, les données correspondantes sont de 10,3 % et 14,2 %, et pour la RDA de 10,2 % et 15,0 %. Les trois évolutions sont très voisines ce qui atteste de la similitude des systèmes de protection sociale.

Il peut être intéressant d'examiner comment a évolué la part des retraites dans le revenu national des pays considérés. En effet, elles peuvent être analysées comme des salaires différés. D'une manière générale, leur masse est d'un niveau comparable à la masse salariale indirecte quelque soit le pays considéré. Pour la Hongrie si l'on ajoute les retraites (rapportées au nombre de salariés et au PNN moyen) au coût salarial social on obtient un rapport qui est de 0,652 en 1960 et de 0,551 en 1980. Pour la RDA ce rapport est de 0,747 en 1960 et 0,653 en 1980. La prise en compte des retraites ne modifie donc que marginalement l'analyse de la part salariale dans le revenu national.

II - Accumulation du capital et répartition du revenu.

Les questions que posent les résultats obtenus sont nombreuses. Il s'agit essentiellement de déterminer la liaison qui existe entre répartition du revenu et croissance économique. C'est-à-dire qu'il faut analyser les déterminants de l'évolution du coût salarial social et sa place dans le déroulement du cycle économique. Enfin il convient de s'interroger sur les possibilités de reproduction d'un tel système et de sa régulation, alors même qu'il porte en lui les germes d'une crise importante dans la mesure où on ne peut imaginer une baisse illimitée du coût marginal social.

A. Part salariale et croissance économique en système socialiste .

La baisse du coût salarial social correspond nécessairement à la croissance du surproduit par travailleur rapporté au revenu national moyen. Une interrogation fonda-

mentale concerne l'utilisation de ce surproduit. Deux hypothèses, non exclusives l'une de l'autre, peuvent être formulées. Soit il peut être utilisé pour accroître les services et activités des administrations, qu'ils soient destinés directement à la population (éducation, culture, loisirs...) ou non (justice, recherche scientifique, armée, administration économique...). Bien sûr, dans cette analyse, tous les services n'ont pas la même dimension économique et sociale. Une approche la plus fine possible de ces phénomènes serait nécessaire. Soit le surproduit est utilisé pour accroître le capital par travailleur et le taux d'investissement.

Nous n'examinerons pas la première hypothèse qui exigerait à elle seule une étude approfondie et se heurterait à d'importantes difficultés statistiques. Cependant, ici encore, la comptabilité nationale hongroise peut apporter quelques éclaircissements d'ordre très global (tableau 9). En effet, pour ce seul pays, nous disposons d'une balance de la production de la sphère matérielle et non matérielle (Produit Domestique Brut : PDB). En emploi de cette balance se trouvent la consommation finale de la population et des Administrations publiques. Il s'avère que depuis 1970, la part de la consommation de la population dans le PDB a baissé nettement mais que la consommation finale totale (y compris celle des Administrations) a baissé dans une proportion semblable. Il ne semble donc pas que, pour la Hongrie, le surproduit ait été utilisé pour développer fortement le poids des Administrations dans l'économie.

Pour ce qui est de l'investissement (tableau 9), en Hongrie, les taux d'investissement (formation brute de capital et capital fixe mis en service rapportés au PDB) enregistrent de très fortes fluctuations, mais la tendance de longue période est à la hausse quelque soit l'indicateur considéré. Pour la Pologne, le seul indicateur de production disponible étant le PMN, nous avons tenu compte de l'investissement net en capital fixe. Pour ce pays également les fluctuations sont fortes, avec une tendance à la croissance

du taux d'investissement jusqu'en 1977, suivie d'une chute brutale.

Pour la RDA, en l'absence de données comparables dans le temps sur l'investissement net, l'investissement brut en capital fixe a été rapporté au PMN et au Produit Social global (somme des productions de toutes les branches de l'économie nationale). Les deux indicateurs montrent une tendance à la hausse jusqu'en 1970, suivie d'une baisse lente mais continue jusqu'en 1980. C'est à une conclusion globale analogue que parvient R. DIETZ dans une étude consacrée à la politique d'investissement en RDA (7). De plus, dans une comparaison avec la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'URSS, il montre que dès 1975, le taux d'investissement était plus faible en RDA que dans les trois autres pays (7 p. 68). Cependant la répartition intersectorielle des investissements en RDA montre que ceux-ci sont réalisés, pour une proportion nettement plus forte que dans les autres pays, dans l'industrie au détriment du secteur tertiaire. Le taux d'investissement industriel serait en RDA d'un niveau équivalent à celui des autres pays.

D'une manière générale, les fortes fluctuations de l'investissement rendent difficile l'interprétation des études qui sélectionnent un petit nombre d'années (T. P. ALTON (1) p. 365 à 367 et D.A. DYKER (9) p. 100). Si l'on prend pour année de départ 1960 et pour terme 1975, la part de la formation nette de capital fixe dans le PMN aurait connu une forte croissance pour tous les pays socialistes à l'exception de l'URSS (D.A. DYKER (9) p. 100). La hausse a été particulièrement vive en Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Roumanie.

Il reste à approfondir notre réflexion sur la liaison qui vient d'être dégagée entre élévation constante du surproduit et accumulation du capital. Le rappel très rapide du modèle de croissance de M. KALECKI (11) donne l'exemple d'une construction théorique qui tend à expliquer et justifier une telle liaison. Nous montrerons cependant en quoi les évolutions réelles des économies socialistes se

différencient du modèle théorique.

Rappelons que M. KALECKI [(11) p. 6 à 15] considère tout d'abord l'égalité entre les emplois et ressources du revenu national :

$$Y = C + I + S \quad (1)$$

où y est le revenu national, I l'investissement réalisé dans la sphère matérielle, S la variation des stocks, C la consommation qui inclut l'investissement dans la sphère^{non} matérielle et la consommation individuelle et collective.

La fonction d'investissement repose sur le principe de l'accélérateur. Pour que le revenu augmente de ΔY , l'investissement qu'il est nécessaire de réaliser s'écrit :

$$\Delta Y = \frac{1}{m} I$$

où
$$m = \frac{I}{\Delta Y} = \frac{\Delta K}{\Delta Y}$$

m est donc le coefficient marginal de capital.

Si on tient compte de la dépréciation D des moyens de production, celle-ci peut s'écrire :

$$D = a Y$$

La progression du revenu national due à l'amélioration de l'utilisation du capital existant (amélioration de l'organisation du travail, élimination des goulots d'étranglement) est dénommée u , on suppose qu'elle est de la forme $u Y$.

Finalement, pour une année donnée, l'accroissement du revenu national est :

$$\Delta Y = \frac{1}{m} I - aY + uY \quad (2)$$

Ou encore, en appelant r le taux d'accroissement du revenu national :

$$r = \frac{1}{m} \frac{I}{Y} - a + u$$

M. KALECKI dénomme "accumulation productive dans le revenu national", le rapport $\frac{I + S}{Y}$ qui tient compte du fait que le niveau des stocks varie en fonction du volume du revenu national :

$$S = b \Delta y$$

Ce qui entraîne :

$$\frac{S}{Y} = b \frac{\Delta y}{Y} = b \cdot r \quad (4)$$

Des équations (3) et (4), on tire :

$$\frac{I + S}{Y} = 1 - \frac{C}{Y} = (m + b) r + (a - u) m \quad (5)$$

M. KALECKI montre par ailleurs [(11) p. 27 à 32] que la condition d'une "croissance continue" est que :

$$r = \frac{1}{m + b} \frac{I + S}{Y} - \frac{m}{m + b} (a - u) = \alpha + \beta \quad (6)$$

où α est l'augmentation de la productivité du travail induite par l'investissement et β l'augmentation de la main-d'oeuvre employée.

M. KALECKI ne met pas en doute le fait que la "croissance continue" puisse être réalisée dans le cadre d'une économie planifiée. Il est en cela beaucoup plus optimiste que les auteurs post-Keynésiens qui, partant d'un modèle formellement analogue, décrivent les dysfonctionnements possibles de la croissance capitaliste.

L'auteur envisage ensuite les conditions d'une accélération de la croissance du revenu lorsque l'augmentation de l'offre de travail est limitée (M. KALECKI (11) chapitres 7, 8, 9). Cette accélération ne peut être obtenue que par le biais d'une augmentation du coefficient de capital qui doit entraîner une accélération de la productivité du travail. Cette proposition est justifiée par l'introduction d'une fonction de production de type néoclassique (M. KALECKI (11) p. 61 à 65). Pour une production donnée, il existe une relation inverse entre productivité marginale du travail et productivité marginale du capital (elle-même égale à l'inverse du coefficient marginal de capital). La relation (5) montre que dans ce cas, l'accumulation productive dans le revenu national croît (dans la mesure où l'on observe empiriquement que a est supérieur à u).

Ajoutons, et ceci est fondamental pour notre propos, que lorsque le coefficient de capital atteint un palier, même à un niveau très élevé, l'accélération du revenu national prend fin et l'économie retrouve son niveau antérieur de croissance continue.

Il nous semble que ce modèle formalise très bien la politique économique que les pays socialistes ont tenté de suivre ces trente dernières années. Elle repose essentiellement sur l'accroissement de l'accumulation productive dans le revenu dans le but d'accélérer le taux de croissance. Le surproduit par travailleur s'élève alors au détriment de la part salariale. Par contraste avec le modèle théorique, la croissance réelle peut être analysée de la façon suivante.

M. KALECKI estime que les conditions d'une croissance continue ou accélérée sont satisfaites par le plan, ordonnateur et coordinateur de toutes les activités économiques. Ceci exclut a priori toute possibilité de dysfonctionnement. En réalité, la principale possibilité de dysfonctionnement réside dans la réalisation des plans d'investissements, tant en ce qui concerne leur volume que leur efficacité. En effet, si l'investissement n'a pas l'efficacité technique et économique planifiée et ne se traduit pas par l'accélération de la productivité du travail escomptée, le taux de croissance du revenu national n'augmente pas et il est même possible qu'il régresse. Or de nombreux indices montrent que le planificateur ne maîtrise que très imparfaitement le niveau et l'efficacité des investissements (voir par exemple T. BAUER (4) et A. SOOS (14)). Pour nous en tenir à l'essentiel, indiquons que sous la pression des entreprises les plans d'investissement sont souvent dépassés, mais que leur efficacité est inférieure aux prévisions en raison de la sous-utilisation des capacités productives, des délais de construction et de mise en service des installations, des goulots d'étranglement dans la production. Une preuve indirecte de cette inefficacité est donnée par le fait qu'au cours de la période d'accumulation rapide du capital que nous avons

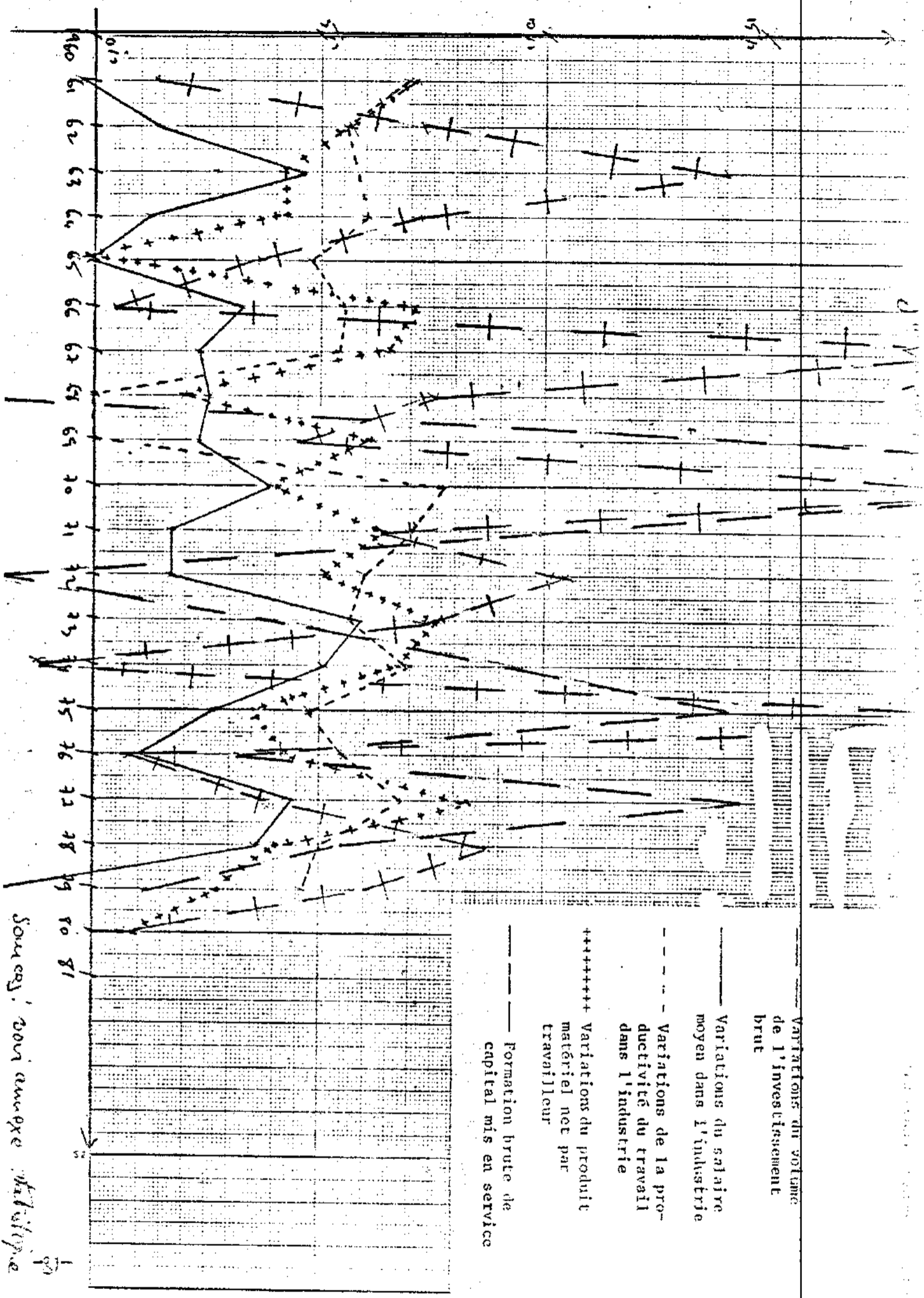
analysée le taux de croissance du revenu national a faiblement ou pas augmenté.

En outre, d'après les analyses mêmes de M. KALECKI, la phase d'accélération de la croissance du revenu et d'augmentation de l'accumulation productive ne peut être que temporaire. En effet, le but à atteindre est la maximisation de la consommation à long terme. Dans cette optique, le sacrifice immédiat de l'augmentation de la consommation peut se justifier par les perspectives d'amélioration à long terme. Quel que soit l'objectif poursuivi par les politiques économiques mises en oeuvre, un accroissement illimité de la part de l'accumulation productive dans le revenu ne peut être envisagé. Celle-ci doit donc se stabiliser (ou même régresser). Dans ce cas le modèle de M. KALECKI montre que la croissance se ralentit nécessairement. Il y a là une interrogation fondamentale sur l'avenir du modèle de politique économique suivi par les pays socialistes jusqu'à présent.

B. Régulation centralisée des salaires et fluctuations économiques en système socialiste
(graphiques 4, 5, 6).

La question est d'examiner s'il existe une relation entre l'évolution de la part salariale et les déterminants de la croissance économique, compte tenu des dysfonctionnements qui affectent la réalisation des plans d'investissement.

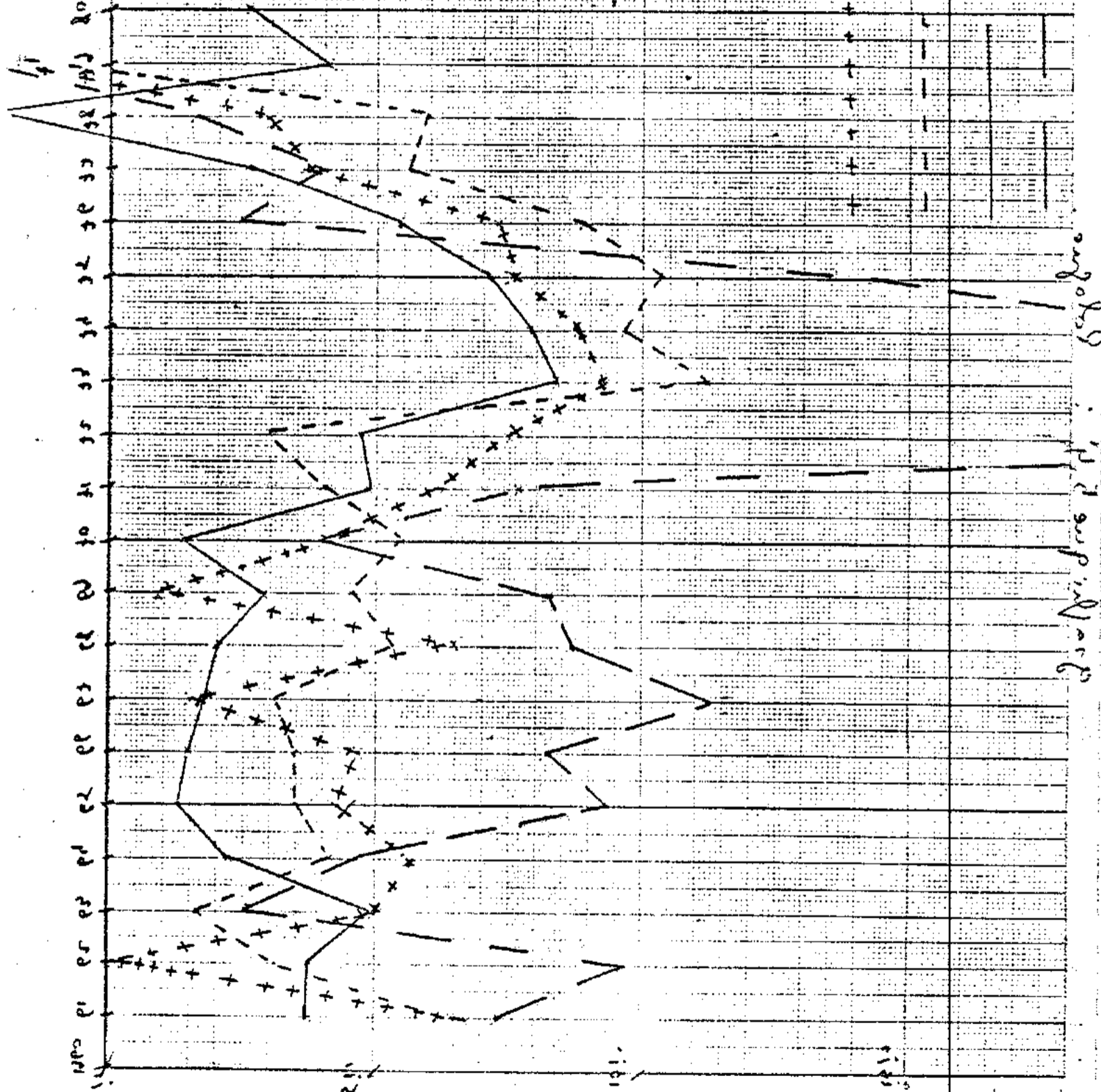
La première observation qui résulte de l'examen des graphiques 4, 5 et 6 est que le salaire moyen annuel net est la variable économique dont les fluctuations sont les moins fortes. Ce phénomène a son origine dans les caractéristiques institutionnelles de la détermination centralisée des taux de salaire. Ceux-ci sont fixés chaque année par branche par les plus hautes autorités politiques et économiques. Les entreprises ont elles-mêmes des fonds de salaire fixés par le plan, et si l'on se réfère aux graphiques déjà mentionnés, il semble bien que ce système permette de maintenir une croissance relativement stable du salaire moyen annuel (sauf pour



—•— Variations du volume de l'investissement brut
 - - - Variations du salaire moyen dans l'industrie
 Variations de la productivité du travail dans l'industrie
 -+ -+ Variations du produit matériel net par travailleur
 —▲— Formation brute de capital mis en service

Temperature, Celsius

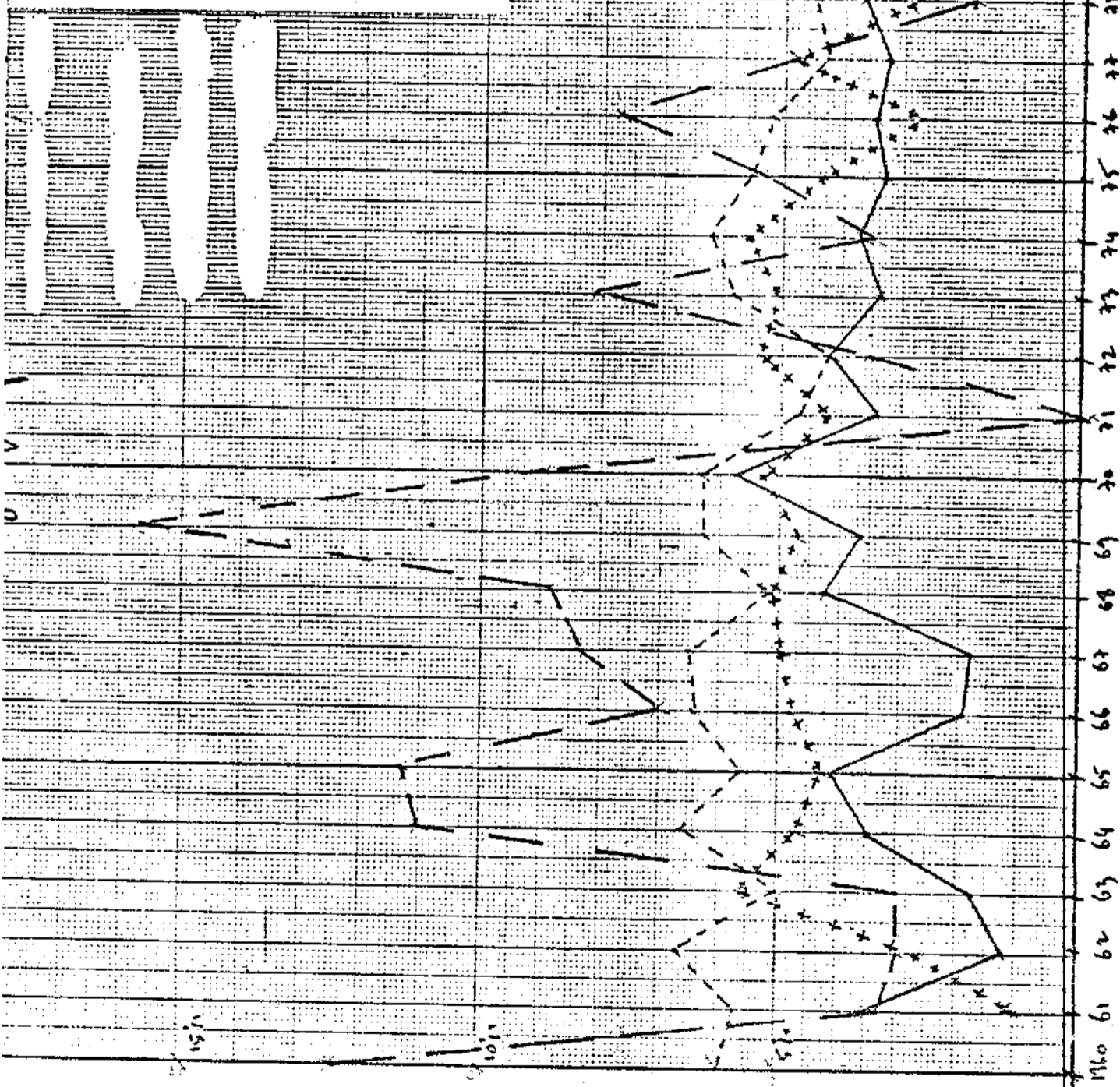
101



101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200

Temperature, Celsius

- Variations du volume de l'investissement dans la sphère productive
- Variations du salaire moyen dans l'industrie
- - - Variations de la productivité du travail dans l'industrie
- +++++ Variations du produit matériel et par travailleur



Source: *Donnée statistique*

la Pologne ces dernières années).

En second lieu, il ne semble pas qu'il y ait une relation étroite entre salaire et productivité du travail. Pour l'industrie ces deux variables évoluent indépendamment l'une de l'autre pour les trois pays considérés, les augmentations de salaire restant toujours inférieures à celle de la productivité du travail.

L'examen de la liaison entre le salaire dans l'industrie et le PMN par travailleur permet de tester l'hypothèse d'une régulation centralisée des salaires sectoriels en fonction de l'évolution globale de la production. Une telle relation semble bien apparaître en Hongrie à partir de 1972, et en Pologne au cours des années 1970-1978. En revanche, elle ne s'observe pas en RDA. Pour ce qui est du salaire moyen total (graphiques 1, 2, 3), l'évolution du coût salarial est régulière en Pologne de 1973 à 1978, en Hongrie à partir de 1970, et en RDA de 1970 à 1977. Mais ces indices ne sont pas suffisants pour conclure à une liaison étroite (et décroissante) entre évolution du salaire moyen et PMN moyen. Une intégration des fluctuations de l'investissement à notre analyse est nécessaire.

Le support théorique de notre analyse est emprunté à T. BAUER (4). Rappelons que celui-ci distingue quatre phases dans le cycle d'investissement. La première phase dénommée "run up" se caractérise par la mise en chantier de nombreux projets d'investissement. Le stock de biens d'investissement inachevés augmente, mais les dépenses d'investissement restent modérées. Dans la seconde phase de "rush", les projets engagés au cours de la période antérieure exigent des dépenses supérieures à ce qui était prévu et le plan d'investissement est dépassé. La pénurie de biens d'équipement réapparaît. La croissance de l'accumulation productive se fait au détriment soit de la production des biens de consommation, soit de l'équilibre du commerce extérieur. Au cours de la troisième phase "halt", le planificateur tente de réduire le taux d'investissement, tout en terminant les projets enga-

gés. Le manque de biens de production réduit effectivement le niveau de l'investissement et le taux de croissance du revenu national. La pénurie concerne tous les produits y compris les biens de consommation. La quatrième phase "slow down" correspond à la nécessité de réduire l'accumulation productive afin de diminuer la pénurie. L'investissement ne croît plus ou même régresse, il est utilisé essentiellement pour terminer les projets engagés.

T. BAUER ne place pas l'évolution de la répartition du revenu au centre de son analyse. Probablement estime-t-il que le cycle détermine la répartition du revenu et que celle-ci a peu d'effets en retour sur celui-là. Néanmoins les graphiques qu'il présente [(4) p. 253] semblent indiquer que les "salaires réels" (s'agit-il de la masse salariale ou du salaire moyen ?) suivent une évolution parallèle, mais très amortie par rapport aux dépenses d'investissement. Plus précisément la croissance salariale serait maxima en période de rush. On peut voir là l'effet de l'augmentation de la demande de travail correspondant à la phase supérieure du cycle. En cela l'évolution des salaires ne serait pas totalement étrangère au phénomène de bargaining salarial. Dans la phase supérieure du cycle les travailleurs se trouveraient en meilleure position pour obtenir des augmentations substantielles de salaire. Néanmoins, si la variable prise en compte par T. BAUER est la masse salariale, une simple augmentation du niveau de l'emploi pourrait expliquer le phénomène observé. Quoiqu'il en soit, on peut penser que le ralentissement de l'investissement (halt) a précisément pour objectif de réduire la pénurie qui se développe sur le marché des biens de consommation.

L'examen des statistiques que nous avons rassemblées et les graphiques (4, 5, 6) que nous avons construits montrent qu'un décalage effectif d'un an apparaît en Hongrie entre l'investissement brut en capital et la formation brute du capital fixe mis en oeuvre. De plus, pour ce pays, le salaire moyen dans l'industrie suit de façon très amortie

et imparfaite les fluctuations de l'investissement brut en capital. Pour la Pologne, cette relation n'est observée, très approximativement, que de 1970 à 1976. Enfin en RDA, les fluctuations du salaire moyen dans l'industrie sont très faibles, mais semblent avoir suivi celle de l'investissement au cours de la période de forte accumulation (1960-1970).

Ainsi le coût salarial social a-t-il connu ces vingt dernières années une baisse constante et importante sans liaison très précise avec les fluctuations qui animent les autres variables économiques. Il a fait l'objet d'une pression à la baisse importante de la part des autorités politiques et économiques (graphiques 1, 2 et 3). L'évolution de la part salariale dans le revenu est une variable d'autant plus stratégique que son contrôle est la condition essentielle de la reproduction et du développement d'un système fondé sur l'accumulation toujours grandissante du capital.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les conflits sociaux se soient polarisés sur les revendications salariales, ou contre les hausses de prix, ce qui revient au même. Dans la mesure où celles-ci s'attaquent à un élément central du processus de régulation de ces économies, elles ont entraîné soit à court, soit à moyen terme, une réaction très ferme des pouvoirs en place.

C. Crise conjoncturelle et crise structurelle en système socialiste.

Les graphiques 4, 5 et 6 montrent une orientation tout à fait remarquable de tous les indicateurs à la baisse pour l'année 1980, les résultats provisoires de 1981 attestant d'une évolution un peu plus favorable en Hongrie et en RDA. Il n'est pas douteux que cette baisse a une composante conjoncturelle importante. En effet, l'année 80 correspond au minimum du cycle d'investissement en Hongrie et en RDA, alors que pour la Pologne on enregistre des résultats qui se différencient nettement de ceux des deux autres pays, en

raison de l'effondrement de l'investissement qui va de pair avec le maintien du salaire moyen.

La composante conjoncturelle de la baisse des indicateurs statistiques signifie-t-elle qu'un retour au mode de croissance et d'accumulation antérieur est possible, et ceci pour une longue période ? Nous voudrions défendre le point de vue que cette crise conjoncturelle se double d'une crise structurelle liée à la croissance économique de type extensif (M. DRACH (8)).

Par croissance extensive, il faut entendre une croissance du produit qui repose essentiellement sur l'augmentation des effectifs employés et du taux d'accumulation productive dans l'économie. Or, pour des raisons démographiques, il apparaît que la croissance de l'emploi se ralentira et même pour certains pays s'annulera dans les années à venir. Ceci est déjà réalisé pour la Hongrie, et le sera pour la RDA dans quelques années. L'augmentation du taux d'accumulation productive entraîne une baisse du coût salarial social qui trouve lui-même une limite dans l'évolution du niveau de vie de la population. Cette baisse se heurte donc à une barrière socio-politique mais aussi et surtout économique. En effet, contrairement au modèle de M. KALECKI, nous observons qu'une accumulation productive croissante n'entraîne pas une accélération de la croissance du produit matériel, mais sa constance tout au moins pour la période 1960-1980. En d'autres termes, le capital est utilisé de plus en plus inefficacement, l'élévation du coefficient marginal de capital est supérieure à ce qui ressort des équations du modèle de M. KALECKI. On peut imaginer, dans une perspective de longue période, que l'accroissement du coefficient marginal de capital est tel que l'effet productif des investissements additionnels tend vers zéro. Une telle hypothèse extrême correspondrait à une économie de gaspillage où une partie des investissements (ceux qui correspondent à l'élévation du coefficient marginal de capital) serait inutilisée en raison des difficultés inhérentes à la gestion centralisée

des entreprises.

Nous pensons donc que le taux d'accumulation productive se stabilisera inéluctablement en longue période. Si les structures économiques actuelles ne sont pas modifiées et que la croissance reste de type extensif, une décélération du rythme d'accroissement du revenu, voire même sa régression, peut s'ensuivre. On peut rapprocher cette situation de celle de l'Union Soviétique qui connaît depuis une dizaine d'années une nette décélération de la croissance de son produit ainsi qu'une stabilisation de son taux d'accumulation productive.

Toute la question est de savoir si, face à une crise qui concerne les structures fondamentales des économies socialistes, une mutation est possible (S. METAIS (12)), qui permettrait au système socialiste de transformer les structures correspondant à une croissance extensive, soit pour inventer un autre type de croissance, soit pour copier le mode de croissance intensive qu'ont connu les économies occidentales après la seconde guerre mondiale.

ANNEXE

- . Tableau 1 : Hongrie : Eléments du coût social salarial (optique PNN)
- . Sources statistiques du tableau 1.
- . Tableau 2 : Hongrie : Eléments du coût salarial social (optique PMM)
- . Sources statistiques du tableau 2.
- . Tableau 3 : Pologne : Eléments du coût social salarial.
- . Sources statistiques du tableau 3.
- . Tableau 4 : RDA : Eléments du coût social salarial.
- . Sources statistiques du tableau 4.
- . Tableau 5 : Hongrie : Evolution de la part salariale dans le PNN aux prix de 1968.
- . Tableau 6 : Hongrie : Evolution de la part salariale dans le PMN ; aux prix de 1968.
- . Tableau 7 : Pologne : Evolution de la part salariale dans le PMN aux prix de 1970.
- . Tableau 8 : RDA : Evolution de la part salariale dans le PMN aux prix de 1975.
- . Tableau 9 : Etude du taux d'investissement.
- . Source du tableau 9.
- . Sources du graphique 4.
- . Sources du graphique 5.
- . Sources du graphique 6.

**TABLEAU 1 - HONGRIE : Eléments du coût salarial social
(optique PNN)**

	Produit National net en milliards de forints, prix 68	Effectifs totaux au travail, tous secteurs en milliers	Effectifs salariés au travail, tous secteurs en milliers	Taux de salarisation = Eff. salariés / Ef. Tot.	Masse salariale nette de cotisations sociales en milliards de For. cour.	Prestations sociales concernant la totalité des effectifs en milliards de For. courants
1960	168,0	4626,1	2967,4	0,641	59,668	7,385
1961	175,5	4543,6	3019,0	0,664	62,699	7,996
1962	186,5	4569,3	3126,0	0,684	65,730	8,607
1963	196,0	4634,7	3248,9	0,701	68,761	9,219
1964	204,5	4649,2	3330,0	0,716	73,641	9,917
1965	205,0	4665,6	3389,0	0,726	75,253	10,726
1966	220,4	4710,2	3475,3	0,738	79,581	12,324
1967	237,4	4767,3	3533,0	0,741	84,495	13,320
1968	248,7	4887,1	3608,4	0,738	89,475	14,429
1969	266,5	4980,2	3751,6	0,753	97,437	15,559
1970	279,8	5010,3	3784,3	0,755	106,277	16,394
1971	298,7	5038,6	3842,1	0,762	113,309	18,776
1972	314,1	5061,2	3900,6	0,771	120,911	20,902
1973	336,5	5073,6	3971,7	0,783	131,168	23,490
1974	360,1	5085,5	4008,4	0,788	142,898	27,163
1975	380,4	5093,2	4042,9	0,794	155,211	31,057
1976	388,9	5081,2	4058,2	0,799	164,255	33,402
1977	413,9	5068,8	4056,1	0,800	178,366	36,485
1978	427,7	5081,0	4058,4	0,794	194,452	38,815
1979	435,3	5073,6	4050,8	0,798	208,109	43,123
1980	432,8	5014,5	4009,2	0,800	220,344	48,845
1981	439,6	5001,9	4014,0	0,802		

TABLEAU 1 : Sources statistiques.

Toutes les statistiques sont tirées de l'annuaire Statistique hongrois (STATISZTIKAI EVKÖNYV) années 1961 à 1981. Pour éviter les répétitions, nous n'indiquerons les sources des différents agrégats que pour une année (annuaire statistique 1979).

- Produit National Net aux prix courants : Tableau 1 p. 85 : Données résumées du processus de reproduction.
- Produit matériel net à prix constants : tableau 2 : (Le même déflateur est utilisé pour le Produit National net et le Produit Matériel net.)
p. 86 : Sources et emplois du produit social global à prix constants.
- Effectifs totaux au travail tous secteurs confondus : tableau 5 p. 129 : Population active par branche et secteur de l'économie nationale.
- Effectifs salariés au travail : Tableau 5 p. 129 : Population active par branche et secteur de l'économie nationale.
- Masse salariale nette de cotisations sociales : Tableau 7 p. 357 : Revenus monétaires bruts et nets de la population (Total des salaires et revenus à caractère salarial - cotisations pour les retraites).
- Prestations sociales : Tableau 7 p. 357 : Revenus monétaires nets et bruts de la population : Avantages sociaux monétaires - retraites + Prestations de santé. Pour ce dernier agrégat, la source est le tableau 1 de la page 395 : Avantages sociaux.

Tableau 2 : HONGRIE : Eléments du coût salarial social
(optique PMN)

	Produit Matériel net en Milliards de Forints Prix 68	Effectifs travail dans le secteur productif en milliers	Effectifs salariés dans le secteur productif en milliers	Salaire net moyen en Forints courants	Evolution des prix à la con- sommation base 100 en 1968
1960	153,1	3936,8	2310,4	20 078	95,8
1961	160,1	3843,5	2355,0	20 351	96,8
1962	169,7	3861,9	2450,9	20 857	97,7
1963	178,8	3911,4	2558,6	21 675	96,8
1964	186,6	3917,7	2631,9	22 389	97,7
1965	186,8	3929,4	2687,0	22 467	98,7
1966	202,0	3968,4	2767,1	23 583	99,9
1967	218,5	4030,0	2829,3	24 336	100,3
1968	229,4	4149,1	2904,4	24 855	100
1969	247,7	4224,1	3030,0	25 932	101,4
1970	260,0	4237,6	3046,8	27 492	102,7
1971	277,2	4246,9	3086,1	28 592	104,8
1972	291,5	4250,5	3125,5	30 024	107,8
1973	312,8	4239,0	3173,2	32 124	111,4
1974	334,4	4238,6	3199,0	34 120	113,4
1975	344,7	4223,0	3206,9	36 547	117,7
1976	355,3	4171,6	3187,0	38 379	123,6
1977	383,1	4152,7	3175,7	41 400	128,4
1978	397,7	4145,7	3157,6	45 416	134,3
1979	405,2	4111,9	3125,6	47 754	146,2
1980	402,1	4043,8	3076,1	50 475	159,6
1981		4019,2	3063,1		166,9

TABLEAU 2 : Sources statistiques.

- . Référence unique : Annuaire Statistique hongrois, 1979.

- . Produit matériel net aux prix courants : Tableau 1, p. 85 : Données résumées du processus de reproduction
- Produit matériel net à prix constants : Tableau 2, p. 86 : Sources et emplois du produit social global à prix constants.
- Effectifs salariés dans le secteur productif
Tableau 5, p. 129 : Population active par branche et secteur de l'économie nationale.
- Effectifs au travail dans le secteur productif :
Tableau 5, p. 129 : Population active par branche et secteur de l'économie nationale.
- Salaire net moyen en forints courants :
Tableau 18, p. 136 : Salaires et gains des personnes employées dans le secteur socialiste. Les gains mensuels totaux dans le secteur socialiste ont été multipliés par 12 afin d'obtenir une évaluation annuelle.
- Evolution des prix à la consommation : tableau 19, p. 364 :
Indice des prix à la consommation pour les principaux groupes de population.

Tableau 3

POLOGNE

(en Zlotys)

Eléments du coût salarial social aux prix de 1970

31

Produit matériel net (en milliards de zlotys)	Effectifs totaux employés (en milliers)	Effectifs totaux salariés (en milliers)	Salaire net moyen dans l'économie socialisée (zlotys)	Prestations sociales (en milliards)	Taux de salarisation	Indice des prix à la consommation Base 100 en 1970	Indice des prix à la consommation en 1975
415,8	12.401	7156	22593	32,1	0,577	88,0	1,5
449,9	12570	7420	23262	33,8	0,590	88,7	1,6
459,0	12813	7712	23428	35,3	0,602	90,9	3,3
491,0	13055	7985	24434	37,0	0,612	91,8	3,2
524,3	13177	8133	24926	38,2	0,617	92,8	3,0
560,9	13521	8466	25435	39,5	0,626	93,6	12,5
600,8	13828	8763	26135	40,2	0,634	94,8	12,6
634,9	14402	9150	26827	44,4	0,635	96,2	12,4
691,8	14730	9506	27498	46,3	0,645	92,7	12,6
712,2	15036	9796	28054	49,4	0,652	98,3	12,6
749,2	15175	9974	28484	51,7	0,657	100	11,6
809,9	15450	10288	29932	57,0	0,666	100,4	11,8
851,8	15829	10735	31849	63,5	0,678	100,4	11,0
995,7	16167	11123	35272	71,9	0,688	101,1	10,3
1102,8	16454	11548	37900	78,7	0,702	107,1	15,8
1154,2	16575	11794	39961	87,4	0,712	113,6	00
1278,9	16548	11911	41751	100,1	0,720	118,3	00
1333,6	16639	12086	42864	107,0	0,726	123,6	5,8
1373,3	16634	12167	41964	111,0	0,731	134,0	3,8
1347,8	16552	12190	43557	117,0	0,736	140,5	00
1266,2	16492	12207	44219	121,2	0,740	157,1	18,5
1101,3	16548	12522	45877		0,757	191,3	10,5

TABLEAU 3 : Sources statistiques.

Toutes les statistiques sont tirées de l'Annuaire Statistique polonais (ROCZNIK STATYSTYCZNY) années 1961 à 1982. Pour éviter les répétitions, nous n'indiquerons les sources des différents agrégats que pour une année (annuaire statistique 1980).

- Produit matériel net en prix constants : tableau 1 p. 66 : indices du revenu national produit et facteurs de sa croissance.
- Effectifs totaux employés tableau 1 p. 52 : Population active par groupe socio-économique.
- Effectifs totaux salariés : tableau 1 p. 52 : Population active par groupe socio-économique.
- Salaire net moyen dans l'économie socialisée : tableau 5 p. 111 : Salaires et traitements mensuels nets moyens dans l'économie socialisée. Le salaire net mensuel moyen dans l'économie socialisée a été multiplié par 12 afin d'obtenir une évaluation annuelle.
- Prestations sociales : tableau 1 p. 115 : Avantages sociaux de la population, donne le montant des services médicaux rendus à la population. Le tableau 4 p. 116 : Pensions et rentes, donne le montant des pensions d'invalidité ; le tableau 6 p. 117 : Allocations de Sécurité Sociale donne le montant des autres prestations (familiales...).
- Indice des prix à la consommation : Tableau 2 p. 344 : Indicateur des prix de détail des biens achetés par la population dans le commerce socialisé.

Eléments du coût social salarial. Aux prix de 1975

	Produit matériel net (milliards Marks, prix 1975)	Effectifs totaux employés (en milliers)	Effectifs salariés totaux employés (en milliers)	Masse salariale nette Cotisations sociales (milliards M)	Prestations sociales (milliards M)	Taux de salarisation	Impôts SUR les salaires (milliards M)	Indice prix à la consommation Base 1975
1960	71,540	7739,0	5399,7	32,763	3,510	0,697	2,028	102,5
1961	72,670	7786,7	5475,2	34,609	3,744	0,703	2,182	102,6
1962	74,650	7986,3	5477,1	34,896	3,785	0,703	2,230	103,3
1963	77,260	7646,0	5448,8	35,317	3,680	0,713	2,367	103,2
1964	81,050	7657,8	5463,3	36,588	3,820	0,713	2,411	103,0
1965	84,760	7675,8	5517,2	38,658	4,010	0,719	2,624	102,5
1966	88,920	7683,8	5565,8	39,794	4,005	0,724	2,824	102,6
1967	93,750	7713,7	5619,7	41,288	4,207	0,729	3,015	102,4
1968	98,530	7711,8	5662,7	43,493	4,464	0,734	3,126	102,6
1969	103,650	7745,9	5709,0	45,672	4,747	0,737	3,424	102,6
1970	109,470	7769,3	5790,6	49,047	5,151	0,745	3,876	101,6
1971	114,450	7794,8	5864,7	51,419	5,541	0,752	4,127	101,8
1972	120,930	7811,1	5945,1	54,320	6,094	0,761	4,412	101,0
1973	127,650 127,650	7844,2	6026,6	57,144	6,747	0,768	4,743	100,3
1974	135,780	7902,9	6149,1	60,898	7,229	0,778	5,385	99,8
1975	142,370	7947,6	6231,4	63,788	7,886	0,784	5,836	100
1976	147,520	8018,13	6337,9	67,119	8,560	0,790	6,980	100
1977	155,210	8058,3	6394,0	69,898	9,355	0,793	7,188	99,8
1978	160,760	8118,1	6463,4	73,030	11,162	0,796	7,425	99,8
1979	166,900	8183,9	6530,3	75,961	11,847	0,798	7,628	100
1980	173,870	8225,2	6571,4	77,343	12,275	0,799	8,001	100,7
1981	182,146	8295,9	6634,2	79,735	12,558	0,800	8,340	100,7

RDA - Sources du tableau 4

Toutes les statistiques sont tirées de l'Annuaire Statistique de la RDA (Statistisches Jahrbuch der Deutschen Demokratischen Republik) années 1961 à 1981. Pour éviter les répétitions, nous n'indiquerons les sources des différents agrégats que pour une année (annuaire statistique de 1981).

- Produit matériel net aux prix de 1975 : tableau 3 p. 80 : Produziertes Nationaleinkommen und Nettoprodukt der Wirtschaftsbereiche (Revenu national produit).
- Effectifs totaux employés : tableau 3 p. 91. Berufstätige nach Eigentumsformen der Betriebe und nach Wirtschaftsbereichen.
- Effectifs salariés employés : tableau 3 p. 92 (suite) : Berufstätige nach Eigentumsformen der Betriebe und nach Wirtschaftsbereichen.
- Masse salariale nette de cotisations sociales : tableau 17 p. 109 : Durchschnittliches monatliches Arbeitseinkommen der vollbeschäftigten Arbeiter und Angestellten in Volkseigenen Betrieben nach Wirtschaftsbereichen.
- Prestations sociales : tableau 6 p. 254 : Einnahmen und Ausgaben der Sozialversicherung (Total des dépenses moins les pensions versées).
- Indices des prix à la consommation : tableau 8 p. 268 : Index der Einzelhandelsverkaufspreise.
- Impôts sur les salaires et cotisations sociales des salariés : tableau 1 p. 270 : Bilanz des Realeinkommens der Arbeiter und Angestelltenhaushalte.

HONGRIE

Evolution de la part salariale dans le Produit National Net

Tableau 5

aux prix de 1968

	Salaire net moyen en forints	Salaire indirect moyen en forints	Salaire total moyen en forints	P.N.N moyen en forints	Masse salariale totale P.N.N	coût salarial social	coût salarial net
160	20989,4	1666,4	22655,8	36315,6	0,400	0,624	0,578
161	21454,7	1818,0	23272,7	38625,7	0,400	0,603	0,555
162	21251,9	1928,0	23179,9	40815,8	0,389	0,568	0,521
163	21864,0	2054,9	23918,9	42289,6	0,396	0,566	0,517
164	22635,0	2183,3	24818,3	43986,0	0,404	0,564	0,515
165	22493,6	2327,9	24821,5	43938,6	0,410	0,565	0,512
166	22922,0	2615,1	25541,1	46772,1	0,403	0,546	0,490
167	23844,4	2785,7	26630,1	49797,6	0,396	0,535	0,479
168	24796,3	2952,5	27748,8	50889,0	0,403	0,545	0,487
169	25613,5	3081,0	28694,5	53511,9	0,404	0,536	0,479
170	27345,3	3186,0	30531,3	55845,0	0,413	0,546	0,490
171	28140,7	3555,0	31696,5	59222,3	0,408	0,535	0,475
172	28755,1	3831,0	32586,1	62060,3	0,405	0,525	0,463
173	29646,0	4156,1	33802,1	66323,7	0,399	0,510	0,447
174	31437,1	4710,1	36147,2	70809,1	0,402	0,510	0,444
175	32617,7	5180,7	37798,4	74687,8	0,402	0,506	0,437
176	32746,6	5318,5	38065,1	76537,0	0,397	0,497	0,428
177	34247,3	5605,9	39854,2	81656,4	0,391	0,488	0,419
178	35636,4	5688,2	41364,6	84176,3	0,393	0,491	0,424
179	35140,1	5813,6	40953,7	85797,0	0,381	0,477	0,410
180	34435,8	6103,2	40539,0	86309,7	0,376	0,470	0,399
181				87286,6			

Source: Tableau 1

Evolution de la part salariale dans le Produit Matériel Net (P.M.N.)
base de prix : 1968

	Salaire net dans le sec- secteur productif (en forints)	Salaire indirect moyen (en forints)	Salaire total moyen (en forints)	P M N moyen	Masse salariale totale	Coût salarial social	Coût Salarial net
					P.M.N.		
1960	20959,1	1666,4	22625,5	38879,0	0,342	0,582	0,539
1961	21024,2	1818,0	22842,2	41658,1	0,336	0,548	0,505
1962	21348,6	1928,0	23276,6	43936,2	0,336	0,530	0,486
1963	22391,5	2054,9	24446,4	45721,2	0,350	0,535	0,490
1964	22909,9	2183,3	25093,2	47622,8	0,354	0,527	0,481
1965	22762,9	2327,9	25090,8	47534,4	0,361	0,528	0,479
1966	23606,8	2619,1	26225,9	50910,4	0,359	0,515	0,464
1967	24263,2	2785,7	27048,9	54210,6	0,350	0,499	0,448
1968	24855,2	2952,5	27807,7	55286,2	0,352	0,503	0,450
1969	25574,4	3081,0	28655,4	58631,8	0,350	0,489	0,436
1970	26769,2	3186,0	29955,2	61355,4	0,351	0,489	0,436
1971	27377,9	3555,8	30933,7	65264,5	0,344	0,474	0,419
1972	27849,1	3831,0	31680,1	68578,9	0,340	0,462	0,406
1973	28836,6	4156,1	32992,7	73788,9	0,335	0,447	0,391
1974	30352,6	4710,1	35062,8	78893,2	0,335	0,444	0,385
1975	31136,0	5180,7	36454,5	81626,0	0,339	0,447	0,381
1976	31051,0	5318,5	36369,5	85171,1	0,326	0,427	0,365
1977	32243,0	5605,9	37848,9	92251,0	0,314	0,410	0,350
1978	33846,8	5688,2	39505	95943,2	0,324	0,422	0,352
1979	32663,5	5813,6	38477,1	98554,9	0,297	0,390	0,331
1980	31626,0	6103,2	37729,2	99430,2	0,289	0,379	0,318
1981							

Evolution de la part salariale dans le Produit Matériel Net (P.M.N)
aux prix de 1970

	Salaire net moyen (zł)	Salaire indirect moyen (zł)	Salaire total moyen (zł)	P.M.N. moyen (zł)	Masse salariale totale P.M.N.	Coût salarial social	Coût salarial net
1960	22569	2589	25182	33530	0,433	0,751	0,679
1961	23262	2689	25951	35792	0,428	0,725	0,650
1962	23428	2755	26183	35823	0,440	0,731	0,654
1963	24434	2834	27268	37610	0,443	0,725	0,650
1964	24926	2893	27819	39789	0,432	0,699	0,626
1965	25435	2921	28356	41484	0,428	0,684	0,613
1966	26135	2907	29042	43648	0,423	0,668	0,602
1967	26827	3083	29910	44084	0,431	0,678	0,609
1968	27498	3143	30641	46965	0,421	0,652	0,586
1969	28054	3285	31339	47366	0,431	0,661	0,592
1970	28484	3407	31891	49371	0,424	0,646	0,577
1971	29932	3689	33621	52421	0,427	0,641	0,571
1972	31849	4012	35861	56340	0,432	0,637	0,565
1973	35272	4447	39719	61588	0,444	0,645	0,573
1974	37900	4783	42683	67007	0,447	0,637	0,566
1975	39961	5273	45234	72048	0,447	0,628	0,555
1976	41751	6049	47800	77284	0,445	0,618	0,540
1977	42866	6431	49295	80149	0,446	0,615	0,535
1978	41964	6673	48637	82560	0,438	0,589	0,508
1979	43558	7069	50627	81428	0,458	0,622	0,535
1980	44219	7349	51559	76777	0,497	0,672	0,576
1981	45977			66552			0,689

Sources : tableaux 3

Evolution de la part salariale dans le Produit Matériel Net (P.M.N)
aux prix de 1975

	Salaire net moyen (en M)	Salaire indirect moyen (en M)	Salaire total moyen (en M)	P.M.N. moyen (en M)	Masse salariale totale P.M.N.	Coût salarial social	Coût salarial net
1960	5694,1	650,3	6344,4	9244,1	0,479	0,686	0,616
1961	5922,5	683,7	6606,2	9332,6	0,493	0,708	0,635
1962	5964,1	691,1	6655,2	9587,4	0,488	0,694	0,622
1963	6047,2	673,5	6720,7	10104,7	0,474	0,665	0,598
1964	6255,7	699,3	6955,0	10584,0	0,469	0,657	0,591
1965	6531,2	726,8	7258,0	11042,5	0,472	0,657	0,591
1966	6642,4	719,7	7362,1	11572,4	0,461	0,638	0,574
1967	6810,5	748,6	7559,1	12153,7	0,453	0,622	0,560
1968	7128,6	788,3	7916,9	12776,5	0,455	0,620	0,558
1969	7400,2	831,4	8231,6	13381,2	0,453	0,615	0,553
1970	7800,7	889,5	8690,2	14090,1	0,460	0,617	0,553
1971	8064,0	944,9	9008,9	14682,9	0,462	0,614	0,549
1972	8394,8	1025,0	9419,8	15481,8	0,463	0,608	0,542
1973	8661,9	1119,5	9781,4	16273,2	0,462	0,601	0,532
1974	9027,8	1175,7	10203,5	17181,0	0,462	0,594	0,525
1975	9300,0	1265,5	10565,5	17913,6	0,462	0,590	0,519
1976	9488,8	1350,6	10839,4	18398,3	0,466	0,589	0,515
1977	9807,6	1463,0	11270,6	19260,9	0,464	0,585	0,509
1978	10453,7	1727,0	11880,3	19802,7	0,477	0,600	0,513
1979	10464,0	1814,2	12278,2	20393,7	0,481	0,602	0,513
1980	10552,1	1862,9	12420,0	21138,7	0,469	0,588	0,499
1981	10761,6	1898,9	12660,5	21694,6	0,461	0,584	0,496

Sources : Tableau 4

Hongrie prix de 1968				Pologne prix de 1970		RDA prix de 1975	
Formation brute de capital Produit domestique net	Capital fixe mis en opération Produit domestique brut	Consomma- tion de la population Produit domestique brut	Consommation finale, y compris des administrations Produit domestique Roor	Investisse- ment net en capital fixe P.M.N.	Consomma- tion de la population P.M.N.	Sphère matérielle Investisse- ment brut en capital fixe/Produit social Global	Sphère matérielle Investisse- ment brut en capita fixe/P.M.N.
0,269	0,213	0,647	N.D	0,168	0,758	0,025	0,174
0,267	0,206	N.D	N.D	0,169	0,750	0,029	0,179 is-
0,272	0,209	N.D	N.D	0,191	0,757	0,027	0,150 et
0,289	0,225	0,607	N.D	0,182	0,744	0,026	0,179 trie.
0,297	0,230	0,604	N.D	0,182	0,743	0,029	0,19-144 :
0,279	0,236	0,614	N.D	0,188	0,729	0,024	0,205 xe.
0,284	0,220	0,616	N.D	0,177	0,720	0,025	0,210
0,322	0,246	0,601	N.D	0,212	0,727	0,027	0,215
0,310	0,236	0,607	N.D	0,219	0,714	0,029	0,223
0,288	0,231	0,597	N.D	0,226	0,725	0,027	0,245
0,324	0,261	0,601	N.D	0,221	0,719	0,100	0,253
0,384	0,261	0,599	0,712	0,192	0,735	0,025	0,242
0,320	0,276	0,600	0,699	0,217	0,711	0,023	0,237
0,308	0,272	0,589	0,683	0,241	0,673	0,024	0,243
0,361	0,255	0,583	0,683	0,264	0,645	0,021	0,236
0,352	0,295	0,554	0,652	0,200	0,646	0,021	0,237
0,369	0,300	0,521	0,621	0,261	0,656	0,023	0,242
0,321	0,289	0,554	0,647	0,265	0,683	0,024	0,246
0,415	0,301	0,551	0,651	0,255	0,690	0,022	0,247
0,355	0,320	0,564	0,664	0,226	0,735	0,020	0,238
0,342	0,315	0,554	0,648	0,220	0,821	0,027	0,239

2 Bulgarie Statistique

Sources du tableau 9.

HONGRIE : Source unique : STATISZTIKAI EVKÖNYV, 1979.

- Produit Domestique brut, consommation finale, y compris des Administrations, Formation brute de capital, capital fixe mis en opération : tableau 7 p. 89 : Balance du Produit Domestique brut.

. Consommation de la population : tableau 10 p. 359 : Consommation de la population par type de produit et service.

POLOGNE : Source unique : ROCZNIK STATYSTYCZNY, 1980.

Investissement net en capital fixe, consommation de la population, PMN distribué tableau 16 p. 73 : Le revenu national distribué.

RDA : Source unique : STATISTISCHES JAHRBUCH

der Deutschen Demokratischen Republik. 1981

- Investissement brut en capital fixe : même source que graphique 6.

- Produit social global : p. 13 tableau 1 : Nationaleinkommen - vergleichbare Preise.

- PMN même source que tableau 4 en annexe.

Sources du graphique 4.

- Référence unique : Annuaire Statistique hongrois 1979.
- Volume de l'investissement brut tableau 4 p. 108 : Investissement de l'économie par branche. Le déflateur utilisé est tiré du tableau 18 p. 116 : indice des prix des investissements par branche.
- Salaire dans l'industrie : tableau 19 p. 136 : Salaires et gains mensuels moyens des personnes employées dans l'industrie.
- Productivité du travail dans l'industrie : tableau 3 p. 144 : Indice de la productivité du travail dans l'industrie.
- Produit matériel net par travailleur : tableau 2 en annexe.
- Formation Brute de capital mis en service : tableau 7 p. 89 : Balance du Produit Domestique brut.

Graphique 6 : Sources statistiques.

- Référence unique : Statistisches Jahrbuch der Deutschen Demokratischen Republik, 1981.
- Volume de l'investissement : tableau 2 p. 14 : Investitionen - Vergleichbare Preise (Basis 1975) (Investissement brut de la sphère matérielle)
- Salaire dans l'industrie : tableau 17 p. 109 : Durchschnittliches monatliches Arbeitseinkommen der vollbeschäftigten Arbeiter und Angestellten in Volkseigenen Betrieben nach Wirtschaftsbereichen.
- Productivité du travail dans l'industrie : tableau 13 p. 130 : Index der Arbeitsproduktivität (industrielle Bruttoproduktion je Arbeiter und Angestellter) im Wirtschaftsbereichen Industrie.

BIBLIOGRAPHIE

1. T.P. ALTON - Production and resource allocation in Eastern Europe : performance, problems and prospects, dans : East European Economic assessment. Joint Economic Committee - Congress of the United States, juillet 1981.
2. T.P. ALTON, G. LAZARCIK, E.M. BASIS, W. ZNAYENKO - Défence expenditure in Eastern Europe (1965-1976), dans : East European economies, Joint Economic Committee. Congress of the United States, août 1977.
3. M. BASLE, J. MAZIER, J.F. VIDAL - Formation des salaires, répartition des revenus et accumulation en longue période, dans Economie Appliquée, tome XXXIII n° 2 1980.
4. T. BAUER - Investment cycles in Planned economies, dans Acta Oeconomica, 1978, 21 (3).
5. R. BOYER - Les salaires en longue période, dans Economie et Statistique, septembre 1978.
6. B. CSIKOS-NAGY - Productivity and wage policy in the socialist countries, dans Est, revue du CESE septembre 1978, n° 10.
7. R. DIETZ - Investment policy in GDR, dans Eastern European Economies, Fall 1979, 18 (1).
8. M. DRACH - Trois sens du mot crise dans les ETS, groupe de recherche sur la théorie de l'Economie socialiste, doc. ronéoté 21/1/83.
9. D.A. DYKER - A note on the investment ratio in Eastern Europe, dans Soviet Studies, vol. 34 n° 1, janvier 1982.
10. M. KABAJ - Productivity, wages and motivation at the entreprise level, Oeconomica Polona, n° 1, 1981.
11. M. KALECKI - Theorie de la croissance en économie socialiste, Paris, Sirey, 1970.
12. S. METAIS - Réflexions sur la nature de la crise polonaise. Groupe de recherche sur la théorie de l'économie socialiste, doc. ronéoté. 5/2/1982.
13. A. NOVE - A note on growth, investment and price-indices, dans Soviet Studies, vol. XXXIII n° 1, janvier 1981.

CENTRE D'ECONOMIE INTERNATIONALE DES PAYS SOCIALISTES
GROUPE DE RECHERCHE SUR LA THEORIE DE L'ECONOMIE SOCIALISTESéance du 26 novembre 1982 à 14 h 30

LA CRISE POLONAISE. CAUSES ET ENJEUX.

par Serge METAIS

L'économie polonaise connaît actuellement la dépression la plus profonde qu'ait jamais connue une économie industrialisée depuis la seconde guerre mondiale. Le recul, concernant les investissements, a commencé dès 1978. Ils ne devraient plus guère dépasser en 1982 - en prix comparables - la moitié du niveau atteint en 1977. En termes de revenu national, la régression a commencé en 1979. La baisse avait été alors de 2% par rapport à l'année précédente. Depuis, le phénomène s'est amplifié : baisse de 4% en 1980, puis de 13% en 1981. La chute devrait être encore de l'ordre de 8-9% en 1982. La Pologne va donc se retrouver, selon cet indice, à son niveau de 1973-1974. Il faudrait même remonter à 1972 pour le revenu national par habitant ! Dix mois après le coup d'Etat du général Jaruzelski, alors que Solidarité vient d'être dissoute et que le pouvoir apparaît plus isolé que jamais, il n'est pas encore certain que le fond de la dépression soit atteint.

Un phénomène cumulatif s'est enclenché. La nécessité de réduire les importations en provenance de l'Occident, du fait d'un endettement excessif, a provoqué des perturbations à tous les niveaux dans l'appareil productif. Le manque de pièces détachées, de certaines matières premières indispensables, le gel de nombreux investissements ont entraîné la chute de la production qui à son tour limite les possibilités d'exporter et donc de rembourser les emprunts et d'effectuer les importations indispensables. La production et les investissements semblent ainsi condamnés inexorablement à la baisse.

La dynamique de la dépression n'est toutefois pas un simple ajustement du mécanisme économique à une compression des importations. L'agitation sociale qui s'est manifestée surtout à partir d'août 1980 a certainement, en effet, largement contribué à paralyser un système de gestion de nature bureaucratique. L'existence d'un syndicat indépendant du pouvoir déstabilisait un Etat qui, obligé d'admettre la présence d'une église active et influente et d'un secteur privé largement majoritaire dans l'agriculture, ne pouvait déjà pas être aussi totalitaire que ses voisins.

Bureau C 2103, Centre Tolbiac, 90, rue de Tolbiac, 75634 PARIS CEDEX 13

La Pologne a, en fait, vu mûrir, dans les derniers mois qui ont précédé le 13 décembre 1981, une véritable crise révolutionnaire. Pour paraphraser Lénine qui n'imaginait certainement pas qu'une crise de ce type pût advenir après l'instauration du socialisme, le pays vivait manifestement une situation où "ceux d'en bas ne voulaient plus" vivre comme avant et où "ceux d'en haut ne pouvaient plus" imposer l'ordre ancien. Si c'est avant tout parce que le problème du pouvoir était posé qu'a été réalisé le coup d'Etat, il est clair que la solution politique ne saurait être assurée sans une sortie de la dépression. La stabilisation puis la reprise économique sont indispensables à la "normalisation".

Pour l'instant la gestion économique des militaires est désastreuse. Certes, ils ont réussi à rééquilibrer la balance commerciale avec l'Ouest, mais c'est au prix d'une réduction draconienne des importations payées en devises fortes dont l'effet multiplicateur sur la chute de la production est d'autant plus important que le renfort attendu des partenaires de l'Est s'avère décevant. Ils ont réussi à réduire le "déséquilibre intérieur" entre les revenus monétaires de la population et la valeur des biens offerts sur le marché mais cela a été obtenu par des hausses spectaculaires des prix des biens de première nécessité et par une réduction dramatique du niveau de vie (qui pourrait être de l'ordre d'un tiers en moyenne^(*)). Autre "réussite" : la production - militarisée - de charbon est en hausse par rapport à 1981. Elle pourrait atteindre 185 millions de tonnes cette année, mais c'est encore 15 millions de tonnes de moins qu'en 1979. De plus, cette reprise n'a pas les effets d'entraînement escomptés sur l'économie nationale et nombre de marchés pour l'exportation de charbon vers l'Ouest ont été perdus, faute de stabilité des approvisionnements. C'est donc, pour une plus grande part, vers le partenaire soviétique que seront écopulés les excédents charbonniers à des prix sensiblement inférieurs à ceux du marché mondial.

(*) Quelques exemples de hausses de prix intervenues le 1er février 1982 :
 238% pour le sucre, 145% pour le lait, 153% pour le beurre, 231% pour le saucisson ordinaire, 395% pour l'épaule de porc...
 Cf Le Courrier des pays de l'Est Avril 1982.
 En ce qui concerne l'augmentation du coût de la vie, les statistiques officielles polonaises reconnaissent une augmentation de 103,9% pour le premier semestre 1982 par rapport au premier semestre 1981.
 Cf tableau V.

En ce qui concerne la production agricole, la crise n'est pas moins manifesta. Alors que celle-ci connaissait une quasi stagnation depuis 1975, elle a chuté de 10,5% en 1980. L'accroissement de 4,1% en 1981, dû à une bonne récolte n'a pas permis de remonter au niveau atteint au milieu des années 70. Les perspectives sont plutôt sombres. Les paysans individuels n'ont pas confiance dans l'avenir. Les menaces de réquisitions contrebalancent les mesures positives comme celle d'augmenter de 20 à 100 hectares la surface maximum des exploitations individuelles (vote de la Diète en mars 1982). De plus, les paysans ne trouvent pas en quantité suffisante sur le marché, les biens de consommation durables, les engrais et le matériel agricole qui justifieraient des livraisons plus importantes de leur part.

Le problème de l'endettement se pose chaque jour avec plus d'acuité. Si un accord est intervenu pour le rééchelonnement de la majeure partie de la dette garantie par les Etats puis de la dette non garantie arrivant à échéance en 1981, rien de tel ne s'est encore produit pour 1982. Et l'on voit mal comment les choses pourraient évoluer rapidement ! Les pays membres de l'Alliance Atlantique n'ont-ils pas décidé de suspendre les discussions avec Varsovie sur ce thème aussi longtemps que durerait l'état de siège ? Certes cela ne signifie pas que des échanges de vue "informels" n'aient pas lieu mais il reste que le projet d'évolution de la balance des paiements de la Pologne avec l'Ouest au cours des années 80 qui avait été présenté aux pays créanciers lors des négociations à Paris en Avril 1981, apparaît de moins en moins réalisable. Rappelons que celui-ci prévoyait, pour que la Pologne commence à faire baisser son niveau d'endettement à partir de 1986, de l'augmenter au préalable de 6,5 milliards de dollars au cours de la période 1982-1985 (*). Il est clair que l'évolution actuelle en Pologne ne dispose pas les banques et les Etats occidentaux à accorder de nouveaux crédits. Cela signifie donc dans l'immédiat un nouveau recul des importations polonaises en provenance d'Occident. Le redressement économique s'en trouve retardé et avec lui la perspective d'une solution au problème des paiements extérieurs.

Incontestablement, les enjeux de la crise polonaise sont considérables. Nous prétendons seulement dans le cadre de ce texte faire quelques réflexions sur certains d'entre eux. Il nous faudra pour cela analyser plus en détail la nature de la crise et des solutions que tente de lui apporter le WRON (Conseil Militaire de Salut National).

(*) Cf Eugène Zaleski - "La crise économique polonaise : cause et remèdes" - Revue d'études comparatives Est-Ouest n° 1 - 1982, p. 21

Mais au préalable il nous apparaît nécessaire de répondre à la question : comment en est-on arrivé là ? Il faut donc revenir sur la logique qui conduisit à la faillite de la politique d'Edward Gierek au cours des années 70.

I - La faillite d'une politique économique

La politique économique d'Edward Gierek, loin d'avoir été mûrement réfléchie fut une politique de fuite en avant imposée par la pression sociale. Celle que proposait alors son prédécesseur Wladyslaw Gomulka venait d'être rendue impraticable par les émeutes sanglantes du littoral de la Baltique.

1. Une politique de fuite en avant

Rappelons, tout d'abord, l'évènement qui a provoqué la révolte ouvrière de décembre 1970 et la chute de Gomulka : une hausse brutale des prix des produits alimentaires. Cette mesure était le premier élément d'un dispositif qui devait être mis en oeuvre au cours du quinquennat 1971-1975. L'objectif était à la fois de moderniser et de rationaliser une économie qui s'était développée rapidement mais sur une base "extensive" (*). La hausse des prix était motivée par plusieurs raisons : - d'une part, il fallait réduire le déséquilibre entre les revenus monétaires de la population et une offre insuffisante de biens de consommation ; - d'autre part, trop de prix n'avaient pas de rapport avec les coûts de production. Cela signifiait des subventions importantes et freinait le progrès technique ; - enfin, la révision des prix devait contribuer à mettre en oeuvre une politique d'austérité jugée nécessaire pour maintenir un haut niveau de l'accumulation. Le plan prévoyait ainsi une stagnation des salaires réels et même un chômage qui pouvait aller jusqu'à 500 000 personnes en 1975 (**).

L'évolution au cours des années 60 avait été marquée par un essoufflement progressif du mode de développement à dominante extensive :

- Bien que la production nationale nette continuât à s'accroître rapidement (autour de 6% d'après les chiffres officiels), une certaine baisse des taux de croissance était perceptible.

(*) Nous entendons par mode de développement à dominante extensive un mode de développement qui, à niveau technologique comparable, apparaît fortement gaspilleur de facteurs de production (force de travail, matières premières, équipements) par rapport aux normes en vigueur dans les pays occidentaux industrialisés. Cela n'est pas contradictoire avec le fait de privilégier la production de biens de production (de sorte que les techniques de production deviennent de plus en plus "capital intensive")

(**) Cf Irena GROSFELD et Aleksander SMOLAR, "La crise de l'économie polonaise", Revue d'économie politique, n° 5, 1981.

- L'accroissement de la part des investissements productifs dans le revenu national (18,2% pour la période 1961-65 et 21,6% pour la période 1965-1970) (*) était accompagné d'une baisse de leur efficacité (**).

- Le maintien de la priorité à l'industrie lourde était associé à un accroissement très lent du niveau de vie. Les salaires réels s'accrurent officiellement de 1,8% par an, cours des années 60 mais les années 1969 et 1970, du fait de la chute de la production agricole, furent marquées par une pénurie importante de viande. A cela s'ajoutait un manque de logement, chronique depuis la guerre mais s'accroissant en valeur absolue avec l'augmentation du nombre de jeunes ménages (***)).

Le réaménagement du mécanisme économique que proposait Gomulka pour répondre à cette évolution vint donc buter sur la révolte ouvrière. Cette dernière ne fut apaisée qu'avec l'annonce de l'annulation des hausses de prix et la démission "pour raisons de santé" du premier secrétaire. Il n'aurait toutefois pas été raisonnable d'attendre des idées originales de l'équipe qui s'installa au pouvoir dans les derniers jours de 1970. Le nouveau premier secrétaire du P.O.U.P. Edward Gierek dut composer avec le général MOCZAR tristement célèbre pour avoir animé la campagne anti-sémite en 1968 alors qu'il était ministre de l'intérieur, mais aussi avec CYRANKIEWICZ qui dirigeait le gouvernement depuis le 6 février 1947 (****), qui devint président du Conseil d'Etat (président de la République) et avec JAROSZEWICZ qui fut nommé premier ministre. Ce dernier était considéré comme appartenant à la catégorie des "moscovites" que le général MOCZAR avait également dénoncée en 1968... (*****).

(*) Wlademar KUCZYNSKI, Po Wielkim Skodu (Après le grand bond), Warszawa, 1979, p.50

(**) Cf Marie Lavigne, Les économies socialistes, soviétiques et européennes. A. Colin, 3e éd. 1979, p. 207 pour l'évolution du "coefficient marginal de capital" et p. 211 pour l'indice de la "productivité totale":

(***) Cf Jean MARCZEWSKI, Crise de la planification socialiste ? PUF 1973, p.102)

(****) En fait durant une brève période, de novembre 1952 à mars 1954, il ne fut que vice-premier ministre. Le premier secrétaire du P.O.U.P., Bierut étant alors en même temps, premier ministre.

(*****) Cf Le Monde du 23 décembre 1970

En réalité la politique économique mise en oeuvre au début des années 70 ne fut rien d'autre qu'une fuite en avant. Celle-ci conduisit à un pari grandiose auquel l'équipe Gierek a semble-t-il cru dans les premières années grâce à des résultats flatteurs, encore qu'amplifiés par un système d'information statistique défaillant (*) et une "propagande du succès" dont l'aplomb renouait avec les bonnes vieilles traditions staliniennes.

La fuite en avant face aux difficultés apparaît nettement dans les premières mesures et dans les ambitions de la nouvelle politique économique :

- la hausse des prix à l'origine des émeutes de décembre 1970 est annulée. Le budget de l'Etat continue donc à subventionner massivement nombre de produits dont les prix sont incapables de couvrir les coûts de production.

- alors que Gomulka proposait de combiner une politique d'austérité et un "développement sélectif" favorisant certaines branches (ce qui n'avait pas été sans susciter de nombreuses tensions au sein de l'appareil du pouvoir pour la répartition des fonds d'investissement), l'équipe Gierek propose de combiner un accroissement rapide du niveau de vie de la population avec une modernisation accélérée de l'ensemble des branches de l'économie (la notion de "développement équilibré" est mise en avant à ce propos en opposition à celle du "développement sélectif"). Comment réaliser ce tour de force qui satisfait tout le monde : la population qui aspire à la norme de consommation occidentale et les responsables économiques dont la capacité à obtenir des fonds d'investissement est l'expression de leur pouvoir dans les différents secteurs économiques et les régions ? Il n'y a qu'une seule réponse, c'est l'appel massif à la technique et bien sûr au crédit des occidentaux. Les machines et les usines "clé en main" devaient être remboursées grâce à un accroissement des exportations de matières premières (particulièrement de charbon) et aux exportations des produits nouveaux attendus de l'assimilation de la technologie occidentale.

La drogue inoculée au système s'avéra incontestablement tonique dans un premier temps. Son excès en fit, toutefois rapidement une drogue toxique. La nouvelle politique dite du "développement dynamique" ou "nouvelle stratégie de développement" censée aboutir à une "seconde industrialisation de la Pologne" vint buter sur les déficiences du système de gestion bureaucratique et sur la contrainte extérieure. Cette dernière étant renforcée à partir de 1974-75 par la crise de mutation en Occident.

(*) Cf en particulier Claude Simon "Les défaillances de l'information statistique en Pologne", Revue d'études comparatives Est-Ouest, n°3, septembre 1981. L'auteur constate en particulier que le volontarisme économique de la période Gierek a été associé à une dégradation de l'information statistique par rapport à la période Gomulka.

a. De la drogue tonique...

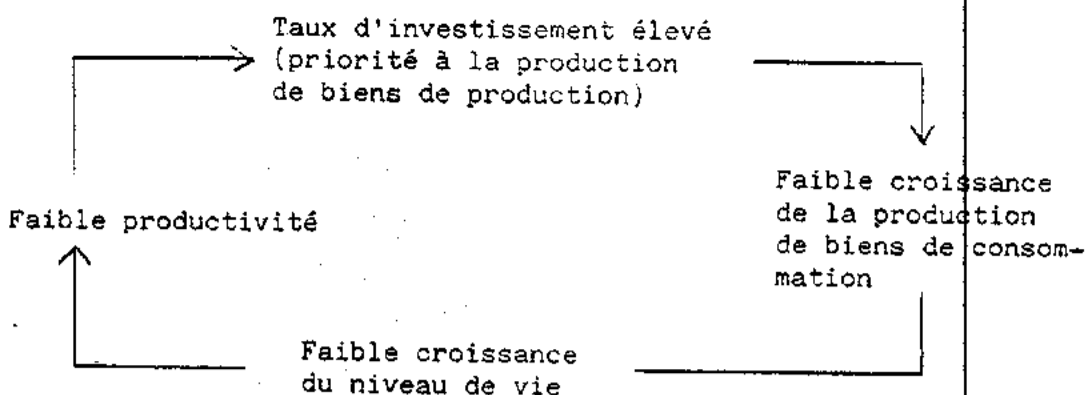
La politique de Gierek, déjà fort ambitieuse, fut en fait si incontrôlée que les augmentations d'investissement, de salaires nominaux et de salaires réels dépassèrent les objectifs du plan pour chaque année de la période 1972-1976. Si l'on s'en tient aux indices du plan 1971-1975, globalement, on constate que ceux-ci ont été dépassés parfois de façon spectaculaire (cf tableau I).

TABLEAU I - Plan 1971-1975. Accroissements annuels en % en prix comparables.

	Plan	Réalisation
Produit matériel net	6,7 - 6,8	9,8
Production industrielle	8,2 - 8,4	10,8
Production agricole	3,4 - 3,9	3,7
Salaires réels moyens	3,2 - 3,4	7,2
Revenus réels moyens	-	11,0
Investissements bruts	7,3	18,4
dont industrie	-	21,9
Productivité du travail dans l'économie nationale	-	7,6
Exportations	9,2	10,7
Importations	9,7	15,3

Source : Irena GROSFELD et Aleksander Smolar
art. cit. p. 806
et Eugène Zaleski, art. cit. p.10

Ces résultats semblaient rendre caduc le vieux cercle vicieux des économies socialistes incapables, parce que gaspilleuses de facteurs de production, de combiner leur propension à un haut niveau de l'accumulation avec un accroissement rapide du niveau de vie :



Les taux de croissance, tant de l'investissement que des salaires réels dépassent, en effet, largement les objectifs planifiés, déjà très ambitieux. L'évolution apparaît encore plus remarquable en ce qui concerne l'investissement dans l'industrie et les revenus réels. Ces derniers s'accroissent plus rapidement que le produit matériel net. Cela n'empêche pas un véritable boom des investissements. L'explication de tels résultats doit évidemment être recherchée dans l'évolution de la balance des paiements polonaise : la dette à moyen et long terme vis à vis des pays à monnaie convertible passe allègrement de 1,2 milliards de dollars en 1971 à 7,6 milliards de dollars en 1975, (Cf tableau IV). Cela permet aux importations en provenance des pays non socialistes de connaître un rythme annuel de croissance de 26,4% au cours du quinquennat 1971-1975 alors qu'il n'est que de 8,4% pour les exportations vers ces mêmes pays (Cf tableau II - données en prix comparables).

La Pologne vivait donc, tout simplement, au-dessus de ses moyens. L'illusion que cette politique était judicieuse, était renforcée par le fait que les crédits apparaissent ^{at} quasiment gratuits. Les taux d'intérêt, compte tenu de l'inflation étaient nuls voire négatifs. En outre, du fait de la concurrence entre les firmes occidentales, les crédits étaient faciles à obtenir et la charge du service de la dette apparaissait relativement faible dans les premières années.

De fait, le schéma fondamental de développement à dominante extensive fondé sur la priorité aux biens de production ne fut pas modifié. Le crédit occidental avait le double avantage de permettre d'accroître encore le taux d'investissement tout en permettant d'améliorer rapidement le niveau de vie de la population. Les chiffres à ce niveau sont tout à fait éloquentes :

- la part de l'investissement dans la production nationale nette a augmenté de près de 10%. Elle est passée de 27,9% en 1970 à 37,8% en 1975 (20,8% à 23,5% pour les investissements productifs). En conséquence, la part de la consommation a chuté d'autant.

- cela n'a pas empêché les revenus réels de s'accroître à un rythme extrêmement soutenu : 11% par an en moyenne au cours du quinquennat 1971-1975 (7,2% pour les salaires réels). Mentionnons que l'amélioration des revenus réels a été particulièrement sensible chez les agriculteurs qui ont vu l'abolition des fournitures obligatoires et un certain accroissement des prix d'achat de leurs produits par l'Etat.

Il est évident qu'un taux d'investissement élevé tend à provoquer un certain nombre de problèmes de coordination du développement intersectoriel et peut favoriser les tensions inflationnistes. Cela n'implique pas nécessairement une faible croissance du niveau de vie. Au contraire les exemples du Japon, de la RFA comme de la France au cours des années 50 et 60, ont montré qu'un rythme de croissance élevé de l'investissement était tout à fait compatible avec un accroissement rapide du niveau de vie (*). Cela n'ayant pas été durablement possible en Pologne, il nous faut examiner plus en détail quelles étaient les limites de la politique conduite par Edward Gierek.

b. ... à la drogue toxique (ou les limites de la politique Gierek).

La politique d'ouverture à l'égard de l'Occident a montré ses limites les plus évidentes par l'accroissement rapide de l'endettement qu'elle a engendré. Le resserrement de la contrainte extérieure devenait d'autant plus inévitable que le niveau de la dette apparaissait déraisonnable. Plus fondamentalement, il faut, en fait, considérer que c'est le système économique et social qui était inadapté aux ambitions de cette politique. Pour réussir il aurait fallu que cette dernière fût accompagnée d'une réforme en profondeur des structures de l'économie polonaise. Au contraire, nous avons vu que la politique d'Edward Gierek traduisait une fuite en avant face aux difficultés. Elle a même secrété (ceci explique cela) une accentuation des déficiences du système de gestion bureaucratique. C'est en premier lieu sur cet aspect du problème et ses conséquences que nous ferons quelques remarques.

(*) Exprimé en part des investissements dans le PNB, le taux d'investissement au Japon, s'est maintenu au-dessus de 30% au cours des années 60 (33,8% en 1961 ; 30,8% en 1966 ; 35,1% en 1970 ; 34,7% en 1971). En ce qui concerne la RFA, les chiffres correspondants sont de 26% ; 25,7% ; 26,4% ; 26,7%. Pour la France : 21,8% ; 24,9% ; 25,6%.
Cf Bernard GUIBERT et alii, "La mutation industrielle de la France", coll E - n° 31-32, Novembre 1975, tome II, p. 65 - INSEE).

L'inadéquation du système à la politique d'ouverture

Le passage à une "croissance intensive", thème des réformes entreprises dans les pays socialistes au cours des années 60 aurait dû être un impératif plus que partout ailleurs dans la Pologne d'Edward Gierek. Il fallait concevoir le problème de la productivité non pas seulement comme un problème de machines et d'équipements modernes mais aussi comme un problème d'organisation du travail, de structures permettant la stimulation des énergies, le développement de l'esprit de responsabilité et d'initiative. Il fallait, en même temps, rompre de façon décisive avec la conception traditionnelle des pays socialistes en matière de commerce avec les pays capitalistes, selon laquelle les exportations sont un mal nécessaire pour permettre les importations indispensables. La mise en place de structures compétitives était indispensable.

En fait la faiblesse de la productivité comme la propension à un haut niveau de l'accumulation que l'on constate dans les économies socialistes s'expliquent par la nature même du mode de régulation de ces économies : le marché n'ayant pu être remplacé par la démocratie ouvrière de l'utopie socialiste (adhésion volontaire des travailleurs à des organisations et à un Etat qu'ils auto-gèrent), ce sont inévitablement des mécanismes de régulation de nature bureaucratique qui se sont imposés. Notons en particulier que l'absence (ou la faiblesse) de la concurrence, le rôle marginal accordé au profit, freinent l'adaptabilité des structures, la créativité, la prise de responsabilité et d'initiatives et l'efficacité de l'organisation du travail. Le monopole du pouvoir exercé par un parti favorise plus que partout ailleurs le carriérisme et le conformisme. L'absence de presse libre, de partis d'oppositions et de syndicats indépendants du pouvoir limite considérablement les possibilités de dénonciation de la corruption ou même les simples erreurs de gestion. Les économies socialistes apparaissent en outre incapables de susciter des sanctions comparables à celles qu'impose le marché pour les productions non rentables. C'est donc en définitive à cause de leur mode de régulation bureaucratique que les économies socialistes sont incapables de passer à un développement à dominante intensive et donc au "fordisme" (*).

(*) Le concept de "fordisme", outre la référence au procès de travail moderne fait référence à un "régime d'accumulation à dominante intensive" dont la dynamique est associée à un rythme comparable de croissance du niveau de vie et de la productivité (cas des pays occidentaux industrialisés depuis la seconde guerre mondiale). Le fordisme suppose donc un cercle vertueux consommation (ou "norme de consommation") - productivité. Cf les travaux de M. AGLIETTA, A. LIPIETZ, B. CORIAT... Notre réflexion sur ce point concernant les pays socialistes rejoint celle de Marcel DRACH "Crise du travail et non-lieu du fordisme dans les économies de type soviétique" - document du Centre d'économie internationale des pays socialistes - Université de Paris I - 18 juin 1982.

Leur propension à un haut niveau de l'accumulation apparaît contradictoire avec un accroissement rapide du niveau de vie de la population. Cela nous semble vrai en grande partie, y compris pour les variantes, la plus développée (RDA) et les plus libérales (Yougoslavie, Hongrie).

L'échec de la politique de Gierak a souvent été attribué au cours des dernières années à l'organisation bureaucratique irrationnelle du système productif. L' "Université volante" dont les animateurs étaient membres ou proches du KOR (Comité de Défense des Ouvriers) et le groupe DIP (Expérience et Avenir) qui regroupait des communistes et des non-communistes sur une base réformatrice, sont parmi ceux qui sont allés le plus loin dans cette critique dès la fin des années 70.

Il apparaît que si l'abus de pouvoir, la corruption, les lobbies industriels, la défektivité de l'information statistique ou encore l'irrationalité du système des prix sont des phénomènes inhérents aux économies de type soviétique, ceux-ci ont connu, dans la Pologne de Gierak un développement particulier. Une abondante littérature tant polonaise qu'occidentale pourrait l'illustrer. Il faut certainement voir dans ces phénomènes, les effets pervers de la drogue tonique inoculée au système. Comme nous l'avons vu, les résultats des premières années de la période Gierak sont, en effet, ceux d'un système dopé. Faute d'une réforme profonde des structures de ce système, l'accentuation des déficiences de ses mécanismes de régulation bureaucratiques était, en même temps, inévitable. Ajoutons que la possibilité de distribuer et d'investir plus de richesses que le pays n'en produisait favorisait l'amortissement des conflits (avec la population pour le niveau de vie mais aussi au sein de l'appareil du pouvoir pour la répartition du fonds d'investissement)... et la fuite en avant.

Notons tout d'abord, parmi les manifestations les plus évidentes du phénomène d'accentuation des "vices" du système de gestion bureaucratique, la tendance à l'autocratie de l'équipe Gierak. Le pouvoir a pratiqué, surtout à partir de 1973, ce que l'on appela la "planification ouverte", c'est-à-dire la modification des objectifs et les transferts des ressources au gré des circonstances sans consultation des organismes responsables. Czeslaw Bobrowski, l'un des économistes consultés dans le cadre d'une enquête semi officielle en 1978-1979 note ainsi dans un rapport de cette enquête que "de nombreuses mesures importantes étaient adoptées "incidemment", en dehors du cadre du plan économique, en quelque sorte individuellement" (*).

(*) Cf Zycie Gospodarcze, 7 décembre 1980 - in Claude Simon, art. cit. Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest - n° 3 Septembre 1981.

Cela peut être illustré par l'exemple de l'aciérie de Katowice qui a été entreprise "hors plan". Ce projet grandiose (mégalo manie et autocratie sont souvent liés), dont la première tranche a été mise en service en décembre 1976, ne sera jamais achevée (la deuxième tranche, prévue pour 1985, devait permettre l'extension de la production du combinat jusqu'à 24 millions de tonnes) (*).

En ce qui concerne la corruption, il semble qu'elle ait atteint des sommets sous l'administration Gierek. Certains auteurs parlent même de cleptocratie (**). Cela peut être attribué au fait que malgré son autocratie, le pouvoir, dans les années 1970 avait dû concéder une certaine libéralisation (***). L'absence de contrôle social dans les économies de type soviétique est déjà un élément favorable à l'épanouissement de mille et une petites et grandes combines aux différents échelons de la société, voire à l'organisation de véritables "maffias". Il semble que ces économies, dans les phases de libéralisation soient encore plus vulnérables à la corruption. Ainsi, note Aleksander Smolar "Le système soviétique classique résout le problème de la cleptocratie par des épurations, par un contrôle policier des revenus et des dépenses, et par une politique de la terreur à l'égard des membres de l'appareil du pouvoir. Dans un pays démocratique, le contrôle social, la presse et les élections limitent la croissance de ces phénomènes pathologiques... Le système qui s'était formé en Pologne dans les années 70 ne disposait d'aucun de ces moyens de contrôle" (****)

Le rôle des lobbies dans la Pologne de Gierek a également été souligné par de nombreux auteurs en particulier par le groupe DIP (Expérience et Avenir) qui notait en 1979 dans son rapport sur l'état de l'économie polonaise que "divers groupes d'intérêt, particulièrement au sein de l'appareil du pouvoir, ont gagné une importance exceptionnelle, principalement dans les années 1970 bien qu'ils aient déjà existé auparavant.

(*) Cf Le courrier des Pays de l'Est, mai 1980 p.26.

(**) Cf en particulier I. GROSFELD et A. SMOLAR, Pologne : Les principales formes de l'économie "parallèle" - Problèmes politiques et sociaux - 24 octobre 1980 et A. SMOLAR - L'ancien régime et la révolution en Pologne - Esprit Juin 1981.

(***) Il importe de ne pas confondre Libéralisation et démocratisation pour caractériser certaines évolutions dans les pays socialistes. La première a des limites plus extensibles que la seconde. Elle signifie limitation du champ du pouvoir de l'appareil politique central. Ce dernier peut la juger parfois nécessaire pour des raisons tactiques (relance de l'économie, nécessité d'apaisement de tensions sociales...). La démocratisation signifie partage du pouvoir, contrôle social par des élections libres. Cela est évidemment intolérable par le système comme le montre l'expérience polonaise récente. - Sur ce thème Cf en particulier Raymond ARON et Ernest GELLNER dans Government and opposition, n° 1 1979.

(****) Cf A. SMOLAR art. cit. Esprit, Juin 1981.

L'exemple même est celui des groupes à caractère de lobby industriels au moment de la décomposition du système de gestion du pays. Les diverses branches, les combinats, les entreprises veillent à leurs intérêts propres en forçant, par exemple le prix de leurs nouveaux produits : les primes du personnel augmentent d'autant, garantissant ainsi calme et stabilité, et les effectifs peuvent être renforcés (*). Ajoutons que la réforme de 1973, en accordant aux unions de production nouvellement créées (WOG - Grandes Unités Economiques) un plus grand pouvoir d'accès aux marchés extérieurs, tendait à réduire la capacité de contrôle de l'administration centrale sur le développement des importations (**).

L'accentuation des "vices" du système de gestion bureaucratique s'est également manifestée au niveau de l'information statistique. Le volontarisme économique des années 70 a, en effet, été associé à sa dégradation. Cela s'est traduit par la réduction du volume des informations par rapport aux années 60 et par l'érosion de la valeur des statistiques depuis 1972-1973. La presse officielle polonaise (Trybuna Ludu, Zycie Gospodarcze...) s'est fréquemment "émue" depuis août 1980 de l'existence de nombreuses pratiques de l'époque Gierek tendant à falsifier les résultats des entreprises. On a en particulier dénoncé des pratiques véritablement stupéfiantes. Qu'on en juge : du gravier et même des pierres étaient déversés en quantités croissantes dans le charbon destiné à la consommation intérieure. Cela représentait d'après des calculs faits il y a quelques années, en pouvoir calorifique et compte tenu de la baisse de la qualité du charbon lui-même, 17 millions de tonnes (***) .

Nous n'insisterons pas sur l'irrationalité du système des prix. Celui-ci n'a pu être modifié, tant en 1970 qu'en 1976, sous la pression populaire. Mentionnons seulement que les subventions des prix de détail représentaient ces dernières années plus de 15% du budget de l'Etat.

(*) Cf DIP (Expérience et avenir) - Raport o stanie Rzeczypospolitej i drogach do jej naprawy (Rapport sur l'Etat de la république et sur les chemins de sa restauration) - Warszawa - Nowa 1979 - (Extraits en français dans Problèmes politiques et sociaux, 19 juin 1981).

(**) Cf sur le rôle des WOG dans le commerce extérieur : Krystyna Szymkiewicz - La planification du commerce extérieur. L'exemple polonais - *Economica* 1977.

(***) Cf *Zycie gospodarcze* - 30 novembre 1980 et Claude Simon art. cit. Pour un ordre de grandeur : la production de charbon était d'après les chiffres officiels de 201 millions de tonnes en 1979, de 193,1 millions de tonnes en 1980 et de 163 millions de tonnes en 1981, chiffre certainement plus réaliste que les précédents.

Rappelons que tous ces "vices" qui sont inhérents aux économies socialistes ne sont pas responsables en eux-mêmes de la faillite de la politique économique de Gierk. Ils n'ont pas conduit, en effet, à des échecs aussi retentissants dans les autres pays socialistes. C'est plutôt leur accentuation alors que la réussite de la politique économique d'ouverture à l'égard de l'Occident nécessitait une réforme profonde du système, qui explique l'ampleur du désastre.

Le resserrement inévitable de la contrainte extérieure.

C'est évidemment au niveau du commerce extérieur et de l'endettement que la politique de fuite en avant de l'époque Gierk devait engendrer les déséquilibres les plus flagrants. La contrainte extérieure pouvait se relâcher tant que le niveau de la dette extérieure restait raisonnable et que la confiance dans la capacité de rembourser de la Pologne n'était atteinte. Il est un fait que, de ce côté là, beaucoup de choses étaient permises puisque les firmes occidentales, leurs banques et leurs Etats étaient prêts à de grandes impudences pour conserver ou obtenir de nouveaux marchés dans une conjoncture difficile.

Il est important de noter, tout d'abord, combien la nouvelle politique qui s'est imposée en 1970 a modifié la dynamique et l'orientation du commerce extérieur polonais :

- Alors que les échanges extérieurs connaissaient un développement rapide au cours des années 60 (8% pour les importations et 9,4% pour les exportations, en moyenne, au cours du quinquennat 1966-1970), une accélération spectaculaire apparaît à partir de 1971 pour les importations. Celles-ci s'accroissent de 15,3% par an en moyenne au cours du quinquennat 1971-1975 contre 10,7% pour les exportations (Cf tableau II).

TABLEAU II - Variations annuelles en % des importations et des exportations polonaises (en prix constants)

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	Total	P.Social.	P.Occid.Ind.	Total	P.Social.	P.Occid.Ind.
1966-1970...	8,0	10,3	6,2	9,4	9,9	8,9
1971-1975...	15,3	8,3	26,4	10,7	12,0	8,4
1976-1979...	2,5	6,3	-1,4	6,7	6,8	5,3
1976.....	10,3	7,6	11,4	5,4	3,0	12,3
1977.....	0,4	12,1	-10,5	8,8	10,6	4,1
1978.....	1,5	4,7	-1,2	5,7	7,5	2,8
1979.....	-1,2	1,7	-3,9	6,8	9,6	2,1
1980.....	-2,8	1,6	-8,4(*)	-4,3	-9,6	4,0(*)
1981.....	-20,2	-8,8	-34,5(*)	-20,2	-17,1	-24,1(*)

(*) pays non socialistes

Sources : Le courrier des pays de l'Est - Mars 1980

K. Szymkiewicz Projet n° 159, Novembre 1981 (pour les chiffres par zone géographique jusqu'en 1979)

Pour 1980 - courrier des Pays de l'Est, avril 1981

Pour 1982 - courrier des Pays de l'Est, mars 1982

- Mais surtout, le phénomène remarquable c'est l'inversion de la tendance concernant l'orientation du commerce extérieur. Alors que la part des pays occidentaux industrialisés tendait à décroître depuis le début des années 50, on constate une croissance "fabuleuse" : 26,4% par an pour les importations en provenance de ces pays au cours de la période 1971-1975. En conséquence, alors que les pays occidentaux industrialisés ne fournissaient que le quart des importations polonaises en 1970, ils en fournissent la moitié en 1975 (Cf tableau III).

TABLEAU III - Répartition des échanges de la Pologne en %.

Années	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS		
	P.Soc.	P.Occ .Ind.	PVD	P.Soc.	P.Occ.Ind	PVD
1950.....	56,9	39,7	3,4	61,1	35,7	3,2
1960.....	62,6	29,9	7,5	63,5	29,7	6,8
1970.....	63,9	28,4	7,7	68,6	25,8	5,6
1975.....	59,9	31,5	8,6	45,8	49,3	4,9
1976.....	59,7	32,0	8,3	46,9	48,9	4,2
1977.....	60,2	31,3	8,5	51,9	43,3	4,8
1978.....	61,1	31,3	7,6	54,1	40,5	5,4
1979.....	60,9	31,1	8,0	54,3	37,9	7,8
1980.....	55,9	34,4	9,7	55,6	35,0	9,4
1981.....	58,8	29,5	11,7	64,8	28,3	6,9

Sources : K. Szymkiewicz - La planification du commerce extérieur - op. cit. tableau p. 31.

et Le Courrier des Pays de l'Est - mars 1982.

Ces modifications dans la dynamique et l'orientation du commerce extérieur ont, bien évidemment d'importantes conséquences en termes de balance des paiements. Alors que le commerce avec les pays à monnaie convertible présentait un solde excédentaire en 1970 et encore en 1971, le déficit apparu en 1972 s'accroît ensuite d'année en année jusqu'en 1975.

L'endettement à l'égard de l'Occident connaît inévitablement une véritable "explosion" (après s'être accru de 25% en 1972, il s'accroît de 86% en 1973, de 71% en 1974, de 58% en 1975...) (Cf tableau IV).

TABLEAU IV - Evolution de la dette et du commerce extérieur
Polonais en devises fortes. (en milliards de dollars)

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Exportation de marchandises et de services.....	2,3	2,6	3,4	5,1	5,7	6,1	6,8	7,4	8,4	10,1	
Importation de marchandises et de services.....	2,0	2,7	4,8	7,2	8,7	8,9	8,6	8,9	10,3	10,8	
Solde.....	+0,3	-0,1	-1,4	-2,1	-3,0	-2,8	-1,8	-1,5	-1,9	-0,7	
Dette en fin d'année (à moyen et long terme)...	1,2	1,5	2,8	4,8	7,6	11,2	14,3	16,9	20,7	23,5	25,5
Service de la dette (paiement du capital + intérêts).....	0,4	0,4	0,5	1,0	1,5	2,1	3,1	4,5	6,3	8,4	10,9
Ratio : Service de la dette par rapport aux exportations de marchandises et de services (en %).....	12,4	15,4	14,7	19,6	26,3	34,4	45,6	60,8	75,0	83,2	

Source : Le courrier des pays de l'Est - Juillet-Août 1981 et E. Zaleski art. cit. p.20.

Le déficit du commerce extérieur engendré par la politique d'Edward Gierek n'était pas considéré comme un problème tant par les dirigeants polonais que par les observateurs internationaux durant les premières années d'application du "modèle". Les prêts occidentaux devaient être remboursés non seulement par le charbon et d'autres matières premières dont la Pologne est riche mais aussi, à mesure que la technologie occidentale serait assimilée par des exportations accrues de produits manufacturés (biens de consommation industriels et biens d'équipement) et de viande que l'agriculture en voie de socialisation et de modernisation rapide devait permettre de produire abondamment. Autre facteur d'optimisme : la faiblesse des rémunérations salariales comparativement aux pays occidentaux industrialisés pouvait constituer un atout, alors que le pays se dotait d'une technologie avancée, pour l'intégration à la division internationale du travail.

La Pologne n'était-elle donc pas appelée à devenir une Corée du Sud ou un Hong-Kong socialiste ? L'illusion pouvait se perpétuer encore durant la récession de 1974-75 : les termes de l'échange avec les pays occidentaux s'amélioreraient de 9,5% en 1974 et de 5,1% en 1975 ; les ventes de la Pologne de l'ouest progressaient de plus de 30% en 1974, cependant que celles des autres pays socialistes (URSS non comprise) chutaient d'environ 9% (*).

En réalité, de nombreux signes inquiétants sont apparus dès la fin du quinquennat 1971-1975. Ils sont à l'origine des premières tentatives d'inflexion de la politique économique en 1976. Notons en particulier que :

- l'appareil commercial polonais, habitué au commerce avec les pays socialistes (exécution de contrats inter-gouvernementaux) s'avérait peu efficace pour promouvoir les produits polonais sur les marchés occidentaux. Les réseaux de vente organisés étaient insuffisants. En outre, la qualité et la solidité des produits manufacturés polonais étaient souvent jugées insuffisantes au regard des critères occidentaux.

- la capacité d'exportation de la Pologne apparaissait beaucoup moins importante que prévu. Cela résultait, d'une part, du gaspillage et des retards dans la mise en oeuvre des nouvelles capacités de production, (**) d'autre part, de la demande très forte de la population polonaise pour les biens de consommation. Les salaires nominaux s'accroissant rapidement, il semblait possible de réaliser les aspirations concernant l'accession à un mode de consommation de type occidental (aspirations confortées par l'appareil de propagande). De fait, faute d'un accroissement suffisamment rapide de la productivité et donc de la production, les crédits occidentaux finançaient non seulement des investissements mais aussi - de plus en plus - la consommation des Polonais (***). Un exemple typique (parmi d'autres) est celui de la production de viande : la priorité donnée à cette production après 1970 devait permettre de répondre aux besoins de la population et, en même temps, grâce à une amélioration importante de la productivité agricole, d'accroître le surplus exportable pour compenser les importations accrues, en particulier de céréales et de soja.

(*) Cf - A. TIRASPOLSKI. "Les termes de l'échange des pays de l'Est de 1970 à 1977 - Le courrier des Pays de l'Est, n° 218 - Mai 1978
- La lettre du C.E.P.I.I. - "La Pologne d'une crise à l'autre". - Octobre 1980.

(**) Le non respect des délais de construction et des devis a souvent ^{été} dénoncé par les auteurs polonais. Cf en particulier W. KUCZYNSKI. op. cit. Il faut souligner que les retards dans la mise en oeuvre des capacités de production rendaient impossible l'offre des produits nouveaux dans les délais prévus par les calendriers de remboursement des emprunts.

(***) On a calculé qu'au cours des années 70, 66% des crédits ont été consacrés à l'achat de matériaux, 14% aux céréales et 20% seulement à l'acquisition de machines. - Cf E. Zaleski - art. cit. p. 14.

Dans la pratique la balance agro-alimentaire, négative depuis 1970 s'est dégradée régulièrement, d'une part, parce que les importations ont été plus importantes que prévu, la base fourragère nationale n'ayant pas suivi la production animale ; d'autre part, parce que la pression croissante de la demande intérieure tendait à limiter à un même niveau le surplus exportable d'une production dont l'accroissement aurait dû être bien plus important au regard des moyens mis en oeuvre (*).

- Dès la fin de 1975, l'endettement à moyen et long terme en devises convertibles atteignait 7,6 milliards de dollars, soit un tiers de plus que les exportations de biens et services vers les pays non socialistes (Cf tableau IV). En ce qui concerne le service de la dette (remboursement du capital + intérêts) celui-ci atteignait alors 26,3% de la valeur des exportations de biens et services vers les pays non socialistes. Rapporté aux exportations de marchandises (uniquement) vers ces pays, le service de la dette dépassait même 30% (**), taux considéré jusque là par les prêteurs occidentaux comme un maximum à ne pas dépasser.

A ces signes inquiétants, s'est ajoutée la crise économique en Occident qui, avec le retour de certaines formes de protectionnisme et l'exacerbation de la concurrence a tendu à limiter les perspectives d'exportation (surtout à partir de 1975).

Il était déjà certainement trop tard, quand à partir de 1976, les dirigeants polonais ont tenté d'infléchir leur politique dans le sens de l'austérité. Au déséquilibre externe (endettement excessif, déficit du commerce extérieur) s'ajoutait un déséquilibre interne lui aussi de plus en plus préoccupant : l'offre de biens de consommation, à des prix relativement stables dans les magasins d'Etat, n'avait pas suivi la hausse des salaires nominaux. Certes, une partie de l'inflation potentielle était réalisée sur le marché libre et dans l'"économie parallèle" mais l'épargne forcée était considérable. Les dépôts dans les caisses d'épargne étaient passés de 103 milliards de zlotys en 1970 à 303 milliards de zlotys en 1975. Ils avaient ainsi presque triplé (***) .

(*) Cf Alain POULIQUEN. "Crise de la politique agricole polonaise" - Economie rurale - n° 139 sept-oct. 1980.

(**) Le ratio : exportations de marchandises vers les pays non socialistes sur le service de la dette à court, moyen et long terme évolue de la façon suivante : 32% en 1975, 41% en 1976, 55% en 1977, 76% en 1978, 94% en 1979 et 101% en 1980. Cf Zycie Gospodarcze - 1er novembre 1980, et le Courrier des pays de l'Est - octobre 1981 - p. 69

(***) Cf Wilhelm Jampel - "L'économie polonaise en crise". Le courrier des pays de l'Est - Mars 1980.

2. De la "manoeuvre économique" à la déroute.

C'est à réduire le double déséquilibre interne et externe que visait l'inflexion de la politique macro-économique en 1976. Il fut décidé, à la fois, d'accentuer la remise en cause de l'ambitieux programme d'investissement (on avait dès 1975 rayé des plans, les objectifs non encore commencés), ceci afin de limiter les importations, et, de mettre en oeuvre une politique d'austérité pour accroître le surplus exportable. De fait on arrêta certains chantiers en cours, tout d'abord parmi ceux dont le cycle d'investissement était le plus long puis parmi ceux dont le cycle d'investissement était supérieur à un an et demi (*). Cela explique le recul des investissements en 1976 (-0,3% pour les investissements bruts et -2,1% pour les seuls investissements productifs - Cf tableau V). En ce qui concerne la mise en oeuvre de la politique d'austérité cela fut par contre un véritable fiasco. Le pouvoir fut obligé de reculer après avoir voulu augmenter les prix de certains produits alimentaires en Juin 1976 (**). Incapable d'imposer des mesures impopulaires - parce que trop isolé - il voyait donc sa marge de manoeuvre d'autant plus réduite pour accroître les exportations. En outre, il était contraint à continuer de subventionner massivement les biens de consommation.

C'est dans ce contexte que fut adopté au comité central de décembre 1976 la nouvelle politique intitulée "nouvelle manoeuvre économique". Celle-ci affirmait la nécessité de réduire et de rationaliser les importations en provenance des pays occidentaux, de privilégier les investissements dans l'énergie, les transports et les industries servant aux exportations. Des efforts particuliers devaient être faits pour accroître le surplus exportable particulièrement dans l'agriculture. L'importance des stimulants économiques devait également être renforcée. La "nouvelle manoeuvre économique" - qui trouva son expression dans le plan modifié 1976-1980 - fut en fait aussi tardive que périlleuse.

(*) Cf E. Zaleski - art. cit. p. 19

(**) Les augmentations ont été annulées au bout de 24 heures pour arrêter les émeutes d'URSUS, de RADOM et de PLOCK qui auraient fait malgré tout, 2 morts, quelques dizaines de blessés, 861 inculpés, 703 condamnés, d'après KRZYSZTOF POMIAN - "Miracle en Pologne ?" - Le débat - n° 9 - février 1981.

TABLEAU V - Evolution de l'économie polonaise au cours de
la période 1975 - 1er semestre 1982.

(en % par rapport à l'année précédente - prix constants)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (a 1er sem.)
Production nationale nette (optique de la production)	9,0	6,8	5,0	3,0	-2,0	-4,0	-13	
Production industrielle vendue	10,9	9,3	6,9	4,9	2,8	-1,3	-12,6	-7,8(b)
Investissements	15,3	-0,3	3,3	-4,1	-8,2	-10,5	-25(c)	-28(c)
dont Investissements pro- ductifs	18,8	-2,1	0,9	-8,9	-14,0			
Production agricole	-2,1	-1,1	1,4	4,1	-1,4	-9,6	+4,1	-5(d)
dont : - végétale	-3,0	5,0	-7,2	5,4	-3,8	-15,2	+20,3	
- animale	-1,0	-8,7	13,7	2,6	-1,4	-3,3	-12,5	
Importations	5,0	10,3	0,4	1,5	-1,2	-2,8	-20,2	-20,9(e)
Exportations	8,3	5,4	8,8	5,7	6,8	-4,3	-20,2	+0,9(e)
Salaires réels	8,5	3,9	2,3	-2,7	1,8	1,0	0,2	
Coût de la vie	3,0	4,7	4,9	8,7	6,7	10,0	25,0	103,9

Sources : Le Courrier des Pays de l'Est, mars 1980,
avril 1981, avril et octobre 1982,
et E. Zaleski, art. cit, p. 38-39.

(a) en % par rapport au 1er semestre 1981

b) Production industrielle vendue par le secteur socialisé.

Selon le Financial Times du 16 septembre 1982 la production industrielle
des 8 premiers mois de 1982 serait en baisse de 6,2% par rapport aux 8 pre-
miers mois de 1981.

(c) Investissements dans le secteur socialisé.

(d) Achats de produits agricoles (prix constants)

(e) Importations et exportations à prix courants. Les importations en prove-
nance des pays socialistes se seraient accrues de 0,2% au premier semestre
1982 par rapport au 1er semestre 1981. En ce qui concerne les importations
en provenance des autres pays elles auraient baissé de 42,3%. Les chiffres
correspondants pour les exportations sont +12,7% et -9,6%.
Cf C.P.E. octobre 1982.

Les premières victimes de la "nouvelle manoeuvre économique" furent, en 1977, les importations en provenance de l'Occident. Celles-ci baissèrent alors de plus de 10% en volume (Cf tableau II). Le recul fut particulièrement sensible pour les importations de matières premières, matériaux et pièces détachées nécessaires à la production. A l'origine de cette évolution qui eut des conséquences désastreuses il faut voir plusieurs raisons : - tout d'abord, la nature de la "nouvelle manoeuvre économique". Bien que celle-ci admit le gel de nombreux investissements (*), elle préconisait la poursuite des investissements dans les secteurs stratégiques (énergie, transports) et contribuant aux exportations. Cela explique (avec l'inertie de l'appareil bureaucratique dans l'application de la nouvelle politique de rationalisation) la reprise de la croissance des investissements en 1977 (+3,3% pour les investissements bruts et +0,9% pour les seuls investissements productifs - Cf tableau V) mais aussi... la difficulté de comprimer les importations nécessaires à la poursuite de ces investissements. - Dans ces conditions, il est logique que la compression des importations en provenance d'Occident, rendue impérative par l'accroissement rapide du service de la dette et la progression insuffisante des exportations portât pour une part importante sur les importations de matières premières, matériaux et pièces détachées nécessaires au bon fonctionnement de l'économie polonaise mais jugés moins prioritaires ; - Le phénomène fut certainement accentué en outre par la structure de la dette polonaise : une part importante du financement à crédit des importations portait sur les importations de matières premières et de semi-produits (**). Les crédits pour ce type d'importation devaient nécessairement devenir plus difficiles à obtenir. Par ailleurs, leur poids dans le service de la dette était beaucoup plus immédiat : leur durée n'excède pas en effet, généralement 2 à 3 ans (tout comme pour les achats de céréales et de fourrage) (***) .

La réduction brutale des approvisionnements engendra de graves perturbations dans de nombreux secteurs, particulièrement dans les secteurs du ciment, de la métallurgie, des matières plastiques, des engrais et des produits pharmaceutiques.

(*) A la fin de 1975, le capital gelé dans les constructions non terminées, s'élevait aux 2/3 du produit matériel net (Zycie gospodarcze, 10 décembre 1980 - Cf I. Grosfeld et A. Smolar art. cit. Revue d'économie politique n° 5, 1981).

(**) Cf note (**) p. 17.

(***) Cf E. Zaleski art. cit. p. 19.

Les responsables perdirent le contrôle de l'économie. Comme le note Richard PORTES, un "multiplicateur des goulets d'étranglement", né des restrictions administratives sur les importations s'est alors développé : "les pénuries d'inputs entravent la production, ce qui diminue les produits disponibles pour la consommation intérieure et l'exportation et accentue, en conséquence, les déséquilibres internes et externes". (*)

L'évolution vers la crise et donc la déroute de l'équipe Gierak était dès lors inéluctable. Le jeu du "multiplicateur de goulets d'étranglement" interdisait tout véritable redressement du côté des exportations alors que cela était de plus en plus indispensable pour faire face à une augmentation dramatique du service de la dette.

Alors qu'en 1977 le niveau de ce dernier était équivalent à près de la moitié du montant des exportations de marchandises et de services vers les pays à monnaie convertible, le même ratio était des trois quarts en 1979. En conséquence, selon les estimations, pour chaque dollar emprunté de 1976 à 1979, 85 % du montant étaient destinés au service de la dette et non à se procurer des biens pour accroître le potentiel économique du pays. (**)

La baisse des salaires réels de 2,7 % en 1978 (chiffres officiels) fut une contribution bien modeste au dégagement d'un surplus pour l'exportation alors que des perturbations de tous ordres secouaient l'appareil productif. La nécessité à tout prix de dégager ce surplus conduisait parfois à retirer de l'industrie nationale des matières premières dont elle avait besoin.

La situation était aggravée, en outre, par les mauvais résultats de l'agriculture. La production végétale n'augmentait plus depuis 1975. Une mauvaise série climatique ne saurait évidemment expliquer à elle seule un tel résultat. La politique agricole de collectivisation rampante depuis 1973-1974 décourageait les exploitants individuels (environ 75 % des terres exploitables) alors que les efforts importants d'investissement et de bonification des terres sur les exploitations collectives s'avéraient peu rentables. En conséquence, la production de viande et de lait nécessitait des importations de plus en plus massives de céréales et de fourrages riches en protéines. Celles-ci se sont élevées à 8,5 millions de tonnes en 1979 (***)

(*) Cf R. Portes, "les racines économiques de la crise" - le débat - Juin 1981 n° 13.

(**) Cf A. Tiraspolski "la dette polonaise à l'égard de l'Occident". Le courrier des pays de l'Est - Septembre 1980.

(***) Les céréales et autres produits agricoles comptent pour environ 75 % dans les importations en provenance des Etats-Unis, le troisième fournisseur occidental de la Pologne.

Alors que les investissements étaient déjà en chute libre (-4,1 % en 1978 et - 8,2 % en 1979 dont respectivement - 8,9 % et - 14 % pour les seuls investissements productifs) la baisse du revenu national (- 2 %) en 1979, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale marquait le début d'une dépression catastrophique.

La faillite de la politique de Gierek était déjà une réalité quand a commencé, début juillet 1980, l'agitation ouvrière qui conduisit aux accords de Gdansk. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les premières grèves furent une riposte à une tentative du gouvernement d'accroître le prix de la viande... (*)

II - La crise et ses enjeux

1. La nature de la crise

Les chiffres du tableau V permettent de prendre la mesure de la dégringolade que la Pologne a connue au cours des dernières années. Les chiffres dont nous disposons pour 1982 montrent que la chute est maintenant en nette décélération. Ils permettent même de penser que le fond de la dépression pourrait être atteint à la fin de l'année. Celle-ci aura donc été d'une extraordinaire sévérité qui va bien au-delà de ce que laissait prévoir la faillite inévitable de la politique conduite par Edward Gierek au cours des années 1970. Certes, la résorption des déséquilibres accumulés, le niveau déraisonnable de l'endettement rendaient nécessaire un recul important des investissements et du niveau de vie des Polonais. De même, après les grèves de juin 1976 et la nouvelle fuite en avant du pouvoir sur la question de l'austérité, il apparaissait tout à fait probable que celui-ci fût obligé, un jour, de se débarrasser de quelques responsables de premier plan comme en 1956 et en 1970 sous la pression populaire, histoire de mieux faire avaler la pilule des sacrifices nécessaires. Mais il demeure que la Pologne a connu à partir d'août 1980 des événements politiques considérables qui paraissaient jusqu'alors invraisemblables. Ceux-ci ont grandement contribué à accentuer la dépression économique.

Pour qui connaît un minimum l'histoire de l'Union Soviétique et des pays socialistes, il est incontestable que la signature des accords entre le

(*) En fait par une voie détournée puisque la tactique gouvernementale consistait à accroître de 14,2 % à 20 % la part de la viande vendue par le réseau dit "commercial" (où les prix étaient de 50 % à 100% plus chers) Cf Le Monde 5 Juillet 1980 .

M.K.S. (Comité de grève inter-entreprises) et les plénipotentiaires du gouvernement aux chantiers navals du Gdansk le 31 août 1980, fut un évènement extraordinaire. Krzysztof Pomian évoque même le miracle qu'il définit, non seulement comme "quelque chose d'insolite dépassant l'espoir même et la capacité de s'étonner, mais carrément (comme) un évènement contre nature - en l'occurrence, contre la nature d'un régime de type soviétique" (*). Cela ne signifie pas qu'un tel évènement ne puisse être expliqué logiquement, ou que, considérant la nature des contradictions de la société polonaise, l'isolement du pouvoir et le contexte international, il n'ait pu être jugé possible mais il faut bien reconnaître qu'il était difficile de lui donner beaucoup de chances de se réaliser. Laissons poursuivre le même auteur sur ce thème : "Il (l'évènement des accords de Gdansk) était aussi réel qu'un évènement peut l'être et cette réalité, je ne la mettais pas en doute. Simplement et bien qu'une semaine plus tôt j'eusse affirmé qu'un compromis restait possible. Je ne parvenais pas à l'assimiler, à l'intégrer dans ce que je sais de mon pays et de ses institutions" (**).

Le rôle joué par un tel évènement et par des évènements aussi importants que la légalisation de Solidarité (10 novembre 1981), les graves incidents de Bydgoszcz (19 mars 1982) (***) qui conduisirent le pays à deux doigts de la grève générale ou encore la légalisation d'un syndicat indépendant pour les agriculteurs individuels (NSZZRI - Solidarité) (le 11 mai 1981) ne sauraient être sous-estimés dans l'évolution du phénomène dépressif et de ce que l'on appelle de façon générale, la crise polonaise.

Cette crise par son ampleur et ses enjeux est évidemment un phénomène sans précédent dans les économies socialistes. Elle possède, en réalité plusieurs aspects qu'il nous apparaît important de préciser. Elle se présente, en premier lieu, comme un moyen de régulation d'un système en proie à d'importants déséquilibres pour avoir abusé d'une politique économique aussi séduisante qu'inadaptée. Plus fondamentalement, nous considérons que le système économique et social polonais connaît une crise structurelle qui explique tant, l'échec de la politique de Gierak que l'ampleur de la dépression et des remises

(*) Cf Krzysztof Pomian - art. Cit. Le débat n° 9 - février 1981.

(**) ibid.

(***) Des dirigeants locaux de Solidarité furent sévèrement battus par des fonctionnaires de la police politique et des miliciens dans l'immeuble de la préfecture de Bydgoszcz alors qu'ils venaient d'y participer à une réunion du Conseil régional avec un vice-premier ministre.

en cause qui se sont manifestées. Les structures et les mécanismes régulateurs du système apparaissent de plus en plus inadaptés pour promouvoir le développement et répondre aux aspirations des Polonais.

Un moyen de régulation du système.

Remarquons, tout d'abord, que les causes et le caractère cumulatif de la dépression permettent de faire certains rapprochements avec les crises de régulation que connaît le capitalisme : toute crise de ce type est précédée par une phase d'accumulation et de croissance dont la dynamique est associée à des anticipations excessivement optimistes par rapport à l'évolution de la rentabilité réelle. Le crédit joue à ce niveau un rôle très important. Il stimule l'expansion, alimente les projets les plus ambitieux tout en voilant les conditions réelles de production et de réalisation. En d'autres termes, toute crise de régulation est précédée par un phénomène de sur-accumulation. Elle apparaît comme une rupture inévitable. L'histoire des économies capitalistes montre que le processus cumulatif de dépression (*) qui s'enclenche alors, a objectivement une fonction régulatrice du système. La résorption des déséquilibres accumulés s'effectue par la crise (d'où le concept de crise de régulation).

Dans le cas polonais également, le crédit (en l'occurrence, occidental) a, comme nous l'avons montré, donné corps à des anticipations excessivement optimistes. La facilité à l'obtenir, les résultats "euphoriques" des premières années ont considérablement masqué l'évolution des conditions réelles du développement, et les déséquilibres dont ce dernier était porteur. Le calendrier de remboursement des emprunts et les objectifs d'exportation sont apparus incompatibles avec les délais réels de mise en oeuvre des nouvelles capacités de production, avec l'accroissement insuffisant de la productivité et avec la progression trop rapide de la demande finale. De même, l'explosion de l'investissement, sa rentabilité très inférieure à celle qui était espérée permettent de parler d'un phénomène de sur-accumulation. En ce qui concerne la fonction de la dépression du point de vue de la régulation du système, notons que l'ampleur de la fuite en avant fut telle, que la résorption du déséquilibre extérieur, devait nécessairement, en l'absence de réforme profonde, passer par un recul important de l'investissement et du niveau de vie de la population.

(*) Il faut noter que pour caractériser le recul plus ou moins périodique des indicateurs de production dans les économies occidentales, depuis la seconde guerre mondiale, on parle plutôt de "récessions". Il n'y a pas de différence de nature avec le concept de "dépression". Ce dernier évoque toutefois un phénomène plus brutal et d'une plus grande gravité.

La comparaison ne doit pas, toutefois, être poussée exagérément. Si nous pouvons considérer que la crise polonaise possède un aspect "crise de régulation", il importe d'en souligner l'originalité par rapport aux phénomènes rencontrés dans les économies capitalistes. Il faut noter, en premier lieu, l'importance particulière de la contrainte extérieure dans le cas polonais. La dépression n'est ni l'effet d'une crise financière contraignant les entreprises à vendre à tout prix pour se procurer des liquidités, ni l'effet d'une adaptation à une mévente ou à des anticipations pessimistes quant à l'évolution des débouchés, du taux d'intérêt et de la rentabilité. C'est le resserrement de la contrainte extérieure après son relâchement durant la phase de croissance accélérée des premières années de la période Gierek qui est à l'origine du déclenchement de la crise. Le rôle de cette contrainte s'explique par le fait que c'est l'"entreprise Pologne S.A." (*), c'est-à-dire l'Etat polonais qui s'est endetté de façon déraisonnable auprès de l'Occident. Les principaux moyens de production appartenant à l'Etat, il n'y a pas eu, par ailleurs de problème de solvabilité au plan micro-économique (et donc de faillites). C'est seulement au niveau de la balance des paiements que ce problème s'est trouvé posé.

L'originalité du processus cumulatif de la dépression polonaise doit également être soulignée. Ce n'est pas l'insuffisance de la demande que provoqua les réactions en chaîne. Il n'y a pas eu sur-production entraînant une contraction de l'offre qui à son tour (par les fermetures d'entreprises, les licenciements) eut entraîné une nouvelle insuffisance de la demande. La crise ayant été provoquée par une réduction administrative du volume des importations en provenance de l'Occident, c'est l'insuffisance de l'offre (au plan interne) qui fut à la base du processus cumulatif de la dépression. La dépendance de l'économie polonaise vis à vis des importations, le manque de souplesse des structures de production expliquent le développement du "multiplicateur de goulets d'étranglement".

L'évolution au cours de la dépression des déséquilibres antérieurement accumulés est également un phénomène remarquable. Ceux-ci ont eu tendance à s'amplifier dans un premier temps. L'inversion de cette tendance devait nécessairement coïncider avec une brutale accentuation de la dépression. Cela a eu lieu dès lors qu'il n'y avait plus moyen de faire autrement (cessation de paiements pour le déséquilibre extérieur à partir du printemps 1981) ou que le mouvement social n'avait plus les moyens de s'y opposer (février 1982 avec les premières hausses de prix des biens de première nécessité pour le déséquilibre intérieur entre la valeur des biens offerts et les revenus nominaux).

(*) L'expression nous est inspirée par Alec Nove
Cf L'économie soviétique - Economica 1981.

Les raisons de la tendance à l'amplification du déséquilibre extérieur (qui peut être mesuré par le besoin de financement du déficit commercial et du service de la dette) ont déjà été en partie exposées : le rythme insuffisant de l'accroissement de la capacité d'exportation était incompatible avec le calendrier de remboursement des emprunts. Cela s'explique par les retards dans la mise en oeuvre des nouvelles capacités de production, l'insuffisance de la productivité et le niveau trop élevé de la consommation intérieure. L'amplification du déséquilibre extérieur est également le résultat du processus cumulatif de la dépression : la compression des importations en provenance de l'Occident, et le recul de l'investissement tendaient à réduire la capacité d'exportation. Cela imposait en retour de nouvelles restrictions pour les importations et de nouvelles coupes sombres dans le programme d'investissements. Ce n'est qu'en 1981 que fut enfin interrompue la tendance "explosive" du déséquilibre extérieur. Mais ce fut au prix fort : une contraction brutale des importations et donc une nouvelle accentuation de la dépression. Le pays ne pouvant plus obtenir de nouveaux prêts et donc s'acquitter du service de la dette, la capacité d'importation devint limitée par la capacité d'exportation dans le commerce avec l'Occident. La balance commerciale fut ainsi équilibrée avec les pays non socialistes en 1981, la résorption du déficit étant permise par une réduction encore plus draconienne des importations que des exportations (le déficit vis à vis des pays socialistes par contre, doubla par rapport à son niveau de 1980). (*)

En ce qui concerne l'amplification du déséquilibre intérieur entre les encaisses monétaires des ménages et la valeur des biens disponibles sur le marché (écart inflationniste), celui-ci s'explique bien évidemment, par les blocages socio-politiques propres à la société polonaise. Après le recul sur la hausse des prix en juin 1976 le pouvoir fut obligé d'accorder d'importantes augmentations de salaires conformément aux accords signés dans la foulée de ceux de Gdansk. La hausse des salaires nominaux fut ainsi de l'ordre de 11 % en 1980 et 25 % en 1981. Cela permit (officiellement) de maintenir le niveau de vie (déduction faite de la hausse des prix). En réalité, la production étant en chute libre, les queues s'allongèrent. Il fallut recourir aux tickets de rationnement, à partir du printemps de 1981, dans un souci d'équité.

(*) Cf Tableau II et le Courrier des Pays de l'Est - Mars 1982 - p. 34.
 En ce qui concerne les résultats du premier semestre 1982, on constate une réduction très nette du déficit vis à vis des pays socialistes et un excédent non négligeable vis à vis des pays non socialistes. Cela, au prix d'une réduction importante des échanges avec ces derniers.
 Cf Note (e) Tableau V et le Courrier des Pays de l'Est - Octobre 1982.

On estimait ainsi, à la veille de l'état de siège qu'environ le tiers des revenus ne trouvait pas de contrepartie dans les biens et services disponibles sur le marché. 1982, marquera dans ce processus un tournant décisif : la hausse des prix est officiellement supérieure à 100 % pour le premier semestre de l'année par rapport au premier semestre 1981 (Cf Tableau V) et la baisse du niveau de vie devrait être de l'ordre du tiers. Le déséquilibre est-il pour autant totalement résorbé? Il est difficile de le dire tant l'évaluation des encaisses monétaires des ménages tout comme celle des revenus de la "seconde économie" sont incertaines. Ce qui est sûr c'est que les hausses de prix se poursuivent. De nouvelles hausses sont prévues pour les prochaines années (*).

L'accentuation de la dépression depuis le printemps de 1981 apparaît donc comme le prix à payer pour une fuite en avant qui aura duré très longtemps, y compris dans la première phase du processus dépressif. La tendance à la résorption des déséquilibres devrait toutefois créer maintenant les conditions (à un niveau très bas) pour une reprise sensible de l'activité économique. Cela suppose évidemment que la Pologne n'ait pas à s'acquitter du service de sa dette -ce qui se passe de fait-, mais sur ce point il est permis de penser qu'une solution avantageuse pour la Pologne sera trouvée (**). Cela ne règle pas le problème à moyen terme (deuxième moitié des années 80) mais devrait permettre, dans l'immédiat de sortir de la dépression.

Ainsi, la crise polonaise, sous son aspect "crise de régulation" connaît apparemment ses derniers développements. Elle demeure toutefois dans sa dimension de crise structurelle. Cela pèsera considérablement tant sur le rythme de la croissance qui devrait se manifester au cours des prochaines années que sur les conditions socio-politiques de celle-ci.

(*) Ainsi le document de la commission de planification intitulé "Différentes variantes pour le plan de trois ans 1983-1985 et les lignes directives pour les années 1986-1990" approuvé au Conseil des Ministres du 2 août 1982 prévoit que la hausse des prix devrait être "inférieure à" 25 % en 1983 et 10 % en 1985.
Cf Trybuna Ludu - 16 Août 1982.

(**) Le service de la dette totalise 7,9 milliards de dollars en 1982 (2,7 milliards de capital et 800 millions d'intérêts pour la dette garantie, 2,4 milliards de capital et 2 milliards d'intérêts pour la dette non garantie). Malgré les difficultés causées par l'état de siège, il est possible que des accords sur le rééchelonnement de la dette échue cette année interviennent au cours des prochains mois, au moins avec les banques commerciales. Un délai de grâce de 4 ans pourrait être accordé comme dans les accords signés sur le rééchelonnement de la majeure partie de la dette échue en 1981. En ce qui concerne le montant de la dette brute de la Pologne, elle aurait atteint 25,5 milliards de dollars à la fin de 1981 dont 2,4 milliards dus à l'Union Soviétique. Les réserves extérieures auprès des banques occidentales seraient de 550 millions de dollars.
Cf Le Courrier des Pays de l'Est - Sept. 82.

Une crise structurelle.

Par crise structurelle d'un système économique et social on entend un phénomène de rupture, non plus conjoncturel, rendu inévitable par l'accumulation de déséquilibres mais, un phénomène beaucoup plus durable, qui concerne les structures mêmes du système, sa capacité à promouvoir le développement des forces productives et à gérer les conflits et les aspirations dont la société est porteuse. La rupture par rapport à l'évolution antérieure est nécessairement beaucoup plus progressive. Son appréciation bien que pouvant être appréhendée, en partie, à l'aide de différents indicateurs économiques fait nécessairement intervenir des facteurs d'ordre plus "qualitatifs", socio-politiques, culturels. Il nous apparaît évident que la Pologne connaît une crise de ce type. La remise en cause du système par l'existence d'un syndicat de masse indépendant du pouvoir a bien sûr été alimenté en partie par la dépression, mais elle procède fondamentalement de cette crise.

Une réflexion approfondie sur l'existence d'une crise structurelle en Pologne à partir d'indicateurs de croissance, de productivité et (parmi d'autres) d'efficacité des investissements nécessiterait de longs développements. Cela dépasse évidemment l'objet de cette contribution. L'analyse de la politique économique conduite au cours des années 70 et des conditions dans lesquelles elle a été appliquée, nous permet toutefois de penser que la crise structurelle du système économique et social polonais n'a pas été déclenchée par l'échec de cette politique économique. C'est plutôt parce qu'une telle crise était à l'oeuvre (ou ses prémices) qu'une politique économique de fuite en avant face aux difficultés est apparue et que son échec devait être aussi catastrophique.

La crise structurelle du système économique et social polonais se manifeste, à notre avis, avant tout, à travers deux phénomènes : - d'une part, l'incapacité à promouvoir un développement économique à un autre rythme que ralenti ; - d'autre part, la tendance de la société polonaise à s'émanciper du contrôle que l'Etat exerce sur elle (et qu'il doit exercer pour que le système fonctionne "normalement").

Le premier phénomène fait référence aux limites du développement à dominante extensive. Celui-ci a, incontestablement, donné, dans les années 50 et 60, des résultats appréciables. Les taux de croissance enregistrés, même s'ils ne sont pas suffisamment fiables traduisent tout de même un développement important des capacités de production et des infrastructures du pays. Pour assurer une croissance rapide, le mode de développement à dominante extensive suppose toutefois une relative abondance de facteurs de production et la

possibilité de leur gaspillage (comparativement aux critères occidentaux, à niveau technologique comparable). Les limites d'un tel mode de développement étaient moins évidentes lorsqu'il s'agissait de construire la base industrielle du pays. Certes, cela se faisait au prix d'un accroissement lent du niveau de vie de la population mais le pouvoir pouvait toujours promettre une amélioration plus rapide dans l'avenir à mesure que le pays serait doté de l'infrastructure nécessaire. Or, il faut bien constater qu'à mesure que celle-ci se développait, l'industrialisation devenait plus coûteuse faute d'un accroissement suffisant de la productivité (*). A cela s'est ajoutée une tendance à une plus grande rareté relative de la force de travail, à l'élévation des coûts d'extraction et des prix à l'importation des matières premières et de l'énergie. Dans ces conditions, la poursuite de la croissance à un rythme rapide supposait le passage à une croissance intensive et la mise en oeuvre d'un cercle vertueux consommation-productivité. En réalité comme nous l'avons montré, le système est incapable d'une telle évolution pour des raisons qui tiennent à sa nature bureaucratique. Si l'illusion a pu exister au début des années 70 ce ne pouvait être que grâce au dopage à l'aide des crédits occidentaux. Plus dure devait être la chute.

En ce qui concerne la tendance de la société à s'émanciper du contrôle de l'Etat, cela est un phénomène tout à fait original dans les pays de l'Est. Il convient de mentionner toutefois le caractère spécifique des rapports société/Etat en Pologne. Cela résulte de la solution qui fut donnée à la crise politique de 1956. Faute d'avoir osé (ou pu) y imposer une solution militaire à la hongroise, les Soviétiques ont dû tolérer une entorse majeure à leur modèle étatique. La quasi totalité des coopératives agricoles furent dissoutes et l'église put recouvrer son indépendance et ses moyens militants.

(*) Un exemple typique est celui de l'industrialisation des exploitations agricoles d'Etat (phénomène général dans les économies socialistes depuis la fin des années 60). Il provoque, à cause de la faible productivité et du gaspillage général de machines et des équipements, une tendance à la hausse des coûts de production agricoles. On constate l'évolution inverse dans les pays occidentaux.

Cf A. POULIQUEN "La question des "transferts" dans le développement agricole en Europe de l'Est socialiste" - Economie rurale - Juillet-Août 1981. N° 144.

La capacité qu'ont eue les ouvriers polonais à imposer par la grève et les manifestations, l'annulation des hausses de prix et la chute de Gomulka en 1970 est certainement en partie l'héritage du rapport de force imposé en 1956. L'isolement du pouvoir d'Edward Gierek, dans un contexte économique marqué par une tendance à l'affaiblissement des potentialités du développement extensif explique la fuite en avant que constituait la politique économique mise en oeuvre au début des années 1970. Faute d'une réforme profonde des structures du système, cela contribua, avec la relative libéralisation que le pouvoir dut concéder, à une perte d'efficacité des mécanismes régulateurs. Les déficiences du système de gestion bureaucratiques eurent tendance à s'accroître. De fait, si l'Etat socialiste polonais, de nature totalitaire, n'a jamais eu les moyens de contrôle social de ses voisins, le phénomène a encore été accentué au cours des années 70.

La naissance de Solidarité, syndicat indépendant de 10 000 000 de membres à la suite des grèves de l'été 1980, constitua incontestablement un moment décisif dans cette évolution. Les nouvelles relations sociales qui s'instaurèrent dans les entreprises, les augmentations importantes de salaires, la paralysie de l'appareil politique central perturbèrent profondément les mécanismes régulateurs du système. La dépression entra dans une nouvelle phase plus accentuée. En même temps, alors que la géo-politique et les intérêts des responsables du "parti dirigeant" interdisaient toute réforme économique audacieuse et toute modification institutionnelle allant dans le sens de pluralisme, le pays se dirigeait inévitablement vers la dualité de pouvoir et l'affrontement dont cette dernière était porteuse. La remise en cause du pouvoir du POUN était de plus en plus inséparable de celle de l'Etat totalitaire et du système économique et social existant.

La crise structurelle prenait ainsi un aspect exacerbé à la veille du 13 décembre 1981. La révolution à laquelle peu de Polonais auraient osé croire quelques années plus tôt et dont ils crurent pouvoir faire l'économie après les accords de Gdansk et dans les premiers mois de la coexistence POUN-Solidarité, semblait à la fois de plus en plus indispensable, pour aller de l'avant, et possible.

2. Le WRON, ou comment sortir de la crise en conservant le système

Prenant l'initiative de l'affrontement, les dirigeants du POUN purent d'autant plus facilement s'imposer que leur contrôle sur l'armée et la police n'était pas atteint pour l'essentiel, que Solidarité malgré la consigne de grève générale n'était pas préparée et que la menace soviétique dissuadait les ouvriers polonais d'engager l'épreuve de force. Ajoutons qu'une partie non

négligeable de la population fatiguée par les pénuries, plus sensible à la propagande gouvernementale et peut être déçue par Solidarité qui, faute d'être associée au pouvoir, ne pouvait proposer que des solutions "négatives", aspirait de plus en plus à l'ordre incarné par l'armée. Ainsi, d'après un sondage effectué à l'automne 1981 par les services du syndicat à Varsovie, 26 % de la population soutenait les propositions de suspension du droit de grève avancées par le Comité Central du POUP. (*)

Le coup d'Etat visait d'abord à mettre un terme à la crise révolutionnaire et à la dualité de pouvoir. L'objectif immédiat, c'était la conservation du système.

Le coup porté au mouvement social permit en même temps de s'attaquer enfin à la résorption du déséquilibre intérieur et de mettre plus en adéquation les prix et les coûts de production. Le recul des relations économiques avec l'Occident et la faible productivité interdisaient évidemment tout rétablissement rapide sur le plan économique mais, après une nouvelle réduction importante de la production en 1982, les conditions devraient être enfin créées pour une sortie de la dépression.

A moyen terme, le maintien du système dépend de la capacité qu'auront les responsables polonais à mettre en oeuvre une réforme économique permettant une plus grande efficacité des structures économiques mais aussi à imposer la normalisation. Cela sera d'autant plus indispensable qu'il faudra dégager durablement un excédent commercial avec l'Occident pour s'acquitter du service de la dette. Une telle perspective paraît actuellement très improbable.

Une réforme économique incertaine

Notons, tout d'abord, que si l'état de siège est très répressif sur le plan politique, il ne signifie pas nécessairement le renoncement à certaines réformes économiques d'inspiration libérale proposées par de nombreux économistes proches du pouvoir au cours des années 1980-1981. La poursuite du débat économique, les points de vue échangés publiquement, comme certaines mesures prises depuis le coup d'Etat, pourraient le laisser penser. Il y a toutefois de nombreux obstacles à la mise en oeuvre d'une politique économique et de réformes cohérentes et réellement novatrices.

(*) Cf Tygodnik Solidarność n° 33 - 13 novembre 1981 et l'Alternative n° 14 - Janvier-Février 1982 - p. 5.

Quand on évoque la combinaison de la normalisation politique et de l'engagement dans des réformes économiques d'inspiration libérale (par rapport au modèle soviétique), on pense évidemment à la Hongrie. A l'opposé, la Tchécoslovaquie donne l'image d'une normalisation totale, économique et politique. Ces deux modèles polarisent inévitablement les réflexions et les positions des responsables politiques polonais. Bien que le modèle hongrois se soit imposé sur la base d'une répression qui fit plusieurs milliers de morts (dont plusieurs centaines d'opposants exécutés dont les familles ne savent toujours pas où se trouvent les tombes) et contraignit plus de 100 000 personnes à quitter le pays, il présente aujourd'hui, incontestablement, une image plus avenante que celle du modèle tchécoslovaque.

Le "kadarisme" est manifestement (*) (dans son acception la plus avantageuse) le modèle de nombreux économistes favorables à l'état de siège ou de dirigeants proches du général Jaruzelski comme le vice-premier ministre Mieczyslaw Rakowski. Ceux-ci n'en ont toutefois, pas réellement les moyens. Certes, le WRON a réussi à imposer des mesures impopulaires comme la hausse des prix des biens de première nécessité. Cela est nécessaire à un meilleur fonctionnement du mécanisme économique, mais il n'est pas sûr que l'assainissement ainsi provoqué offre la chance comme l'affirme le Professeur Czeslaw Bobrowski de préparer la base de la "libéralisation économique". (**)

Les projets de réforme économique présentés dans différentes commissions parmi lesquelles la "commission pour les affaires de la réforme économique" qui était présidée par le premier ministre furent nombreux de l'automne 1980 à l'instauration de l'état de siège, fin 1981. L'inefficacité du système économique avait suscité chez les économistes polonais une quasi unanimité sur le principe de sa réforme. De façon générale l'accent était mis sur l'autonomie des entreprises, la nécessité d'une meilleure prise en compte du marché, l'assouplissement de la tutelle exercée par l'Etat et l'introduction de certaines formes d'autogestion. Le congrès de Solidarité (du 5 au 10 septembre puis du 26 septembre au 10 octobre 1981) accorda également une place importante à la "réforme économique". Il vit s'affronter les thèses libérales de Stefan Kurowski, expert du syndicat, appuyé par les délégués de la K P N

(*) Du nom de Janos Kadar qui dirige la Hongrie depuis 1956. On peut l'opposer au "husakisme" du nom de Gustav Husak qui dirige la Tchécoslovaquie depuis 1968. Mentionnons tout de même qu'à la différence du général Jaruzelski, ils doivent, l'un et l'autre, leur poste aux chars soviétiques. Sur ce thème Cf en particulier Miklos Haraszti "Jaruzelski peut-il être Kadar ?" - L'Alternative n° 15 Mars-Avril 1982.

(**) Interview de Czeslaw Bobrowski à Zycie Gospodarcze, 11 Avril 1982, "Byc skuchanym od czasu do czasu" (Etre entendu de temps en temps).

(Confédération de la Pologne indépendante) qui pronaient le développement du secteur privé, l'extension du marché libre et même la suppression du monopole d'Etat du commerce extérieur, aux thèses (apparemment majoritaires bien que les thèses adoptées par le congrès soient un compromis) de Ryszard Bugaj qui bien que très critiques vis à vis du fonctionnement du système étaient plus conservatrices des structures socialistes (elles mettaient l'accent sur l'autogestion et le contrôle ouvrier dans le cadre de la propriété socialiste des moyens de production, elles refusaient la hausse de prix...) (*).

Alors que le projet de réforme publié le 18 Janvier 1981 avait opté pour sa mise en oeuvre sans attendre la restauration de l'équilibre économique, aucune avancée sérieuse ne fut réalisée en 1981 à cause de l'accentuation de la dépression et de la division des dirigeants du POUP. En définitive, faute de pouvoir appliquer la réforme, un système transitoire fut conçu pour 1982. Il ne devait pas s'appliquer au delà. Il comportait une répartition centralisée des ressources. L'ancien système de branches était abandonné au profit de programmes opérationnels dans les branches jugées prioritaires pour la consommation finale, l'investissement et la défense nationale. La liquidation des unions était également prévue. En dehors des secteurs privilégiés les choix ne devaient plus se faire par des ordres administratifs mais par le jeu des forces du marché. (**)

Cette orientation fut appliquée dans ses grandes lignes à la faveur de l'état de siège. Le pouvoir militaire a donné corps au projet des programmes opérationnels (qui sont au nombre de quatorze) (***). La militarisation de la force de travail dans certains secteurs (mines, transports, industries travaillant pour la défense nationale, chantiers navals depuis octobre 1982 ...) renforce encore l'aspect autoritaire et centralisateur du "système transitoire" conçu pour 1982. Certaines mesures prises depuis le coup d'Etat reprennent toutefois à leur compte les préoccupations réformistes des années 1980-81. Il convient de noter, en particulier, les neuf décrets sur "le fonctionnement du

(*) Cf J.Y. Touvais - "Le congrès de Solidarité" - L'Alternative novembre décembre 1981 - n° 13 et le programme de Solidarité - L'Alternative n° 14 Janvier-Février 1982.

(**) Cf E. Zaleski - Art. cit. p. 29.

(***) Cf la liste dans le Courrier des Pays de l'Est - Avril 1982. Ces programmes vont du "programme opérationnel des livraisons et de gestion des engrais et produits phytosanitaires" au "programme opérationnel de production, de livraisons et de services pour la défense et la sécurité du pays" en passant par le "programme opérationnel de vêtements, de confection et de la chaussure pour les enfants et les jeunes"...

nouveau mécanisme" qui ont pris force de lois les 26-27 février 1982. (*) L'accent est mis sur une meilleure prise en compte des mécanismes du marché. Cela apparaît nettement dans le décret sur les prix. Ces derniers, dont on a déjà mentionné l'importance de la hausse intervenue dès le 1er février, ne restent fixes que pour 35 % de l'ensemble des biens et services. Il s'agit toutefois des biens et services de base importants pour le coût de la vie et les coûts de production ainsi que des principaux produits agricoles collectés par l'Etat. Les autres ont un prix soit "réglé" (15 % des biens et services dont les prix sont établis par les entreprises mais contrôlés par l'administration) soit libres (50 % de l'ensemble des biens et services). L'inspiration libérale apparaît également dans le décret sur le commerce extérieur qui tend à donner plus de libertés aux entreprises dans ce domaine, et dans les décrets bancaires (qui prévoient la création de nouvelles banques et l'autonomie de la caisse d'épargne par rapport à la banque nationale d'Etat).

Ces progrès dans le sens de la "libéralisation économique" sont toutefois bien timides par rapport à la régression que constituent les programmes opérationnels et la militarisation.

De même, dans l'agriculture, les mesures positives (d'inspiration libérale) tendent à être compensées par les mesures contraignantes. Ainsi le relèvement des prix d'achat, l'emprunt céréalier remboursable en 1983-1984 au prix du moment, l'instauration du marché libre de la terre qui permet maintenant aux paysans de posséder jusqu'à 100 hectares (contre 20 précédemment) (**) apparaissent insuffisants pour contrebalancer les effets des menaces de réquisitions, l'envoi par le WRON de "groupes opérationnels", aux fonctions mal définies (inspection du matériel et des travaux, explication de la position du gouvernement...) et enfin la suspension de Solidarité rurale qui permettait à environ 3 millions de fermiers privés (70 % des terres arables, près de 80 % de la production agricole globale) de n'être plus isolés face au pouvoir.

De façon générale, l'état de siège et la militarisation imposent d'étroites limites aux progrès de la libéralisation économique. Ajoutons que l'offensive néo-stalinienne à l'intérieur du POUP que renforce la situation actuelle, la réorientation du commerce extérieur vers les pays socialistes (Cf tableau III), la désorganisation engendrée par la dépression n'incitent pas non plus dans l'immédiat, l'appareil du pouvoir à prendre des décisions audacieuses concernant la réforme des structures économiques.

(*) Cf E. Zaleski - Art. cit. p. 29.

(**) Cette mesure est reprise d'un accord passé avec Solidarité rurale avant le 13 décembre 1981.

Une normalisation impossible

Autant que la réforme économique, la normalisation est indispensable pour assurer la conservation à moyen terme du système. Dans l'immédiat, l'objectif du WRON est la destruction des principales barrières qui entravaient l'action du pouvoir. Toutes les organisations indépendantes sont menacées - y compris l'église que le gouvernement tente d'utiliser pour isoler la direction clandestine de Solidarité (*), son maintien en Pologne en tant qu'institution indépendante n'ayant jamais été considéré, dans la logique soviétique, que comme une concession tactique. L'objectif de la normalisation est de rendre le pouvoir plus efficace par l'atomisation des individus, leur organisation dans les seules structures contrôlées par l'Etat.

La normalisation, qui est une pièce maîtresse dans la mise en place du modèle "kadariste" dont rêvent certains dirigeants du POUP apparaît en fait irréalisable par les seules forces polonaises favorables à l'ordre soviétique. Ce n'est pas seulement l'esprit créé par les seize mois d'existence active de Solidarité qu'il faudrait briser, ce sont en fait l'expérience du peuple polonais depuis 1956 et les acquis des vingt cinq dernières années qu'il faudrait effacer. La réussite de la normalisation ne dépend pas, en outre, de la seule destruction des organisations indépendantes, il faut encore que la population se conduise conformément aux normes en vigueur quelle que soit l'opinion qu'elle porte sur le système. Les phénomènes d'opposition ne doivent plus être que des phénomènes de dissidence, c'est-à-dire marginaux. Il faut que la population atomisée n'ait plus d'espoir de changements. Il n'est pas nécessaire qu'elle adhère, il suffit qu'elle se résigne.

L'impossibilité de la normalisation dans les conditions actuelles, l'absence de véritable réforme des structures économiques font que la reprise de l'activité qui devrait maintenant se manifester ne pourra que demeurer fragile. Le maintien de l'agitation sociale, dans ce contexte, ne peut qu'accroître l'isolement du pouvoir et préparer le terrain à de nouveaux affrontements. Le système est donc encore très loin d'avoir surmonté sa crise structurelle. Il n'est pas sûr qu'il en soit capable. Les prochaines années seront certainement décisives.

(*) L'échec de la grève générale du 10 novembre 1982, largement dû à l'annonce que l'église "s'oppose fermement à cette initiative" (le Monde du 2 novembre 1982) et à l'accord sur la venue du pape (le 18 juin 1983 !), montre que cette tactique peut être payante pour le pouvoir.

Séance du 26 novembre 1982 à 4 h 30

LA CRISE DES PAYS SOCIALISTES. L'EXEMPLE AGRICOLE.

par Pierre TRAIMOND

Les termes de crise et d' économie ont traversé l' histoire de la Grèce antique à nos jours sans pratiquement cesser de faire partie du langage courant. La pratique journalistique montre que cela n'a pas suffi à les exclure du vocabulaire savant.

"H oikonomia" a deux sens en grec classique:

- direction d' une maison, administration des affaires
- organisation, ordonnance, distribution

"H krisis" possède une richesse sémantique plus grande:

- faculté de distinguer
- action de séparer, dissentiment, contestation
- action de décider, jugement, decision, issue, dénouement

Si on fait un saut de deux mille ans dans le temps, une crise désigne:

- un brusque changement au cours d' une maladie
- une période de manifestation aiguë d' une affection,
- par extension, une crise financière, une crise politique, une crise ministérielle.

Pour le "Petit Larousse", une crise économique est une rupture périodique d' équilibre entre la production et la consommation dont les conséquences sont le chômage, les faillites et un effondrement important des cours" (sic).

Qui dit crise, dit rupture par rapport à un état durable. Mais comment mesurer et déterminer la rupture?

Beaucoup d' observateurs estiment que l' agriculture soviétique est en crise, mais on peut se demander où commence la crise, si on admet que la situation de pénurie et de gaspillage ne date pas d' aujourd'hui. (I)

A ~~propos~~ ^{propos} ~~abord~~, cinq niveaux d' analyse permettent de situer une crise économique(2) et paraissent s' appliquer à l' économie soviétique:

1-Caractéristiques de la crise: J-Ch Asselain me paraît bien situer le problème en évoquant le chômage comme "cas-limite", et en insistant sur "la baisse absolue de la production". (3)

2-Localisation: il existe un espace de crise, qui atteint un ou plusieurs pays, systèmes ou secteurs.

3-Durée de la crise: les données spatio-temporelles sont décisives, un pays peut s'installer dans une crise dont la propagation se fait à une vitesse que l'on peut s'efforcer de mesurer, mais dont la sortie dépend non seulement de la politique économique mais aussi de "leads and lags".

4-Dysfonctionnements dans le processus accumulation-répartition

5-Représentation et méthodologie de la crise.

Si le concept de crise n'appartient pas en propre à la science économique, la question ne se pose pas moins de trouver des critères rigoureux pour apprécier une crise économique. Une des premières idées est de trouver des repérages, des indicateurs, des seuils de ruptures ou des normes significatifs, en donnant au dernier terme son sens le plus général et non pas celui admis dans la planification soviétique.

Est normal, ce qui est conforme à la règle (4), alors même que l'existence de cette règle ne serait connue que par l'expérience ou que la valeur a priori ne serait que présumée.

Est également normal, ce qui peut servir de modèle aux autres. En ce sens, Durkheim écrit, dans "les Règles de la méthode sociologique", "un fait social est normal pour un type social déterminé considéré à une phase déterminée de son développement, quand il se produit dans la moyenne des sociétés de cette espèce, considérées à la phase correspondante de leur évolution."

Le qualificatif de normatif paraît plus précis:

- qui constitue ou énonce une norme
- qui crée ou impose des normes (5)

Une norme représente :

- un modèle concret, un exemple, un type à imiter
- un principe servant de règle ou de loi

L'économiste s'est approprié ce terme au point que Pierre Detetien publie en 1943 "les Normes économiques". (6)

Dieterlen distingue la notion de norme de celle de loi et de celle d'institution¹.

Les institutions constituent les cadres à l'intérieur desquels jouent les lois et se produisent des phénomènes économiques.

Les normes économiques sont des rapports quantitatifs caractérisés par leur permanence, dont l'altération provoque des modifications des structures économiques. (7)

Partant de cette définition, j'essaye d'articuler ma réflexion sur trois idées :

- des normes économiques peuvent servir à mesurer une crise
- rationnement et gaspillage transgressent les normes de l'agriculture soviétique
- il existe bien une crise économique en Union Soviétique.

I- CRISE ET NORMES ECONOMIQUES

Partant de la définition et de l'analyse de Dieterlen, aux sources des normes économiques, on trouve :

- l'observation statistique
- la mesure du comportement des agents
- la mesure de la gestion de l'entreprise et de l'Etat

La notion de norme est au centre, enfin, de la politique économique qui procède de normalisations en normalisations.

A-L'observation statistique, source de normes économiques

La théorie des crises économiques a un caractère empirique non négligeable jusque dans sa conceptualisation. Comme on cherche avant tout des remèdes, on interroge les faits dans lesquels vont s'inscrire des normes.

¹ Tout mouvement économique est la résultante de deux ensembles de facteurs : d'un ensemble de facteurs qui provoquent ce mouvement, mais aussi d'un ensemble de facteurs qui freinent ce mouvement. Ce dernier ensemble n'est pas le moins important. En effet, tout mouvement économique se heurte nécessairement à des résistances. De ce que le mouvement existe, on est conduit à attacher plus d'importance aux phénomènes qui lui ont donné son impulsion qu'à ceux qui, inversement, ont limité cette impulsion.

De ce que les données économiques ne sont jamais immobiles, on est conduit à voir dans leur mobilité le trait essentiel de la vie économique ou, tout au moins, à s'exagérer cette mobilité. La représentation graphique des données statistiques accuse encore cette impression, surtout lorsque l'échelle à laquelle cette représentation est rapportée, n'a pas été rationnellement choisie. A cet égard, on ne saurait prêter trop d'attention à ce que représentent les variations par rapport à la masse totale appelée à les supporter." *voir Dieterlen (8)*

L' idée est de parvenir à interpréter des séries statistiques et des courbes représentatives caractéristiques, et dans une observation des séries temporelles, de dégager les phénomènes atypiques.

Un système économique dispose de données interprétables par l' analyse de système: les phénomènes d' entropie du système soviétique apparaissent à partir de défauts d' organisation, de manque d' information, de carences de distribution.

Pour citer un exemple bien connu évoqué par J-B Doumenc, sur une récolte de céréales, la déperdition due aux parasites et à de mauvaises conditions de stockage, est d' environ 8% en France, de 60% en Inde, de 33% en Union Soviétique.

Je n' insisterai pas sur ces problèmes de mesure qui apparaissent dans les préoccupations de la totalité des membres de notre groupe de recherche.

B-"La notion de norme est inscrite dans le comportement des individus"
(Pierre Dieterlen).

Instincts, habitudes, engagements implicites ou pas, mettent en présence des relations d' antagonismes et de coopération. Toute société a ses normes de comportement économique.

La société soviétique est fortement marquée par les règles non écrites d' un marxisme-leninisme qualifié parfois de systématique, mais tout aussi bien, on peut évoquer les habitudes de laxisme dans la gestion ou les comportements liés à l' économie parallèle.

Dieterlen évoque l' antagonisme du spéculateur qui joue sur la mobilité des cours sur les marchés agricoles, et du paysan qui souhaite avoir des prix garantis, ce qui n' empêche pas le paysan de produire envers et contre tout.

Les comportements du paysan soviétique sont des comportements pervers, au sens des élasticités perverses du marchés; il n'est pas toujours motivé comme producteur, à la suite de la longue expérience des prélèvements autoritaires, mais il le reste comme spéculateur. Des sources de la production au terme de la consommation, les tendances à l'instabilité et à l'insécurité s'opposent à des tendances à la stabilité et à la régulation.

En simplifiant beaucoup, le rôle du spéculateur est de prévoir, d'anticiper, et à la limite d'organiser la pénurie et de stabiliser la production. Le rôle de l'Etat et du Parti, est à l'inverse d'assurer la sécurité des approvisionnements, de neutraliser les effets déstabilisateurs. 9)

Ces brèves remarques illustrent la difficulté d'inscrire les normes dans les comportements.

C-La planification micro-économique et les normes.

La première et la principale norme retenue par Dieterlen interesse la gestion d'entreprise. Les stocks constituent une norme permanente dans l'entreprise en ce sens qu'ils conditionnent la production, les échanges et la distribution. Toute activité industrielle ou commerciale implique une politique de gestion des stocks, gage de rentabilité, pour éviter leur gonflement et leur rupture: les ratios de stocks sont parmi les plus significatifs.

La conduite de toute entreprise obéit à des normes mesurables, exprimées par des parités, des rapports ou des ratios.

Dans les économies planifiées de type soviétique, les normes traduisent certes des phénomènes micro-économiques et découlent des besoins en consommations intermédiaires, en main d'oeuvre, en investissements et de leur répartition.

Mais ces normes dépendent de calcul de bureaux d'études, de ministères qui ont besoin de remplir un programme, donc de rationalités différentes suivant l'organisme qui les calcule. Souvent elles règlent une série de valeurs comptables, elles servent d'étalon à certains types d'entreprises ou de branches.

Mais leur logique dépasse celle de la gestion de l'entreprise, elle s'inscrit dans des procédures d'agrégation et de désagrégation qui dépendent des services qui les établissent et des exécutants qui les mettent en oeuvre.

Le niveau d'agrégation varie suivant les ministères et suivant l'état des reorganisations industrielles. Le fait que le calcul des normes est étroitement lié à l'organisation économique et à des choix centralisés peut nuire à leur validité.

Ces normes n'ont pas la même signification dans l'entreprise, la branche ou le secteur: coefficient technico-économique au stade de la production, elles deviennent un ratio de contrôle au stade de la répartition des produits et des décisions planifiées.

Les hypothèses de travail se modifient donc, et l'appellation de norme désigne en fait des réalités différentes: les normes de l'entreprise suivent la conjoncture et les nécessités de la production, celles de la branche ou du ministère évoluent suivant les réformes et les assortissements de la nomenclature des produits.

Devant ces difficultés, les tentatives de rationalisation ne manquent pas. L'exemple de l'Ecole hongroise (IO) paraît tout à fait intéressant. Sa théorie de la planification distingue la sphère réelle qui se met à l'heure de la gestion d'entreprise de la sphère de contrôle.

D'un côté, sont mesurés production, consommation, échanges; de l'autre grâce à des signaux et des indicateurs, observation, communication et information, puis décisions s'harmonisent.

Des modèles de contrôle ont été bâtis qui, à partir de signaux de contrôle, permettent de connaître l'impact des ordres donnés et de connaître les stocks à l'entrée et à la sortie des différentes unités des secteurs commerciaux ou industriels.

Malgré ces efforts théoriques et malgré des expériences prolongées, la planification de type soviétique n'a jamais résolu le problème de la rationalité économique de l'organisation hiérarchique.

Les normes économiques proposées ne paraissent pas être un véritable substitut au marché.

On va de déconcentration en recentrage, de contrôles accrus à une certaine autonomie des entreprises et vice versa, sans que des solutions véritables apparaissent. Cela ne veut pas dire qu'"à la verticalité du politique s'oppose l'horizontalité de l'économique" dont le modèle est le "réseau".

(II). Il est frappant à cet égard de constater que ceux qui critiquent

le plus l' économie de commandement, pronent une hiérarchie stricte dans l' entreprise : souvent plus les dimensions de la firme ou du conglomérat sont importants , plus l' organisation s' avère hiérarchique et centralisée.

En amplifiant beaucoup , on pourrait emettre l' hypothèse que la grande différence entre l' entreprise multinationale et une union de production en Union soviétique, n' est pas dans les normes organisationnelles, mais dans le fait que les normes de la première obeissent uniquement à des critères de stabilité et d' expansion, tandis que les critères des unions de production se révèlent moins stricts et plus politiques.

D-Normatisation et normalisation de la politique économique

Un des inconvénients des normes économiques est qu' elles procèdent de la relation observateur-observé, qu'elles engendrent des résistances et des feed-backs des agents de l' économie, donc, qu'elles ne sont jamais neutres. Dans l' économie soviétique , celui qui construit la norme n' est pas toujours celui qui l' applique , et pour peu que celle-ci soit imprécise ou manque de cohérence économique, les exécutants renoncent à l'appliquer ou font semblant de le faire.

Dans certains cas, on peut bâtir des normes de simulation qui orientent les décisions des décideurs sans altérer le comportement des exécutants. C' est le principe des modèles décisionnels.

Ou encore, les observateurs, à l' intérieur ou à l' extérieur du système soviétique, peuvent élaborer leurs propres méthodes, corriger les statistiques officielles et raisonner à partir de normes qu' ils bâtissent eux -mêmes.

En fait, deux logiques différentes se rencontrent dans la construction de normes , qui réunies, aboutissent à des résultats négatifs.

D' un côté, les choix des décideurs ont tendance à être

normatifs et par conséquent, tendent à plier producteurs et consommateurs à des règles quantitatives plus ou moins cohérentes(12)

D' un autre côté, les décisions paramétriques rapprochent le décideur de l' observateur et du théoriciens en relation avec des techniques mathématiques: variables de contrôle, programmation linéaire,

L' exemple le plus évident est celui des coefficients techniques souvent qualifiés de coefficients d' entrée ou de consommation productive unitaire et qui procèdent des fonctions de Walras-Leontief. Ce genre de paramètre, bien connu, est proche de la technologie pure.

Un exemple plus sophistiqué et plus lié à la politique économique est représenté par les équations linéaires d' un Tableau d' échanges interindustriels. Le principe est de mesurer les effets des variations de la production globale sur une branche donnée et sur la demande finale. La norme dans ce domaine, consiste à fixer les niveaux de production assignés à certaines branches considérées comme prioritaires. La méthode des chaînes conducteurs donne le pas à certaines branches sur d' autres et instaure des relations d' ordre et de domination entre toutes les branches et les composantes de la demande finale. Les productions non prioritaires dépendent des reliquats des produits intermédiaires laissés par l' activité des branches privilégiées, ce qui accroît la situation de dépendance des branches non prioritaires.

Souvent, les normes retenues sont un mélange de décisions techniquement cohérentes et d' arbitraire ou tout au moins d' un mélange de décisions parfois contradictoires mais qui obéissent à des rationalités différentes. De plus, quand on modifie une norme, il faudrait modifier toutes les autres, ce que l' on renonce à faire en raison des complications pratiques.

Le résultat est que les normes n' ont que l' apparence de la cohérence, elles résultent d' une série de décisions hétérogènes dans leurs motivations ainsi que dans le temps. Mais, alors, ces normes ne mesurent plus rien, même pas une crise éventuelle, à moins qu'elles ne l' aggravent.

Toute économie comprend des normes observables et des normes décidées. Dans une économie de marché, les normes observables sont plus nombreuses que les normes décidées. Dans une économie planifiée de type soviétique, c'est le contraire. Dans une économie de marché ou de planification indicative, tous les agents ne se sentent pas concernés par des normes décidées. Au contraire, dans une économie de commandement, la plus grande partie de la population est en relation avec des normes décidées. Elles sont donc plus contraignantes, et en même temps plus difficiles à établir, vu qu'elles concernent toute la vie sociale. Elles sont donc perfectibles et difficiles à faire respecter. D'où l'idée de normalisation, c'est à dire de retour aux normes.

Il ne s'agit pas ici de normalisation au sens habituellement retenu de politique générale, mais tout effort pour faire respecter des normes économiques s'inscrit dans la politique générale, elle concerne les institutions, les entreprises, la distribution, les relations entre le marché et le plan. Respecter les normes, rentrer dans le collectif reste le principe le plus souvent évoqué. Mais si ces normes ne sont pas applicables ou pas acceptées, on peut se demander si elles sont aptes à mesurer la crise ou ~~si~~ si elles ne peuvent pas devenir facteur de crise.

Il n'empêche que toute politique économique et davantage celle qui n'a pas le marché comme garde-fou, ont besoin de normes ~~si~~ (si celles-ci se réduisent à des clignotants, à des indicateurs ou à des signaux de contrôle, voire à des scénarii simulés (13)).

II-LE RATIONNEMENT ET LE GASPILLAGE CONTRE LES NORMES DE
L'AGRICULTURE SOVIETIQUE.

La situation de pénurie engendre des perturbations dans l'offre et la demande tant de produits intermédiaires que de biens de consommation.

Si l'agriculture manque traditionnellement de produits intermédiaires et de pièces détachées, la pénurie alimentaires et les queues qui en dépendent (14), résultent de l'état de la production agricole. On a là une forme stricto sensu de rationnement de fait.

Il s'agit pour nous d'expliquer le phénomène et de rechercher si il est légitime ou pas de parler de crise.

Cependant, le rationnement peut être diffus et s'étendre aux listes et aux files d'attentes sous toutes les formes, ce qui parfois le rend difficile à cerner.

Lié tout autant à la distribution qu'à la production, il allonge les détours de production et détourne beaucoup de produits intermédiaires à travers le gonflement des stocks.

S'il est courant d'avancer que les notions de temps et d'espace s'estompent en Union Soviétique, cela est encore plus vrai de l'organisation agricole. On a tendance à attendre l'installation ou la réparation du téléphone, l'admission des enfants dans des écoles, l'attribution de camions, de moteurs ou d'outils, comme on attend la neige ou le dégel.

On a pu penser jadis que la suppression des M.T.S. permettrait de diminuer la bureaucratie et d'améliorer l'administration de la pénurie, mais la période actuelle montre qu'aux maillons anciens de l'organisation, s'en sont substitués d'autres, peut-être plus diffus, mais tout aussi inefficaces.

La pénurie d'offre de ressources à l'agriculture, concerne aussi

bien la main-d'œuvre qualifiée (15) que le matériel, l'énergie, les engrais ou les pièces de rechange, de sorte que devant tous les à-coups du processus productif, l'agriculture que l'on veut de plus en plus industrielle, se situe en aval de toutes les pénuries. Les cloisons étanches entre production et distribution, entre industrie lourde et industrie légère, entre villes et campagnes, entre agriculture et industrie, déjà difficiles à surmonter dans les villes, empêchent l'organisation d'une distribution cohérente dans les campagnes.

Trois types de rationnement peuvent être dégagés:

-Le rationnement en termes réels stricto sensu procède de règles de distribution ou de cartes de rationnement. Il permet d'éviter une absence pure et simple de marchandises pendant de longues périodes et de limiter les queues aux points de vente ou de distribution. (16)

-Le rationnement par listes d'attente consiste à attribuer un rang sur des critères de classement. Il assure la répartition selon une grille de distribution, mais surtout permet de reporter dans le temps la satisfaction des besoins.

-L'affectation des ressources selon l'ordre de présentation des demandes jusqu'à épuisement du produit, facilite les phénomènes de stockage et de revente sur un marché parallèle.

Les trois types permettent en fait de déterminer des critères plus ou moins arbitraires pour réduire la demande. Ils existent rarement à l'état pur.

Je voudrai souligner que les queues devant les magasins, les files d'attente ne sont qu'une des manifestations possible de la pénurie. Dans les campagnes russes, l'éloignement et le manque de points de distribution accentuent la pénurie.

Le rationnement correspond très bien à certaines exigences du concept de normes économiques, en ce sens qu'il permet de limiter l'offre à l'avance et de prédéterminer certains rapports de production.

L'histoire de la planification soviétique ne manque pas d'exemples de cet ordre, qu'il s'agisse de la vieille règle selon laquelle la demande devait précéder l'offre ou encore de certains principes des plans tendus.

Seulement, au delà du rationnement dont l'efficacité économique ne relève pas de l'évidence, se profile le gaspillage. Ce qui est mal ou pas distribué, reste en stocks et stimule les ralentissements d'activités, les slacks.

Le paysan constitue des réserves, la coopérative accumule les pièces de rechange en vue de troc ou plus simplement en prévision de l'avenir. Comme cela est fréquent en raison de la saisonnalité des travaux agricoles, et surtout en Union Soviétique, vu le climat, une machine peut rester plusieurs mois inemployée ou être utilisée peu de temps dans l'année. Faute de pièces et d'entretien, elle sera sujette à des pannes et à un remplacement avant amortissement éventuel, ce qui augmente les immobilisations et abaisse la productivité du capital.

D'une manière générale, la surcapitalisation fréquente dans le monde agricole est accrue avec les problèmes d'entretien: comme il faut faire souvent du neuf avec du vieux, cela augmente les réserves en hommes et en matériel, diminue la rotation du matériel et crée un stockage forcé.

On peut distinguer un gaspillage interne à l'entreprise agricole d'un gaspillage externe. Ils sont tous les deux susceptibles d'un effet de multiplicateur (17).

Si un tractoriste n'a pas de travail parce qu'on ne trouve plus de chenilles de rechange pour son tracteur, on peut parler de gaspillage interne. Celui-ci augmente d'ailleurs avec la spécialisation des tâches et la mécanisation.

Le gaspillage externe est lié aux conditions économiques en

en amont et en aval de l'entreprise agricole, tenant à la planification des inputs et des outputs, et aux dysfonctionnements de tous les circuits d'approvisionnement.

La conjonction de gaspillages et de pénurie, incompatibles avec la réalisation de normes économiques, peut être une des causes de la crise, la question étant de savoir où commence la crise.

Deux éléments d'explication peuvent être dégagés de l'analyse économique:

- perturbations et goulets d'étranglement du marché et du plan
- substitution d'inputs et besoins accrus d'investissements

A- Perturbations et goulets d'étranglement dans le plan et le marché

Les économies de type soviétiques procèdent de régulations non walrasiennes (18). La règle selon laquelle le plan est dominant et le marché dépendant, est maintenue alors même que le marché reprend ses droits pour les biens alimentaires.

Des marchés paysans aux marchés parallèles en passant par l'underground economy, les exemples ne manquent pas dans le passé et le présent: rôle historique des koulaks dans la NEP, rôle des lopins de terre individuels, spécificités des économies hongroises et polonaises aujourd'hui.

A la suite de Kornai, on peut dégager deux types de contraintes des formes pures de marché et de plan

CONTRAINTES	MARCHE WALRASIEN	MARCHE NON WALRASIEN et PLAN
Ressources	Rarement contraignantes	Presque toujours contraignantes et plus étroites que celles de la demande
Demande	Presque toujours contraignantes et étroites (marché et débouchés)	Rarement contraignante
Budget	Contrainte stricte (endettement)	Rarement contraignante

Production	Autonome (adaptation nécessaire au niveau espéré de la demande)	Prédeterminée (le plan fixe la produc- tion d' après les con- traintes de ressources)
------------	--	---

L' agriculture soviétique a la particularité de cumuler les effets pervers à la fois du plan et du marché. Elle n' évite que rarement les contraintes les plus dures de l' un et de l' autre, car tout plan agricole a son démon de Maxwell, qui est le marché.

1-Pénurie et gaspillage accentuent les contraintes de ressources

2-L' hétérogénéité de la demande vient de ce que celle des particuliers et celle de l' Etat , n' ont pas la même nature économique. Les défauts de la distribution créent des pénuries tant dans les magasins d' Etat que sur les marchés paysans, car une rémunération insuffisante , malgré des subventions élevées, décourage l' offre agricole de certains produits comme les céréales.

Les marchés paysans sont constitués de micro-marchés oligopolistiques , souvent tenus par des intermédiaires (14), qui contraignent le monopole de l' Etat.

Il n' y a pas cependant concurrence entre marchés paysans et magasins d' Etat en raison des écarts de prix .(20).

3-La contrainte de budget reste forte car la plupart des entreprises agricoles restent pauvres et rémunèrent mal leurs salariés par rapport à ceux de l' industrie. Mais par contraste , la contrainte de budget est réduite ou nulle pour la production des lopins individuels : pas de main d' oeuvre, peu de matériel pas d' investissement, mais des ressources non négligeables.

4- Les contraintes de production sont complexes en agriculture. Une même activité agro-alimentaire peut s'accommoder avec succès de plusieurs technologies différentes.

Les facteurs déterminants sont le degré de qualification des travailleurs, le capital et le matériel mis en œuvre, le caractère intensif ou extensif des activités.

L'agriculture est à la fois routine, puisque l'expérience prime et adaptation, puisqu'on peut être appelé à modifier le type de culture au cours du temps.

La gestion agricole soumise à un plan rigide risque de ne pas être motivée pour s'adapter à des changements de techniques ou de production.

Souvent les adaptations de l'agriculture soviétique proviennent d'osmose entre la part de l'agriculture collective, vouée au machinisme, aux investissements lourds et à la culture extensive et celle des terres individuelles à culture intensive.

Pour une large part, les contraintes de la planification excluent l'économie collective d'ajustements fréquents à la demande. Sauf recours à des programmes exceptionnels et à de grands travaux, la production agricole semble vouée à toutes les pénuries :

- celle des ressources, bien que cela soit moins vrai pour les secteurs désormais prioritaires
- celle liée aux aléas climatiques
- celle des gaspillages et des pertes qu'entraînent le développement des activités individuelles au détriment des grandes unités.

L'agriculture collective cumule les goulets d'étranglement à l'entrée et à la sortie du processus productif, sans bénéficier des adaptations du marché.

Les adaptations se font par le stockage et par les activités parallèles, au détriment de la production planifiée.

L'agriculture soviétique paraît typique d'une économie à

contrainte de ressources dominante dont la forme la plus facile d'ajustement instantané est le rationnement: le volume de la production s'adapte par un rationnement de fait aux pénuries et aux allocations inefficaces: méinvestissement, gaspillage.

Agriculture individuelle et planifiées ne sont pas en fait aussi complémentaire qu'on pourrait le penser, car l'action parallèle du gaspillage et du rationnement créent des conflits permanents. L'économie individuelle a un certain intérêt au rationnement planifié, car ainsi, elle n'a aucune contrainte de demande pour sa production. Mais, elle a besoin de l'économie collective pour s'affranchir d'autres contraintes: celles de temps, de productivité de ressources et de budget.

Finalement, rationnement et gaspillage sont complémentaires et défient les normes économiques.

B- Substitution d'inputs et besoins d'investissements.

Le rationnement d'un input et les modifications de la pénurie sont susceptibles de modifier la composition d'un produit. Par exemple, si le gel et la sécheresse diminuent les récoltes les paysans ont alors des difficultés à nourrir boeufs et cochons, tant que l'occasion de reconstituer les stocks de fourrage et de céréales ne se présentent pas. Le kolkhose n'a guère de ressources pendant cette période et les paysans élèvent par exemple de la volaille pour obtenir un revenu.

De même, si les travaux des champs sont réduits à leur plus simple expression en raison de la faiblesse de la récolte de pommes de terre ou de maïs, le kolkhosien essaye de compenser le manque à gagner par le jardinage, ^{le petit élevage}, voire l'artisanat. Les importants abattages de bétail, ces dernières années, ont réduit l'activité de certaines coopératives d'élevage et ont entraîné la substitution forcée d'activités planifiées en faveur des céréales, sans résultats tangibles, en général. Bien au contraire, les usines agro-alimentaires de production bovine ou porcine, de plus en plus mécanisées, nécessitent

des investissements de plus en plus lourds, intensifient les contraintes de ressources et la dépendance vis à vis des inputs industriels ou même de l'étranger.

L'accroissement de la capacité et de la technicité de la production agricole, destinée à améliorer à la fois la qualité et la quantité passe par une substitution irréversible d'outputs et subit tous les goulets d'étranglement de l'économie.

Il existe des formes diverses de substitution forcées d'inputs, mais de plus en plus les grandes unités agricoles sont liées entre elles par les chaînons de détour de production sophistiqués, qui vont d'une usine à une autre située en aval, de celles-ci à des entreprises céréalières, de ces dernières à des entreprises d'élevage, diffusant les difficultés économiques de sorte que l'agriculture industrielle subit à la fois les pénuries de l'industrie et de l'agriculture traditionnelle.

Par exemple, une fabrique de machines agricoles, ayant besoin de certaines pièces, est forcée d'utiliser des pièces d'un type différent de celui prévu ou de fabriquer ses propres pièces elle-même, faute d'approvisionnement. De substitution en substitution, le plan se trouve désorganisé et la production en pâtit. L'agriculture, qui est en bout de circuit, n'est pas approvisionnée et ses éléments mécanisés ne trouvent pas d'activités de substitution pour pallier leur inactivité.

Le rationnement nourrit le rationnement. Les effets d'ajustement forcé ont des retombées sur toute l'agriculture ne fut-ce que du fait que la culture céréalière et l'élevage ne sont pas substituables, mais complémentaires.

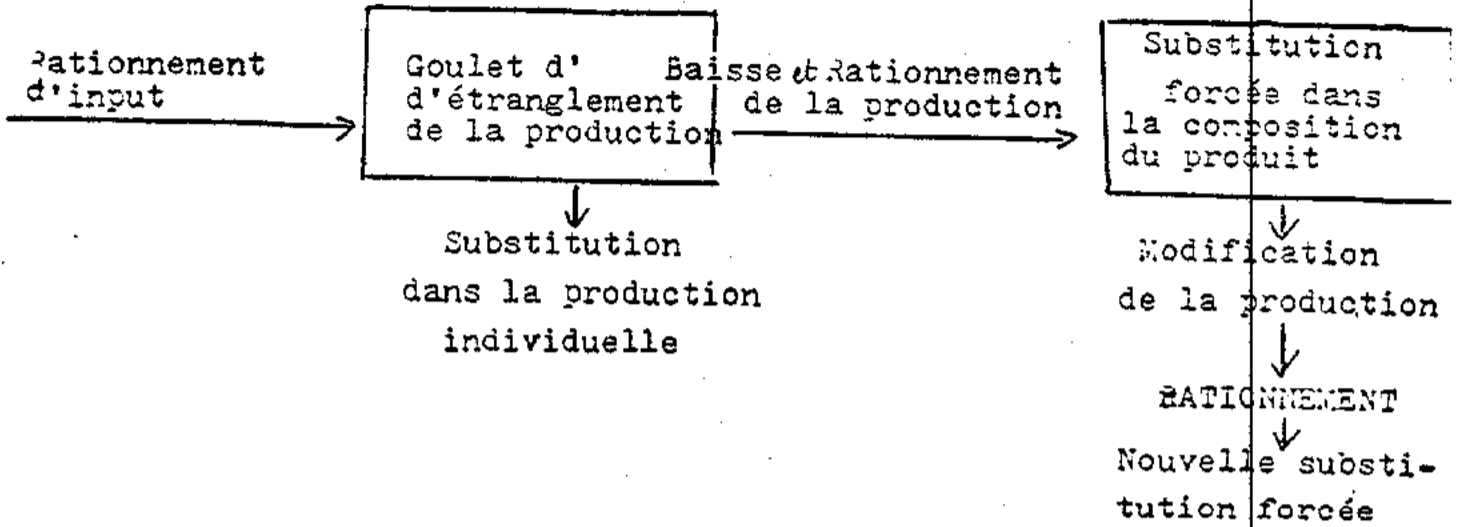
Dans les grosses unités de production, le rationnement des inputs n'est pas un remède au gaspillage, il l'entretient.

Par contraste, dans les kolkhoses traditionnels, les paysans individuels arrivent à élever du jeune bétail, au moment même où les grosses entreprises agro-alimentaires abattent leur cheptel. (27)

Les substitutions forcées d' inputs ou d' activités perturbent les conditions de la production , en général à la baisse.

Les substitutions volontaires améliorent les revenus des kolkhosiens et augmentent certaines productions, parfois au détriment de productions déjà déficitaires.

Mais , dans les deux cas, les normes de production ont toutes chances d' être transgressées dans le sens d' un gaspillage.



Toutes ces difficultés accroissent le besoin d' investissement , surtout dans les entreprises les plus mécanisées.

a) Matériaux , outils , nourriture pour le bétail achetées par les grandes entreprises posent des problèmes de stockage. Souvent, la capacité d' utilisation des locaux est insuffisante, soit que l' on n' a pas suffisamment investi au départ , soit que les bâtiments se soient détériorés avec le temps. Entrepôts, magasins , silos , sont souvent de dimensions très modestes parce que la planification ne les a pas suffisamment pris en compte. Il en est de même de la construction de chambres froides ou de la capacité des usines de conditionnement des produits alimentaires. Pourtant, compte tenu des retards , du climat et des distances, joints aux incertitudes d' approvisionnement, ces secteurs devraient être prioritaires. Les retards accumulés tardent à être comblés.

b) Le planificateur utilise diverses méthodes pour faire pression sur les entreprises agricoles pour qu'elles réduisent leur faim d'investissement. Les sovkhoses et les kolkhoses les plus importants, ou les mieux situés, accaparent le maximum de moyens, les moins favorisés n'ont que des dotations minimales, alors que les équipements les plus perfectionnés augmentent le besoin d'investissements.

La solution à ce problème aboutit à peu près inévitablement aux moyens traditionnels du rationnement: limitation de ressources, priorité à la production sur l'emmagasinement des récoltes et leur conservation.

L'investissement teste donc un des cercles vicieux des phénomènes de pénurie entretenue.

III-LA CRISE DE L'AGRICULTURE SOVIETIQUE

Peu d'observateurs nient cette crise, mais aucun ne parvient à donner des explications définitives.

On ne sait pas trop si elle procède de vices de la planification ou de vices du système ou de la société. Mais surtout, on n'a pas de véritable méthodologie de la crise.

A-Crise de planification, crise de système ou crise de société

Les difficultés de la planification se manifestent à travers les plans tendus, dont les difficultés ont des conséquences sur le comportement des agents économiques.

Des normes ou des quotas précisent les dépenses dans tel domaine à l'horizon de l'année ou du plan.

Pour chaque type d'activité, construction de silos, matériel de réparations, existent des quotas de dépenses, dont le montant agrégé est répertorié dans le plan pour une période donnée.

Comme le plan n'est pas accompli et que les difficultés agricoles augmentent, on assiste à un dépassement constant du niveau des inputs nécessaires et des besoins d'investissements.

Ainsi, chaque période annuelle voit ses contingents de frais augmenter au moment des récoltes (21).

1-Comme l'agriculture est peu rentable, les difficultés inattendues, comme celles dues au climat ou aux catastrophes naturelles sont immédiatement amplifiées dans leurs effets. L'aspect conjoncturel de ces phénomènes oblige une adaptation quasi instantanée, à des modifications du plan et des équilibres économiques. La répétition de ces phénomènes altère tous les efforts de nationalisation de la planification.

2-Beaucoup de projets d'investissements ne sont pas accomplis dans les délais. L'agriculture se trouve là devant les mêmes obstacles que le bâtiment, ce qui obère les plans à venir.

3-Les imprévus agricoles sont implanifiables, surtout si pendant des années on a opéré au coup par coup. Une trop bonne récolte rencontre des difficultés de conservation, mais une mauvaise récolte ne réduit pas, bien au contraire, les investissements dans ce domaine.

4-Il faut être réaliste par rapport à l'agriculture soviétique. L'étendue du pays, les difficultés de transports, les conditions géographiques rendent inévitables les difficultés d'approvisionnement. Ainsi, les États Unis se situent, pour leur plus grande partie, au dessous du 45ème parallèle. La partie la plus étendue de l'Union soviétique est au dessus du 60ème parallèle, dans des régions, où même au Canada, on n'a jamais rien cultivé. La Biélorussie, les Républiques de la Baltique et une bonne partie de la République de Russie sont recouverts d'un sable inculte, les sols pozzolisés, gelé de plus une partie de l'année. Vouloir les cultiver relève du gaspillage. Bien qu'il représente plus du quart de la population, le paysan d'U.R.S.S. s'éparpille du Kamtchatka à la Moldavie, du cercle polaire aux régions d'Asie, avec des déserts immenses. La faim d'investissement, c'est, dans beaucoup de régions, le sous-développement et l'absence de qualification des travailleurs. A quoi bon, dès lors, parler de crise?

Et pourtant la crise existe, elle dépasse le domaine agricole, qui en est, un peu, l'épiphénomène.

B-Méthodologie de la crise.

Pour mesurer la crise agricole, il faudrait une mesure statistique d'un certain nombre de normes, ce qui est difficile quand certains chiffres ne sont pas ou plus publiés, mais surtout, il faudrait que ces chiffres aient vraiment une portée opérationnelle. (23)

Les indices, les indicateurs, les critères proposés par les membres de notre groupe de recherche sont suffisamment nombreux pour qu'une méthodologie puisse être dégagée.

Les normes agricoles seront, par exemple:

- le rapport entre la production agricole en volume et l'ensemble de la production nationale
- le rapport entre le revenu de l'agriculture et le revenu national
- le rapport entre les importations agricoles et la production nationale
- le rapport entre les prix dans les magasins d'Etat et les prix du marché paysan
- le rapport entre les prix des marchés paysan et les salaires.

Une altération constante de ces rapports est la marque:

- de changements d'équilibres qui peut tenir à des facteurs géographiques, démographiques, techniques, ou plus généralement à des modifications de structures économiques;
- de déséquilibres décelables à partir des normes et des indices qui témoigneront soit de mouvements de plus ou moins longue durée de l'économie, soit plus sûrement d'une politique économique à contresens.

Compte tenu des termes réels de l'économie et de l'évolution des prix, les normes les plus significatives sont peut-être:

- les écarts de prix entre les indices officiels et la réalité *marchés paysans*
- les variations de revenus et de pouvoir d'achat
- le volume des diverses productions et les écarts par rapport au plan.

Les statistiques habituellement dégagées (24) ne paraissent pas témoigner de l'émergence d'une crise. Pourtant, l'observation empirique ne laisse aucun doute là-dessus.

Des failles sont sans doute aisées à dégager d'abord dans la méthodologie que je suggère, ensuite dans les statistiques admises, corrigées ou supputées.

Mais surtout, dans l'immédiat, la quête d'une meilleure information est indispensable, et sans doute, la construction d'un petit modèle agricole pour l'Union Soviétique, qui permette de recouper l'apport de l'Ecole de Budapest.

NOTES ET REFERENCES

- (1) J'ai un peu travaillé sur le thème "rationnement contre gaspillage" à l'occasion d'une communication au Summer Research Laboratory sur l'Agriculture soviétique, en juillet 1982, à l'Université d'Illinois d'Urbana-Champaign.
- (2) J- H Lorenzi, O; Pastré, J; Toledano La crise du XXème siècle Economica 1980
- (3) Groupe "Theorie" . Séance du 20-10-82
- (4) Voir, par exemple, le dictionnaire philosophique de La Fontaine
- (5) ---id.---
- (6) Pierre Dieterlen Les normes économiques. Mesure de quelques unes d'entre elles Paris-1943-page 2
- (7) P Dieterlen op cit p.2
- (8) P. Dieterlen op.cit.p.12 et 13 .L'auteur ajoute:

" On s'attachera donc à la forme des courbes, étant entendu que, sur un graphique logarithmique, cette forme exprime simultanément l'importance relative des phénomènes et la vitesse de leur déroulement. Nous aurons ainsi, suivant que le phénomène décrit sera normal ou non, des courbes normales et des courbes anormales."

(9) P; Dieterlen op. cit. p.15

- (10) J.Kornai: Anti-Equilibrium, Amsterdam: North-Holland, 1971.
- J.Kornai: Economics of Shortage, Amsterdam, North-Holland, 1980.
- J.Kornai - B.Martos /editors/: Non-Price Control, Amsterdam, North-Holland, 1981.
- J.Kornai: Growth, Shortage and Efficiency, Jahnsson lectures, presented in Helsinki, Oxford: Blackwell, 1982.
- T.Bauer: "Investment Cycles in Planned Economies", Acta Oeconomica, 1978. 243-260.
- J.Gács - M.Lackó: "A Study of Planning Behavior on the National-Economic Level", Economics of Planning, 1973, 91-119.
- Zs.Kapitány: "Dynamic Stochastic Simulation of a System Controlled by Stock Signals", in J.M.L. Janssen, L.F. Pan and A.Stramak /editors/: Models and Decision Making in National Economies, Amsterdam, North-Holland, 1979.
- Zs.Kapitány: "Simulation Analysis of Economies Stochastically Controlled by Stock- and Order-Signals", Studies, Institute of Economics, Hungarian Academy of Sciences, 1980, No.19.
- Zs.Kapitány - J.Kornai - J.Szabó: Reproduction of Shortage on the Hungarian Car Market, mimeo., Budapest, Institute of Economics, 1982.
- J.Kornai: "Pressure and Suction on the Market", in J.Thornton, editor: Economic Analysis of the Soviet-Type System, Cambridge: Cambridge University Press, 1976.
- J.Kornai: "Resource-Constrained versus Demand-Constrained Systems", Econometrica, 1979, 801-820.
- J.Kornai: "'Hard' and 'Soft' Budget Constraint", Acta Oeconomica, 1980. 231-247.
- J.Kornai - B.Martos: "Autonomous Functioning of Economic Systems", Econometrica, 1973, 509-528.
- J.Kornai - A.Simonovits: "Decentralized Control Problems in Neumann Economies", Journal of Economic Theory, 1977. 44-67.
- J.Kornai - J.W.Weibull: "The Normal State of the Market in a Shortage Economy: A Queue Model", Scandinavian Journal of Economics, 1978, 375-398.
- M.Lackó: "Consumer Savings and the Supply Situation", Acta Oeconomica, 1975, 365-384.
- M.Lackó: "Cumulating and Easing of Tensions", Acta Oeconomica, 1980, No.3-4.

M.Lackó: "Behaviour Rules in the Allocation of Investment by Branches" manuscript, Budapest, Institute of Economics, 1982. /The Hungarian version was published in Közgazdasági Szemle /Economic Review/ Vol.29, pp.848-862, 1982.

B.Martos: "Comparison of Economic Control Systems", in: J.M.L. Janssen, L.F. Pan and A.Stramak /editors/: Models and Decision Making in National Economies, Amsterdam, North-Holland, 1979.

B.Martos: Non-Price Control /Report on a Research Trend/ in J.M.L. Janssen - L.F.Pau - A.J.Straszak /eds./ Dynamic Modelling and Control of National Economies, Pergamon Press, Oxford, 1981. pp.1-10.

A.K.Sóós: "Causes of Investment Fluctuations", Eastern-European Economics, 1975-76. 25-36.

A.Simonovits: "Maximal Convergence Speed of Decentralized Control", Journal of Dynamics and Control, 1981, 51-64.

A.Simonovits: "Buffer Stocks and Naive Expectations in a Non-Walrasian Dynamic Macromodel: Stability, Cyclicity and Chaos," to appear in the Scandinavian Journal of Economics, 1983.

(II)L.Menochsberg et F.Kachline Le couple impossible
"Le Monde "13 -II-82.p.2

(I2)Il est facile de citer de nombreuses normes dans l' économie soviétique:normes de productivité des brigades de travail ou normes d' habitation:9m³ par personne

(I3)Michel Godet .Crise de la prévision .Crise de la prospective PUF 1977

(I4)Voir Kornai et Weibull.Queuing on the market.
- Mathematical Appendix A. in Kornai . Economics of Shortage - volume B - p.575 à 599.

(I5) La scolarisation et la prolongation des études éloignent les jeunes paysans de leur domicile; ensuite, ils n'y reviennent plus

(16) on peut tout aussibien évoquer toutes les difficultés d'entretien et de réparations

(17) Il s' agit de phénomènes d' accélération et de multiplication négatifs que l' on pourrait comparer à une oscillateur de Samuelson à l' envers.

(18) Kornai-Economics of Shortage op.cit.

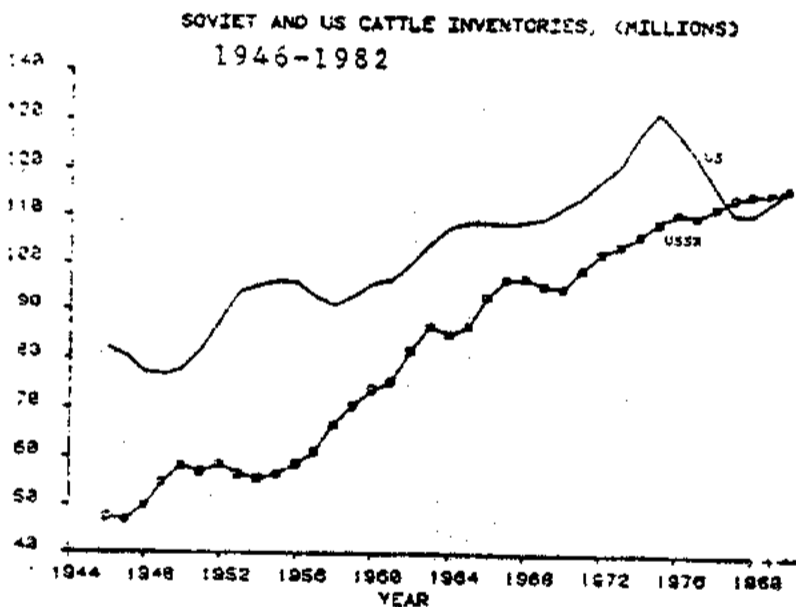
(19) Ce sont souvent des professionnels , caucasiens ou ousbeks à Moscou ou à Leningrad-

(20) Depuis ¹⁹⁸² 1982, il existe à Leningrad , des magasins à commission pour l' alimentation. On en compte 15

(21) Au cours de l'été 1982, on voit à Leningrad ou plutôt dans un kolkhose voisin, des porcs nourris avec de la tourbe.

(22) Par exemple, on donne des primes aux tractoristes pour aller dans les terres naguère vierges, ou encore, on envoie les étudiants faire les récoltes de pommes de terre , avec les rendements que l' on peut deviner. Cette impression perpétuelle d' improvisation coûte cher en temps de travail et en matériel mal employé.

(23) Si on consulte Newsletter For Research on Soviet and East European Agriculture publiée par la North Texas Stat University à Denton . vol.4 n°3 July 1982, il n' en ressort pas qu' il existe une véritable crise , pas plus d' ailleurs que de récentes statistiques soviétiques:



New Food Program

USSR Discussion of New Food Program (From FORN AFF. AFFAIRS VOL. 19, June 11, 1982)

24 May

The principle document of the 24 May Central Committee was "Food Program of the USSR for the Period to 1990," published as supplements to national newspapers in late May and in early June (E.g. in Ekonomicheskaja gazeta June 11, 1982 and in Sel'skaja zhizn', 27 May). This 18 page document contains input and output plan targets in nine areas:

- Basic results and growth tasks for the agroindustrial complex.
- Production of the basic types of food. Organization of food trade. The Program envisions the following goals for per capita consumption by the end of the 11th five-year plan in 1990 (kilos):

Meat	70	Vegetables & melons	126-135
Fish	18	Fruit	66-70
Milk	330-340	Potatoes	110
Eggs	320-326 units	Sugar	45.5
Wet. oil	13.2		
- Growth of the material-technical foundation of the APK.
- Supply of transport and packaging materials to the producer of the APK.
- Strengthening the role of science in the realization of the food program.
- Improvement of the social-service conditions of rural life.
- Improving the effectiveness of the work of collective and state farms and other enterprises and organizations of the APK.
- The basic tasks of the Union republics in the realization of the USSR Food Program.
- Growth of external economic ties with the socialist countries.

On May 24, Brezhnev announced a new food program aimed at improving what is now insufficient agriculture production and reducing dependence on western food imports. Along with proposed changes in the planning, management, and procurement systems, agricultural targets for 1990 were released. Measures aimed at improving the quality of life in rural areas were also part of the new program. Some of the measures, if implemented, could be significant departures from the policies of rigid centralization of the control on production.

Among its elements, the Food Program would increase procurement prices for virtually all agricultural commodities as of January 1, 1983, re-emphasize the role of private plots and subsidiary farms of enterprises, and make organizational changes in structure and management of Soviet agriculture.

On trade, Brezhnev said that the Soviet Union has no intention of forsaking the value of foreign trade and envisions continued cooperation, especially with socialist countries. However, he said that the USSR needs to reduce the import of foodstuffs from capitalist countries. Finally, Brezhnev announced several agricultural targets for the 1986-90 period which are less ambitious than those discussed in the 1979 agricultural plan. For example,

- Grain production is to average 250-255 million metric tons, only 5 percent more than the 1981/85 plan;
- Meat production is to average 33-33.5 million metric tons for the 1986-1990 period against 19.2 million tons for 1985;
- Milk production is to average 104-105 million metric tons against 102 million tons for 1985;
- Deliveries of mineral fertilizer to agriculture is to increase by 70 percent.

He also noted per capita consumption of meat and meat products between 1980 and 1990 is to increase to 70 kg versus 58 kg, and for milk and products, 330-340 kg versus 314 kg in 1980."

Base input changes (in historical perspective) are planned:

	1961-70	1971-80	1981-1990
tractors (th.)	2560	3473	3740-3780
rain combines (th.)	856	988	1170
rucks (th.)	933	2026	3000-3060
irrigated Land (mil. ha.)	9.9	17.5	23-25.0
rained Land (mil. ha.)	10.6	16.8	18-19.0
fertilizer (mil. ton)	6.2	18.8	30-32.0

The Brezhnev report, "On the USSR food program for the period to 1990 and measures for its fulfillment", delivered on 24 May appeared in the national press at the time. (E.g. Voprosy gosizdatov May 1982, #12.)

Six resolutions (postanovleniya) of the Politburo were affirmed by the Central Committee and Council of Ministers and published separately in current newspapers:

- On the improvement of management of agriculture and other branches of the APK.
- On measures for the perfection of the economic mechanism and strengthening of the economy of state and collective farms.
- On measures for the strengthening of material self interest of workers in agriculture and the increase and quality improvement of production.
- On further measures for the support on state and collective farms and other agricultural enterprises of workers engaged in animal husbandry.
- On measures for the long-run improvement of housing, communal-service, and social-cultural living conditions in agriculture.
- On the long run of farms by management cadres and specialists, raising their role and responsibility in the growth of agricultural production.

november 1982.



LA CRISI ALS PAISOS DE L'EST

(Ponències, Articles, Resums i Estadístiques
del curs, recollits segons les indicacions
dels professors Marie Lavigne, Bejamin Bas-
tida i Xavier Farrriols)

1^a ponència Marie Lavigne, la crisi dans
le Pays Sériales: un
faux problème?

2^a ponència Bastida, B. Crisi en los pa-
ses del este. Aspectos finan-
cieros

Curs per professors d'Universitat
organitzat per l'I.C.E. i la Facultat
de Ciències Econòmiques i Empresarials
de la Universitat de Barcelona

Abril 1984.

3^a ponència Ferris, Xavier. Aspectes
tecnològics de la crisi

4^a ponència Lavigne, M. Les perspectives
des échanges EST-ouest.

CENTRE D'ÉCONOMIE INTERNATIONALE DES PAYS SOCIALISTES
GROUPE DE RECHERCHE SUR LA THÉORIE DE L'ÉCONOMIE SOCIALISTELa crise dans les pays socialistes :
un faux problème ?Texte écrit 1^{er} fois.

Marie LAVIGNE

Lorsque la crise frappa les économies occidentales de plein fouet, à partir du point de déclenchement que fut la hausse des prix de pétrole en 1973, on s'interrogea très vite sur les répercussions qu'elle pouvait avoir en Europe de l'Est et en URSS (1). A partir de là, toutes les difficultés économiques réelles que connurent les pays socialistes européens - même si, et ce fut le plus souvent le cas, ces difficultés trouvaient leur source dans des phénomènes antérieurs et extérieurs à la crise du capitalisme - furent classées dans la rubrique simplificatrice de crise, devenue fourre-tout pour un certain nombre de concepts voisins, également communément utilisés : stagnation, récession, blocages, dysfonctionnement, ensuite effondrement, faillite, chaos, débacle, catastrophe (ces derniers vocables étant réservés à la situation polonaise).*

Il n'est évidemment pas question de nier que les pays socialistes aussi traversent actuellement une période difficile. De là à conclure qu'ils vivent aussi une crise, et que cette crise aussi met en cause le mode de régulation du système comme c'est le cas pour le capitalisme, il y a un pas qui est vite franchi. Il y a là une reformulation, par inversion, de l'argumentation courante à l'époque (très brève) où l'économie capitaliste semblait vouée à une croissance indéfinie. Alors il était courant d'entendre que par nature le socialisme ne pouvait assurer une croissance aussi efficace que l'économie de marché. Aujourd'hui on nous dit que par nature le socialisme est impuissant à se protéger de la récession; il est fréquemment sous-entendu que par nature il lui est plus difficile d'en sortir.

Ces questions sont très controversées, et nullement innocentes. Ce n'est pas la recherche d'une vérité scientifique qui inspire ceux qui les posent ainsi, mais un jugement

normatif, à formulations éventuellement différentes : la planification socialiste est moins efficace (plus inefficace) que le marché; le "modèle" socialiste est incapable d'atteindre ses propres objectifs : de se réformer lui-même, etc ..

Aussi nous allons tenter d'y voir clair, à partir de quelques interrogations simples :

- qu'observe-t-on au juste dans les pays socialistes ?
- quelles sont les causes des phénomènes observés ?
- peut-on qualifier ceux-ci de crise ?
- quelles sont les issues possibles ?

1. Qu'observe-t-on ?

La crise capitaliste est habituellement associée à une série d'indicateurs quantitatifs : récession (baisse ou stagnation du produit national, de la production industrielle, etc.); inflation; chômage; déficit extérieur. Elle s'accompagne également de phénomènes qualitatifs : inégalités sociales croissantes, blocages structurels associés au déclin de branches particulières, découragement des jeunes, réactions protectionnistes (dont font partie les attitudes xénophobes contre les travailleurs immigrés), développement de l'économie parallèle ou seconde (travail noir, fraude fiscale accrue, etc.). Tout ceci a-t-il un équivalent en système socialiste ?

a) les indicateurs quantitatifs .

Nous nous bornerons ici aux plus importants.

- croissance économique. Le tableau 1 donné en annexe montre bien que depuis le début des années soixante-dix il y a un ralentissement de la croissance du revenu national. Ce ralentissement s'apprécie à trois niveaux : les taux de croissance diminuent; ils sont inférieurs aux prévisions planifiées; celles-ci fixent des objectifs en baisse d'une période quin-

quennale à l'autre. Les deux dernières observations suggèrent que le planificateur sous-estime les facteurs agissant dans le sens de la baisse de croissance, mais qu'il en tient compte a posteriori dans la définition des objectifs de la période suivante.

On notera toutefois qu'il n'y a pas baisse de croissance (sauf le cas de la Pologne), ni même stagnation (exception faite de la Tchécoslovaquie ces dernières années). Il semble que pour les années quatre-vingts on puisse prévoir une stabilisation à 2 - 3 % de croissance annuelle, ce qui est encore nettement supérieur aux performances des économies occidentales, Japon excepté.

Une autre remarque doit être faite. Il n'y a pas eu d'éc-élération brutale de la croissance, renversement marqué de la tendance antérieure (sauf encore le cas de la Pologne). Et si on examine l'évolution à long terme, on constate une diminution lente et régulière des taux de croissance depuis le début des années cinquante. Ceci à son tour traduit non pas une crise, mais une tendance normale de la croissance à long terme, pour des économies qui sortent peu à peu du sous-développement; à cet égard il n'est pas inutile de remarquer que les taux de croissance les plus faibles, dès le départ, ont été réalisés par les pays initialement les plus développés (RDA et Tchécoslovaquie).

- productivité du travail.

Cet indicateur exprime le rapport de la production totale au nombre de travailleurs employés. On peut l'apprécier en grandeur absolue (quantité de produit - agricole, industriel - obtenu pour 1 travailleur), et dans son évolution. Sur le premier point, les mesures précises sont toujours sujettes à caution. On sait que le niveau absolu de productivité, dans les pays socialistes, est inférieur à ce qu'il est dans les pays capitalistes développés; ceci est admis dans la littérature des pays socialistes aussi, même si des divergences importantes existent entre les évaluations occidentales et celles des pays de l'Est (ainsi le niveau soviétique de productivité du travail dans l'industrie est équivalent à 55 % du niveau américain selon les économistes soviétiques, à 40 %

selon les économistes américains). Cet état lui-même tient à différentes causes : équipement technique du travail moins performant; organisation du travail moins efficace, ou encore, il faut le noter car ce n'est pas à porter au passif du système socialiste, moins intensive; déficiences de la planification qui conduit à immobiliser des ateliers faute d'un approvisionnement régulier en matières et produits mi-finis; etc. On doit ici rapprocher ce niveau de productivité relativement bas du fait que les pays socialistes ne connaissent pas le chômage et c'est là bien sûr un indicateur quantitatif qui n'apparaîtra pas dans notre énumération; ce qui n'exclut pas des phénomènes qualitatifs de "sur-emploi", ou pléthore de travailleurs dans nombre d'entreprises. Notons enfin qu'on n'observe pas en ce domaine de détérioration de la situation; il n'y a pas inflexion vers le bas du niveau de productivité.

L'évolution de la productivité accuse généralement une décélération. Ici encore, notons bien qu'il n'y a pas baisse de productivité comme on l'observe depuis le début de la crise dans les pays développés; et que la décélération n'est pas globale ni constante. Cependant, du point de vue des responsables de l'économie dans les pays socialistes, c'est bien l'indicateur dont l'évolution les préoccupe le plus. Ceci doit être relié à la nouvelle stratégie de croissance amorcée dès la fin des années soixante : passer de la croissance extensive—fondée sur l'engagement des travailleurs et moyens de production additionnels dans la production— à la croissance intensive (fondée sur une meilleure utilisation de moyens qui ne peuvent plus croître comme par le passé). Il est donc crucial de faire augmenter la croissance de la productivité; si son taux d'augmentation ne fait que se maintenir, ce n'est pas suffisant.

- efficacité des investissements . Ici la situation est nettement insatisfaisante. Le tableau 3 indique indiscutablement une baisse du rapport production/investissements nouveaux; et c'est d'autant plus préoccupant que jusqu'en 1980-81 le taux d'investissement (rapport accumulation/revenu national

est demeuré élevé. Cela signifie que l'on consacre une part importante du revenu national à l'investissement (au détriment de la consommation) sans en recueillir les effets attendus

- inflation.

Les observateurs occidentaux ont été prompts à qualifier les hausses de prix intervenues dans les pays socialistes comme une répercussion de la crise occidentale, une sorte d'"inflation importée" exprimant l'incapacité du système socialiste à se protéger des mouvements mondiaux de prix. En fait, les évolutions de prix observables dans les pays socialistes ces dernières années correspondent à des réalités bien distinctes.

Dans beaucoup de pays il y a eu des hausses périodiques espacées ou des hausses ponctuelles de prix de détail, le plus souvent (mais pas exclusivement) de prix alimentaires. Ces hausses s'expliquaient par la volonté de mettre fin à une structure archaïque et irrationnelle des prix, les biens dits de première nécessité (donc particulièrement des produits alimentaires de grande consommation) ayant été maintenus à un niveau très bas pendant des périodes quelquefois très longues. L'exemple extrême est la hausse des prix polonais en février 1982; certains produits de base ont vu leurs prix multipliés par trois ou quatre, mais n'avaient pas vu leurs prix révisés depuis 1966 ! Il est clair que certaines hausses (café, cacao, agrumes, essence ...) peuvent aussi être interprétées comme le souci de sensibiliser la population aux difficultés liées à la conjoncture internationale. Les prix de gros des biens industriels et agricoles ont également été relevés. Dans les petits pays d'Europe centrale les matières premières (énergétiques et autres) évoluent maintenant régulièrement à la hausse. Ici il est incontestable que les mouvements de prix mondiaux et intra-Comecon (les hausses des prix soviétiques d'exportation) sont volontairement répercutés, pour inciter les entreprises à ne plus gaspiller, comme elles le font traditionnellement, ces produits. Mais les hausses sont ici limitées, sans commune mesure avec les fluctuations mondiales de prix.

La Hongrie, pays très ouvert au commerce extérieur, et qui a opté pour des formes de régulation faisant une place plus grande qu'ailleurs au marché, est la seule à pratiquer

systématiquement une dérive inflationniste contrôlée, par répercussion volontaire mais régulée des prix extérieurs sur les prix internes. Les taux de hausse des prix hongrois, plus élevés qu'ailleurs, demeurent cependant nettement plus faibles que dans les économies de marché (ils ont culminé à plus de 10 % en 1980 et se situent maintenant aux environs de 7-8 %.

- détérioration des paiements extérieurs.

Ici encore il s'agit d'une question complexe et passionnelle. On ne reproduira pas ici les chiffres de l'endettement extérieur des pays de l'Est. Le "catastrophisme" a été entretenu en ce domaine par la crise des paiements extérieurs en Pologne, puis en Roumanie, (à partir de 1981). En nous limitant aux tendances globales, nous devons relever que la seule année véritablement dramatique a été l'année 1975, au cours de laquelle l'endettement net global des pays de l'Est a presque doublé. Ensuite les taux de progression de la dette ont diminué jusqu'en 1981; en 1982 c'est le montant absolu de la dette extérieure qui a diminué.

b) les indicateurs qualitatifs.

On peut regrouper sous cette rubrique tous les signes indiquant que "les choses ne vont pas bien" dans les pays socialistes.

Le seul dépouillement de la littérature économique et politique publiée dans les pays socialistes eux-mêmes permet d'en dresser une liste impressionnante. En se limitant à l'URSS (discours de L. Brejnev puis de Jv. Andropov; interventions périodiques d'éminents économistes dans la presse - ainsi Valovoi en 1977, Trapeznikov en 1982; chroniques régulières des journaux) on citera pêle-mêle : pénuries; mauvais fonctionnement des services; corruption; fainéantise, absentéisme, négligences et autres aspects du "manque de discipline"; absence d'innovation; planification routinière exclusivement attentive aux résultats quantitatifs bruts; enlisement de la réforme économique, etc.

La principale différence entre les présentations occidentales habituelles et les descriptions données dans les pays socialistes tient à l'éclairage de ces faits. Les mêmes phéno-

mènes sont rapportés, à l'Ouest, à la "crise du système", tandis que dans les analyses socialistes on parle de "défauts", "insuffisances", "erreurs" (y compris personnelles, de responsables nommément cités et le cas échéant démis de leurs fonctions lorsque les faits en question leur ont été imputés). Peut-on se satisfaire de ces explications ?

2. Quelles sont les causes des phénomènes observés ?

Il y a une contradiction certaine à dire, comme on le fait souvent, d'une part que les pays socialistes vivent une crise de système, d'autre part qu'ils ont fait preuve de vulnérabilité à la crise occidentale, à moins d'expliquer la simultanéité de ces manifestations. Une analyse plus sérieuse permet de dégager deux ordres de causes :

a) les causes internes.

On peut les regrouper, sans doute arbitrairement, en 4 rubriques : causes sectorielles, structurelles, liées au mode de régulation, politiques.

Parmi les causes sectorielles, la plus grave est sans aucun doute la situation de l'agriculture. Les contre-performances de l'agriculture réagissent sur toute l'économie du fait que ce secteur absorbe des ressources d'investissement importantes, enlève de la main-d'oeuvre aux autres secteurs (notamment à l'occasion des "campagnes" liées aux récoltes, où l'industrie et le secteur tertiaire doivent envoyer en renfort des travailleurs pour aider les paysans); ces échecs pèsent sur la balance commerciale, engendrent des pénuries, consolident le marché noir. Les raisons des défaillances chroniques de l'agriculture sont multiples : réels problèmes climatiques et géologiques (que l'on minimise souvent de l'extérieur, spécialement dans le cas de l'URSS), mauvaise articulation entre le secteur collectif étatique-coopératif et l'exploitation auxiliaire paysanne, intégration insuffisante des branches fournissant des moyens techniques à l'agriculture et écoulant (transformant) ses produits, organisation inefficace de la production (excès de la spécialisation; de la concentration). En Pologne il s'y ajoute l'effet particulier du caractère

essentiellement privé de l'agriculture, toléré depuis 1956 mais pourrait-on dire, à contrecœur, de sorte que l'exploitation paysanne a été maintenue dans un état de sous développement technique. Deux pays échappent largement à ces problèmes : la Hongrie et la Bulgarie, et leurs expériences sont aujourd'hui citées en exemple en URSS et partiellement appliquées.

Les causes structurelles sont associées à un mode d'accumulation qui a très longtemps privilégié le secteur I (biens de production, spécialement industrie lourde) et la croissance extensive. On peut certainement dire que les freinages de la croissance sont largement imputables à ce facteur, par le surinvestissement, la tendance à une consommation excessive (comparée aux moyennes des pays à économie de marché) de matières premières et d'énergie, la persistance d'une structure de la production inadaptée aux besoins actuels de l'économie - et, surtout, pour les petits pays de l'Est, à l'exportation.

Les causes liées au mode de régulation se manifestent à travers les blocages de la réforme économique. Nulle part on n'a réussi à réaliser une combinaison efficace de la planification centrale et du recours aux mécanismes de marché, à travers une autonomie plus grande des entreprises et leur intéressement aux résultats du plan, destiné à stimuler les travailleurs. Le "nouveau mécanisme économique" hongrois est généralement cité à l'Occident comme une réussite exemplaire, non sans arrière-pensées, la gestion économique des autres pays socialistes lui servant de repoussoir. Les Hongrois eux-mêmes ne sont pas aussi dithyrambiques et admettent que les routines bureaucratiques, les tendances rampantes à la re-centralisation leur créent des problèmes, autant que le développement souhaité d'un secteur privé associé au secteur collectif, dans un système économique où paradoxalement il est plus difficile à l'Etat de contrôler l'entreprise privée qu'en économie de marché, justement parce que l'entreprise privée n'y a pas, en principe, sa place. La création d'une petite affaire en France s'insère immédiatement dans un réseau de réglementations fiscales, de sécurité sociale, de

contrôles divers. Dans un pays socialiste le petit entrepreneur se trouve dans des conditions rappelant les débuts du capitalisme industriel, parce que toutes les régulations s'appliquent à l'entreprise d'Etat; c'est là un nouveau problème que, après la Hongrie, les autres pays socialistes seront amenés à poser s'ils veulent, eux aussi, faire une place à la petite entreprise privée.

Suffirait-il, alors, de résoudre le problème de la cohabitation entre un secteur privé auxiliaire et le secteur collectif et pour celui-ci, entre la régulation centrale et l'initiative des entreprises ? La réforme en discussion en Pologne reprend, comme ailleurs les thèmes de l'Autonomie et de l'intéressement (Auto-financement). Elle lui en ajoute un troisième, Auto-gestion. Mais la suspicion des travailleurs à l'égard de cette autogestion, dans les conditions présentes de la démocratie polonaise, pose le problème des causes politiques des blocages observés dans les pays socialistes.

Les causes politiques sont liées, de façon plus large, au fonctionnement de la démocratie économique. Elles renvoient au problème fondamental, déjà évoqué, des économies socialistes : comment motiver les gens au travail ? La démotivation est certes due, pour une bonne part, au fait que les primes ou suppléments de salaires cessent d'être stimulants quand l'offre de biens est insuffisante pour "matérialiser" ces gains. Elle est aussi liée à la garantie de l'emploi - ce n'est certes pas une raison pour dire qu'un peu de chômage galvaniserait les travailleurs, encore qu'on entende quelquefois ce raisonnement en Europe de l'Est. Mais le faible intérêt pour le travail tient également, dans une grande mesure, à la passivité dans laquelle est maintenu le travailleur : il ne se sent pas concerné par l'activité de son entreprise, de son service, car il a l'impression de n'avoir aucune initiative possible face à une gestion bureaucratique et aux incohérences de la planification, que d'ailleurs dépasse aussi ses chefs immédiats.

Comment changer cet état de choses ? L'expérience polonaise illustre à la fois la revendication permanente de l'autogestion et les contradictions de sa mise en oeuvre.

L'URSS a opté pour une conception beaucoup plus étroite mais peut-être plus praticable : l'autogestion d'un processus délimité de production, dans le cadre de la "brigade" -atelier ou subdivision d'atelier, équipe d'exploitation agricole. D'autres pays socialistes suivent la même voie. Ce n'est peut-être pas suffisant. Mais comment faire vivre la démocratie économique lorsque les syndicats sont avant tout des institutions de gestion des prestations sociales et de tourisme social, c'est à dire des comités d'entreprise doublés de caisses de sécurité sociale ?

b) les causes externes.

On doit mettre au crédit des autorités économiques dans les pays socialistes le fait qu'elles n'utilisent pas abusivement l'argument de la crise extérieure pour s'absoudre aux yeux de la population de toute responsabilité liée aux difficultés internes.

Pourtant, la plupart des petits pays socialistes ont été touchés par la crise occidentale. Dans les années précédant la crise, ils ont beaucoup importé de l'Ouest en grands équipements, pour moderniser leur industrie, escomptant rembourser les emprunts contractés à ce titre avec les exportations issues des unités construites avec l'aide occidentale. La crise a restreint leurs débouchés à l'Ouest, alors qu'ils devaient continuer à importer des demi-produits et pièces détachées nécessaires au fonctionnement des usines achetées à l'Ouest. Les prix de leurs achats se sont accrus plus vite que ceux de leurs ventes, détériorant leurs termes d'échange avec l'Ouest. La charge des remboursements et surtout intérêts de leur dette est devenue très lourde vers la fin de la décennie, lorsque les taux d'intérêt du marché monétaire international, très stables tant que les pays exportateurs de pétrole offraient beaucoup de capitaux, ont commencé leur ascension.

Ce schéma vaut pour les six petits pays de l'Est, à une réserve près : la Pologne, et à un moindre degré la Roumanie, ont échappé à la détérioration des termes de l'échange parce qu'elles exportaient des produits dont les prix mondiaux ont beaucoup augmenté (charbon, produits pétroliers). Cela ne leur a pas évité la crise d'endettement

la plus grave de toute la communauté socialiste.

En revanche l'URSS, il faut le dire, a bénéficié d'un aspect essentiel de la crise occidentale : la hausse des prix du pétrole. Cette hausse a fait passer la part des produits énergétiques, dans le total de ses exportations en valeur vers l'Ouest, de 39 % en 1973 à 75 % en 1981. En même temps, à partir de 1977, les exportations soviétiques de ces mêmes produits ont diminué en volume; tout s'est donc passé comme si la hausse du prix de l'OPEP avait permis à l'URSS d'"économiser" ses ventes tout en augmentant ses recettes. Les hausses du prix de l'or ont également bénéficié à l'URSS. Ces avantages ont cependant été partiellement atténués du fait que l'URSS a vendu son pétrole à ses partenaires du CAEM à un prix inférieur au prix mondial, les augmentations de celui-ci n'étant répercutées que partiellement et avec retard. Les évolutions du début de 1983 (baisse du prix OPEP) vont probablement modifier cette situation, mais pas de façon radicale.

3. Crise ou mutations ?

Nous sommes maintenant en mesure de tenter une interprétation des phénomènes observables dans les pays socialistes.

Plusieurs approches sont possibles. Aucune n'est exempte d'a priori politique, en général non exprimé.

a) L'interprétation la plus fréquente consiste à dire que les pays socialistes sont en crise. Elle ne s'arrête généralement pas à ses propres contradictions : cette crise constituerait une répercussion de la crise occidentale (preuve que les pays socialistes ne peuvent pas se protéger des influences de l'extérieur), en même temps serait une crise du système (alors pourquoi maintenant ?). La situation se dégraderait continuellement (elle aurait donc été bien meilleure il y a dix ans, vingt ans ? les partisans de la thèse "crise dans les pays de l'Est" ne nous ont pas habitués à des jugements positifs par le passé). Généralement, dans cette perspective, la crise polonaise est vue comme un signe avant-coureur de ce qui doit inmanquablement survenir ailleurs; mais quand ? dans quel pays ? avec quel détonateur ?

b) Une variante de l'interprétation précédente, moins

superficielle, consiste à appliquer aux pays socialistes les analyses contemporaines de la crise capitaliste. Nous voulons mentionner ici les analyses traitant la crise capitaliste comme une crise du mode de régulation, et qualifiant par ailleurs le système économique et social des pays de l'Est européens comme une variante du capitalisme (cf. les développements sur la "nature de l'URSS"). La discussion de ces thèses mériterait des développements abondants car elle se situe à la croisée des interrogations sur ce que sont les pays socialistes et sur leur évolution. Attirons donc simplement l'attention sur deux contradictions internes importantes de cette problématique. En premier lieu, si l'on qualifie la crise capitaliste comme une crise de l'accumulation intensive, alors on doit constater que les pays socialistes ne peuvent en être déjà là, puisque leur problème est justement l'impuissance à sortir du mode de croissance extensif. Evidemment on ne peut identifier l'accumulation intensive capitaliste (elle-même étroitement associée à un mode de répartition et de consommation) et l'objectif de croissance intensive posé (mais non réalisé) par les pays socialistes. Mais en tout état de cause les blocages de l'accumulation socialiste se situent aujourd'hui à un autre niveau. En second lieu, la crise du mode de régulation capitaliste est étroitement liée à la transnationalisation de la production; or les pays socialistes sont actuellement très faiblement insérés dans la division mondiale du travail (qu'eux-mêmes le déplorent est une autre question), quels que soient par ailleurs les mythes entretenus à ce sujet (par exemple celui de la "collusion objective" des firmes transnationales capitalistes et des Etats socialistes qui les accueillent chez eux sous le couvert de la coopération industrielle Est-Ouest).

c) Une troisième approche est celle que l'on trouve chez certains économistes des pays de l'Est, particulièrement hongrois, consistant à s'attacher aux phénomènes cycliques (cycles de l'investissement, alternance centralisation - décentralisation, etc.). Ces phénomènes sont effectivement observables, mais ceci dès la fin des années cinquante. Leur analyse donne des enseignements précieux sur le fonctionnement des économies socialistes, mais ne permet pas de qualifier spécifiquement la situation présente.

d) Dans la mesure où une crise est une rupture (accident, césure, perturbation) par rapport à une norme, on doit s'interroger sur celle-ci. En ce cas on pourrait parler de crise dans les pays socialistes dans le cas où l'évolution de la situation économique n'est pas conforme aux objectifs fixés par les responsables de l'économie, on n'est plus du tout maîtrisé par ceux-ci. La situation économique polonaise est précisément l'illustration du dernier cas de figure. Répétons encore que rien n'autorise à l'extrapolation automatique de ce cas aux autres pays.

Pour ceux-ci, on constate assurément un décalage entre les objectifs et les réalisations; ce décalage est réduit par une politique systématique, dans presque tous les pays, d'abaissement des objectifs incorporés dans les plans annuels et quinquennaux. On entend souvent interpréter ceci comme un signe de crise; par les mêmes qui reprochaient naguère aux plans des pays socialistes de formuler des objectifs irréalisables. Il nous semble au contraire qu'il y a là un réalisme témoignant d'une maîtrise améliorée de l'économie (et c'est d'ailleurs tout particulièrement le cas de la Hongrie, généralement citée en exemple d'une bonne gestion...).

Il reste que dans la logique même des pays socialistes, on doit admettre l'échec du passage annoncé il y a plus de dix ans, de la croissance extensive à la croissance intensive. Crise de mutation alors ? Plutôt enlèvement dans une phase de transition vers une société socialiste avancée. Peut-on se dégager de cet enlèvement ?

4. Quelles solutions ?

Nous ne développerons pas ici en détail les solutions recherchées ou apportées aux difficultés économiques présentes. Elles revêtent une spécificité nationale tenant aux caractéristiques des différents pays, et sont exposées dans les communications concernant ceux-ci. On a déjà vu les contraintes qui pèsent sur ces politiques de redressement. On peut les résumer sommairement ainsi en 1983 :

a) sur le plan interne :

- poursuite des réformes économiques, avec l'objet majeur de trouver des formules d'intéressement efficaces, stimulant les travailleurs à une plus grande productivité; ces réformes elles-mêmes doivent permettre à plus long terme la restructuration de l'appareil productif;

- abaissement sensible du taux d'accumulation par réduction des investissements nouveaux, concentration des efforts sur la modernisation des entreprises; simultanément "mobilisation des réserves internes" (économies d'énergie, matières premières);

- abaissement modéré de la croissance des revenus réels (par contraction de la croissance des salaires réels, compensée en partie par l'accroissement des prestations sociales);

- effort décisif pour le rétablissement de l'équilibre extérieur, par la contraction des importations essentiellement; ce qui nous conduit à la section suivante;

b) sur le plan externe :

- adaptations individuelles de chaque pays à la conjoncture internationale. Pour les Six : effort soutenu d'exportation vers le monde non socialiste, contrarié par la récession et les tendances protectionnistes des grands marchés occidentaux, plus réussi vers le Tiers-Monde - mais cette réussite elle-même ne va pas sans poser de problèmes quant à la qualité des rapports Est-Sud. Pour l'URSS : dans un contexte international politiquement de plus en plus tendu, utilisation de son potentiel énergétique, et des besoins européens tant en approvisionnements qu'en débouchés, pour le développement de son commerce avec l'Ouest;

- tentative d'utiliser le CAEM comme cadre efficace d'une

coordination internationale des politiques économiques et de restructurations industrielles . Ici les ajustements recherchés se soldent par un échec qu'il faut reconnaître et dont témoigne l'ajournement de la réunion au sommet des pays membres du CAEM, prévue pour mai 1983. La modernisation des structures industrielles et les mutations technologiques dont la nécessité est unanimement reconnue n'ont pu se réaliser jusqu'ici dans le cadre national; les relations internationales intra-CAEM, insuffisamment multilatérales et trop centrées sur l'URSS, n'ont pas davantage été le véhicule de spécialisations efficaces. Les mécanismes "marchands" du CAEM, formation des prix, organisation du commerce extérieur, relations monétaires, fonctionnent mal. L'intégration économique socialiste n'a joué aucun rôle face à la crise polonaise. Ceci nous paraît incontestablement la faiblesse actuellement la plus grave du système socialiste comme communauté internationale. Pourtant, elle n'est jamais mentionnée. Bien au contraire, on entend régulièrement agiter la menace de "tendances autarciques" et de "repliement sur le CAEM" : c'est donner au CAEM un potentiel dont il est loin de disposer.

On peut interpréter cet échec de la coopération intra-socialiste comme une preuve de la vitalité de différentes expressions nationales du socialisme face à un modèle unique. La CEE n'a guère fait mieux; ce n'est pas une justification. La fragilité du CAEM comme communauté économique internationale ne facilite pas les politiques nationales de redressement.

Ces politiques "de rigueur" telles qu'elles se développent aujourd'hui conduiront probablement à une reprise de la croissance économique en 1983. Mais il y a encore beaucoup à faire pour la mutation qu'implique le passage au socialisme avancé; n'oublions pas que pour la plupart de ces pays, la sortie du sous-développement économique est récente, et qu'elle s'est opérée - après 1917, ou après la seconde guerre mondiale - à un rythme extraordinairement rapide.

* Ces réflexions ont fortement bénéficié des recherches et débats actuellement menés dans le cadre du Groupe de recherche sur la théorie de l'économie socialiste, Centre d'économie internationale des pays socialistes, Université de Paris I. Elles n'en représentent pas moins des positions personnelles dont j'assume la responsabilité.

(1) On examinera ici le cas des 7 pays socialistes européens : URSS, Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie.

Croissance du produit matériel net créé
(Pourcentage de variation annuelle moyenne)

TABLÉAU I

	1970-1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Plan 1982	1982
Bulgarie	7,8	6,5	6,3	5,6	6,6	5,7	5,0	3,6	4,0
Grece	6,2	2,0	8,0	4,2	1,9	-0,8	2,0	1-1,5	1,5-2
Pologne	9,8	6,9	5,0	3,0	-2,3	-6,0	-12,1	-1,6*	-8,0
République démocratique allemande	5,4	3,7	5,1	3,8	4,0	4,4	5,0	4,8	3,0
Roumanie	11,2	11,2	8,7	7,4	6,2	2,9	2,2	5,5	2,6
Tchécoslovaquie	5,7	4,2	4,2	4,1	3,1	2,9	-0,4	0,5*	0*
Union soviétique	5,7	5,9	4,6	5,1	2,2	3,9	3,3	3,0 ^a	2,6
Europe orientale	7,9	6,2	5,9	4,5	2,5	0,7	-1,1	2,4	-0,1
Europe orientale (non compris la Pologne)	..	6,0	6,3	5,1	4,5	3,2	2,7	3,6	2,3
Europe orientale et Union soviétique	5,3	6,0	5,0	4,9	2,3	3,0	2,0	2,8	1,5

Sources : Étude sur la situation économique de l'Europe en 1982, Commission économique pour l'Europe, Nations Unies

a Calculé d'après le taux annuel moyen de croissance du PPI prévu dans le plan quinquennal, la croissance du PPI en 1981-1982 et le Plan triennal pour la période 1983-1985.

c Produit matériel net utilisé pour la formation nette de capital et la consommation.

1981-1982	Plan 1982	1984-1985 a	Plan 1982-1985
4,5	3,8	2,9	3,7
1,7-2	0,5-1,0	4,8-5,3	2,6-3,2 ^b
-10,1	2,0-2,5	4,2-7,1	3,5-3,6
4,0	4,2	6,7	5,1
2,4	5,0	13,1	7,1
-0,2*	2,0	4,2-5,8	2,0-2,6
3,1	3,3 ^c	3,8	3,4 ^d
-0,6	3,3	8,6	3,8
2,5	3,6	7,7	4,8
1,9	3,3	5,3	3,5

Zet le taux annuel de croissance du PMI pour 1981-85.

TABLEAU 2
Productivité du travail^a

	Pourcentage de variation annuelle						Contribution à la croissance du PNB					
	1976-1980	1979	1980	1981	1982	1981-1985	1976-1980	1980	1981	1982	1981-1985	
Belgique	6,1	5,7	5,5	3,9	..	4,6	100	87	98	79	..	124
Hongrie	3,7	2,1	0	2,3	1,5	3,2*	116	111	0,8 ^b	115	86	110
Pologne	1,7	-1,3	-5,2	-12,2	-4,2	..	142	1	0,8	0,1	3,8	..
République d'Allemagne	3,6	3,6	4,3	4,4	2,5*	4,5*	86	90	98	88	83	88
Roumanie	6,7	6,1	2,0	2,4	2,4	7,0	93	98	69	109	92	96
Tchécoslovaquie	3,3	2,5	2,5	-0,6	-0,2*	..	89	81	86	-0,2 ^b	-0,2 ^b	..
Union soviétique	3,2	1,4	3,2	2,5	2,7	3,2	74	64	82	76	82	94

Source : Etude sur la situation économique de l'Europe en 1982, Commission Economique pour l'Europe, Nations Unies

^a Produit matériel net par personne employée dans le domaine de la production matérielle.

^b Différence entre l'indice de la productivité du travail et celui du PNB en cas de déflation du PNB.

TABLEAU 3.
Productivité marginale du capital^a

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Bulgarie	-3,0	-1,6	-3,9	-0,3	-2,6	-2,3	1,8
Hongrie	2,3	2,6	-1,1	-5,0	-6,9	-3,2	-3,0
Pologne	-1,7	-4,2	-5,2	-8,2	-7,0	-15,8	-9,7
République démocratique allemande	-2,0	0,2	-2,4	-1,1	-0,8	-0,6	-4,0
Roumanie	-1,9	-1,5	-2,1	-3,0	-5,7	-5,8	-4,0
Tchécoslovaquie	-2,1	-3,2	-1,7	-2,8	-2,8	-6,2	-6,0*
Union soviétique	-1,8	-2,2	-3,1	-6,4	-3,4	-3,2	-3,5*

Source : Calculé d'après Statisticheskii Ezhegodnik Stran Chlenov Soveta i Narodnoy Vzaimopomoshchi (Annuaire statistique du CAEM), 1981, p. 41, 49 et 1982, p. 39, 44, et rapports sur l'exécution du plan en 1982.

^a Rapport de la variation annuelle du produit matériel net à la variation annuelle du capital fixe dans le domaine de la production matérielle.

"LA CRISI ALS PAISOS SOCIALISTES"

2ª Ponència: CRISIS EN LOS PAISES DEL ESTE? Aspectos financieros. (B. Bastida V.)

Abordar correctamente el tema de los aspectos financieros de la hipotética crisis en los países del Este exigiría -si dispusiéramos de tiempo para hacerlo- una delimitación precisa del concepto de crisis, concepto cargado de connotaciones y juicios de valor tanto si se aplica al sistema económico capitalista como al que rige en los países del Este.

Esta delimitación, como digo, sería conveniente pero nos llevaría demasiado lejos del tema propuesto. Por ello prefiero enlazar directamente con la conferencia que ayer impartió la profesora Marie Lavigne y tratar de llegar a un "acuerdo de conveniencia" sobre el concepto de crisis, que permita seguir adelante y que puede ser puesto en cuestión posteriormente.

De este modo ^u ~~pr~~ tanto informal diría que la concepción de crisis que ahora me interesa consiste en cierta incapacidad del sistema económico/social para satisfacer las necesidades de reproducción del mismo. Situación que será resoluble -o no- a través de sus propios mecanismos y que podrá exigir determinadas transformaciones profundas. Tal vez sería mejor hablar de "tendencias hacia la crisis" en muchos casos. Y tener en cuenta la "inercia" del sistema (su resistencia al cambio) que impide la eliminación de los factores de crisis pero al mismo tiempo retrasa su desarrollo.

Al tratar de aplicar esta concepción de la crisis al análisis de la situación en los países del Este, en estado actual de mi investigación y mis lecturas, diría que en ellos -fuera del caso de Polonia- más que indicadores claros de una crisis, encuentro solamente indicios (no es un juego de palabras, sino que trato de restar rotundidad a las afirmaciones sin dejar que se pierdan). Es decir, más que una crisis clara encontramos determinadas "tendencias" que podrían desembocar en ella. Ello implica un planteamiento a plazo medio o largo. Tal vez en este momento la tendencia hacia la crisis parezca más acentuada, pero es posible que ello se deba a la comparación subjetiva con un "patrón" ideal de lo que "debería ser". En todo caso hay peculiaridades -para mi logros innegables- en las economías del Este que no permiten trasladar allí el esquema de análisis de indicadores aplicable a "crisis del sistema de mercado": Tales logros

son la seguridad en el empleo, la amplitud del fondo social de consumo, la estabilidad de precios, las medidas socio culturales en beneficio de la población...

Los indicios generales de tendencias hacia la crisis o de situaciones de dificultad en los países del Este los analizó e interpretó ayer la profesora Marie Lavigne. Vamos a centrar nuestro interés ahora en los aspectos financieros de aquellas economías con referencia particular al caso de la Unión Soviética -para ver si en ellos se adivinan síntomas, indicios de crisis, qué gravedad manifiestan estos síntomas, hacia qué tipo de crisis podrían desembocar, y asimismo si los mecanismos financieros son utilizados como frenos o elementos superadores de una supuesta crisis.

Para ello es conveniente señalar, en primer lugar, cuáles son los principales instrumentos financieros de las economías planificadas. Escogeré como sintomáticos:

- 1) Sistema fiscal
- 2) Sistema monetario
- 3) Precios
- 4) Financiación exterior

Dejaremos el último para la conferencia que se desarrollará el viernes y me referiré sólo parcialmente al tercero porque merecería él solo todo un curso, porque lo que destacaré de él lo englobaré dentro del sistema monetario y porque desde hace un año existe una obra en castellano de un compañero de la Universidad de Sevilla desgraciadamente fallecido, Camilo Tejera, y a través de su lectura es más asequible la comprensión del tema. (1)

Comencemos, pues, por el sistema fiscal, presupuestario, en los países del Este, tomando como patrón la imposición y el gasto público en la Unión Soviética. Describiré, en primer lugar, las características del Presupuesto para apuntar a continuación si en la evolución de sus partidas en los últimos años pueden adivinarse "situaciones difíciles".

(1) TEJERA, Camilo: "Los precios en las economías socialistas". Publicaciones de la Universidad de Sevilla. Sevilla 1983.

El sistema fiscal (Esquemas de la explicación a partir de este punto)

- A) CARACTERISTICAS GENERALES
- Funciones. Volumen/R.N
 - Estructura G.P.
 - Estructura Impuestos

1. Funciones del sistema presupuestario

a). ¿tiene función en una economía planificada?

Conglomerado empresas estatales

Paradoja: el Estado se recauda a sí mismo

Estado-empresario

Estado-intervencionista

1ª respuesta: Simple traducción de una parte del plan en términos financieros

2ª respuesta: Si se quiere que las empresas sean "agentes" de los procesos económicos -- Autonomía financiera (autonomía gestora)

Distribución "empresas" "Admon. Central"

Presupuesto-instrumentos fiscales-complemento del Plan.

b). Funciones:

Centralización de la Renta neta

Realizada no administrativamente sino con estímulos / eficacia

1) Dirección del desarrollo. Trasvases

Financiación sectores; complem^o precios/cantidades

2) Medidas socio-culturales y ciencia

3) Necesidades comunes: defensa/Admon.

2. Volumen 66.50 % R.N.

3. Estructura Gasto Público (oficial)

1982	mm. Rublos	%
F.E.N.	187.1	56
Soc. Cult. y C.	109.8	33
Defensa	17.1	5
Admon.	2.8	0,8
Residuo	19.-	5,2
<hr/>		
TOTAL	335.8	100

La mayor proporción a F.E.N. Increíble defensa

4. Estructura impositiva (oficial)

1982	mm. Rublos	%
Volumen ventas	100.8	30
Beneficios	101.9	30
Población	26.8	
S. Social	22.3	14
Otros	84.4	26
<hr/>		
TOTAL	336.2	100

Caracteres

- a) más sobre prod. y distrib. *que s/. población*
- b) dos canales: V. ventas y beneficios
- c) gran cajón de sastré. Creciente. *'otros' (26%)*
- d) Descomposición beneficios - cuadro adjunto *11*

↓
Reforma 1965

- 1) carga s. capital
- 2) pagos fijos renta
- 3) saldo al presupuesto
- 4) impuesto antiguo

B) INDICIOS DE "IRREGULARIDAD"

- No son síntomas en sí mismos. Hay que unir a otros datos conocidos: falta de estímulo / falta productividad.

1) Crecimiento presupuesto a tasas más elevadas que R.N.

- DATOS CUADRO n.º 2
- Contrariamente a alguna previsión anterior a la Reforma 65
- Parece que contrariamente a la "estimulación"

INTERPRETACION

- + (o.K.) Mantenimiento gasto social.
- (negat.) El Press. pasa a ser simple copia del Plan
(sin flexibilidad - absorbe "todo")

2) Análisis gasto público

- Cuadro datos (n.2)
- Interpretación
- Hipótesis subyacente
 - si cada vez se necesita financiar más la E.N. y se financia menos "socio-culturales"...

Resumen G.P.

No es claro

Habría que complementar con

- 1) Desegregación F.E.N.
- 2) Evolución magnitudes físicas: crecimiento población por edades
- 3) Indicadores cualitativos

Sanidad { - Camas / habitante
 { - médicos Habitante y distribución espacial

Educación: Salidos / entrados
 reformas educativas
 tipo de investigación científica

3). Análisis imposición

1- Varía proporción/tendencia en la relación I s/v. ventas y beneficios

Evolución hasta los 67: atrapa benef. a T. tax

67-75: por delante B pero no despega

76- iguales

77- beneficios

78-81 Is/v. v.

82- Benef. casi iguales

Interpretación

Podría suponerse que I^s/B más flexible. Disminución importancia Is/vv. menos flexible/ más relacionado con mov. precios/ más "recaudación estable". No es así.

¿Falta de política fiscal coherente?

¿Volvemos a finalidad recaudatoria?

2- Balance de la división/modificación de la Deducción de Beneficios.

Análisis CUADRO 1

a) Poco peso carga s/ activos productivos

s/Kosygn - 1965: el principal, a absorber los otros
(en Hungría se suprime)

b) Caída pagos fijos de renta - positivo

c) Permanencia antigua deducción

d) Saldo al presupuesto - no es resto, sino predeterminado

e) Saldo disponible empresa: No está claro

- Se va mucho a dedicaciones centralizadas a nivel superior a empresa

- Llama la atención la caída dedicación-inversiones

f) Los beneficios crecen muy poco a poco - CAE RENTABILIDAD INDUSTRIAL [p. 552 N.K. 1981]

Interpretación

+ Pérdida importancia papel estímulo

+ Se confirma en la Reforma 1979. El beneficio deja de ser indicador sintético. Se añaden muchos indicadores

- para la producción
- para el trabajo
- para los aspectos financieros
- para las inversiones
- para las nuevas técnicas
- para los aprov.material y técnico

+ El beneficio se divide según la lógica de la obediencia a indicadores / no según su maximización.

En Resumen

- Indicios de que "algo anda mal".

(2)

(2) Análisis del tema impositivo en HACIENDA PÚBLICA ESPAÑOLA n.66. Número monográfico dedicado a la fiscalidad en los países socialistas.

SISTEMA MONETARIO

- Mecanismos monetarios; distinta función q. en economía de mercado

Simplificación { B. CENTRAL - emisor
B. ESPEC.- Stroijsbank, etc.

a) Dinero "solo" contable - CENTRALIZADO

Transacciones dentro sector estatal

b) Dinero fiducionario: mercado laboral - salarios

mercado b. consumo - pagos bienes y servicios



no movilizable mediante cheque o talón
puede ahorrarse en inst. crédito.

- Marco de PLANIFICACION : también financiera / I, no depende del ahorro



Un punto de "ruptura": si la corriente planificada de moneda
(salarios) no revierte al Estado (si no se compra).

Tema del ahorro forzoso

Tema de las subvenciones a empresas con pérdidas

Tema de los stocks invendibles



1) Ahorro forzoso

No parece que pierda v. marginal el dinero.

Ampliación de estos temas:

ASSELAIN, Jean Ch. "Mythe ou réalité de l'épargne forcée dans les pays socialistes" en Travail et monnaie en système socialiste (C.E.I.P.S. Etudes coordonnées par Marie Lavigne) Economica. Paris, 1981.

LAVIGNE, Marie : "Les économies socialistes soviétique et est-européennées" Paris. Colin, 1970 y ediciones sucesivas.

C U A D R O 1

DISTRIBUCION BENEFICIO EMP. Y ORGANISMOS ECONOMICOS ESTATALES (%)

1965 1970 1975 1980 1981

B. Total 100

PRESUPUESTO 70 59 57 59 58

Sdvis.

C.S. Activos 15 18,5 19,2 17,6

Pagos Fijos 2,7 1,9 0,3 0,2

Saldo Pres. 27 27 28,9 28,4

Antigua Dedución 70 14,3 9,6 10,6 11,8

EMPRESA 30 41 43 41 42

Estímulo 6 14 17 17 17

Inversiones 10 13 10 4 4

Cc. y Pérdidas *Manifiestas* 9 5 5 3 4

Otros 5 9 11 17 17

C U A D R O 2

INDICES CRECIMIENTO MAGNITUDES PRESUPUESTO

	R. Nal.	Gasto Público	M. Soc. Culturales : <u>Salvación</u>				Ed. y Ciencia : <u>Salvación</u>				
			F.E.N.	Med. Soc- Culturales	Educ. y Cien. y Cien.	San y Seg. Cult. Soc.	Previs. Social	45%-42% Guarderías y otras Esc.	Formación Cuadros	Ciencia	
(65=100)- 1966-70	149,8	152,16	166	146,33	141,7	139	139	182,5	128,9	148,5	156,1
(70=100)- 1971-75	125,3	138,7	148,4	138	132,2	124	143	162	129,9	142,9	123,4
(70=100)- 1976-80	127,2	137,3	145,4	128	122	129	132	135	117,3	124,3	125,3
(65=100)- 1966-80	238	290	358,6	258,6	228,6	221	263,7	422,5	196,4	263,6	241,5
(70=100)- 1970-81	166,3	200,4	227,6	185	168	163,4	201,6	231,5	156	181,6	167,2

Fuente: Nar. Khoz. y elaboración propia

"LA CRISI ALS PAÏSOS SOCIALISTES"

3ª Ponència: ASPECTES TECNOLÒGICS DE LA CRISI (Xavier Farriols i Solà)

Dintre de la problemàtica general del que es ve anomenant crisi econòmica als països de l'Est, l'estudi dels aspectes tecnològics ofereix molt diverses línies d'investigació d'acord amb la complexitat d'ambdós conceptes. En l'exposició d'avui intentaré sistematitzar alguns dels elements d'interrelació per tal de formular una hipòtesi sobre la viabilitat de l'estratègia de desenvolupament basada en l'absorció de tecnologia occidental en el sí de les economies est-europees. De fet, com veurem després, la crisi internacional es pot considerar com a causa o element inductor de l'esmentada estratègia i també com a element determinant de la dificultat d'aplicació de la mateixa, sobretot en algun cas concret com el de Polònia on es pot parlar de fracàs.

El cas polonès em servirà com a punt de referència en alguna de les parts d'aquesta anàlisi, punt de referència que ens ve donat, d'altra banda, pel fet que ha estat el país que de forma més pronunciada va optar durant la dècada dels 70 per la incorporació de tecnologia occidental.

Dividiré l'exposició en tres parts que es poden sintetitzar en 1) una justificació de l'estratègia a curt termini d'incorporar tecnologia occidental. 2) Una exposició d'algunes de les dificultats d'aplicació d'aquesta estratègia, i finalment 3) una anàlisi de la pressió cap a una reforma dels mecanismes de funcionament del sistema que exerceix el manteniment de l'esmentada estratègia.

Per tal de justificar el recurs a la tecnologia occidental crec que poden destacar-se dos principals elements inductors.

-l'un de caire intern, que té que veure amb el, ja tantes vegades anomenat, esgotament del model extensiu de creixement i amb la incapacitat de generar internament la tecnologia necessària per a passar cap a un model intensiu. És el 2º element al que va fer referència ahir Marie Lavigne.

-i l'altre de caire extern que es relaciona amb la crisi econòmica a nivell internacional, crisi que a part d'influir d'una manera autònoma ha accentuat i accelerat el paper jugat pel primer dels elements que passo a analitzar.

2

L'esgotament del model extensiu pot relacionarse amb la creixent complexitat i consegüent pèrdua de control de l'economia que es planifica per part dels dirigents dels Països de l'Est. Un índex d'aquesta pèrdua de control, (que es produeix malgrat l'aplicació generalitzada de la informàtica) ens el dona el desenvolupament de l'economia subterrània i la proliferació de circuits paral·lels als mecanismes de la planificació. Algun autor, com Grossman, creu fins i tot que és precisament gràcies a aquesta economia paral·lela que l'economia soviètica ha pogut mantenir taxes presentables de creixement.

En tot cas, aquesta complexitat dificulta la planificació exhaustiva de les economies externes de tipus tecnològic que es deriven teòricament d'aquest tipus de model extensiu. És a dir, és cada vegada més difícil planificar l'economia de tal manera que s'optimitzin totes les complementarietats potencials intersectorials. I si, en el millor dels casos, això s'aconsegueix, és gràcies a l'endagament de noves i continuades inversions no sempre a l'abast, donada la limitada disponibilitat de recursos de capital, humans i financers de les economies de l'Est d'Europa. Aquest fenomen és agreujat per la descoordinació a nivell dels subministres, que és causa de retards i desaprofitament de la capacitat instal·lada.

Un altre ingredient intern al que ens hem de referir és la malversació de recursos que es deriva de totes o alguna de les següents característiques estructurals:

- En primer lloc, l'autarquia, que provoca la insistència en inversions molt costoses, que podrien obviar-se a través del comerç, i que desincentiva la generació interna de tecnologia.

- En segon lloc, relacionat amb el punt anterior, podem anomenar el sistema de preus que serveix ben poc com a guia per a les inversions i que a la pràctica contribueix a crear una situació en què sovint es produeix lo que no es demana, inclús amb la possibilitat de que les empreses aconseguixin premis per a la producció assolida, i en canvi es deixa insatisfeta la producció demanada per la població. [Coherència funcional interna]. Molts autors fan referència també en aquest aspecte al fet que la baixa qualitat de la producció de bens de capital genera un creixement desproporcionat del sector serveis de reparació i amplia considerablement les inversions de substitució abans d'acabar la vida útil dels productes inicialment prevista. Encara que diversos autors facin referència a aquest aspecte, no tinc dades per a una contrastació empírica del mateix.

En aquest context, les possibilitats de passar gradualment cap a un model de creixement intensiu, basat en la millora de l'eficiència, es veuen minimitzades per la manca d'incentius per a generar internament la tecnologia. Tots sabem que independentment d'altres factors, els models autàrquics frenen el pro-

3

grés tecnològic, sobretot, si no es prenen mesures per a motivar als responsables de les unitats productives. A més a més, els escasos fons canalitzats cap a la investigació i els deficients lligams entre els Instituts d'Investigació i les empreses impideixen realitzar projectes de modernització.

El segon element inductor que ha coadjuvat a l'esgotament del model extensiu és la crisi econòmica internacional. Efectivament, l'esmentada crisi ha encarit els imputs d'importació necessaris per a les economies est-europees, cosa que ha ocasionat un augment de les subvencions pressupostàries per a mantenir estables els preus interns ~~en~~ detriment de les inversions productives. Aquest menor marge per a les inversions s'ha vist agreujat pel creixement dels fons destinats als programes d'explotació de nous recursos energètics en el quals la URSS ha fet participar a tots els països del CAEM. Finalment, les exportacions s'han vist dificultades per la contracció i elevació del grau d'exigència dels mercats internacionals. Ens podriem referir també a la preponderància del sector armament com a polaritzador de recursos.

En definitiva, tot plegat ha configurat una situació en que el creixement econòmic-sempre desitjable per motius polítics- ha passat a dependre principalment de l'eficiència ~~en~~ l'assignació de recursos, dels avenços en la productivitat i en conseqüència de la incorporació de tecnologia moderna, la qual, a curt terme al menys, ha de ser adquirida als mercats occidentals.

En un moment o altre tots els països, inclosa la URSS, semblen haver-se trobat en una tal situació i han fet tentatives per acudir a la tecnologia occidental. En aquest sentit, la mateixa crisi ha facilitat el procés, donat que la contracció generalitzada dels mercats interns dels països occidentals ha exigit la canalització cap a l'exterior de creixements quotes de la producció per a lo qual han concedit nombrosos crèdits als països de l'Est, que en altres circumstàncies difícilment s'haguessin donat. L'exportació de tecnologia cap als països de l'Est s'ha fet oblidant els escrúpols que en molts moments hi ha hagut referents als perills de que aquesta tecnologia fos utilitzada per a la construcció d'armament. // No entraré ara en la descripció dels vehicles a través dels quals s'ha introduït la tecnologia als països socialistes. Més aviat preferiria insistir en els problemes d'assimilació i difusió de la tecnologia i en les valoracions que es poden fer de la viabilitat o no de l'estratègia d'incorporar tecnologia occidental, tant des del punt de vista econòmic com institucional.

Quant als problemes d'assimilació i difusió de la tecnologia voldria diferenciar aquells que es deriven del mateix mecanisme de planificació, d'aquells que tenen més a veure amb la política econòmica.

4

El mecanisme de planificació de caire soviètic introdueix tres principals elements distorsionadors de la incorporació i difusió de tecnologia moderna.

En primer lloc, cal destacar que, malgrat les modificacions lliberalitzadores introduïdes a la mateixa URSS i, sobretot, a alguns països de la zona, segueixen predominant els canals verticals imperatius de coordinació i control de dalt a baix, amb alguna possibilitat de correcció -els CONTRAPLANS- de baix a dalt. Això vol dir que s'intenta minimitzar les relacions horitzontals entre sectors, empreses i fins i tot Ministeris (fins el 1967).

A l'àmbit del Comerç Exterior, al que ens referirem més endavant, en el cas de la URSS fins el 1978 inclús s'evitaven les relacions directes entre empreses i organismes de comerç exterior, que són les encarregades d'adquirir tecnologia a fora i de fer prospecció de mercats per a exportar.

En qualsevol cas, això ocasiona una notable manca de flexibilitat a l'hora d'introduir tecnologia nova adaptada a la necessitat a cobrir i d'establir un Pla d'inversions coherent per optimitzar l'absorció. També ajuda a explicar el fet de que en cas de comprar un producte innovador a fora, aquest queda bloquejat sense possibilitat de difusió.

El sistema de balanços materials característic de la planificació soviètica i que determina per acada sector, en unitats físiques, les disponibilitats de recursos i la seva utilització, constitueix també un desincentiu o en el millor dels casos, un element de retard per a la introducció de tecnologia degut als problemes d'ajust que comporta incorporar als esmentats balanços la reestructuració de demanda d'imputs o materials complementaris requerits per la tecnologia novedosa. La manca d'agilitat en aquest terreny ha provocat moltes vegades la inutilització de la tecnologia nova incorporada a l'economia o bé un increment no previst de les importacions, com en el cas de Polònia.

En tercer lloc, caldria insistir en l'organització del comerç exterior com a obstacle per a la introducció de tecnologia moderna i per l'exportació. El mecanisme econòmic soviètic i, en menor grau, les regulacions de la resta de països est-europeus (sobretot Hongria que és el país més lliberal en aquest sentit) considera el comerç exterior com un element RESIDUAL. Concretament, només es preveu importar com a últim recurs per quadrar els balanços materials, és a dir, sense cap consideració sobre l'eficàcia. I les exportacions només es preveuen per finançar les importacions una vegada decidit el país subministrador d'aquestes. Lògicament això també resta oportunitat d'introduir tecnologia. Precisament per obviar l'obstacle que representa el sistema de comerç exterior, ha proliferat des de l'última part de la dècada dels 70 la utilització d'un mecanisme paral·lel, planificat per separat, que són els acords de cooperació industrial. Aquest tipus d'acords condiciona la introducció de tecnologia a empreses concretes a l'exportació al país subministrador de part de la producció possibilitada per la mateixa. Es tracta

d'un mecanisme que afavoreix notablement els països de l'Est donat que, a priori, permet l'autofinanciació, l'obtenció de crèdits en bones condicions i una garantia de continuïtat en les exportacions.

Aquí, però, tendeix a donar-se un cert aïllament de la tecnologia incorporada i es pateix la descoordinació de les inversions necessàries per tal de crear el contexte més adient per a fer rendible l'operació.

Cal assenyalar que aquesta alternativa ha perdut entitat darrerament degut al fracàs de l'experiència polonesa i al temor sentit als països occidentals de que els països de l'Est puguin arribar a fer competència als tercers mercats. Així mateix, han tornat a influir consideracions polítiques en les que no voldria entrar avui.

Quant a les actituds de Política Econòmica que més han influït en el procés d'incorporació de tecnologia, distorsionant moltes vegades la seva aplicació i difusió, caldria assenyalar en primer lloc el manteniment de criteris autàrquics en la selecció dels sectors beneficiaris. Efectivament, s'ha tendit a donar prioritat a les indústries pesades, sobre tot metal·lúrgica i química, confiant en que a partir d'elles s'aniria modernitzant l'economia en el seu conjunt. Això s'ha fet sense tenir en compte el retard en la plena assimilació de la tecnologia per part dels sectors receptors ni el retard en la difusió cap a altres sectors. El resultat ha estat la configuració d'una economia dual, al costat d'un sector militar molt desenvolupat. Alguns autors han volgut veure en l'aplicació d'aquest criteri un signe del caràcter conscientment temporal de l'estratègia d'incorporació de tecnologia occidental.

D'altra banda, la política d'inversions, com ja s'ha posat de manifest anteriorment, no s'ha harmonitzat amb la nova situació d'absorció massiva de tecnologia, sobretot pel que fa a la seva estructura en el sentit de preveure els canvis en l'esquema de complementarietats intersectorials.

L'esmentada política ha donat massa importància a les inversions productives descuidant la necessària expansió paral·lela de les infraestructures socioeconòmiques, des de l'educació fins al transport.

Però, sobretot, i això fa referència principalment al cas polonès, no sembla haver-se valorat de manera realista la capacitat de financiació a posteriori de les importacions de tecnologia a través de les exportacions industrials en un context de contracció dels mercats mundials i d'increment dels nivells d'exigència de qualitat. Com tampoc no s'ha previst la possibilitat de crisis agràries ni el fort augment de les importacions de matèries primeres.

6

En definitiva, no s'ha dibuixat un esquema de fluxe de fons massa realista provocant un excessiu endeutament en divises, molt per sobre del previst per a cobrir el desfase temporal entre importacions i exportacions.

Com a reacció a aquesta manca de previsió s'ha decidit frenar indiscriminadament les importacions creant desajustos addicionals i nous estrangulaments. (Polònia i Hongria).

És precisament per aquesta impossibilitat i dificultat d'exportar que la crisi, que havia contribuït a desencadenar el procés de transferència de tecnologia, està també a la base de la seva inviabilitat.

Arribats a aquest punt, podríem concloure PROVISIONALMENT que en base a l'anàlisi dels mecanismes econòmics, les economies socialistes no estan en condicions d'optimitzar l'assimilació de la tecnologia occidental.

Aquesta conclusió provisional queda reforçada si adoptem, com crec que s'ha d'adaptar, una concepció ampla del terme tecnologia en el sentit de definir-la com a tècnica + estructura. És a dir, a part de totes les consideracions sobre els mecanismes econòmics fetes fins ara, s'ha de ser conscient de que la tecnologia porta incorporat el codi de la societat on ha estat dissenyada i que, per tant, la introducció de tècnica estrangera suposa un factor de pressió institucional cap a l'adopció de sistemes organitzatius, criteris de presa de decisions i relacions de producció en línia amb els patrons de conducta i hàbits mentals vigents al món occidental i en contraposició, per tant, amb la centralització de decisions i rigidesa del mecanisme planificador.

Aquest factor de pressió actua lentament, entre altres coses a causa de la política, potser conscientment ambigua dels planificadors per a evitar precisament això, i també degut al mateix caire de la demanda de tècnica per part dels responsables de les unitats productives, caire que pot ser detectat a través dels contraplans, els quals posen de manifest un interès per incorporar màquines noves però no sistemes productius nous que els creen incertesa quant al compliment del objectius que tenen assignats.

En qualsevol cas, existeix aquesta pressió la qual cosa ens fa pensar en la necessitat d'introduir canvis institucionals profunds en les economies socialistes si és que es pretén profunditzar en l'opció de introduir tecnologia occidental. El mateix argument, ens portaria a concloure la inviabilitat ideològica de l'esmentada estratègia en la mesura en que posa en qüestió les bases del sistema socialista.

7

En aquest sentit, donada la necessitat política de seguir creixent, donat el suposat esgotament del model extensiu de creixement i la consegüent necessitat d'introduir paràmetres d'eficiència en el funcionament de l'economia, i donada, finalment, la incapacitat a curt terme de generar la tecnologia pròpia adient, sembla imposar-se l'opció per l'estratègia d'incorporació de tecnologia occidental. I si es fa aquesta opció, de poc serviria - com demostra per exemple l'experiència polonesa - promoure la incorporació si no es fa el possible per optimitzar-la i hem vist que per a optimitzar-la s'ha de reformar d'alguna manera el mecanisme de funcionament del sistema.

El fet que la tècnica procedeixi del món capitalista sembla indicar aparentment que hi hagi d'haver un impuls cap a l'adopció dels mecanismes institucionals vigents al món capitalista.

I això és una cosa que tinc interès en desmentir utilitzant la clàssica distinció de Eucken entre Sistema Econòmic i tipus de funcionament.

Efectivament, des d'aquest punt de vista, intuïm que el mecanisme de la planificació i el control central de l'economia - així com, lògicament la propietat pública dels mitjans de producció - poden mantenir-se amb un tipus d'organització diferent, més flexible, que en tot cas suposa la participació més activa de les unitats productives en la presa de decisions tant pel que fa al vessant intern com a l'extern de l'economia. La reforma hongaresa va per aquest camí de rebaixar el grau de centralització i l'experiència de les brigades a les que feia referència ahir M. Lavigne també.

Trobar un equilibri d'aquest tipus és molt complex, tal com s'ha posat de manifest en les experiències hagudes en els països de l'Est, i el que voldria ara és justificar a nivell teòric aquesta complexitat seguint les vinculacions entre els diferents mecanismes d'elaboració i execució dels plans.

El primer obstacle es troba a nivell superestructural i és el que anomenaria, seguint la descripció de Nove, inèrcia burocràtica, terme que resumeix el bloqueig en el procés de presa de decisions derivat de l'envergadura i heterogeneïtat de l'aparell burocràtic als països de l'Est, sobretot a la URSS. Sota aquesta heterogeneïtat ben segur que hi pesa la disjuntiva a la que he fet referència abans entre introducció de tecnologia, renunciant a parcel·les de poder, o insistència en el model original, acceptant dificultats de creixement.

Passant al nivell econòmic no hi ha dubte que la regulació del comerç exterior és un punt cabdal i el primer sector afectat per qualsevol reforma que es porti a terme per a facilitar la introducció de tecnologia.

7
6

El primer pas en aquesta línia seria donar més llibertat a les unitats productives en els contactes amb les empreses occidentals, disminuint en conseqüència la intervenció de les Centrals de Comerç Exterior. Això hauria de permetre -de fet permet en el cas hongarès- una major adaptació de la innovació adquirida a la finalitat buscada. Donat que l'estratègia d'incorporació de tecnologia està íntimament lligada a la d'incrementar els fluxes d'exportació caldria al mateix temps una major participació de les unitats productives en la prospecció dels mercats i consegüent adaptació dels productes a les exigències de la demanda mundial.

Aquesta sola modificació del monopoli estatal del Comerç implica tota una cadena de reformes que generalment són només rebaixes en el grau d'aplicació de diferents mecanismes. D'entrada voldria destacar un aspecte molt important:

La necessitat macroeconòmica d'introduir tecnologia i d'exportar no és percebuda a nivell microeconòmic pels responsables de les unitats productives gràcies a la protecció pressupostària i a l'organització del comerç.

D'aquí es segueix que s'hauria d'incentivar les unitats productives augmentant determinades primes i introduint-ne de noves per a predisposar-les més que no pas ara a introduir millores en el funcionament. Això es pot fer amb primes concretes que valorin l'elevació del sostre tecnològic més que la millora de la combinació d'inputs o d'una manera general mitjançant la regulació dels excedents empresarials.

Dit això, que ja és una modificació prou important, podem passar a descriure alguns dels retocs addicionals que són necessaris en la resta de característiques definitòries del sistema de comerç exterior, és a dir, planificació dels intercanvis, dicotomia dels preus interns i externs, no convertibilitat i bilateralisme.

Pel que fa a la planificació dels intercanvis, que com hem dit és un apèndix del pla global, la modificació afecta a l'execució més a l'elaboració i instrumentació, doncs, la porta oberta que representa l'existència dels "contra-plans", o correccions dels "empresaris" al pla que els ve proposat, permet introduir ja les decisions sobre el volum de comerç exterior desitjat pels esmentats empresaris. L'organisme planificador pot seguir decidint, en aquesta nova suposada situació, sobre les propostes de les empreses en funció de les disponibilitats de divises, de les possibilitats d'exportació i de la complementarietat intersectorial. Com es veu, això no són canvis especialment rellevants si bé impliquen una consideració diferent a l'actual de que representen els intercanvis exteriors a nivell de la planificació global. I aquí sí que es poden donar problemes si com és de suposar com es

9

dedueix de l'experiència hongaresa- els balanços financers cobren una major importància d'acord amb l'objectiu d'augmentar l'eficiència, en detriment dels balanços materials més propis del model extensiu-autàrquic, ja que comptabilitzen en unitats físiques. Tot plegat, sembla demanar un paper més actiu dels preus com a indicadors de costos comparatius. La mateixa confecció dels balanços financers es veu dificultada pel fet que els productes interns es comptabilitzen p. ex. en rublos i els productes que són objecte de comerç amb l'exterior en rublos-divisa (= moneda estrangera convertida a rublos a un tipus de canvi oficial fixat si no recordo malament l'any 1961. Veiem doncs que el raonament iniciat en la concessió d'un major paper al comerç exterior ens porta ja posar en qüestió el sistema de preus. Aquest és un dels temes més complexos, en el que no és ara moment d'entrar-hi. El problema està en valorar si el fet de canviar el sistema de preus per a guiar l'assignació de recursos afecta només al tipus de funcionament o bé fa trontollar les mateixes bases del Sistema Econòmic.

Avui, només volia posar en relleu que a l'àmbit dels països de l'Est -excepció feta d'Hongria- hi ha una dissociació absoluta entre els preus interns i els externs. En el cas de les importacions, les Centrals de Comerç Exterior -intermediàries entre les unitats productives i les empreses estrangeres- compren al Banc de Comerç Exterior al tipus de canvi oficial -que es irreal- les divises necessàries per pagar les importacions i venen els productes importats a les empreses internes, a un preu calculat per referència al preu intern de productes similars. L'empresa compra doncs un producte importat al mateix preu que el compraria al mercat intern. No hi ha un punt de referència que serveixi de guia per a decidir, com no sigui el coneixement d'una major qualitat. Per un mateix producte no es pot comparar el preu intern amb l'extern. Això és coherent amb el paper assignat al comerç exterior al que no se li demana cap mena de rendibilitat. Però en una situació en què es considera imprescindible una major eficiència en el sistema econòmic i en què el comerç exterior ha d'assumir un paper més actiu, es fa imprescindible introduir càlculs d'eficiència en el comerç exterior a fi de que les empreses tinguin una orientació correcta en les decisions i de que aquestes siguin coherents amb l'objectiu establert a nivell macroeconòmic.

Podriem seguir el raonament tractant aspectes com la no convertibilitat i el bilateralisme, però a part de que no hi ha temps, s'escapa de l'objectiu que m'havia proposat que no és altre que arribar a una estimació de la repercussió global que pot arribar a tenir una modificació institucional per petita que sigui aparentment.

Malgrat l'exercici mental de diferenciar els conceptes de sistema econòmic i de tipus de funcionament hi han dificultats a l'hora de detectar el moment o nivell de canvi d'un mecanisme que implica ja una incidència sobre les bases del sistema econòmic socialista vigent. Fins ara, les reformes han anat una mica per aquest camí però sense arribar mai a les últimes conseqüències.

Les perspectives des échanges Est-Ouest

1

[Materials 4^e fon.]

Le commerce Est-Ouest est-il en voie de reprise, depuis 1983, après deux années de baisse des échanges en valeur absolue ? En 1981-1982, toutes les conditions défavorables étaient réunies : récession persistante à l'Ouest et décélération de la croissance à l'Est ; endettement excessif de quatre pays dont deux (Pologne et Roumanie) entrèrent dès 1981 sur la voie du rééchelonnement ou de l'étalement de leur dette, tandis que deux autres (RDA et Hongrie) évitaient de justesse une crise financière grave en 1982 ; tension internationale accrue qui s'est traduite, dans le domaine économique, par le renforcement des restrictions occidentales sur les exportations technologiques vers l'Est et une politique américaine de limitation des crédits accordés aux pays socialistes.

Infléchissement de tendance ?

C'est la prudente conclusion d'une étude publiée en Grande-Bretagne à la fin de 1983 (1). La reprise de la croissance à l'Ouest comme à l'Est, l'allègement de la dette extérieure ne laissant subsister qu'en Pologne un grave problème financier, créent les conditions d'une relance des affaires. En même temps, si l'on ne peut guère parler de détente, les responsables politiques occidentaux ne semblent plus résolus à utiliser les sanctions économiques comme une arme politique. Pour évaluer les possibilités concrètes des échanges dans les années à venir, l'étude s'appuie essentiellement sur les stratégies et potentiels décelables à l'Est. On observe, dans les petits pays d'Europe orientale, un dynamisme nouveau à l'exportation considérée comme moteur de la croissance, qui doit permettre une reprise des importations, fortement comprimées en 1981-1982 ; au total sur la période 1986-1990 les ventes à l'Ouest devraient ^{vainc} croître à un taux annuel de 3-4 %, tandis que les achats en provenance de l'Ouest augmenteraient de 4,5 % par an. A cet "optimisme raisonné" fait pendant un "pessimisme raisonné" sur le commerce entre l'URSS et les pays développés, associé au plafonnement des prix des produits

énergétiques exportés par l'URSS, qui entraînera une baisse de ses recettes en devises. En regard, l'auteur cite une série d'autres estimations : les prévisions optimistes de la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies, ou quasiment radieuses de l'Institut Wharton (qui voit dans les besoins en investissements de l'URSS le principal moteur des échanges) ; les ~~mesures~~^{vues} mesurées de l'OCDE, nuancées de l'Institut allemand de recherches économiques DIW, ou sombres des hommes d'affaires ; enfin le "pessimisme" exprimé par le "French expert" auteur de ces lignes dans une précédente chronique au Monde Diplomatique (février 1983).

Dialoguant donc avec Daniel Franklin, je partagerais volontiers sa prudence mais avec des nuances inverses des siennes : les perspectives d'échanges avec l'URSS me paraissent plus prometteuses qu'avec la petite Europe de l'Est.

Depuis la publication de l'étude, les résultats provisoires de l'année 1983 donnent des éléments nouveaux d'appréciation (2). Contrairement à l'impression que l'on pouvait avoir, le commerce Est-Ouest ne s'est pas fortement redressé en 1983 ; il a continué à diminuer en valeur (de 1,5 %), ce qui sur fond de baisse des prix mondiaux signifie tout de même une modeste hausse en volume (de l'ordre de 3 %), alors que les échanges mondiaux ont décliné en volume de 1 %. La part de l'URSS dans les échanges Est-Ouest est restée stable (proche de 60 %). Mais une évolution ~~assez~~^{assez} contrastée s'observe entre les "Six" d'Europe de l'Est et l'URSS. Celle-ci a réduit dans ~~une~~^{la} même proportion ~~ses achats et ses ventes, avec un déficit commercial global négligeable. Au contraire,~~ ~~les Six ont creusé l'écart entre leurs exportations et leurs importations, terminant l'année avec un excédent que l'on peut estimer sous toutes réserves à près de 2,8 milliards de dollars. La politique de priorité aux exportations a donc été payante ; celles-ci ont marqué une modeste croissance pour la première fois depuis 1980. La chute des importations s'est poursuivie, toujours sous l'effet d'une politique délibérée~~ ~~ses achats~~ ~~(3%) qu'elle a accru ses~~ ~~dégageant un excédent de 1,4 milliard de dollars.~~ ~~avec un déficit commercial global négligeable. Au~~ ~~contraire,~~ ~~les Six ont~~ ~~creusé l'écart entre leurs exportations~~ ~~et leurs importations, terminant l'année avec un excédent que~~ ~~l'on peut estimer sous toutes réserves à près de 2,8 milliards~~ ~~de dollars. La politique de priorité aux exportations a donc~~ ~~été payante ; celles-ci ont marqué une modeste croissance pour~~ ~~la première fois depuis 1980. La chute des importations s'est~~ ~~poursuivie, toujours sous l'effet d'une politique délibérée~~ ~~d'avantage~~

de restriction, mais avec un net ralentissement : - 5 % contre - 32 % sur les années 1981-1982 (3).

X Que tirer de ces chiffres ? Voyons d'abord la petite Europe de l'Est. Le redressement des exportations est fort inégalement réparti. On trouve en tête la RDA, dont les ventes vers l'Ouest n'ont d'ailleurs jamais fléchi au cours des "années noires" 1981-82, de sorte qu'elle assure en 1983 le tiers des exportations des "Six" vers l'Ouest (contre 25 % en 1981). Le secret de cette réussite tient, entre autres, aux exportations de pétrole et produits raffinés, vers la RFA (et surtout Berlin-Ouest) ; dès 1981 ce poste représentait le quart des recettes en devises de la RDA (4), et on y voit le parti que peut tirer ce pays de ses importations pétrolières (en roubles transférables) en provenance de l'URSS. Outre la RDA, la Hongrie a également accru ses ventes ; les performances des autres pays sont modestes, voire négatives (Tchécoslovaquie). La RDA est la seule à avoir nettement développé ses achats à l'Ouest en 1983 ; tous les autres pays les ont comprimés plus ou moins énergiquement, le record paraissant battu par la Roumanie (baisse de plus de 40 % selon des chiffres provisoires). D'où une première conclusion : la petite Europe de l'Est n'est pas encore prête à fournir des débouchés aux exportateurs occidentaux, et il lui faudra sans doute un an de plus pour consolider ses balances commerciales. Et une seconde conclusion : c'est sur la RDA qu'il faut miser (comme le confirme aussi D. Franklin), mais ici la place privilégiée de la RFA représente une concurrence redoutable pour les autres partenaires occidentaux.

Pour l'URSS, on doit distinguer selon deux groupes de partenaires ; les Européens et les Non-Européens, tout au moins à l'importation. Les exportations de l'URSS ~~ont en gros évolué de la même façon, restées globalement stationnaires~~ en valeur, vers ces deux zones. Les importations de l'URSS ont fortement fléchi en provenance de ses fournisseurs non européens. Cela traduit la baisse des achats alimentaires (céréales surtout) à l'Amé-

rique du Nord et à l'Australie-Nouvelle-Zélande, sur fond général de réduction des approvisionnements céréaliers. On estime que pour la campagne 1983-1984 les importations de l'URSS redescendront en-dessous de 30 millions de tonnes, après avoir plafonné à 46 millions en 1981-82 (5). Les achats de l'URSS à l'Europe occidentale ont sensiblement augmenté. Les statistiques soviétiques pour les neuf premiers mois de 1983 signalent des accroissements importants en provenance de France, Allemagne fédérale, Italie, Autriche, c'est-à-dire des principaux fournisseurs d'équipements destinés au gazoduc euro-sibérien. En conséquence, le déficit de l'Europe occidentale avec l'URSS a sensiblement diminué, de l'ordre de 40 % probablement en année pleine.

Peut-on voir dans ces évolutions les signes distinctifs d'une configuration nouvelle des échanges ? On doit raisonner, comme le fait D. Franklin, sur les produits qui ont été par le passé les éléments moteurs des échanges avec l'URSS : produits énergétiques, agricoles, auxquels il faut ajouter les machines et équipements.

Les produits énergétiques n'étaient pas pour l'URSS la source dominante des recettes d'exportation au début de la décennie passée. Leur part dans les ventes soviétiques à l'Ouest était inférieure à 40 % en 1973 ; dix ans plus tard, elle se situait aux environs de 80 %. La hausse des prix du pétrole a ainsi permis à l'URSS d'accroître spectaculairement ses recettes en réduisant les quantités exportées, lesquelles n'ont cessé de décliner entre 1977 et 1981. Mais en 1982, les quantités de pétrole et produits pétroliers vendues sont brutalement passées à 69 millions de tonnes, en hausse de 33 % sur 1981. L'augmentation s'est sans doute poursuivie, en rythme ralenti, en 1983. Mais si l'URSS veut maintenir stables ses recettes d'exportations et la part qui en incombe aux ventes d'énergie, le gaz devra relayer le pétrole. La production de pétrole est quasi stationnaire. En 1983, elle a augmenté de 0,6 % ; sur le semestre d'octobre 1983 à mars 1984, les quanti-

ce que prévoit d'ailleurs explicitement le Programme énergétique de l'URSS à horizon 2000, adopté en 1983 et rendu public en mars 1984.

tés extraites plafonnent à un peu plus de 50 millions de tonnes par mois, ce qui devrait conduire à une baisse légère de l'extraction en 1984. La production de gaz est en revanche en pleine expansion. Mais les espoirs de ventes à l'Ouest sont inférieurs aujourd'hui aux prévisions formulées lors du lancement de l'"opération gazoduc" ; à peine plus de 20 milliards de m³ annuels supplémentaires ont été souscrits par contrat, contre les 40 milliards attendus. Le marché européen du gaz risque de demeurer saturé jusqu'en 1990 au moins.

Est-ce dramatique pour l'URSS ? Non, si elle peut mobiliser d'autres sources de devises ; et réduire ses besoins d'importation.

L'auteur britannique évoque, pour le premier point, les ventes d'or et les emprunts, sans l'envisager comme une véritable alternative. Pourtant il y a là une marge de manoeuvre importante. Prolongeant les statistiques de l'étude qui s'arrêtent en 1982 pour les ventes d'or (180 tonnes) on peut estimer à 60 tonnes seulement les ventes de 1983. Pour une production annuelle d'environ 350 tonnes aujourd'hui qui pourrait atteindre 460 tonnes en 1990 (D. Franklin cite les prévisions de son compatriote Michael Kaser), ce niveau de commercialisation est très faible, et autorise une reconstitution accélérée des réserves disponibles pour des opérations judicieuses sur un marché qui n'est pas menacé d'effondrement. Quant à la capacité soviétique d'emprunt, l'URSS est, avec une dette ^{estimée à} ~~brutale~~ 14 milliards de dollars fin 1983, l'un des meilleurs risques au monde pour les banquiers occidentaux. L'accueil enthousiaste qui a salué le retour des Soviétiques sur le marché des euro-devises en février 1984 en témoigne : ils ont emprunté 150 millions de dollars à un taux de 5/8 de point au-dessus du Libor, et il ne tenait qu'à eux de mobiliser davantage (Financial Times, 6 février 1984). D. Franklin ne croit pas que l'URSS voudra à nouveau s'endetter fortement ; en tout cas, elle le pourrait sans peine en cas de besoin.

Pour quels besoins ? On pense tout naturellement aux importations soviétiques de produits agricoles. Mais ce poste n'a pas toujours occupé dans les achats soviétiques la part élevée (plus de 25 %) qu'il a atteint en 1981. En 1970 les importations à ce titre ne représentaient que 8 % des achats totaux, et le moteur des échanges URSS-Ouest, pendant leur phase de plus grande expansion, a été constitué par les acquisitions d'équipements. Quel poste va donc impulser pour l'avenir les relations économiques de l'URSS avec les pays de marché ?

Il paraît clair que la tendance amorcée à la décroissance des importations soviétiques de céréales va se poursuivre. Seules diffèrent les estimations des montants. Pour D. Franklin, il n'est pas "déraisonnable" de prévoir une fourchette de 15 à 25 millions de tonnes. Une étude de l'OCDE parue en 1983(6) va jusqu'à un plancher de 10 millions de tonnes. Les évaluations se fondent sur l'impact attendu du "Programme alimentaire" adopté en mai 1982, qui vise à redresser la balance alimentaire de l'URSS à horizon 1990, par une réorientation des investissements vers l'agriculture et la filière agro-industrielle (ils représentant actuellement le tiers des investissements totaux) et une élimination des pertes à tous les stades de la récolte, du transport, de la conservation et de la transformation des produits agricoles. La conclusion à en tirer pour les exportateurs vers l'URSS, c'est que d'ici quelques années le marché risque de se fermer pour les ventes de produits agricoles, tandis que des créneaux importants apparaissent pour les fabricants de produits chimiques destinés à l'agriculture, de matériel agricole, d'équipements de réfrigération, stockage, conditionnement, transformation de produits. Cette évolution a été très nettement dessinée, dans le cas des échanges franco-soviétiques, par un colloque tenu à Paris en janvier dernier sur les relations économiques et techniques entre les deux pays, à l'exemple du secteur alimentaire et agro-industriel(7). Cependant on remarque que le redressement spectaculaire de la balance commer-

ciale de la France avec l'URSS en 1983, le déficit français s'établissant à 4,4 milliards de francs contre 8,6 en 1982, est dû avant tout à la progression des ventes de produits agricoles, multipliées par 2,5 en un an. Dans le domaine des matériels la France est handicapée par d'incontestables faiblesses de compétitivité, des capacités de production qui ne sont souvent pas à la mesure des besoins soviétiques, et des problèmes spécifiques de financement des exportations vers l'URSS. Cela risque de la mettre dangereusement en retrait dans la course au marché du "complexe agro-industriel" soviétique.

Il faut aussi compter avec une autre donnée : l'Europe de l'Est. Une étude américaine publiée en février 1984(8) estime qu'à partir d'un point culminant en 1980 où les achats de céréales par les "Six" ont atteint 17 millions de tonnes, on peut tabler pour 1985-86 à des importations nettes de 5 millions de tonnes, se redressant à 6 millions en 1990-91. Par ailleurs l'URSS, forte de son important excédent cumulé sur l'Europe de l'Est, voudra selon ces projections le réduire en important davantage de produits (particulièrement viande) de ses partenaires européens.

La demande de biens d'investissement (mis à part le domaine agro-industriel) va-t-elle relayer celle de produits alimentaires ? D. Franklin ne le pense pas pour l'URSS. Le déclin sensible en volume, en 1979-81, des achats soviétiques de matériel est pour lui d'autant plus significatif qu'il s'agirait d'une stratégie voulue, et non contrainte par des limitations financières. D'une part l'URSS a réduit la progression globale de son investissement, et particulièrement de l'importation de technologies. D'autre part, après 1980, elle a été de plus en plus sensibilisée aux risques que pouvait lui faire courir une politique occidentale de restrictions aux exportations de technologies sensibles, et elle a cherché à réduire sa dépendance. Ces propositions peuvent aujourd'hui être nuancées. Les résultats de l'URSS en 1983 et les prévi-

sions du plan pour 1984 semblent indiquer une reprise de l'investissement domestique civil, dont le taux de croissance de 2% par an initialement prévu pour 1981-85 sera nettement dépassé - peut-être doublé - d'ici la fin du quinquennat. Il n'est donc pas irréaliste de tabler sur un taux de croissance élevé de la formation du capital dans le plan 1986-90. Abraham Becker, économiste de la Rand Corporation, l'envisage dans un rapport récent (9), en soulignant par ailleurs que le consensus américano-européen sur les restrictions des ventes de technologies critiques à l'URSS demeure limité et fragile. L'URSS n'ignore pas ce dernier point. Dans son Programme énergétique, il est précisé que la solution des problèmes énergétiques reposera entre autres sur une coopération économique et technique avec les pays capitalistes, "particulièrement avec l'Europe occidentale et le Japon". Avertissement clair aux Etats-Unis, rendu public, paradoxalement, juste au moment où le gouvernement américain aurait décidé d'autoriser à nouveau la vente à l'URSS d'équipement de forage pétrolier (10).

De tout ceci il semble résulter que l'URSS tient en mains les clés de la reprise possible des échanges Est-Ouest. C'est la conclusion qui se dégage aussi d'une étude de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies(11) Le financement extérieur ne constitue pas une contrainte. Les besoins soviétiques prioritaires vont donc dicter sa demande d'importation; les Programmes alimentaire et énergétique en sont les piliers. Une aggravation nouvelle de la tension internationale serait seule susceptible d'infléchir ces perspectives.

Marie LAVIGNE

Professeur à l'Université
de Paris I Panthéon-Sorbonne

(Monde Diplomatique
mai 1984)

- (1) Daniel Franklin, The Prospects for East-West Trade : Policies, indebtedness , exports, London, The Economist Intelligence Unit, Special Reports n° 154, 1983, 161 p.
- (2) Cf. les estimations préliminaires, à partir des résultats du premier semestre 1983, commentées dans le Bulletin Economique pour l'Europe, Nations Unies, vol. 35, 1983, et les résultats du commerce extérieur de l'URSS en 1983, publiés dans Ekonomicheskaia Gazeta, 1984, n° 13 .
- (3) Ces chiffres sont estimatifs pour les Six, reposant sur des extrapolations à partir des résultats (statistiques nationales) des neuf premiers mois.
- (4) Cf. A. Tiraspolsky, "Quel pétrole pour quelle croissance en Europe de l'Est?", Le Courrier des pays de l'Est, janvier 1984, n° 280.
- (5) A. Giroux, "La récolte 1983 de céréales en URSS et en Europe de l'Est", Le Courrier des Pays de l'Est, février 1984, n° 281, p. 49.
- (6) Perspectives de la production et des échanges agricoles de l'URSS, Paris, OCDE, 1983, p. 9.
- (7) Les Actes du Colloque sont disponibles sur souscription auprès du Centre d'économie internationale des pays socialistes, Université de Paris I (90 rue de Tolbiac, 75634 PARIS CEDEX 13).
- (8) E. Cook, R. Cummings, T.A. Vankai, Eastern Europe, Agricultural Production and Trade Prospects through 1990, US Department of Agriculture, Economic Research Service, Foreign Agricultural Economic Report n° 195, p. 26.
- (9) Abraham S. Becker, East-West Economic Relations : Conflicts and Concord in Western Policy Choices, The Rand Corporation, December 1983, p. 23
- (10) International Herald Tribune, 8 mars 1984.
- (11) Bulletin Economique pour l'Europe, 1983, n° 35, p. 2.47.

→
 200, 200
 le point.

... comme le calcule le bureau du Budget du Congrès, alors que le Trésor « prévoit » qu'il redescendrait brusquement à 123 milliards... par le miracle de la baisse des taux d'intérêt ?

Certes. A cette date, la moitié des dépenses consisterait en versement d'intérêts. Une telle explosion du service de la dette réduirait à zéro la marge de manœuvre de l'administration, et cette perspective pèserait également sur le secteur privé et l'investissement productif. L'épargne disponible (7 % du PNB) sera presque entièrement absorbée par ces énormes déficits. Et comment évincer les emprunteurs privés, sinon par

des taux d'intérêt en hausse ? C'est ce que tout le monde anticipe, et c'est ce qui explique les taux d'intérêt réels records sur les titres à long terme.

Le FED ne sera-t-il pas alors tenté — ou contraint — d'accomplir un politique ?

Il est à la croisée des chemins : créera-t-il la monnaie pour financer le déficit, ou bien étouffera-t-il la reprise ? Si le dollar continue de baisser sans que le FED modifie ses objectifs monétaires, la croissance sera ralentie par le manque de capitaux. Mais si le FED refuse la déflation intérieure et adopte une politi-

que plus « accommodante », l'inflation risque de repartir. Une baisse de 20 % du dollar rajouterait déjà à elle seule 2 points au taux d'inflation prévu de 5 %. Les marchés sont évidemment aux aguets...

Que se passerait-il si des mesures étaient enfin prises en 1985 par un « nouveau » Reagan... ou par le président Hart ?

Si l'on se réveille, on ne pourra tout faire simultanément : il faudra prendre des mesures graduelles, étalées, qui agiront seulement avec le temps. Mais leur annonce pourrait faire tomber les taux d'intérêt d'un coup, bien

avant que le déficit ne commence réellement à se résorber. Ensuite, le renforcement des secteurs de l'économie sensibles aux taux d'intérêt (investissement, logement) et le redressement du solde extérieur devraient compenser la baisse de la demande due aux relèvements d'impôts.

Et le dollar baissera aussi ?

Oui, mais cette fois sans dommage pour notre économie. Si le déficit budgétaire est réduit, les taux d'intérêt réels à long terme diminueront et cela allégera la pression qui actuellement s'exerce à travers notre souape, le dollar. ●

A l'Est : l'austérité contre les dettes

Les démocraties populaires serrent la ceinture pour desserrer les contraintes extérieures

PAR MARIE LAVIGNE *

Reprise à l'Est ? La croissance de la production s'est incontestablement accélérée en 1983. Mais les progrès accomplis ont servi avant tout à consolider les comptes extérieurs. Pour la population, l'heure est toujours à l'austérité ; les revenus réels stagnent ou croissent aux plus faibles taux jamais enregistrés ; la consommation est déficiente en quantité et en qualité. Pour l'avenir, c'est la même évolution, appuyée sur la même politique, qui se dessine. Sauf en Hongrie, la crise est jugée trop profonde pour autoriser des réformes.

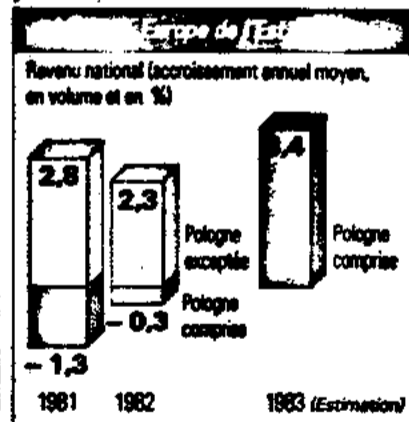
Moyennant ces sacrifices, l'assainissement des balances commerciales en devises se poursuit. Le solde excédentaire réalisé avec les pays développés aurait plus que doublé, atteignant 2,8 milliards de dollars. Qui plus est, ce résultat est obtenu dans des conditions plus favorables qu'en 1982, avec une moindre contraction des importations (- 5 % au lieu de - 19 %) et une légère

* Directrice du Centre d'économie internationale des pays socialistes à l'université de Paris I.

reprise des exportations (+ 2 %), lesquelles n'avaient cessé de décroître depuis 1981. Comme en 1982, les surplus réalisés avec les pays en développement représentent un gain additionnel en devises d'un montant équivalent. Aussi la dette extérieure a-t-elle généralement décrû. La Pologne reste, avec 26 milliards de dollars fin 1983, le pays le plus endetté ; on peut espérer en 1984 un aboutissement des pourparlers sur le rééchelonnement, engagés avec les gouvernements créanciers et suspendus depuis l'introduction de la loi martiale. La Roumanie (un peu plus de 9 milliards de dollars de dette

fin 1983), la RDA (8 milliards), la Hongrie (moins de 7 milliards) ont toutes amélioré leur situation. La RDA a reçu en 1983 des facilités de crédit de la RFA (indépendamment de la ligne de crédit permanente associée au commerce interallemand) afin de pouvoir poursuivre le service de sa dette aux banques occidentales. La Hongrie a été le premier pays de l'Est à revenir sur le marché des eurodevises en 1983. Quant à la Tchécoslovaquie (3 milliards de dette) et à la Bulgarie (moins de 2 milliards), leur situation n'inspire pas d'inquiétude ; si elles voulaient revenir sur l'euromarché, elles y seraient bien reçues, comme l'a montré l'accueil fait au premier prêt (50 millions de dollars) négocié par la Tchécoslovaquie depuis 1980.

Cet indiscutable redressement de la situation commerciale et financière à l'égard du monde non socialiste ne signifie pas une détente de la contrainte extérieure. Vis-à-vis de l'URSS, les petits pays demeurent fortement déficitaires. De peu inférieur à celui de 1982, leur solde négatif s'est établi en 1983 à 2,3 milliards en équivalents-dollars. L'URSS a clairement indiqué à la dernière session du Comecon (tenue



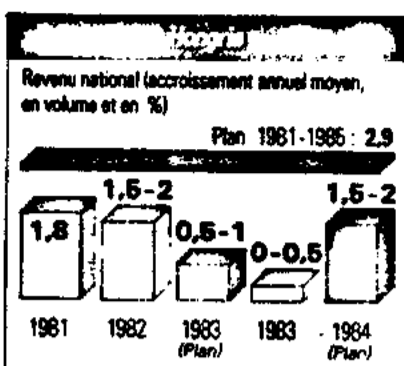
en octobre 1983 à Berlin) que ce déséquilibre ne pourrait durer indéfiniment : « Nous savons combien les pays du Caem sont intéressés aux fournitures de matières premières énergétiques et minérales par l'URSS, a déclaré le Premier ministre, Nicolas Tikhonov. Nous ferons tous nos efforts pour les poursuivre dans la limite de nos possibilités. Celles-ci dépendent évidemment de la mesure dans laquelle les autres pays du Caem pourront fournir les produits nécessaires à l'économie de l'URSS. » L'avertissement est clair. Les partenaires de l'URSS ne s'y plieront pas sans discussions. La mort d'Andropov a une fois de plus retardé le sommet extraordinaire du Comecon. Mais le « grand déballage » ne saurait être érudé éternellement.

HONGRIE

7,5 % d'inflation

En décembre 1983, Sandor Gaspar, secrétaire général du Conseil national des syndicats hongrois depuis 1965, a été déchargé de ses fonctions pour être nommé président du même conseil, poste largement honorifique. Ce n'est pas une péripétie. Face à la ligne du parti — politique de rigueur, annonce de restructurations industrielles avec reconversion des travailleurs, freinage des accroissements de salaires mais encouragement à des différenciations plus fortes fondées sur les écarts de productivité, priorité au rétablissement de l'équilibre extérieur au prix de la baisse des revenus réels — s'affirmait de plus en plus la ligne syndicale incarnée par Gaspar : priorité à la sécurité de l'emploi, majoration des allocations sociales, croissance plus forte des bas salaires. Le nouveau leader des syndicats, Lajos Mehes, est l'ex-ministre de l'Industrie, qui depuis 1980 dirigeait le super-ministère créé précisément pour promouvoir une politique de mutations industrielles. Un Fabius remplaçant un Krasucki pour conforter un Delors ?

L'analogie serait trop facile. Mais il faut bien dire que l'austérité se consolide. En 1983, on est à peine au-dessus de la croissance zéro ; une très modeste reprise est prévue pour 1984. Le gros point noir de l'année passée a été la sécheresse, qui a fait baisser de 3 % la production agricole.



Deux conséquences : l'objectif du milliard de dollars pour le surplus de la balance commerciale en devises n'a pas été atteint (excédent de 600 millions seulement) ; les prix de détail alimentaires ont été relevés deux fois, en septembre et en janvier (16 % pour le pain, 20 % pour l'huile et la viande, 23 % pour le sucre). Dans la foulée, d'autres prix ont été majorés : + 20 à 30 % pour les matériaux de construction, + 20 % pour le fuel domestique. La hausse globale des prix a été de 7,5 % en 1983 et sera du même ordre cette année. Les salaires n'ont augmenté que de 4 à 4,5 %. Malgré une hausse plus forte des prestations sociales, le revenu réel a donc baissé, et il en sera de même en 1984 — certains économistes prédisent même une stagnation des revenus réels jusqu'à la fin de la décennie. Des enquêtes sociologiques voient émerger de « nouveaux pauvres », essentiellement chez les retraités et parmi les familles nombreuses ; environ 10 % de la population feraient partie de ce groupe social.

Les entreprises se plaignent de leurs charges sociales, qui atteignent tout compris 40 % des salaires. L'encadrement du crédit les contraint de plus en plus. La grande nouveauté de 1983 a été le lancement d'un marché des obligations destiné à alléger les charges de l'Etat au titre du financement des investissements. Un premier emprunt a été émis (à 11,5 % d'intérêt, pour l'équivalent de 5 millions de dollars) par la Société nationale du pétrole et du gaz pour la construction d'un gazoduc. Il a été souscrit très vite, par les entreprises qui comptent bénéficier de fournitures de gaz. Les collectivités locales se lancent dans ce mode de financement pour leurs dépenses. Les Postes, enfin, ont émis dans la région de Szeged, particulièrement mal raccordée au téléphone,

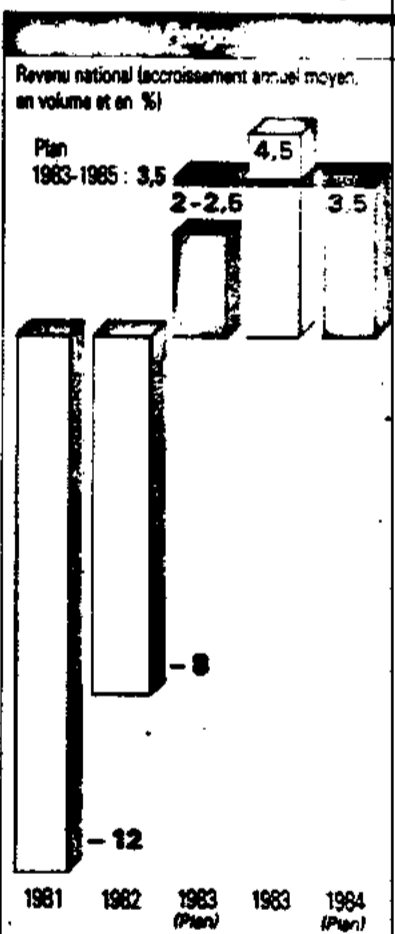
des bons souscrits par la population par coupons de 25 000 forints (le salaire moyen mensuel est de 4 600 forints) ; le souscripteur reçoit un intérêt de 6 %... avec en prime la promesse d'avoir le téléphone dans les trois ans.

POLOGNE

La production tente de combler son retard

La « reprise » est infime : le revenu national a progressé de 4,5 % en 1983, mais après une baisse de plus de 25 % sur la période 1978-1982.

Pour les Polonais, prix et approvisionnement sont les soucis majeurs. L'an dernier, le coût de la vie s'est accru de 23 % et les salaires de 25 %. C'était mieux qu'en 1982 mais, dès janvier 1984, les prix alimentaires ont été relevés de 10 %. Cette mesure impopulaire, critiquée même par le syndicat officiel, avait été repoussée de deux mois, le temps de procéder à une « consultation » de l'opinion



publique, à la suite de laquelle les autorités ont renoncé à certaines hausses (le schéma initial de majoration était de 15 %). Même valse-hésitation pour le rationnement, maintenu sur la plupart des produits de base. Levé le 1^{er} juin dernier, le rationnement du beurre a été réintroduit le 1^{er} novembre... avec les « excuses » du gouvernement. Pour 1984, on prévoit une hausse des prix de 15 % contre une hausse des salaires de 17 %, et la réalité risque de dépasser ces deux chiffres.

La production agricole a un peu augmenté (+ 4 %), mais l'état de l'agriculture est préoccupant. On ne peut attendre des miracles du « fonds d'aide à l'agriculture privée » constitué par l'Eglise. Ce fonds, alimenté par des donations d'Eglises occidentales, permettrait d'acheter à l'Occident des équipements et des engrais qui seraient revendus aux paysans en zlotys. L'appui du pape et les exhortations de Mgr Glemp n'ont pas convaincu le gouvernement polonais : ce dernier tarde à faire adopter la loi sur les fondations qui serait nécessaire au démarrage de l'opération. Celle-ci pourrait commencer en juillet, à une échelle limitée.

L'industrie, étranglée par les pénuries de matières premières, ne renouvelant plus son capital fixe, se délabre malgré une modeste reprise de la production, qui reste de 10 % inférieure à son niveau de 1979. La « réforme », perpétuellement amendée, est devenue si compliquée qu'on n'y comprend plus rien. Un examen-questionnaire officiel auprès de 8 700 manageurs a mis en évidence l'ignorance de ceux-ci sur ce point : 68 % ont « eu la moyenne », mais 18 % ont « été collés » ; et encore le jury a-t-il été compréhensif. Une enquête dans le public a montré que si 24 % des gens connaissent quelque chose à la réforme ils étaient en général contre parce que, à leur avis, elle entraînerait des hausses de prix.

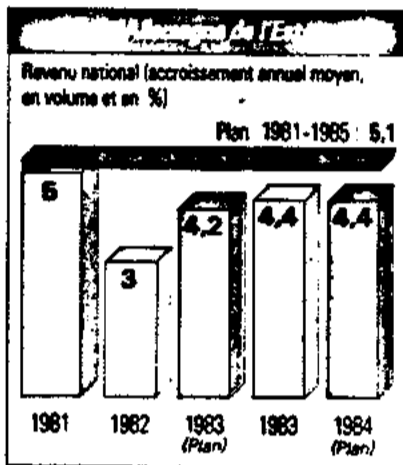
ALLEMAGNE DE L'EST

Sous le signe de Marx et de Luther

L'an dernier, on pouvait voir à la vitrine de magasins élégants dans le centre de Berlin les portraits de Karl Marx et de Martin Luther se faisant

face, surmontés d'une banderole : « En avant pour l'émulation socialiste ! » Protestantisme et marxisme, une bonne recette sans doute puisque la croissance du revenu national a repris vigoureusement, malgré une baisse de la production agricole due à la sécheresse de l'été.

L'année 1984 n'en sera pas moins dure pour les manageurs de l'industrie. Le Plan leur impose désormais de faire de la valeur ajoutée et des bénéfices ; ces deux indices deviennent déterminants dans l'appréciation de leur activité. La productivité du travail devra s'élever de 7,3 %, un taux deux fois plus élevé que les accroissements obtenus en 1982 et



1983. Pour inciter les entreprises à mieux utiliser leur force de travail, on les frappe soudainement, à partir de cette année, d'une taxe forfaitaire de 70 % sur les salaires ! Les coûts salariaux vont ainsi passer de 26 à 37 % des prix de revient. Les prix restant bloqués, les entreprises devront comprimer leurs coûts matériels, ce à quoi les incitent par ailleurs de nouvelles réglementations sur les normes d'utilisation des matières premières ou le niveau maximal des stocks. Elles devront surtout se séparer de la main-d'œuvre qui ne leur est pas strictement nécessaire et intensifier la productivité, notamment en développant le travail posté.

Comme la pénurie de main-d'œuvre est aiguë (et ce dégraissage tend à y remédier), le travailleur est-allemand n'a pas à craindre le chômage pour autant. Il continue aussi à être protégé de l'inflation. Les prix de détail demeureront stables, bien que les prix d'achat payés aux fermes collectives augmentent sensiblement ; les subven-

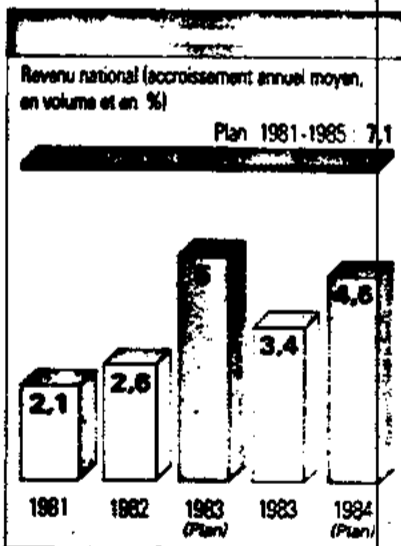
tions pour soutien des prix à la consommation vont croître de 50 %. Mais la progression du niveau de vie ralentit régulièrement : avec 2,2 % de hausse des revenus prévue en 1984, on est loin de l'objectif de 4 % fixé pour le Plan quinquennal.

ROUMANIE

Il n'y a plus de salaire minimum

Les experts du FMI sont, paraît-il, satisfaits de la Roumanie. Le programme de redressement établi pour trois ans, jusqu'à la fin de 1984, commence à porter ses fruits. La balance commerciale a été positive deux années de suite (de plus de 1 milliard de dollars en 1982 et 1983) ; la dépense nationale a été réduite par la baisse de l'investissement et la stagnation de la consommation ; on a progressé vers la vérité des prix par un quasi-alignement des prix domestiques internes (de l'énergie notamment) sur les prix mondiaux. La dette extérieure serait repassée au-dessous de la barre des 9 milliards de dollars, et la Roumanie n'envisage pas de rééchelonnement en 1984, contrairement à 1982 et 1983. Que voilà un pays raisonnable et bien gouverné !

Mais à quel prix ? Les mauvaises récoltes et la nécessité d'exporter des produits alimentaires ont provoqué une baisse des rations alimentaires déjà frugales (— 15 % pour la viande, — 13 % pour la farine, fin 1983). Une nouvelle réglementation

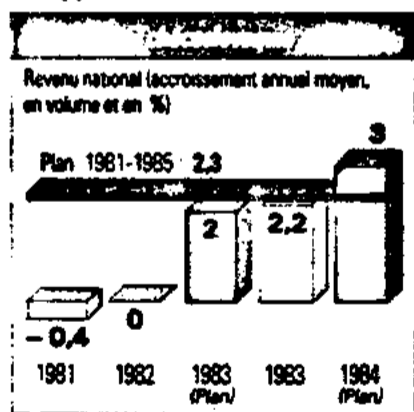


sur les lopins privés oblige les paysans, sous peine de confiscation de leur exploitation personnelle, à fournir à l'Etat des quantités déterminées de fruits, légumes, œufs, volaille. On raconte que les paysans font le voyage de Bucarest pour y acheter des œufs afin de les revendre à leur organisme de collecte... qui renvoie les œufs à Bucarest ! Une loi de septembre 1983, dite (par antiphrase) sur l'accroissement des salaires, a supprimé le minimum garanti, qui était jusque-là de 80 % du salaire de base. Les rémunérations varient maintenant en fonction de la production (estimée en nature) de l'entreprise et de la productivité ; en fait, on devrait assister à une baisse des salaires d'au moins 8 % en 1984. Le principe de gratuité des soins médicaux a été remis en cause en août ; désormais, les traitements en polyclinique ou en hôpital sont payants, sauf pour les plus faibles revenus. Depuis novembre 1983, la consommation d'électricité (personnelle et collective) a été réduite de 50 % ; des contrôleurs vérifient l'application de cette mesure, confisquent les appareils électriques et murent les prises chez les contrevenants : on grelotte dans le noir. L'autocratie stalinienne fait bon ménage avec les recettes du FMI.

TCHECOSLOVAQUIE

Croissance... de la pollution

Après deux ans de croissance zéro, la reprise s'est produite en 1983, et le Plan pour 1984 prévoit une ambitieuse progression. Mais le climat économique demeure morose. La réforme économique lancée en 1983, et appelée ici « Ensemble de me-



sures», s'est enlisée. La production industrielle a augmenté, mais on soupçonne qu'une bonne part en est constituée par un accroissement de stocks invendables. Une étude publiée l'an dernier révèle que 5 % seulement des produits de l'industrie mécanique tchécoslovaque correspondent aux standards mondiaux, et 20 % aux standards du Caem ! Faible productivité, manque de « discipline » des travailleurs, insatisfaction chronique du consommateur : le tableau est classique.

Le citoyen tchécoslovaque n'a pas lieu d'être optimiste. Il a supporté en 1983 une hausse des prix de l'ensemble des services (de 20 % en moyenne), venant après celle des produits alimentaires en 1982 et avant l'augmentation des produits industriels attendue en 1984 (les prix industriels de gros ont déjà augmenté de 6,4 % au 1^{er} janvier). Les revenus réels ne progresseront probablement pas cette année.

La qualité de la vie se détériore fortement. Gouvernement et « opposition » se rejoignent même sur ce point. Il n'est plus de discours officiel important qui n'évoque le problème de l'environnement, alors que la Charte 77 a fait de la lutte antipollution une revendication majeure. La crise énergétique a conduit la Tchécoslovaquie à réactiver l'extraction de charbon de basse qualité et de lignite. Brûlés dans les centrales thermiques, ces combustibles polluent l'air ; des pluies acides attaquent les forêts de Bohême, inquiétant aussi l'Allemagne fédérale. L'industrie chimique et pétrolière, autour de Bratislava, pollue le Danube et a contaminé la nappe phréatique. L'ambitieux programme nucléaire (la production d'électricité d'origine nucléaire doit passer de 9 % aujourd'hui à 33 % en 1990) est une cause de démoralisation : des accidents se sont déjà produits, et la rumeur publique en a diffusé l'existence malgré le silence des autorités.

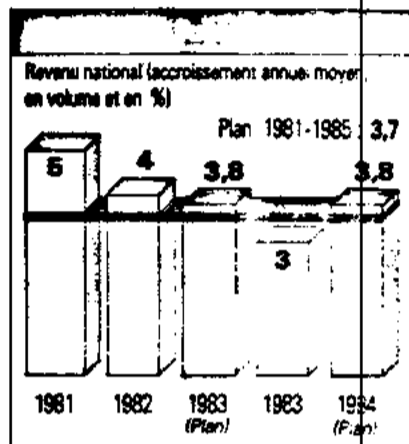
BULGARIE

A la recherche de la qualité

La croissance économique a été inférieure aux prévisions du Plan pour 1983. Cela tient à une mauvaise performance de l'agriculture, due à la sécheresse ; le taux de croissance

global de la production agricole n'est d'ailleurs pas publié... Les défaillances de ce secteur ont conduit les autorités à relever les prix alimentaires au cours de l'été (la dernière grande hausse datait de novembre 1979) : + 21 % pour le porc, + 23 % pour la volaille, + 35 % pour les fruits importés.

La grande réforme économique remise en chantier en 1983 a fait long feu. On en annonce une autre pour 1984, mais seuls quelques changements dans les intitulés et les titulaires de ministères sont interve-



nus pour le moment. La préoccupation première des autorités semble être l'amélioration de la qualité. Todor Jivkov lui-même a fustigé en mai 1983, dans un discours retentissant, la médiocrité des produits bulgares, allant jusqu'à dénoncer sous le nom de « bulgarisation » la détérioration rapide de la qualité des biens fabriqués sous licence étrangère. Une Conférence nationale sur la qualité doit se tenir en mars 1984 sous l'égide du parti. Elle est soutenue par une campagne de presse exprimant les doléances des consommateurs : des ampoules qui grillent au premier allumage, des mixers dont le contenu jaillit lors du fonctionnement de l'appareil, des chemises aux manches toujours trop longues... On souligne également la sous-qualification des ouvriers bulgares, dont moins du quart peuvent être considérés comme réellement qualifiés. Que faire ? La formule soviétique des brigades partiellement autogérées est citée en exemple ; mais la presse en a aussi appelé à l'expérience japonaise, exaltant l'efficacité d'une formation sur le tas des jeunes ouvriers par les « anciens », dans un esprit de patriotisme d'entreprise... ●